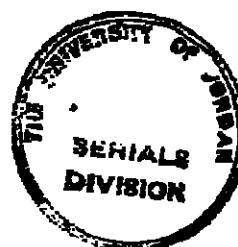
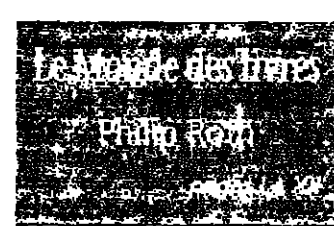


هنا من الأصل



Le Monde



CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15625 - 7 F

VENDREDI 21 AVRIL 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAURICE COLOMBANI

Vague d'arrestations en Bolivie

Après la proclamation de l'état d'urgence en Bolivie, dans la nuit du 18 au 19 avril, des centaines de syndicalistes ont été arrêtés. Le droit de grève est suspendu, les réunions politiques et les manifestations de rue sont interdites. p. 36

L'enquête sur le financement du CDS

Selon le témoignage de François Froment-Meurice, ancien secrétaire général adjoint du CDS, le parti centriste aurait perçu des fonds occultes après la loi de 1990. p. 36

La précarité des médecins étrangers en France

La prochaine publication des décrets prévoyant un statut de « praticien adjoint contractuel » pour les médecins titulaires d'un diplôme étranger, qui forme un quart des effectifs hospitaliers, suscite des inquiétudes. p. 14 et 17

3,1 milliards de bénéfice pour Peugeot

Le groupe PSA Peugeot-Citroën a annoncé le 20 avril un bénéfice net de 3,1 milliards de francs pour 1994, contre une perte de 1,4 milliard en 1993. p. 20



Controverse sur la gratuité des bibliothèques

Alors que les emprunts de livres ont beaucoup augmenté, des professionnels de l'édition réclament une participation financière du public pour permettre aux auteurs de percevoir un droit. p. 30

Les ambiguïtés de Jacques Chirac

A lire les documents diffusés par Jacques Chirac et inspirés de son mentor américain Lyndon LaRouche, l'idéologie du candidat emprunte ses thèmes tantôt à l'extrême gauche, tantôt à la droite la plus conservatrice ou à l'extrême droite la plus populiste. p. 16

Les éditoriaux du « Monde »

Aider l'Espagne ; Les immigrés de la santé p. 17

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Brésil, 500 F ; Canada, 2,25 \$ CAD ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,46 F ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 4 KRW ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 F ; Suède, 10 KRW ; Suisse, 2,20 F ; Tunisie, 1 Din ; USA, DM, 2 \$; USA (hors), 2,50 \$



Lionel Jospin se dit résolu à combattre la « résurgence de rêveries bonapartistes »

Dans un entretien au « Monde », il exprime sa confiance dans « une dynamique victorieuse »

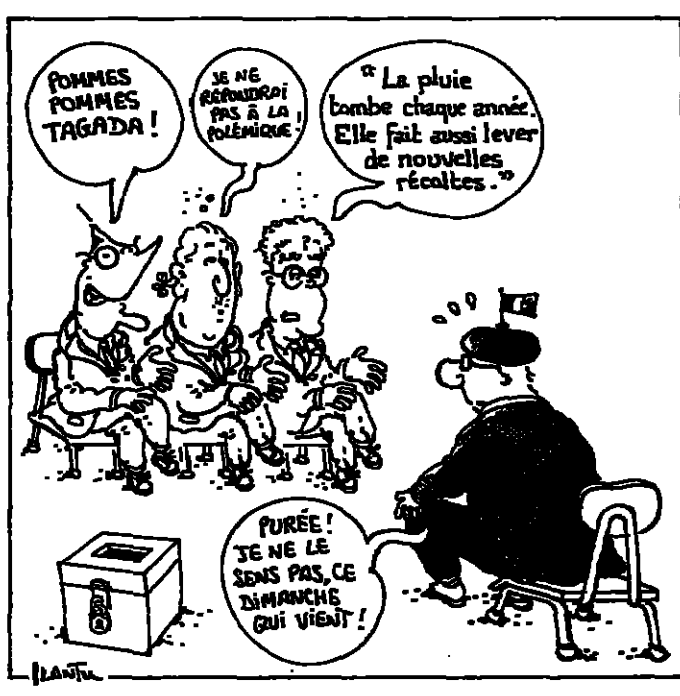
CONCLUANT une série d'entretiens du Monde avec les candidats à l'élection présidentielle, Lionel Jospin, dans celui qu'il nous a accordé, se dit convaincu de pouvoir « enclencher une dynamique victorieuse » et « l'opportunisme » de Jacques Chirac « qui a toujours été et reste un homme de droite ». M. Jospin attire l'attention sur les risques que ferait prendre aussi à l'Europe l'élection du maire de Paris. « Si la politique de la France, déclare-t-il, est hésitante, changeante, contradictoire, et que finalement le rôle de la France s'affaiblit, l'Europe que nous construisons sera faible et limitée à une zone de libre-échange ».

Le candidat socialiste souhaite que le Parlement réexamine l'ensemble des lois Pasqua sur l'immigration et se dit préoccupé par la « myopie » des responsables politiques à l'égard de Jean-Marie Le Pen qui « continue à prospérer électoralement ». Il regrette que le débat ait peu porté sur l'immigration et l'insécurité, qui constituent le « fonds de commerce »

du Front national. M. Jospin estime que le « modèle social français » qu'il propose doit reposer sur deux ressorts : « une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle ». Il assure que pour permettre le rassemblement de la gauche au second tour, il saura « faire écho à un certain nombre de préoccupations ». « Historiquement, rappelle-t-il, ce sont les hommes de la réforme sociale qui ont toujours traduit, en actes, les rêves des Français qui aspiraient au changement. Dans cette élection, je porte le rêve, en tout cas l'espérance, d'une société plus démocratique et plus juste face à la résurgence de certaines rêveries bonapartistes ».

M. Jospin souhaite que le prochain président puisse conduire le pays avec « sagesse », sache « sentir les tensions et les injustices » et se donne pour objectif de « réconcilier les deux France, celle qui joue la carte de la modernité et celle qui souffre, pour que ces deux France ne se tournent pas le dos ».

Lire page 8



Lire page 2

Un code de déontologie pour les goûteurs de foie gras

LES PAPILLES des goûteurs de foie gras sont désormais sous haute surveillance. L'Afnor, la très sérieuse association française de normalisation, vient de publier une norme qui définit les conditions dans lesquelles doivent se dérouler les tests réalisés par des experts amateurs. Cette norme s'adresse à tous ceux, journaux ou magazines audiovisuels notamment, qui s'appliquent chaque année à rendre public un indice de satisfaction établi par un jury de consommateurs non professionnels. Surpris par les résultats de certains tests publiés dernièrement, les producteurs ont souhaité que les règles du jeu soient les mêmes pour tous. Pas question de laisser n'importe qui affirmer n'importe quel dans un pays qui est le premier producteur et le premier consommateur de foie gras avec 9 000 tonnes produites ou transformées chaque année.

Avec la norme V 63-100, le foie gras devient ainsi le premier aliment dont la dégustation est réglementée. Derrière cette démarche, se cachent de considérables enjeux financiers. Un mauvais classement, une note médiocre lors d'une dégustation, et le chiffre d'affaires d'une société peut dangereusement tanguer. L'impact de ces tests est d'autant plus important que le marché du foie gras est très saisonnier - les deux tiers des ventes ont lieu à Noël - et très concurrentiel.

La lecture de la norme élaborée par l'Afnor est sa-

voureuse. Elle impose que les membres du jury n'aient ni fumé, ni bu de café ou d'alcool, ni mâché de chewing-gum au moins une heure avant le test. Chaque tranche doit peser entre 30 et 40 grammes et avoir une épaisseur d'au moins 5 millimètres. La dégustation aura lieu de préférence en milieu de matinée ou en milieu d'après-midi. Du pain blanc, « de la baguette », précise l'Afnor, sera proposé aux dégustateurs entre chaque échantillon « pour neutraliser leurs papilles et non pour tartiner le produit ». D'autres dispositions relèvent du simple bon sens : ainsi le nouveau code recommande-t-il de ne comparer que des choses comparables (le foie gras frais, ou mi-cuit, ou en conserve). Les cinq critères à inspecter sont l'aspect, la texture, le goût, l'odeur et l'impression générale. Enfin, les appréciations iront de « très désagréable » à « très agréable ».

Cette recommandation ne s'applique qu'aux tests de consommateurs « naïfs » de foie gras. Elle ne concerne ni la qualité ni les conditions de transformation de ce produit. S'il paraît à la fois présomptueux et irrationnel de chercher à normer le plaisir gustatif que procure un tel mets, il ne fait en revanche aucun doute que, sur ce marché souvent confus, le consommateur en sera le premier bénéficiaire.

Michèle Aulagnon

Une femme au Panthéon



MARIE CURIE

AUCUNE FEMME n'avait encore été admise au Panthéon en raison de ses mérites. François Mitterrand a voulu réparer cette injustice en faisant procéder, jeudi 21 avril, au transfert des cendres de Marie Curie dans la crypte où reposent les « grands hommes de la nation ». Pour le chef de l'Etat, qui, à un mois près, revient quatorze ans après sa prise de fonction dans le monument érigé à la gloire de Sainte-Geneviève par Louis XV, ce geste est triplement symbolique : il s'agit d'honorer une femme (et son mari, avec lequel elle a partagé son premier prix Nobel d'origine polonaise - donc étrangère -, qui a contribué au prestige de la recherche scientifique française. A ces qualités Marie Curie a ajouté une ténacité sans faille qui lui a permis de franchir bien des barrières sociales. Première femme titulaire d'un doctorat de sciences, elle devient aussi la première femme professeur à la Sorbonne. Et elle se lance passionnément avec son mari,

Pierre Curie, dans des recherches sur les origines de la radioactivité naturelle qui fondent la physique nucléaire. La qualité de ses travaux lui vaudra très vite le prix Nobel de physique en 1903 puis de chimie en 1911. Malgré cela, l'Académie des sciences refusera de lui ouvrir ses portes.

Lire page 12

POINT DE VUE

Quatre vérités simples par Alain Juppé

1. LA POLÉMIQUE en cette fin de campagne électorale, se transforme en propagande mensongère. C'est ainsi que, dans un entretien récent au Monde, M. Balladur prête à Jacques Chirac l'intention de procéder à une augmentation « générale et systématique des salaires ». Mercredi 19 avril, sur l'antenne de RTL, il a même prononcé les chiffres de 5 à 10 %.

Ces allégations sont très exactement contraires à ce que dit Jacques Chirac. Je cite ce dernier : « Je ne propose pas, c'est clair, une politique générale de relance par les salaires. Toutes nos entreprises n'en ont pas les moyens » (Projet pour la France, page 13).

Race à la thèse conservatrice du « gel des salaires », Jacques Chirac souhaite que, dans le cadre d'un dialogue social réactif, les salariés reçoivent, quand c'est possible, leur juste part des fruits de la croissance. Tous les responsables sérieux du monde économique - patrons ou syndicalistes - partagent ce point de vue.

2. Les turbulences monétaires actuelles, auxquelles la France n'échappe pas malgré la solidité fondrière de sa monnaie - défendue par une Banque de France enfin indépendante - n'ont évidemment rien à voir avec les péripéties de la campagne électorale française. Elles sont la conséquence d'une crise interna-

tionale, due principalement à la chute du dollar et aux répercussions qu'elle a sur le yen, le mark et les autres devises. Ce serait avoir une vision étroitement hexagonale de la réalité que de tout ramener à une querelle franco-française, qui d'ailleurs n'existe pas.

3. La seule réponse aux difficultés présentes, c'est la monnaie unique européenne. Avec elle, en effet, nous éviterons les désordres monétaires internes à l'Union européenne, qui déstabilisent nos entreprises. Avec elle, nous serons mieux en mesure d'agir pour ramener la stabilité dans le système monétaire international.

L'engagement de Jacques Chirac en faveur de la monnaie unique européenne est constant. C'est parce que Jacques Chirac a pris en 1992 la tête de la campagne pour la ratification du traité de Maastricht que le résultat du référendum a été finalement positif. Sans cela, la monnaie unique serait aux oubliettes. Qu'on s'en souvienne.

4. Si nous voulons mettre en place la monnaie unique dès que possible - ce qui est notre objectif -, il y a fort à faire. Il faut travailler à définir les modalités pratiques de l'opération, qui ne seront pas simples. Les ministres de l'économie et des finances et la Commission de l'Union européenne ont commencé à le faire. Ils doivent progresser. Il faut surtout

que la France s'engage résolument dans une politique de vraies réductions de ses déficits budgétaires et sociaux. Cela n'a pas été fait. Comme l'écrivait en effet Le Monde du 16 mars, le déficit de l'Etat, si l'on met à part les recettes de privatisation qui ont servi à financer les dépenses courantes - contrairement à la règle stricte que nous avons observée de 1986 à 1988 -, s'est aggravé de près de 10 milliards de francs en 1994.

Voilà l'un des changements les plus urgents à entreprendre.

L'intérêt supérieur du pays commande de ne pas faire de notre monnaie - qui est le bien commun de tous les Français - un enjeu électoral. Tout homme d'Etat digne de ce nom doit s'en garder.

De grâce, ne jouons pas, pour des raisons électorales, sur les réflexes de peur de l'opinion. J'ai confiance dans le bon sens des Français, qui ne feront pas, j'en suis sûr, le choix de la peur mais le choix d'un changement maîtrisé.

Alain Juppé est ministre des affaires étrangères et président par intérim du RPR

Lire aussi, page 11, nos informations et le point de vue de Jean Boissonnat : « Rien appris, rien compris »



INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 21 AVRIL 1995

ÉTATS-UNIS Le bilan provisoire – 31 morts et plus de 200 blessés – de l'attentat à la bombe qui a visé, mercredi 19 avril, un immeuble du centre d'Oklahoma City, risquait de

s'alourdir jeudi, malgré les efforts des sauveteurs pour extraire les victimes des décombres : le nombre de personnes disparues se situe autour de 300, selon les autorités. ● UNE

CHARGE d'environ 450 kilos d'explosifs avait été dissimulée dans une voiture stationnée à proximité de cet immeuble qui abritait les services du Bureau (fédéral) des al-

cools, tabacs et armes à feu, ainsi qu'une crèche. Cet attentat – le plus meurtrier de l'histoire des États-Unis depuis 1920 – n'a pas été revendiqué. ● IL SURVIENDRA deux ans jour

pour jour après la fin du siège du camp retranché de la secte des davidiens à Waco (Texas), mais la police semble privilégier la piste du terrorisme fondamentaliste musulman.

M. Clinton promet le châtiement rapide des auteurs de l'attentat d'Oklahoma City

Des dizaines de personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées lors de l'explosion d'une voiture piégée devant un bâtiment du gouvernement fédéral

WASHINGTON
de notre correspondant
Le World Trade Center, Waco : deux noms qui reviennent vite en mémoire, deux événements certes différents, mais qui évoquent un même souvenir, celui d'une extrême violence faisant brutalement irruption dans le quotidien de millions d'Américains, via l'écran de leur télévision. C'est cette même violence qui, une nouvelle fois, est apparue en direct, mercredi 19 avril, lorsque toutes les chaînes ont retransmis les images sanglantes de l'attentat qui a dévasté un immeuble de l'administration fédérale, à Oklahoma City, une ville de 400 000 habitants du sud-ouest des États-Unis, tuant au moins trente et une personnes (dont au moins douze enfants), et faisant plus de 200 blessés, l'état d'une cinquantaine d'entre eux étant considéré comme grave.

Ballet d'ambulances et de camions de pompiers déchaînant leurs sirènes, corps ensanglantés gisant sur la chaussée, épais nuage de fumée noire, montagnes de débris, voitures en flammes, foule de gens paniqués, couverts de débris de verre, fuyant dans toutes les directions, et puis cet immeuble de neuf étages éventré, soufflé par une gigantesque explosion entendue dans un rayon de cinquante

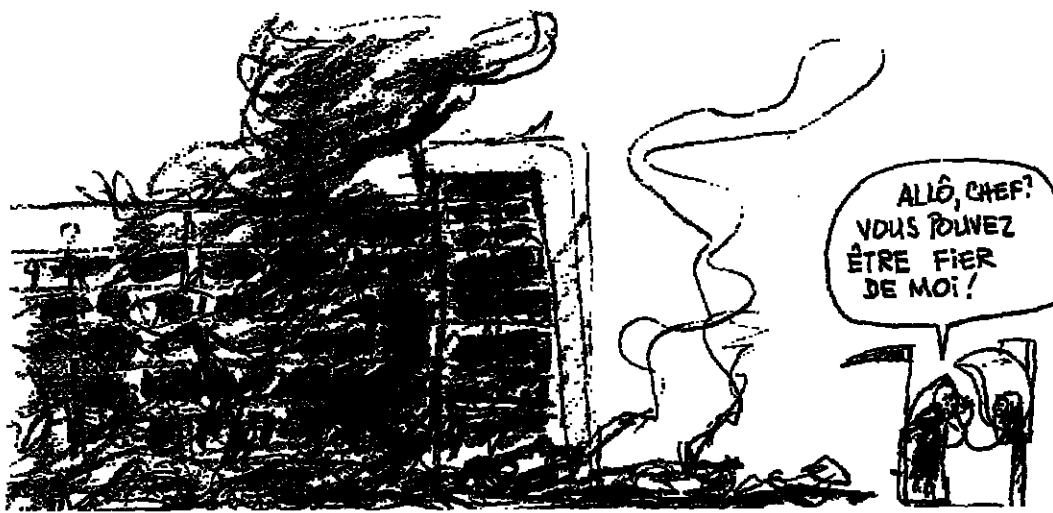
kilomètres, comme atteint par un bombardement. Images de guerre dans un pays en paix : ce sont des scènes identiques qui avaient choqué l'Amérique, le 26 février 1993, lorsque des terroristes islamistes avaient pris pour cible les tours jumelles du World Trade Center qui dominent l'extrémité sud de l'île de Manhattan, à New York.

SYMBÔLE

Cette fois encore, c'est une action terroriste qui est à l'origine de l'explosion qui s'est produite à 9 heures du matin, mercredi, à une heure où la plupart des employés étaient déjà arrivés à leur bureau du centre-ville d'Oklahoma City. Une méthode semblable a été employée : quelque 450 kilos d'explosifs (la puissance et la nature de l'explosif sont similaires à ceux de l'attentat de New York), ont été placés dans une voiture piégée, garée devant le Alfred Murrah Building. Dans le cas du World Trade Center, la bombe, dissimulée dans le parking souterrain, avait tué six personnes et fait plus d'un millier de blessés. Il s'agissait de la plus grave opération terroriste perpétrée depuis 1920 sur le sol des États-Unis (une bombe avait alors tué quarante personnes à Wall Street). Ce « record », si l'on peut dire, risque aujourd'hui d'être largement dépassé.

Pourquoi ? Par qui ? S'il est trop tôt pour répondre à la seconde question, on voit bien, en revanche, quelle était la cible. L'immeuble abritait des antennes de plusieurs administrations fédérales, notamment le Bureau des alcools, du tabac et des armes à feu (ATF), ainsi qu'une agence de recrutement de l'armée de l'air. C'est donc un symbole qui était visé, celui de l'État de droit, de la puissance des États-Unis. Peut-être aussi, si tel était bien l'objectif des instigateurs de l'attentat, était-il plus facile de choisir une petite ville réputée tranquille de l'Amérique profonde, où les mesures de sécurité sont a priori moins strictes qu'à Washington ou à New York. Par qui ? Les spéculations abondent, presque toutes sont tournées vers le terrorisme d'origine proche-orientale, mais l'affaire de Waco est aussi évoquée.

Il y a deux ans, jour pour jour, les forces du FBI avaient donné l'assaut contre la maison fortifiée où se trouvaient barricadés le



« gourou » David Koresh et les membres de la secte des davidiens, à Waco, au Texas, État situé juste au sud de l'Oklahoma. Ces images-là, terribles, également retransmises en direct, sont dans toutes les mémoires. Un incendie monstre, résultant d'un suicide collectif, avait ravagé, le 19 avril 1993, la « ferme » occupée par les « disciples de l'Apocalypse ». 36 d'entre eux avaient péri au cours d'un raid considéré comme un fiasco policier, et quatre membres

rappeler d'autres explosions similaires, à Beyrouth par exemple. Mercredi soir, l'Amérique était sous le choc, sachant que le macabre bilan s'alourdissait d'heure en heure. Le deuxième étage de l'immeuble était occupé par une crèche, ce qui explique le nombre élevé d'enfants parmi les victimes. Mais plus de 500 personnes se trouvaient dans les locaux au moment de l'explosion. Jeudi matin, le sort de plus de trois cents d'entre elles était encore incertain.

La déclaration du président américain

Tenu régulièrement au courant de la situation, le président Bill Clinton, visiblement ému et en colère, a fait, depuis la Maison Blanche, une brève déclaration pour condamner les responsables de l'attentat, qu'il a qualifié de « lâches » et de « diaboliques ». « Ces gens sont des tueurs et doivent être traités comme tels », a-t-il insisté. La justice sera « rapide, déterminée et sévère », a-t-il promis. Le ministre de la Justice, Janet Reno, s'est montré plus précis encore : assurant que les terroristes seraient appréhendés, elle a rappelé que la loi permet au gouvernement fédéral de requérir la peine capitale à l'encontre des auteurs d'une attaque mortelle dirigée contre un bâtiment fédéral. « Et nous la requerrons », a-t-elle insisté.

des forces de l'ordre avaient été tués. Se peut-il que les davidiens aient organisé une terrible vengeance à Oklahoma City ? L'hypothèse, évoquée un moment par la plupart des commentateurs, ne semble pas devoir retentir longtemps l'attention.

Car cet attentat, selon les experts, est l'œuvre de spécialistes entraînés, parfaitement au fait des techniques les plus sophistiquées du terrorisme. Il n'est pas sans

la lumière de projecteurs, sous la pluie, les sauveteurs ont fouillé toute la nuit les décombres, à la recherche de survivants.

L'état d'urgence a été décrété à Oklahoma City, afin d'acheminer les secours en un minimum de temps. Des dizaines d'agents du FBI, des enquêteurs ayant participé à l'enquête du World Trade Center, des unités de déminage provenant d'une demi-douzaine de villes, enfin des hélicoptères de

l'armée, ont été dépêchés sur place. Dans la région d'Oklahoma City, plusieurs unités militaires ont été placées en état d'alerte.

Sans le dire de façon officielle, les autorités américaines redoutent d'autres actions similaires. A toutes fins utiles, les mesures de sécurité ont été renforcées autour des bâtiments officiels de plusieurs villes. A Washington, New York, Detroit, Los Angeles, Boston, des immeubles ont été évacués. Comme ce fut le cas lors de l'explosion du World Trade Center, de nombreux appels anonymes ont été enregistrés, leurs auteurs assurant que d'autres explosions allaient avoir lieu. Bref, une psychose généralisée d'attentat terroriste semblait se propager, dans la soirée de mercredi, dans de nombreuses villes des États-Unis. A Oklahoma City, un périmètre de sécurité a été établi autour de l'immeuble dévasté, les services de sécurité redoutant que d'autres engins explosifs soient encore enfouis sous les débris.

Dans une telle atmosphère, les rumeurs vont bon train. Selon une télévision locale, le FBI serait à la recherche de trois suspects, dont deux « hommes barbus, de type proche-oriental, âgés entre vingt et trente-cinq ans ». Il n'en faut guère plus sans doute pour désigner les milieux islamistes. Dans le cas de l'attentat de New York, le FBI avait fini par orienter ses recherches en direction d'un terrorisme « sauvage », sans véritable lien avec des organisations ayant,

si l'on peut dire, pignon sur rue, comme le Hamas palestinien ou le Jihad islamique. Le procès de douze militants islamistes accusés d'avoir voulu lancer une « guerre de terrorisme urbain contre les États-Unis », se poursuit à New York. Leur « gourou » présumé est le cheikh Omar Abdel Rahmane, ancienne « bête noire » du gouvernement égyptien.

C'est lui qui aurait commandé l'attentat contre le World Trade Center (en mai 1994, quatre personnes avaient déjà été condamnées à un total de 240 années de prison), et qui projetait de faire sauter l'immeuble des Nations unies, le pont George Washington, ainsi que deux tunnels reliant l'île de Manhattan à l'État du New Jersey. Et puis, un autre « cerveau » fut découvert, le 9 février dernier, en la personne de Ramzi Ahmed Youssouf. Extradé par les autorités pakistanaises, il attend d'être jugé par un tribunal américain. Bill Clinton s'était félicité de l'arrestation de « l'un des terroristes les plus recherchés dans le monde ». Porteur d'un passeport irakien, il avait bénéficié de nombreuses complications dans plusieurs pays.

PROJET DE LOI

Le chef de la Maison Blanche avait annoncé, en janvier, un gel des avoirs et un arrêt des activités financières, aux États-Unis, d'une douzaine d'organisations soupçonnées de vouloir « détruire le processus de paix » au Proche-Orient. Parmi elles, le mouvement intégriste Hamas et le Jihad islamique. L'un de ces mouvements a-t-il répondu, à sa manière, à Oklahoma City, au gouvernement de Bill Clinton ? Il est probable que, de son côté, l'administration va profiter du climat actuel pour faire avancer son projet de loi antiterroriste, lequel suscitait, il y a quelques mois, des réactions très défavorables dans les milieux libéraux, pour qui les dispositions prévues « violent totalement la Constitution ». Une cour spéciale constituée de cinq magistrats fédéraux serait créée, avec toute latitude pour statuer sur l'extradition d'étrangers suspects, et garder secrets des témoignages, afin de protéger des informateurs et les agents des services de renseignement.

Laurent Zecchini

L'acte terroriste le plus meurtrier depuis 1920

Avec un bilan provisoire de 31 morts et 200 blessés, l'attentat qui a eu lieu mercredi 19 avril à Oklahoma City est l'un des plus meurtriers depuis 1920 aux États-Unis, où les actes terroristes sont rares.

● 26 février 1993 : un attentat contre la tour sud du World Trade Center de New York fait six morts et plus de 1 000 blessés. La bombe était dissimulée à bord d'une camionnette stationnée dans le parking souterrain d'une des deux tours jumelles de 110 étages, les plus hautes de New York. Quatre extrémistes musulmans ont été condamnés à la prison à vie. Le cheikh égyptien Omar Abdel Rahmane a été soupçonné d'avoir commandé l'attentat mais un autre « cerveau », Ramzi Ahmed Youssouf l'est aussi depuis février. Extradé par les autorités pakistanaises, il attend d'être jugé par un tribunal américain.

● 7 novembre 1983 : une bombe déposée contre un mur du Sénat explose à Washington, sans faire de victime.

● 16 mai 1981 : une explosion dans les toilettes du terminal PanAm à l'aéroport Kennedy de New York fait un mort. L'attaque est revendiquée par le groupe « Résistance armée portoricaine ».

● 29 décembre 1975 : 11 personnes sont tuées et 75 autres blessées lors d'un attentat à la bombe dans une consigne de l'aéroport La Guardia de New York.

● 24 janvier 1975 : une explosion dans une taverne de New York fait quatre morts. C'est l'un des 49 attentats attribués entre 1974 et 1977 à New York au groupe nationaliste des Forces armées de libération nationale portoricaine (FALN).

● 27 janvier 1972 : attentat contre un impresario d'artistes soviétiques à New York. Un mort.

● 24 août 1970 : un chercheur de l'université de l'armée de terre de Madison (Wisconsin) est tué par une bombe placée par des activistes pacifistes.

● 6 mars 1970 : trois membres d'un groupe clandestin révolutionnaire se tuent en manipulant des explosifs dans le quartier de Greenwich Village à New York.

● 16 septembre 1920 : une bombe explose dans le quartier de Wall Street à New York, tuant 40 personnes et en blessant des centaines d'autres. L'attentat est attribué par la police à des anarchistes.

WASHINGTON

de notre correspondant

Depuis mercredi 19 avril, la mort à un nouveau visage aux États-Unis, le visage ensanglanté de bambins de deux ans, touchés par l'explosion aveugle d'une voiture piégée, en plein cœur de l'Amérique. Des images que les téléspectateurs américains supportaient tant bien que mal lors qu'elles leur venaient de l'autre côté de l'Atlantique, de Beyrouth ou de Sarajevo. Mais dont ils n'auraient jamais pensé, même après l'avertissement du World Trade Center à New York, qu'elles pourraient un jour être télévisées en direct depuis Oklahoma City, la capitale la plus tranquille d'Amérique.

A 9 h 4 mercredi matin, le terrorisme est entré dans la vie de l'Amérique profonde. « Des scènes de guerre », répètent, incrédules, victimes et sauveteurs. Scènes de guerre retransmises par les chaînes de télévision locales relayées, dans tout le pays, par CNN d'abord, puis par l'ensemble des réseaux, toute la journée. Des jouets d'enfants, soufflés depuis la crèche du deuxième étage, se sont mêlés, taches multicolores, au verre brisé et aux débris sur le sol. De respectables employés en manches de chemise et bretelles errant dans la rue, sans trop savoir où aller, la chemise maculée de

sang. Une femme qui sortait de sa voiture est retrouvée carbonisée. Des civils que l'on fait rouler vite, plus vite, et qui tressaillent sur les tuyaux des pompiers. Un corps aux visages éclatés que des secouristes transportent vers une ambulance et sur lequel un passant jette pudiquement un linge.

« Avez-vous vu ma fille ? » Des mères, défigurées par l'angoisse, qui cherchent leurs enfants. Des enfants, noirs, blonds, fillettes, garçons, emmenés dans les bras de gens qu'ils n'ont jamais vus, le regard fixe, tellement choqués qu'ils n'ont même pas la force de pleurer. Un petit garçon de quatre ans attend, la tête entourée d'un pansement, le menton agité d'un tremblement de terreur, qu'on l'emène à l'hôpital. Des parents qui ne peuvent pas croire en leur chance d'avoir, ce jour-là, eu du retard pour déposer leur enfant. Ils étaient une quarantaine dans la garderie du deuxième étage, réservée aux enfants des fonctionnaires des services fédéraux, de un à sept ans. Douze, au moins, ont été tués. Un policier en uniforme noir, effondré, s'appuie sur le capot d'une voiture, la tête cachée dans le coude ; un de ses collègues, gauchement, essaie de lui remonter le moral.

Carole, secrétaire d'une soixantaine d'années, était assise à son bureau au septième étage lorsque

L'état de l'Oklahoma



« soudain, les vitres ont éclaté. Tout est devenu noir et le plafond a commencé à tomber ». Quelques minutes plus tard, un autre témoin voit « des gens courir dans la rue, en sous-vêtements, du verre et du plâtre plein la tête, le visage et le corps ». Dans une épaisse fumée noire, le bâtiment fédéral Alfred Murrah gît, littéralement éventré, la façade et près de la moitié de l'immeuble soufflées par l'explosion. Les secours s'organisent vite, des automobilistes évacuent les premiers blessés transportables, puis les ambulances arrivent, sirènes hurlantes, des cohortes de pompiers en veste jaune courent vers le bâtiment.

DIGNITÉ

A terre, scènes trop familières, les victimes attendent patiemment, reconfortées par d'autres, souvent elles-mêmes ensanglantées. Il y a une certaine dignité

dans cette attente, pas d'hystérie. Des centaines d'habitants vont donner leur sang. « On a sorti six petits corps de bébés, deux cadavres de femmes, excusez-moi, témoins un sauveur, incapable de continuer... C'est la chose la plus horrible que j'aie jamais vue ». Soudain, un vent de panique souffle : « Reculez ! », crient des policiers. Une deuxième bombe se trouverait encore dans les débris et tout le monde, pompiers, secouristes, blessés, cameramen, se met à fuir frénétiquement. Cette alerte empêche pendant plus d'une heure les sauveteurs de poursuivre leurs recherches dans les débris.

« Ce genre de choses, on les voit à la télé, mais pas dans son arrière-cour », résume un habitant d'Oklahoma City. « Ce n'est pas seulement le plafond qui m'est tombé sur la tête aujourd'hui, ajoute un rescapé. Mon monde entier s'écroule. » Au fur et à mesure que la journée avance, l'Amérique, touchée en plein flanc, prend conscience de l'ampleur du drame qui, au-delà d'un bilan qui s'alourdit, se déroule sous ses yeux : « Terreur au cœur de l'Amérique », titrent plusieurs chaînes de télévision entre deux pages de publicité. Le terrorisme peut désormais frapper partout, à Greenville, Tennessee, comme à Aurora, Illinois. Plus personne n'est à l'abri.

Les Américains voudraient comprendre, mais personne, mercredi, n'a pu leur fournir d'explications. « Comment peut-on que ce soit, dans ce monde, peut-être penser à faire ça à des innocents ? », dit un blessé. Un secouriste en colère demande que les auteurs de l'attentat « meurent d'une manière aussi atroce. Je n'ai plus qu'une envie, rentrer chez moi et serrer mes enfants dans mes bras ». En colère aussi, le gouverneur d'Oklahoma, Frank Keating, affirme que seul « un animal peut avoir fait ça ».

Tard dans la nuit, les équipes de pompiers sont encore à l'œuvre, à l'aide de grues et d'hélicoptères qui éclairent la carcasse de l'immeuble de faisceaux lumineux. La pluie est venue compliquer leur tâche, car ils craignent que l'accumulation d'eau ne provoque l'affaissement des ruines. « On n'a plus entendu de voix depuis une ou deux heures, mais nous pensons qu'il peut encore y avoir des gens vivants à l'intérieur, dit leur chef, Jon Hansen. C'est ce qui nous donne la force de continuer. » Dans la soirée, ils ont localisé trois personnes. A 11 heures du soir, deux d'entre elles étaient mortes, mais une adolescente de quinze ans était sauvée. Et quelque 300 personnes manquaient encore à l'appel.

Sylvie Kourilsky

هكذا امتلأ الصل

L'attentat espagnol

L'attentat contre le chef de l'opposition espagnole a été minutieusement préparé

L'organisation séparatiste basque ETA est suspectée, après l'explosion qui visait José Maria Aznar

José Maria Aznar, le dirigeant conservateur du Parti populaire, le principal mouvement d'opposition qui a obtenu 34,82 % des voix aux élections

législatives de 1993, a échappé à une tentative d'assassinat, mercredi 19 avril à Madrid. Une voiture piégée a explosé au passage de son véhicule

dans la capitale espagnole. Le gouvernement a accusé l'ETA, qui a pour habitude de ne jamais revendiquer immédiatement ses opérations.

MADRID

de notre correspondant

Plus de vingt et un ans après l'attentat qui a coûté la vie à l'ami Carrero Blanco, le 20 décembre 1973, l'ETA (Patrie basque et liberté) vient de démontrer qu'elle était encore capable de frapper au plus haut niveau des forces politiques espagnoles en perpétrant un minuscule attentat qui, cette fois, a échoué. En 1973, la voiture du président du gouvernement de Franco n'était pas blindée et pesait 1738 kilos. Celle de José Maria Aznar l'était et pesait environ 2700 kilos. Elle a survécu à la vie au président du Parti populaire, mercredi 19 avril. La mitraille déposée dans la voiture piégée est venue se ficher dans les portes du véhicule, à peine soulevé par le souffle de l'explosion provoquée par au moins vingt-cinq kilos d'amosal. La Dodge de Carrero Blanco avait, elle, été projetée dans les airs par-dessus un immeuble par trois charges d'une cinquantaine de kilos chacune d'un puissant explosif industriel déposé sous la chaussée.

José Maria Aznar a eu de la chance. Il a pu sortir de sa voiture criblée d'éclats par la porte du conducteur avec seulement une égratignure au visage et se rendre à pied dans une clinique toute proche pour recevoir les premiers soins. Après un examen complet, il est resté en observation jusqu'à jeudi matin, avant de reprendre ses activités. Ses seuls mots ont été un message de tranquillité et de sérénité au pays.

Cet attentat manqué rappelle, en effet, celui dont fut victime Carrero Blanco. Tous les détails ne sont pas encore connus, mais il a été établi que les terroristes connaissaient parfaitement les différents itinéraires de M. Aznar et savaient qu'il modifierait ses heures de sortie et que sa voiture était dotée d'un dispositif permettant de brouiller les ondes d'une commande à distance. Ils ont donc utilisé près de trois cents mètres de câble pour actionner la charge explosive au moment précis où la voiture passait à côté du véhicule piégé.

Tout indique donc que cette action a été longuement et minutieusement préparée. Le dernier attentat commis à Madrid, le 29 juillet, contre le général Francisco Véguez, personnalité importante du ministère de la Défense, avait déjà illustré la capacité de l'ETA à déjouer les précautions prises par ce militaire. La tentative d'assassinat de José Maria Aznar souligne également l'incapacité des forces de

l'ordre de mettre hors d'état de nuire le « commando Madrid » qui sème la mort depuis plusieurs années dans les rues de la capitale. Elle démontre aussi que le mouvement séparatiste sélectionne de plus en plus ses cibles afin de prouver, qu'en dépit des coups portés, il est toujours en mesure d'agir malgré un incontestable affaiblissement.

AFFAIRE, MAIS ACTIVE

En effet, trente-quatre ans après le début de la lutte armée et vingt-sept ans après que la première victime fut tombée sous les balles de cette organisation, l'ETA continue d'assassiner militaires, policiers et gardes civils en dépit de toutes les arrestations opérées, tant en France qu'en Espagne, des démantèlements successifs de ses structures de décision et des dissensions apparues dans ses rangs. Certes, depuis quelques années, le nombre des victimes décroît, le mouvement a perdu de la force et de la crédibilité, sa base sociale s'est rétrécie, mais,

en choisissant des objectifs plus spectaculaires et plus sensibles que les représentants des forces de l'ordre correspond à une nouvelle stratégie du mouvement de lutte armée. Ce changement d'orientation coïncide, plus ou moins, avec le rebondissement, en décembre 1994, de l'affaire des GAL (Groupes antiterroristes de libération), qui a apporté un peu d'eau au moulin de la contestation basque par le préjudice porté à la police et au gouvernement par cette « guerre sale » menée contre une « cause juste ». L'assassinat, le 23 janvier à San Sebastian, de Gregorio Ordóñez, candidat du Parti populaire à la mairie de cette ville lors des prochaines élections municipales du 28 mai, a été le premier signe de ce tournant.

Désormais, l'ETA n'hésite plus à prendre de nouveau pour cible des personnalités politiques, après une interruption de onze ans. Les journalistes sont également placés dans la ligne de mire en raison de leur attitude de plus en plus critique et quali-

tiste sans lequel aucun progrès ne peut être accompli. Un préalable que le mouvement refuse d'envoyer.

Fin mars, les dirigeants de KAS (Coordination socialiste basque), organisation illégale qui regroupe l'ensemble des facettes du mouvement indépendantiste, ont encore lancé un appel à « faire front avec toutes les armes possibles contre l'État terroriste espagnol ». La lutte armée a été qualifiée d'« obligation éthique et politique inéluctable ».

Ce nouveau cri de guerre a été motivé par l'identification des restes de deux militants basques, José Lasa et José Zabala, qui avaient été kidnappés en octobre 1983 par les GAL avant d'être exécutés. Ces deux « martyrs » avaient relancé l'agitation au Pays basque et provoqué un raidissement de la dissidence. C'est dans ces conditions qu'est survenu l'attentat manqué contre le plus important dirigeant de l'opposition qui, aux yeux de l'ETA, symbolise un retour en arrière.

Pour poursuivre la comparaison avec l'attentat contre Carrero Blanco, le maître d'œuvre de cette action, Argala, mourut cinq ans plus tard à Anglet (Pays basque français), pulvérisé par sa voiture piégée par des barbouzes qui furent les précurseurs des GAL. On ne sait si l'histoire se répète, mais elle fait quelquefois de sinistres échos. La vraie différence est qu'à l'époque l'attentat contre Carrero Blanco avait été salué comme une belle prouesse technique et qu'aujourd'hui la tentative d'assassinat de José Maria Aznar est unanimement dénoncée comme « un attentat contre la démocratie ».

Michel Bole-Richard

Le principal rival de Felipe Gonzalez

Le chef de l'opposition espagnole, le conservateur José Maria Aznar, se pose en successeur de Felipe Gonzalez, fortement déstabilisé par une cascade de scandales politico-financiers. A quarante-deux ans, M. Aznar est l'homme qui a su en finir avec les divisions de la vieille droite espagnole héritière du franquisme et surtout menacer l'hégémonie des socialistes au pouvoir depuis 1982. Sa formation, le Parti populaire, a fortement progressé aux dernières législatives de juin 1993, avant de remporter largement les européennes de juin 1994. José Maria Aznar, désormais très agressif à l'égard de M. Gonzalez et beaucoup plus sûr de lui-même, apparaît dans les sondages comme le prochain chef du gouvernement.

Porté à la présidence du Parti populaire en 1990, M. Aznar, dont la gauche souligne le côté « fils à papa », est le benjamin de quatre enfants d'une famille traditionnelle et aisée. Devenu inspecteur des finances à sa sortie d'université, il se fait rapidement remarquer par Manuel Fraga, ancien ministre franquiste, qui lui offre rapidement des responsabilités au sein de l'Alliance populaire, le prédécesseur du Parti populaire. Il n'a que vingt-neuf ans lorsqu'il est élu député en 1982. (AFP)

comme le reconnaît Felipe Gonzalez, « la possibilité de commettre un attentat existe toujours » et il faudra sans doute encore des années avant que les capacités opérationnelles de cette organisation soient complètement neutralisées. En attendant, « l'impact contre les institutions de cet attentat a été sérieux », a également admis le président du gouvernement, car « il a produit une sensation d'instabilité ». La recherche d'une plus grande répercussion dans l'opinion publique

L'ONU appelle à la prorogation de la trêve en Bosnie

ALORS QU'UN OBUS est tombé, mercredi 19 avril dans la soirée, sur une caserne de Sarajevo abritant des « casques bleus » français sans faire de victimes, l'ONU est toujours dans l'incapacité de désigner les responsables des meurtres, vendredi et samedi dernier, des deux militaires français, selon les résultats officiels de l'enquête des Nations unies, diffusés mercredi. Plusieurs porte-parole de l'ONU se sont toutefois élevés contre les affirmations du ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, qui avait déclaré, mardi au siège de l'ONU à New York, que l'un des deux soldats français tués avait été probablement victime d'un tireur bosniaque. Ils ont notamment souligné qu'il n'y avait pas d'élément « déterminant » pour avancer une telle conclusion.

Quelques éléments troublants ont entouré l'enquête du deuxième meurtre. Dimanche, les autorités bosniaques avaient protesté auprès de l'ONU pour avoir été tenues à l'écart de l'expertise de l'impact des deux balles qui avaient traversé le pare-brise de l'engin que manœuvrait le brigadier-chef Eric Hardoin. Des images enregistrées par la télévision WTN une demi-heure après la mort du soldat français montraient des « casques bleus » brisant à la masse le pare-brise, pièce maîtresse de l'analyse balistique.

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, moins de vingt-quatre heures après qu'elle ait été déposée par la France, le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé de toutes les parties du conflit qu'elles cessent de prendre pour cible les soldats de l'ONU et les a appelées à pronger la trêve qui arrive à expiration le 30 avril. Le texte demande également au secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, de proposer des mesures permettant de renforcer la sécurité des « casques bleus ».

Dans la matinée de mercredi, trois soldats britanniques ont été blessés dans l'explosion d'une mine près de Gorazde.

Selon la Forpronu, les forces serbes ont progressé dans leur offensive contre la poche musulmane de Bihać. (AFP Reuters)

Violents combats dans les montagnes de Tchétchénie

MOSCOU. Les forces russes ont été repoussées, mercredi 19 avril, du village tchétchène de Bamout, à 50 km au sud-ouest de Grozny, dont elles avaient pourtant annoncé la « chute » dans la journée. Le général Mikhaïl Egorov, qui assure l'interim du commandement des troupes russes, a annoncé qu'elles ont dû sortir de Bamout « pour préserver leurs forces », attaquées par un millier de Tchétchènes cachés dans les collines avoisinantes et dans d'autres « places fortes » de la région. Le même scénario s'est déroulé plus à l'est, où les forces russes n'ont pu occuper Serien-Iourt, située, comme Bamout, au débouché des montagnes du sud où les Tchétchènes ont installé leurs bases. (Corresp.)

■ **TURQUIE** : le président Bill Clinton a assuré son soutien au premier ministre turc, Tansu Ciller, en visite, mercredi 19 avril, à Washington. Les Etats-Unis se sont toujours gardés de critiquer ouvertement l'opération militaire menée par la Turquie en Irak contre les bases des séparatistes kurdes. M^{me} Ciller a indiqué, mercredi, que le retrait des soldats turcs d'Irak était « une question de semaines », mais elle n'a présenté « aucun calendrier d'attente », selon un diplomate américain. (AFP)

■ **ESTONIE** : le gouvernement de Tallinn s'est déclaré « profondément inquiet », mercredi 19 avril, après les déclarations du ministre russe des affaires étrangères n'excluant pas d'« employer la force » pour défendre les Russes habitant dans les anciennes Républiques soviétiques. « Au vu des événements en Tchétchénie, l'Estonie (dont près de 30 % de la population est russe) ne peut pas considérer comme une nouvelle menace en l'air ces déclarations », a déclaré le porte-parole du ministère estonien des affaires étrangères. (AFP)

■ **HONGRIE** : pour la première fois depuis 1904, les cheminots ont entamé une grève nationale illimitée, mercredi 19 avril à minuit. Ils craignent, notamment, des licenciements dans le cadre d'un plan de réorganisation prévu par la direction des chemins de fer. (AFP AP)

■ **ROUMANIE-HONGRIE** : les négociations sur le traité roumano-hongrois, en souffrance depuis 1991, vont reprendre lundi à Budapest, a annoncé, mercredi 19 avril, le ministre roumain des affaires étrangères. Les négociations achopent sur les droits à accorder à la minorité hongroise de Roumanie, la plus importante d'Europe, avec près de deux millions de membres. (AFP)

■ **SERBIE** : neuf anciens policiers albanais du Kosovo ont été condamnés, mercredi 19 avril, à des peines de un à cinq ans d'emprisonnement pour avoir, selon le tribunal, « menacé l'intégrité territoriale de la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) en créant les conditions pour une sécession du Kosovo ». Cent soixante anciens policiers de cette province du sud de la Serbie, peuplée à 90 % d'Albanais de souche, arrêtés et inculpés depuis décembre 1994, sont en instance de jugement. (AFP)

■ **MACEDOINE** : la Banque mondiale a annoncé l'octroi, mercredi 19 avril, d'un prêt de 24 millions de dollars pour améliorer le système de transport et de communications en Macédoine. (AFP)

■ **ALLEMAGNE** : le Serbe Dusko Tadic, poursuivi pour crimes de guerre commis en Bosnie-Herzégovine et écroué depuis février 1994 en Allemagne a accepté, mercredi 19 avril, d'être livré au tribunal pénal international de La Haye où il devrait être déféré dans les prochains jours par la justice allemande. (AFP)

Antonio Di Pietro, le grand accusateur accusé

Le juge de l'opération « Mani pulite » de nouveau sur la sellette

ROME

de notre correspondant

Il avait démissionné en décembre pour « éviter les polémiques » et les polémiques l'ont rattrapé. De même, lorsqu'il écrit dimanche dernier dans *La Repubblica* : « Après le printemps des enquêtes, arrivera le temps sombre de la vengeance », Antonio Di Pietro, l'ex-juge symbole de « Mani pulite », ne pensait pas être si vite pris au mot.

Et pourtant c'est ce qui vient d'arriver : après s'être vu critiquer vertement, en cette période d'effervescence politique pour ses penchants plus ou moins avoués, — ou présentés comme tels —, pour les forces de « centre-droit » alliées de M. Berlusconi ; après s'être brouillé, puis semble-t-il réconcilié, avec ses anciens collègues du « pool » de « Mani pulite » dont il n'aurait, pas toujours partagé certaines initiatives, l'ex-grand accusateur public vient à présent d'être mis à son tour sur le banc des accusés.

Et ce, par quelqu'un qui connaît plutôt bien son métier puisqu'il s'agit du retors avocat Carlo Taormina, défenseur du général Ceriello, principal accusé du procès qui se tient à Brescia, au nord de l'Italie, sur la corruption de la brigade financière. Procès qui intéresse directement plusieurs sociétés de la Fininvest, le groupe de l'ancien président du Conseil, Silvio Ber-

lusconi, qui auraient versé des pots-de-vin supposés à la brigade en question, en échange de contrôles moins rigoureux.

Or que dit l'avocat Taormina ? Que son client, le général Ceriello, a déclaré qu'Antonio Di Pietro aurait poussé certains témoins à le « mouiller » dans des affaires de corruption, tandis qu'un autre inculpé, un lieutenant détenu dans une prison militaire a confié à un policier que « Di Pietro lui avait promis qu'il recouvrerait sa liberté s'il faisait état dans ses déclarations du nom de Silvio Berlusconi ». En clair, cela s'appelle subornation de témoin. L'avocat demande donc que l'ex-magistrat vedette de « Mani pulite » soit entendu par la justice, et, pour faire bonne mesure, a émis certaines perplexités sur le fait qu'Antonio Di Pietro a bien connu plusieurs personnages impliqués dans « Mani pulite », se posant aussi des questions sur certaines relations professionnelles de sa femme, qui est avocate.

« PROCÈS SCANDALEUX »

C'était assez pour que l'ex-juge, jadis friand de médias, mais à présent excédé de ne plus avoir de vie privée, exprime son indignation dans une violente sortie devant les télévisions. Annonçant son intention de porter plainte, Antonio Di Pietro qui s'est dit « écarté par ce procès scandaleux » où l'on cherchait à blanchir les coupables en le noircissant, lui et sa famille a conclu : « Je dénon-

cerai ce type de comportement à l'autorité judiciaire, il est temps d'en finir : dans aucun pays du monde, on ne tolérerait pareilles intimidations, pareilles bouffonneries... ».

En vérité, ce n'est pas la première fois que l'on cherche à jeter une ombre sur la crédibilité d'un personnage aussi « encombrant » qu'Antonio Di Pietro. Il y a trois ans, Bettino Craxi, l'ex-roi Midas socialiste, au centre des enquêtes sur la corruption, s'y était essayé presque dans les mêmes termes que l'avocat Taormina, mais sans succès.

Seulement en trois ans, bien des choses ont changé, et l'enthousiasme « épurateur » du début s'est émoussé. De plus, depuis décembre, Antonio Di Pietro n'a plus le bouchier de son rôle de magistrat pour parer les coups, et sa vaine hésitation sur ses projets futurs (politique ? journalisme ? professorat ?) alimente trop de spéculations pour que la situation ne soit pas intenable. Ne dit-on pas par exemple que la « droite » aurait cherché à l'affaiblir pour mieux le récupérer, mais non plus en position de force ?

Seule certitude, les dissensions — essentiellement de sensibilité politique et tactique — entre membres du « pool » milanais ont été, provisoirement du moins, oubliées : l'attaque contre Antonio Di Pietro a provoqué une levée de boucliers.

Marie-Claude Decamps

Marie Curie

« La seule personne que la gloire n'ait pas corrompue », disait Einstein en parlant d'elle.

Françoise Giroud

Une femme honorable

Marie Curie

FAYARD

384 p.
130 F

Les obsèques.

Ce n'est jamais le moment d'en parler.

Alors parlons-en maintenant.

Les tabous qui entourent la mort ont longtemps empêché la clarté qui s'impose dans ce domaine. Aujourd'hui, nous voulons en parler simplement et clairement en répondant aux questions que l'on ne pose jamais ouvertement.

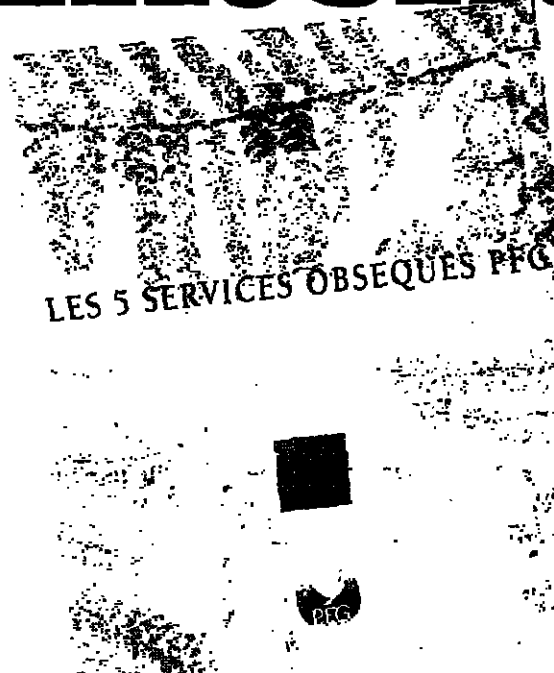
Aujourd'hui, peut-on choisir librement une entreprise de pompes funèbres ?

Oui, depuis l'abolition du monopole communal des pompes funèbres par la loi du 8 janvier 1993, vous pouvez vous adresser à l'entreprise de votre choix.

Dès lors, se pose le problème des critères de ce choix. Les prix, la nature des services proposés et l'engagement sur la qualité sont déterminants. Sur tous ces points, PFG, première entreprise de services funéraires en France, vous informe clairement au moment où vous le souhaitez.

Combien coûtent des obsèques ?

Le budget moyen qu'une famille consacre à des obsèques est actuellement en France d'environ 10 000 F. Cette somme comprend les prestations de pompes funèbres et n'inclut donc pas de frais tels que les annonces dans les journaux, les fleurs ou les dépenses de monuments funéraires. Il est souvent difficile pour une famille de choisir dans une gamme de prestations peu familières. C'est pourquoi, dans un souci de clarté et de simplicité, PFG a créé les 5 Services Obsèques : cinq services funéraires complets à un prix fixé à l'avance, pour l'inhumation et pour la crémation.



Vous pouvez vous procurer le livret "Les 5 Services Obsèques PFG" dans l'une des 1 200 agences du réseau PFG.

Vous donner le choix des prix, c'est le premier service que PFG entend vous rendre dans ces moments-là.

Les veillées funèbres existent-elles encore ?

Oui et elles sont d'autant plus nécessaires qu'aujourd'hui, 70 % des décès surviennent en milieu hospitalier et non plus chez soi. Pour répondre au désir des familles de trouver un lieu apaisant où se rassembler autour du défunt pendant les quelques jours qui précèdent les obsèques, PFG a créé un réseau de Maisons Funéraires ouvertes à tous, 24H/24.

Aujourd'hui, quelle est la place de la crémation en France ?

Des études récentes révèlent que 32 % des Français, et tout particulièrement les jeunes, sont favorables à la crémation. Or, il faut savoir que la crémation fait moins partie

de nos traditions que ce n'est le cas dans d'autres pays (Grande-Bretagne, Singapour, Inde...). C'est pour cela que PFG porte une attention toute particulière à cette nouvelle pratique : accueil des familles, organisation du service, personnalisation de la cérémonie, conseil dans le choix délicat de la destination des cendres.

Peut-on être aidé dans les démarches administratives après un décès ?

Oui et c'est utile, car les démarches à effectuer après un décès sont souvent longues, complexes et pénibles. Les familles ont besoin d'une véritable assistance. PFG vous propose les services d'une accompagnatrice compétente qui vous conseillera et réalisera pour vous toutes les démarches administratives nécessaires pour faire valoir vos droits.

Peut-on tout régler pour ses obsèques de son vivant ?

Oui, grâce au Testament Obsèques, vous pouvez décider de l'organisation de vos obsèques dans les moindres détails. Ainsi, le moment venu, vos proches seront soulagés de tout souci matériel et financier. Plus qu'un contrat d'assurance, le Testament Obsèques est l'engagement d'un grand prestataire de pompes funèbres - PFG - à l'exécution scrupuleuse de vos volontés. Chaque année, 50 000 personnes font le choix de la Prévoyance.



POMPES FUNEBRES

Pour toute information consultez le Minitel 3615 PFG (1,27 F/mn) ou appelez **N°VERT 0511 10 10**

Au Japon, l
criminel ap

هكذا من الأصل

Au Japon, la police privilégie la thèse d'un acte criminel après une nouvelle intoxication au gaz

Vingt et un usagers de la gare de Yokohama ont dû être hospitalisés

La police japonaise a mobilisé six mille hommes, jeudi 20 avril, pour procéder à de nouvelles investigations dans la gare de Yo-

kohama, où 466 personnes ont été intoxiquées - 21 ont été hospitalisées - après l'émission d'un gaz toxique, la veille. D'autre

part, le numéro deux de la secte Aum Shinri-kyo, mis en cause dans l'attentat au gaz sa- rin, le 20 mars, vient d'être interpellé.

TOKYO

de notre correspondant
La police semble privilégier la thèse d'un nouvel attentat après l'intoxication par un gaz toxique de plus de quatre cents personnes, mercredi 19 avril, dans un passage souterrain de la gare de Yokohama et dans des trains en partance.

Les circonstances des émissions de gaz, dont la nature reste inconnue, présentent des similitudes avec l'attentat du 20 mars dans le métro de Tokyo. Une autre intoxication par le gaz, plus légère (onze personnes avaient été affectées), avait eu lieu, le 5 mars, aussi à Yokohama. La police a néanmoins exclu l'hypothèse d'une intoxication par le sarin, les victimes n'en présentant pas les symptômes.

Ce nouvel attentat, qui a eu lieu le jour même où était adoptée par la Diète la nouvelle loi sur la répression de la possession, la fabrication

et l'utilisation du sarin (passibles de peines de prison allant de deux ans à la perpétuité), incite certains journaux à spéculer sur d'éventuelles « représailles » après l'enquête sur la secte Aum Shinri-kyo. La police a désormais établi qu'elle avait non seulement les capacités de produire du sarin mais encore qu'elle en aurait effectivement produit. Elle aurait aussi été en mesure de fabriquer des armes légères sur le modèle des fusils automatiques soviétiques AK 47.

Dans la soirée du 19 avril, la police a arrêté Kiyohide Hayakawa, le plus haut responsable de la secte après le gourou. Dans la hiérarchie de l'organisation, qui est calquée sur celle d'un Etat, il occupait les fonctions de « ministre de la construction ». Il était, entre autres, responsable des acquisitions de terrains, souvent opérées grâce aux contraintes exercées sur les propriétaires. Hayakawa

semble aussi impliqué dans des séquestrations et des enlèvements de fidèles récalcitrants.

Au cours des deux dernières semaines, la police a arrêté une centaine de membres d'Aum. Le gourou, Shoko Asahara, reste pour le moment introuvable, bien que, selon certaines informations, la police saurait où il se cache mais attendrait d'avoir davantage d'éléments pour l'interroger. Jusqu'à maintenant, celle-ci a arrêté des membres de la secte sous prétexte de délits mineurs, à savoir usage de faux papiers, obstruction à la justice et violation du code de la route.

Parmi les dirigeants arrêtés, figurent le « ministre de l'intérieur », Tomomitsu Niiimi, ex-garde du corps de Asahara, le responsable de l'« agence de défense », et le secrétaire d'Asahara. Un autre personnage interpellé est un ancien gangster, chargé des questions foncières

au « ministère de la construction ». La police a lancé deux mandats d'arrêt contre le « ministre de la santé », responsable d'un hôpital où était notamment administré aux malades des drogues diverses. Elle recherche en outre le chef des « services de renseignements » de la secte.

Si la police a désormais identifié les trois cents membres de la secte ayant travaillé pour le « ministère des sciences et de la technologie », qui disposait dans ses laboratoires des équipements nécessaires à la production du sarin, la plupart ont disparu avant les premières perquisitions policières, le 22 mars. Elle cherche en outre à établir les liens qu'entretenait la secte avec les forces d'autodéfense (armée japonaise), dont une vingtaine de membres auraient appartenu à la secte.

Philippe Pons

Feu vert de l'ONU pour les pèlerins libyens

ON L'AVAIT pratiquement oublié et il en souffrait. L'Irak et l'Iran lui avaient ravi la vedette et s'il ne souhaite plus qu'on mène son nom aux affaires de terrorisme, le colonel Mouammar Kadhafi entend bien ne pas être frappé d'ostracisme pour solide de tout compte.

Il faut admettre qu'il a réussi. Mercredi 19 avril, le comité des sanctions de l'ONU a autorisé 45 vols aller-retour de la compagnie Egypte-Air entre la Libye et l'Arabie saoudite, afin de permettre à quelque 6 000 pèlerins libyens de se rendre à La Mecque, malgré l'embargo aérien décrété contre Tripoli le 15 avril 1992 (*Le Monde* du 20 avril).

Pour obtenir cette dérogation précipitée, le colonel Kadhafi avait, le jour même, mis en piste ses propres avions et tenu prêts au départ pour Djeddah des « centaines de pèlerins ». Deux appareils ont même pris l'air en milieu de journée mais l'équipée de l'un d'eux s'est terminée à l'aéroport libyen de Tobrouk, où un avion égyptien doit aller récupérer les passagers pour les conduire à Djeddah. L'autre avion a bien atterri à Djeddah, avec à son bord 145 pèlerins et un responsable libyen.

Une fois qu'un comité d'experts égyptiens aura évalué l'état des pistes des aéroports libyens de Benghazi et de Tripoli, le pont aérien égyptien devrait en principe commencer, ce jeudi. Il est prévu que des délégués de l'ONU inspectent les passagers et les appareils, et surveillent le trajet des avions qui doivent rallier la Libye à l'Arabie saoudite sans escale.

L'Egypte a mené tambour battant des négociations triangulaires pour aboutir à cette solution. Elle est intervenue auprès du comité des sanctions des Nations unies et le président Hosni Moubarak est demeuré en contact avec son homologue libyen, qui se trouvait à In Amenas, dans le Sud-Est algérien, pour y rencontrer le chef de l'Etat algérien.

Si le colonel Kadhafi a pris le risque de tenter d'enfreindre l'embargo de l'ONU, c'est parce que le jeu en valait la chandelle. Il encourait une condamnation internationale, mais la Libye n'en est pas à un reproche près. Ses relations auraient pu se tendre avec l'Egypte, dont l'espace aérien devait être emprunté et l'Arabie saoudite, obligée d'accueillir les pèlerins dès lors qu'ils sont munis du visa nécessaire. Il a pu éviter l'un et l'autre de ces écueils et aussi le ridicule des années précédentes. En 1994, il avait envoyé des pèlerins en Arabie saoudite à dos de chameau mais le trajet s'était terminé en voiture. En 1993, il en avait déposé à Jérusalem, lui qui voue une hostilité quasi viscérale à l'Etat juif.

M. Na.

Le rapprochement entre l'Inde et l'Iran inquiète le Pakistan

NEW DELHI

de notre correspondant

Ce n'est qu'une anecdote, mais elle est significative de l'importance qu'a revêtu pour les Indiens la visite d'Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, la première d'un chef de l'Etat iranien depuis l'arrivée au pouvoir des ayatollahs à Téhéran. Le premier ministre Narasimha Rao s'est déplacé, lundi 17 avril, pour accueillir le numéro un iranien. Il a renouvelé ce geste, deux jours plus tard, pour raccompagner son hôte à son avion. Marque d'amitié et de respect dont n'avaient bénéficié ni John Major, ni Boris Eltsine, ni Nelson Mandela.

Le résultat de cette visite, attendue avec impatience par le gouvernement indien, représente un beau coup diplomatique pour New Delhi. Tout indique en effet que les discussions entre M. Rao et le président iranien ont été fructueuses et augurent d'un redressement des relations entre les deux pays. Et, si les diplomates indiens doivent se frotter les mains, leurs collègues pakistanais sont, aujourd'hui, d'une humeur plus sombre : alors qu'il cherche le soutien de l'Iran « frère » dans ses querelles avec l'Inde, le Pakistan s'inquiète de l'émergence d'un axe New-Delhi-Téhéran.

La signature d'un accord sur un prochain traité de transit permettant aux Indiens d'exporter leurs produits vers l'Asie centrale via l'Iran est une pierre dans le jardin du Pakistan. Ce dernier compte en effet beaucoup sur la prometteuse ouverture des nouveaux marchés que représentent les anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale, avec lesquelles il souhaite développer, le plus vite possible, sa coopération. Dans cette optique, les accords signés, mardi, entre l'Iran, l'Inde, le Turkménistan et l'Ukraine ne peuvent que le mécontenter.

Autre motif de satisfaction pour New Delhi, et donc de déception pour Islamabad : M. Rafsandjani a abordé du bout des lèvres la question du Cachemire,

territoire que se disputent le Pakistan et l'Inde, et seul Etat à majorité musulmane de l'Union indienne. Le chef d'Etat iranien a simplement émis l'espoir que cette question soit « discutée » par les trois parties concernées, c'est-à-dire New Delhi, Islamabad et les Cachemirites. Ce qui revient à s'aligner sur les positions occidentales, proches de celles de l'Inde, selon lesquelles ce conflit est d'ordre purement « bilatéral ».

CONVERGENCE GÉOSTRATÉGIQUE

L'an dernier, déjà, Téhéran avait refusé de voter pour les Pakistanais à la Commission des droits de l'homme de l'ONU alors que Benazir Bhutto, le premier ministre pakistanais, espérait que les pays musulmans condamneraient l'Inde pour la « sale guerre » menée au Cachemire contre les séparatistes. Il est vrai que Téhéran a raison de ne pas trop agiter cette question. Dans un entretien accordé à la presse indienne, en 1994, M. Rafsandjani avait appelé à l'ébauche d'un « dialogue » entre Téhéran, Pékin et New Delhi. Les trois pays n'ont-ils pas intérêt à contrer les Occidentaux, qui les accusent de violations des droits de l'homme au Cachemire indien, au Tibet chinois ou dans l'Iran islamiste ?

M. Rafsandjani entend donc trouver des alliés asiatiques avec qui se serrer les coudes face à l'« impérialisme de l'Occident ». New Delhi ne peut que se satisfaire de l'émergence de cette solidarité « panasiatique » quand il s'agit des droits de l'homme, même si les relations entre l'Inde et les pays occidentaux sont excellentes depuis la disparition de l'ancien allié soviétique. Mais, comme le remarquait, mardi, le quotidien *The Pioneer*, « en ces temps de post-guerre froide, il y a convergence géostratégique entre l'Inde et l'Iran en dépit de l'islamisme radical de Téhéran ou de tendances pro-occidentales de la diplomatie indienne ».

Bruno Philip

La Chine s'engage à traiter l'Europe sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis en matière commerciale

PÉKIN

de notre correspondant

Le gouvernement chinois a donné l'assurance au vice-président de la Commission européenne, Sir Leon Brittan, que les concessions qu'il a fini par accorder, après d'âpres négociations, aux Etats-Unis en matière de pratiques commerciales, notamment dans la non-discrimination des fournisseurs et la protection des droits industriels et droits de reproduction, s'appliqueraient tout aussi bien à ses relations commerciales avec l'Europe.

Cette assurance a été fournie par M^{me} Wu Yi, ministre du commerce extérieur, dans une lettre préparée à l'intention de Sir Leon qui vient de faire une visite en Chine. Celui-ci a qualifié l'engagement que la Commission réclamait de Pékin d'« exigence essentielle » pour permettre l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La question des pratiques discriminatoires de la Chine pour raisons politiques envers des partenaires commerciaux s'est notamment posée lors de la crise diplomatique franco-chinoise de 1992 consécutive à la vente d'armes par la France à Taïwan, et de celle sur la rétrocession de Hongkong, entre Pékin et Londres.

Sir Leon a lié l'abandon par la Chine de ses menaces de représailles commerciales à l'ouverture de programmes d'assistance technique de la Commission en matière de formation du personnel et de documentation dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle.

Deux des principaux sujets en discussion entre le monde occidental et la Chine pour son accession à l'OMC sont le monopole que détient encore les corporations d'achat de l'Etat sur ses importations, et les taux élevés de droits de douane limitant l'accès au marché.

FORMATION JUDICIAIRE

Sir Leon s'est dit partisan d'une approche au cas par cas pour déterminer dans quels domaines Pékin pourrait bénéficier d'un délai de grâce pour se conformer aux règles de l'OMC plutôt que d'une discussion d'ordre général, comme la mènent les Etats-Unis, pour savoir si la Chine est un pays « développé » ou « en développement ». Constatant que les pourparlers à ce sujet se trouvaient dans une impasse, Sir Leon a souhaité qu'ils connaissent « un nouveau départ qui exige une nouvelle attitude ».

Evitant la question des droits de l'homme avec chacun de ses interlocuteurs, Sir Leon a dit avoir

reçu un accueil favorable à la proposition que l'Europe contribue, notamment par la formation de personnel judiciaire, à l'émergence d'une « société civile » qui favorise un climat propice aux échanges économiques.

Il a insisté sur l'intérêt qu'a la Chine à équilibrer ses relations commerciales avec Washington par des échanges avec l'Europe « sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis », évoquant notamment la disproportion entre les commandes chinoises d'avions de ligne allant dans l'escarcelle américaine au détriment de la firme Airbus. Sir Leon prépare aussi un document suggérant des méthodes d'approche du monde chinois pour les membres de l'Union européenne.

A l'issue de ses entretiens à Pékin, il s'est rendu dans deux provinces de l'intérieur du pays, le Sichuan et le Hubei, afin de voir comment peuvent être attirés les hommes d'affaires européens vers ces régions souvent ignorées au profit des zones côtières pour la bonne raison qu'elles ne bénéficient pas de la même souplesse fiscale et que, partant, leurs responsables n'ont pas une grande marge de manœuvre.

Francis Deron

« Mise en garde » aux autorités de l'opposition algérienne

ALGER. Les huit partis d'opposition signataires, en janvier, de l'accord de Rome - dont l'ex-Front islamique du salut (FIS) - ont lancé, mercredi 19 avril, une « mise en garde » aux autorités contre l'organisation d'une élection présidentielle et exigé « l'ouverture immédiate de négociations en vue du retour à la paix civile ». Dans un texte diffusé, dimanche, le président Liamine Zeroul avait répété que le scrutin présidentiel serait organisé cette année. La Kabylie devait commémorer, jeudi, en ordre dispersé, le quinzième anniversaire du « printemps berbère ». A l'appel du Mouvement culturel berbère (MCB), éclaté en trois tendances, débrayages et marches devaient avoir lieu sur fond de rivalités, exacerbées par la grève des cours entamée, il y a sept mois, en Kabylie. Selon le quotidien saoudien *El Hoyal*, trois colonels ont été tués, la semaine dernière, à Alger et à Médéa. - (AFP)

AFRIQUE

■ **AFRIQUE DU SUD** : Winnie Mandela a été admise mardi 18 avril dans une clinique de Johannesburg. Elle est officiellement soignée pour « stress ». La clinique s'est refusée à tout commentaire sur les raisons pour lesquelles l'ancienne vice-ministre des arts, de la culture, de la science et de la technologie, connue pour abuser de l'alcool, avait été hospitalisée. Lundi, après avoir reçu la lettre du président Mandela lui annonçant, pour la seconde fois, son limogeage, Winnie Mandela avait annoncé qu'elle renonçait à ses fonctions. - (Corresp.)

■ **Quelque 1 700 enfants sont incarcérés** dans les prisons surpeuplées d'Afrique du Sud, a indiqué, mercredi 19 avril, le président de la commission parlementaire des services pénitentiaires, Carl Niehaus. La détention d'enfants peut être « considérée comme anticonstitutionnelle », dans la mesure où elle viole les droits de l'homme, a souligné M. Niehaus lors d'une conférence de presse. - (AFP)

■ **ANGOLA** : au moins 14 civils ont été tués par l'explosion d'une mine sur une route proche de Kuito, dans le centre du pays, selon la station locale de la radio officielle. Selon la même source, une deuxième mine a explosé au passage du véhicule transportant les victimes vers le centre-ville de Kuito faisant sept blessés graves. - (AFP, Reuters)

■ **GUINÉE** : le gouvernement a accusé mardi 18 avril l'Espagne de « préparer une agression militaire contre le gouvernement et le peuple équato-guinéen ». Il a également reproché à l'ancienne puissance coloniale, de « s'immiscer dans les affaires intérieures » du pays et « d'appuyer l'opposition radicale ». Une accusation liée aux interventions de Madrid en faveur de l'opposant, Severo Mouto, condamné début mars à dix-huit mois de prison pour complicité de subornation d'un commissaire de police et atteinte à la réputation du chef de l'Etat, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. - (AFP)

■ **MAROC** : la situation dans les prisons confrontées à un problème de « surpopulation » sera progressivement améliorée, a annoncé, mardi 18 avril, le ministre de la communication. Pour renforcer « l'indépendance et la crédibilité de la justice », le gouvernement va veiller à ce que les jugements des tribunaux soient rendus le plus vite possible. - (AFP)

■ **NIGERIA** : les ministères toujours installés à Lagos, la capitale économique, ont été informés qu'ils disposaient de trois mois pour effectuer leur transfert à Abuja, la capitale fédérale, a annoncé mercredi 19 avril, le secrétaire général du gouvernement, Alhaji Aminu Saleh. Les ministères de la défense, de l'éducation et celui du travail et de la construction publique sont à Lagos, en dépit du transfert officiel du siège du pouvoir à Abuja en 1991. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ **CHILI** : le conseil d'administration de l'Organisation européenne de recherche astronomique (ESO), réuni mercredi 19 avril à Garching (Allemagne), a décidé de poursuivre la construction du télescope géant au Chili, après avoir reçu de Santiago la garantie de l'immunité juridique en cas de litige sur la propriété du terrain. Mais l'ESO se réserve de revenir sur sa décision en juin si, d'ici là, de nouvelles difficultés surgissent avec la justice chilienne. - (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS** : le sénateur républicain Richard Lugar a annoncé sa candidature pour l'élection présidentielle de 1996, le 19 avril, à Indianapolis. M. Lugar, sénateur de l'Indiana, est le huitième républicain à se porter candidat dans la course à la Maison Blanche. - (AFP)

ASIE

■ **JAPON** : Shintaro Ishihara, auteur d'un livre polémique écrit avec l'ancien président de Sony, Akio Morita, *Le Japon qui peut dire non*, connu pour ses prises de position extrémistes en matière diplomatique, vient de renoncer à son mandat parlementaire pour protester contre la « dégradation de la vie politique ». Député libéral démocrate depuis vingt-cinq ans, il est l'auteur d'un best-seller, *La Saison du soleil*, qui décrivait la jeunesse perdue des années 50. - (Corresp.)

■ **SRI-LANKA** : la guérilla tamoule a bombardé, jeudi 20 avril, des positions de l'armée dans le nord de l'île, après avoir détruit la veille deux navires de guerre et annoncé son retrait des pourparlers de paix entamés avec le gouvernement il y a trois mois. Les Tigres de libération de l'Elam tamoul (LTTE) ont utilisé des roquettes et des mortiers pour attaquer à l'aube au moins trois positions gouvernementales, blessant trois soldats. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN** : l'Union européenne a formellement demandé, mercredi 19 avril, à l'Iran, de s'engager à ne pas faire assassiner l'écrivain britannique Salman Rushdie. Les ambassadeurs de la trilogie européenne (France, Allemagne et Espagne) ont été chargés de la démarche. De plus, Radio-Téhéran a affirmé, sans autre précision, que trois Américains accusés d'« espionnage » avaient été « jugés » devant des tribunaux iraniens. - (AFP)

■ **Le président iranien** a affirmé, mercredi 19 avril à New Delhi, qu'il avait « trouvé la Russie ferme et déterminée à ne pas céder aux pressions américaines », destinées à la convaincre de ne pas aider Téhéran à se doter d'une centrale atomique. Selon M. Rafsandjani, l'Iran veut se doter d'une capacité nucléaire « à des fins pacifiques » et n'entend pas, « pour l'instant », construire une bombe atomique.

■ **GAZA** : la Tunisie a officiellement ouvert, mercredi 19 avril, un bureau d'intérêts à Gaza, avec la présentation des lettres de créances de son représentant au président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. C'est le troisième pays arabe après l'Egypte et le Maroc à être représenté dans la bande palestinienne autonome. - (AFP)

Le déficit commercial américain en baisse pour février

WASHINGTON. Le déficit commercial des Etats-Unis en février s'est élevé à 9 milliards de dollars, en diminution de 26,22 % par rapport à janvier, a annoncé mercredi 19 avril le département américain du commerce. Avec le Japon, il a été de 4,71 milliards, contre 4,86 milliards le mois précédent. Pour 1995, le secrétaire au commerce, Ron Brown, qui présentait mercredi le rapport annuel sur les perspectives commerciales des cinq prochaines années, prévoit une augmentation de 10 % des exportations américaines. Malgré un bref sursaut, ces chiffres n'ont pas empêché la poursuite de la baisse du dollar, qui a crevé à Tokyo le plancher des 80 yens. - (AFP)



FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 21 AVRIL 1995

PRÉSIDENTIELLE La campagne d'Edouard Balladur pour le premier tour de l'élection présidentielle s'achève, cette semaine, par une « immersion » en province. Tout

au long de ces deux mois, le premier ministre-candidat a évolué, au fil des enquêtes d'intentions de vote, de l'assurance au doute, de la lassitude à l'acharnement. ● DÉFECTION. Le

soutien de Charles Pasqua, sur lequel M. Balladur comptait beaucoup, s'est révélé plus encombrant qu'efficace. Certains propos du ministre de l'Intérieur, saluant la campagne de

Jacques Chirac ou évoquant un retrait si M. Balladur arrivait en deuxième position, ont été ressentis comme une défection. ● ENGAGEMENT. François Léotard et son en-

tourage ont pris, en revanche, une place de plus en plus importante dans cette campagne, tant pour l'organisation que pour la maîtrise de la communication.

Les hauts et les bas de la campagne d'Edouard Balladur

Pendant deux mois, à travers la France, le premier ministre-candidat s'est essayé, a pris goût, s'est obstiné, a persévéré, afin d'aller chercher les voix que les sondages lui promettaient, puis lui refusaient

TOURS, jeudi 23 février : campagne pluvieuse, campagne malheureuse ?

Il pleut sur Tours. De la pluie et même des insultes. Des insultes de jeunes, mécontents du premier ministre qui, justement, ce jour-là, se promène pour la première fois en candidat. C'est fâcheux, pour un début. Cette maudite presse ne retiendrait que cela, ces slogans hostiles lancés par la jeunesse étudiante et elle oublierait sans doute le timide cortège de partisans, l'accueil chaleureux des chefs d'entreprise, le soutien appuyé du très courtois maire de Tours, Jean Royer.

VALENCIENNES, mardi 28 février : la faute aux médias

Les sondages sont moins bons, donc ils sont contestables et, d'ailleurs, ils ne veulent rien dire. Il n'empêche que l'inquiétude gagne. « Il y a des périodes pendant lesquelles on est inaudible », constate avec dépit Pierre Mongin, chef de cabinet d'Edouard Balladur. Tout ça, c'est de la faute aux médias, qui font la part trop belle à l'adversaire RPR.

PARIS, Salon de l'Agriculture, mercredi 1^{er} mars : bestiaire

L'éleveur en est resté coi. Sa charolaise est l'une des plus belles du Salon de l'Agriculture, 1,2 tonne de viande, et il n'est pas mécontent de voir le cortège du premier ministre-candidat s'arrêter devant elle. « Et alors, dites-

moi, elle produit combien de litres de lait ? », lui demande Edouard Balladur. « Euh, c'est une charolaise, c'est pour la viande, monsieur le premier ministre. » « Ah ! bon, et elle fait combien de veaux par an ? » interroge, plein d'intérêt, M. Balladur. « Eh ! bien, un seul, c'est une vache, monsieur le premier ministre. »

PARIS, jeudi 2 mars : assurance

Pour la première fois, un sondage donne Edouard Balladur battu au second tour par Jacques Chirac (59 % contre 41 %). « C'est original », confie, pince sans rire, le premier ministre.

ISSY-LES-MOULINEAUX, vendredi 10 mars : lassitude

Les bijoux et les fourchettes cliquent dans la grande salle du centre culturel d'Issy-les-Moulineaux. A l'invitation du maire, André Santini, le premier ministre a accepté ce dîner-débat avec des chefs d'entreprise. Le cœur du candidat n'y est pas. Il répond d'un air las aux questions. A la même heure, sur les téléécrans de l'AFP, tombe le communiqué rendant public le montant de son patrimoine. La tourmente de l'affaire GSI, un moment, semble le faire vaciller.

MONTPELLIER, mardi 14 mars : sursaut

Deux mille personnes ont accepté de payer 50 francs pour partager une paella avec Edouard



Balladur. Deux tables de jeunes entourent celle du premier ministre. Ce sont les seules, mais on les voit bien. L'atmosphère est chaleureuse et le candidat soulage, après son passage, deux jours plus tôt, à l'émission « 7 sur 7 ». Son entourage fait passer le message : « L'effet 7 sur 7 » va tout changer. Le premier ministre l'affirme lui-même publiquement : « La campagne est à un tournant. »

AUXERRE, vendredi 17 mars : rechute

Le « tournant » a tourné court. Une volée de sondages décevables a de nouveau obscurci l'horizon. Dans l'hélicoptère réservé à la presse, on compte, pour la première fois, des places vides. **FRÉJUS, samedi 18 mars :** les professionnels

De la poussière, du vent, la fumée des merguez, l'odeur du méchoui, le jazz-band, les danseuses gitanes, sur fond d'attractions foraines et d'hypermarché : à Fréjus, cet après-midi-là, de vrais professionnels ont organisé une vraie fête populaire, avant-goût de la grande manifestation nationale prévue au Bourget le samedi suivant. François Léotard a du métier. Les jeunes, ces fameux jeunes qui font si cruellement défaut à Edouard Balladur, sont là, par centaines, pour faire cortège à « Doudou », qui frise le malaise dans la cohue. Le discours de M. Léotard, combatif, acéré, les galvanise.

ARLES, samedi 25 mars : parenté maudite

Edouard Balladur l'a trop fait savoir. Il a fait du stop. Une Mercedes blanche s'est arrêtée. La conductrice s'est révélée, par la suite, avoir une lointaine parenté avec un député, collaborateur du premier ministre-candidat. Une aubaine, pour ses adversaires chiraquiens. « Cette affaire-là nous a sans doute coûté un point dans les sondages », constate aujourd'hui un des membres de son équipe de campagne.

MARSEILLE, mardi 4 avril : dosages

Le fond abricot choisi initialement pour les réunions électoralistes produit, paraît-il, un effet anesthésiant, et calamiteux sur le teint du candidat. Depuis Le Bourget, on est donc revenu à la coccardière déclinatoire tricolore. Le slogan « Just Doudou il ! », imprimé sur les tee-shirts, en démentement de la publicité de Nike, n'a pas plu à la célèbre marque de chaussures de sport américaine, qui a menacé ses auteurs d'un procès. La tenue de campagne du jeune balladurien, tag rouge sur fond blanc, proclame désormais « Avec Doudou, c'est plus doux. »

BASTIA ET AJACCIO, jeudi 6 avril : carton-pâte

A la mise en scène, Charles Pasqua. La Corse, visitée par Edouard Balladur, est un décor en carton-pâte, une reconstitution de Corse, dans l'enceinte d'un hôtel anonyme, loin de Bastia et de ses dangers, avec bruccio, gallettes, saucisson d'âne, vin de pays et berger poussant haut la chansonnette. Il s'est même miraculeusement trouvé sur la route un fermier, pour glisser au premier ministre : « La prochaine fois que vous viendrez, je serais heureux de vous accueillir comme président de la République, avec Charles Pasqua comme premier ministre. »

CLERMONT-FERRAND, vendredi 7 avril : euphorie

Ils remontent ! Donc ils sont forcément fiables, les sondages. Les deux Nicolas, Sarkozy et Bazire, plaisantent comme des collégiens. Et tant pis si Valéry Giscard d'Estaing n'honore pas de sa présence la potée auvergnate organisée en l'honneur du candidat. L'avenir sourit à nouveau, et on se fiche des « hommes du passé ».

NANCY, mardi 11 avril : mauvaises nouvelles

Dans le car qui conduit le premier ministre et sa petite troupe à travers la Lorraine, le chef de cabinet s'approche avec révérence de M. Balladur et lui glisse quelque chose à l'oreille. « Savez-vous que dans l'Antiquité, on tuait les porteurs de mauvaises nouvelles ? », s'entend-il répliquer. Une heure plus tard, les haut-parleurs diffusent un flash de France-Info annonçant une rechute dans les sondages. « Dans cette campagne, confie un des membres de l'état-major, il nous aura manqué deux hommes : Gérard Longuet, pour cogner sur l'adversaire, et Alain Carignon, pour séduire les jeunes et le show-biz. »

J-4 : jusqu'au bout

Jeudi, le premier ministre-candidat entame un ultime marathon, qui le mènera de Lons-le-Saunier à Lyon, où il devait passer la nuit - avec, entre ces deux visites, un retour express à Paris - puis, vendredi, dans l'Ain et à Béziers.

Pascal Robert-Diard

M. Pasqua : le rouage grippé

LORSQUE Charles Pasqua annonce officiellement, en janvier, son engagement dans la campagne aux côtés d'Edouard Balladur, par le biais d'une lettre publique à Jacques Chirac, ce n'est plus un secret, mais cela reste un symbole. Ce ralliement au premier ministre de l'une des personnalités les plus fortes et les plus populaires du mouvement gaulliste devait sonner comme un coup de grâce pour le maire de Paris. Crédité d'une influence très forte au sein du RPR, tant par son réseau de relations personnelles que par la maîtrise qu'on lui prêtait du mytique « fichier » du parti, le ministre de l'Intérieur avait pour mission de rallier à M. Balladur une bonne partie des militants et des élus gaullistes.

Ce scénario idéal bute, une première fois, sur l'affaire Maréchal-Schuller, qui rebondit après la mise en cause explicite, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, de l'attitude de la police judiciaire et de son ministre de tutelle. Le coup porté est d'autant plus sérieux que Charles Pasqua se laisse volontiers prêter des ambitions de premier ministre, dans l'hypothèse d'une victoire de M. Balladur. La baisse de son candidat dans les sondages, ajoutée à la démission de Jacques Franquet,

directeur de la police judiciaire exigée par le premier ministre, contre l'avis du ministre de l'Intérieur, paraît quelque temps ébranler leurs bonnes relations. Dans un entretien accordé au Monde, le 21 mars, M. Pasqua estime que M. Chirac « mène une bonne campagne » et invite M. Balladur à « incarner la rupture ». Ces phrases, prononcées à un moment où le premier ministre est affaibli, nourriront, dans le clan balladurien, une sourde méfiance et des accusations de trahison à son égard.

Une deuxième petite phrase alerte M. Balladur et donnera lieu, selon son entourage, à un entretien serré entre les deux hommes. « Il ne faudra pas laisser la gauche arbitrer entre les deux candidats de droite au second tour », lance M. Pasqua dans plusieurs réunions publiques. Le premier ministre sent une menace, prêtant à son ministre de l'Intérieur l'intention de demander, au soir du 23 avril, au candidat de droite arrivé en deuxième position de se retirer au profit du premier, donc de M. Chirac. Le rouage essentiel de la campagne du premier ministre grippé.

G. P.

M. Léotard : le premier et le dernier

FRANÇOIS LÉOTARD se range le premier, avec Simone Veil. Le 20 décembre 1993, en faveur de la candidature d'Edouard Balladur, au mépris de la consigne de silence imposée par ce dernier à propos de l'élection présidentielle. Un an plus tard, le 28 janvier 1995, le Parti républicain se déclare officiellement pour le premier ministre et salue l'intuition de son président d'honneur, alors que les autres composantes de l'UDF, à l'exception des clubs Perspectives et Réalités, fidèles à Valéry Giscard d'Estaing, rallient à leur tour le camp balladurien.

Le partage des rôles est clair. Alors que Nicolas Sarkozy et Charles Pasqua s'attaquent à la « cattedrale » chiraquienne, François Léotard doit s'assurer de la coopération de l'UDF. Guignant ostensiblement le poste de premier ministre en cas de succès, le ministre de la défense prend alors largement sa part dans la campagne d'Edouard Balladur, jusqu'à jouer le rôle de « garde rapprochée », revendiqué en son temps par Philippe Douste-Blazy pour le CDS.

Privé du soutien d'Alain Madelin, qui s'est rapproché de Jacques Chirac, et, dans une moindre me-

sure, de celui de Gérard Longuet, contraint par les investigations de Renaud Van Rymbeke à une semi-retraite politique, le président d'honneur du PR parvient tout d'abord, avec l'aide des principales familles de l'UDF - CDS, Parti radical, PSD, Adhérents directs -, à rendre impossibles les candidatures de Valéry Giscard d'Estaing et de Raymond Barre, qui menacent au premier chef le premier ministre.

M. Léotard et le Parti républicain, seule véritable force militante du camp balladurien, reprennent ensuite en main la campagne du candidat, jusqu'alors hésitante, en organisant de grands rendez-vous politiques, le 18 mars à Fréjus et le 25 mars au Bourget, qui coïncident avec la véritable entrée en lice de M. Balladur. Progressivement privé de relais au sein de son propre parti, au gré des sondages défavorables au premier ministre, M. Léotard confirme néanmoins son appartenance au camp balladurien en faisant rapidement part de son souhait de ne pas retrouver des fonctions ministérielles dans le prochain gouvernement, en cas de victoire du camp chiraquien.

Gilles Paris



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

Vente au Palais de Justice à Paris, LE Lundi 15 mai 1995 à 14 h, en un seul lot
UN APPARTEMENT à PARIS 8^e
de 7 pièces principales et une cave
3, rue François-1^{er} et cours Albert-1^{er} ss n^o
Mise à prix : 10 000 000 F
S'adresser à M^{re} Jacques SCHMIDT, avocat,
76, avenue de Wagram à Paris-17^e - Tél. : 47-83-29-24.

Vente au Palais de Justice de Paris, JEUDI 11 MAI 1995, à 14 h 30
EN DEUX LOTS
1^{er} lot - APPARTEMENT de 4 P. PRINC.
au 3^e étage - CHAMBRE de service au 8^e étage, et CAVES
2^e lot - CHAMBRE de BONNE ou 8^e étage.
85, bd MURAT - PARIS 16^e
Mise à Prix : 500 000 F - 30 000 F
S'adr. à M^{re} MALINVAUD, avocat à Paris (75116), 1 bis, place de l'Alma -
Tél. : 47-23-02-49 - Ts avocats T.G.I. de Paris.

Vte s'écrit, imm. PAL. JUST. PARIS JEUDI 4 MAI 1995 à 14 h 30
UN APPARTEMENT à PARIS 6^e
20, rue Dauphine et 6, rue de Nesle - Bat. A, 1^{er} ét. - 70 m² env.
Composant 3 pièces principales - CAVES au s/sol
M. à P. : 460 000 F
S'adr. M^{re} R. BOISSEL, avocat à Paris 5^e, 9, bd St-Germain - Tél. : 43-29-48-58
et sur place pour visiter le vendredi 28 avril 1995 à 9 h 30.

Vente au Palais de Justice de Versailles, 3, pl. André-Mignot
mercredi 3 mai 1995 à 9 h 30
BÂTIMENTS EN CONSTRUCTION à LIMAY (78)
sur un terrain de 4 796 m²
16-18-20-22, rue Jacques-Louis-Duvivier
Mise à Prix : 1 000 000 F
Pour renseignements s'adresser à : SCP SILLARD et ASSOCIÉS,
79 bis, bd de la Reine Versailles - Tél. : 39-20-15-57

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS,
le JEUDI 11 MAI 1995, à 14 h 30
EN UN SEUL LOT :
APPARTEMENT à PARIS (8^e)
67-69, boulevard de Courcelles et 17, rue Daru
au 1^{er} étage droite, comprenant selon double, salle à manger, entrée, 3 chambres, salles de bains, cuisine, dépôt de malle au 8^e étage et 2 CAVES au sous-sol
UNE CHAMBRE DE SERVICE au 8^e étage
portant le n^o 49
UNE CHAMBRE DE SERVICE au 8^e étage
portant le n^o 50
Mise à Prix : 1 000 000 F
S'adresser à M^{re} Philippe BIARD, avocat au barreau de Paris,
92, rue de Miromesnil - 75008 Paris - Tél. : 46-62-17-67
Sur les lieux pour visiter le VENDREDI 5 MAI 1995
de 11 heures à 12 heures.

Vte s'écrit, imm. PAL. JUST. EVRY (91) le MERCREDI 3 MAI 1995 à 14 heures
UN BÂTIMENT à usage Clai à ATHIS-MONS (91)
et emplacements de parkings
71, 73, 75, 77, 79, 81, 83, 85, route de Fontainebleau et rue Marx-Dormoy n^o 2
M. à Px : 4 800 000 F
S'adr. : M^{re} F. JAMES, avocat à Evry (91), 5, rue de l'Europe - Tél. : 60-77-68-63
M^{re} B. MOREAU, avocat associé de la SCP ROBERT MOREAU BERNARD
à Paris 8^e - 3, rue La Boétie - Tél. : 42-86-10-11
Vis. s'place : Les 26 et 27 avril 1995 de 9 heures à 10 heures - MINITEL 3677 JAVEN

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice d'ALBERTVILLE (Savoie)
LE VENDREDI 5 MAI 1995 à 14 heures EN UN LOT
CHALET à COURCHEVEL, 1850
sous-sol, rez-de-chaussée, 2 étages - Terrain 4 a 93 ca.
Mise à Prix : 1 000 000 F
S'adr. M^{re} André AGUETTAZ, avocat, 95, place de l'Europe - ALBERTVILLE
Tél. : 78-37-85-10 - visite le 28 avril 1995 à 10 heures.

هكذا من الأصول

هكذا امت الأصل

LE MONDE / VENDREDI 21 AVRIL 1995 / 7

ard Balladur

1962-1963

[The page contains faint, illegible markings and bleed-through from the reverse side.]

M. Sanghaie le rouage grippé

1. **Introduction**
 2. **Background**
 3. **Methodology**
 4. **Results**
 5. **Discussion**
 6. **Conclusion**
 7. **References**
 8. **Appendix**
 9. **Index**
 10. **Summary**
 11. **Abstract**
 12. **Keywords**
 13. **Subject Headings**
 14. **Notes**
 15. **Footnotes**
 16. **Tables**
 17. **Figures**
 18. **Equations**
 19. **Formulas**
 20. **Diagrams**
 21. **Charts**
 22. **Graphs**
 23. **Tables**
 24. **Figures**
 25. **Equations**
 26. **Formulas**
 27. **Diagrams**
 28. **Charts**
 29. **Graphs**
 30. **Tables**
 31. **Figures**
 32. **Equations**
 33. **Formulas**
 34. **Diagrams**
 35. **Charts**
 36. **Graphs**
 37. **Tables**
 38. **Figures**
 39. **Equations**
 40. **Formulas**
 41. **Diagrams**
 42. **Charts**
 43. **Graphs**
 44. **Tables**
 45. **Figures**
 46. **Equations**
 47. **Formulas**
 48. **Diagrams**
 49. **Charts**
 50. **Graphs**
 51. **Tables**
 52. **Figures**
 53. **Equations**
 54. **Formulas**
 55. **Diagrams**
 56. **Charts**
 57. **Graphs**
 58. **Tables**
 59. **Figures**
 60. **Equations**
 61. **Formulas**
 62. **Diagrams**
 63. **Charts**
 64. **Graphs**
 65. **Tables**
 66. **Figures**
 67. **Equations**
 68. **Formulas**
 69. **Diagrams**
 70. **Charts**
 71. **Graphs**
 72. **Tables**
 73. **Figures**
 74. **Equations**
 75. **Formulas**
 76. **Diagrams**
 77. **Charts**
 78. **Graphs**
 79. **Tables**
 80. **Figures**
 81. **Equations**
 82. **Formulas**
 83. **Diagrams**
 84. **Charts**
 85. **Graphs**
 86. **Tables**
 87. **Figures**
 88. **Equations**
 89. **Formulas**
 90. **Diagrams**
 91. **Charts**
 92. **Graphs**
 93. **Tables**
 94. **Figures**
 95. **Equations**
 96. **Formulas**
 97. **Diagrams**
 98. **Charts**
 99. **Graphs**
 100. **Tables**
 101. **Figures**
 102. **Equations**
 103. **Formulas**
 104. **Diagrams**
 105. **Charts**
 106. **Graphs**
 107. **Tables**
 108. **Figures**
 109. **Equations**
 110. **Formulas**
 111. **Diagrams**
 112. **Charts**
 113. **Graphs**
 114. **Tables**
 115. **Figures**
 116. **Equations**
 117. **Formulas**
 118. **Diagrams**
 119. **Charts**
 120. **Graphs**
 121. **Tables**
 122. **Figures**
 123. **Equations**
 124. **Formulas**
 125. **Diagrams**
 126. **Charts**
 127. **Graphs**
 128. **Tables**
 129. **Figures**
 130. **Equations**
 131. **Formulas**
 132. **Diagrams**
 133. **Charts**
 134. **Graphs**
 135. **Tables**
 136. **Figures**
 137. **Equations**
 138. **Formulas**
 139. **Diagrams**
 140. **Charts**
 141. **Graphs**
 142. **Tables**
 143. **Figures**
 144. **Equations**
 145. **Formulas**
 146. **Diagrams**
 147. **Charts**
 148. **Graphs**
 149. **Tables**
 150. **Figures**
 151. **Equations**
 152. **Formulas**
 153. **Diagrams**
 154. **Charts**
 155. **Graphs**
 156. **Tables**
 157. **Figures**
 158. **Equations**
 159. **Formulas**
 160. **Diagrams**
 161. **Charts**
 162. **Graphs**
 163. **Tables**
 164. **Figures**
 165. **Equations**
 166. **Formulas**
 167. **Diagrams**
 168. **Charts**
 169. **Graphs**
 170. **Tables**
 171. **Figures**
 172. **Equations**
 173. **Formulas**
 174. **Diagrams**
 175. **Charts**
 176. **Graphs**
 177. **Tables**
 178. **Figures**
 179. **Equations**
 180. **Formulas**
 181. **Diagrams**
 182. **Charts**
 183. **Graphs**
 184. **Tables**
 185. **Figures**
 186. **Equations**
 187. **Formulas**
 188. **Diagrams**
 189. **Charts**
 190. **Graphs**
 191. **Tables**
 192. **Figures**
 193. **Equations**
 194. **Formulas**
 195. **Diagrams**
 196. **Charts**
 197. **Graphs**
 198. **Tables**
 199. **Figures**
 200. **Equations**
 201. **Formulas**
 202. **Diagrams**
 203. **Charts**
 204. **Graphs**
 205. **Tables**
 206. **Figures**
 207. **Equations**
 208. **Formulas**
 209. **Diagrams**
 210. **Charts**
 211. **Graphs**
 212. **Tables**
 213. **Figures**
 214. **Equations**
 215. **Formulas**
 216. **Diagrams**
 217. **Charts**
 218. **Graphs**
 219. **Tables**
 220. **Figures**
 221. **Equations**
 222. **Formulas**
 223. **Diagrams**
 224. **Charts**
 225. **Graphs**
 226. **Tables**
 227. **Figures**
 228. **Equations**
 229. **Formulas**
 230. **Diagrams**
 231. **Charts**
 232. **Graphs**
 233. **Tables**
 234. **Figures**
 235. **Equations**
 236. **Formulas**
 237. **Diagrams**
 238. **Charts**
 239. **Graphs**
 240. **Tables**
 241. **Figures**
 242. **Equations**
 243. **Formulas**
 244. **Diagrams**
 245. **Charts**
 246. **Graphs**
 247. **Tables**
 248. **Figures**
 249. **Equations**
 250. **Formulas**
 251. **Diagrams**
 252. **Charts</**

Total expenditures

1. 1940-1941 - 1942-1943 - 1944-1945 - 1946-1947 - 1948-1949 - 1950-1951 - 1952-1953 - 1954-1955 - 1956-1957 - 1958-1959 - 1960-1961 - 1962-1963 - 1964-1965 - 1966-1967 - 1968-1969 - 1970-1971 - 1972-1973 - 1974-1975 - 1976-1977 - 1978-1979 - 1980-1981 - 1982-1983 - 1984-1985 - 1986-1987 - 1988-1989 - 1990-1991 - 1992-1993 - 1994-1995 - 1996-1997 - 1998-1999 - 2000-2001 - 2002-2003 - 2004-2005 - 2006-2007 - 2008-2009 - 2010-2011 - 2012-2013 - 2014-2015 - 2016-2017 - 2018-2019 - 2020-2021 - 2022-2023 - 2024-2025 - 2026-2027 - 2028-2029 - 2030-2031 - 2032-2033 - 2034-2035 - 2036-2037 - 2038-2039 - 2040-2041 - 2042-2043 - 2044-2045 - 2046-2047 - 2048-2049 - 2050-2051 - 2052-2053 - 2054-2055 - 2056-2057 - 2058-2059 - 2060-2061 - 2062-2063 - 2064-2065 - 2066-2067 - 2068-2069 - 2070-2071 - 2072-2073 - 2074-2075 - 2076-2077 - 2078-2079 - 2080-2081 - 2082-2083 - 2084-2085 - 2086-2087 - 2088-2089 - 2090-2091 - 2092-2093 - 2094-2095 - 2096-2097 - 2098-2099 - 2100-2101 - 2102-2103 - 2104-2105 - 2106-2107 - 2108-2109 - 2110-2111 - 2112-2113 - 2114-2115 - 2116-2117 - 2118-2119 - 2120-2121 - 2122-2123 - 2124-2125 - 2126-2127 - 2128-2129 - 2130-2131 - 2132-2133 - 2134-2135 - 2136-2137 - 2138-2139 - 2140-2141 - 2142-2143 - 2144-2145 - 2146-2147 - 2148-2149 - 2150-2151 - 2152-2153 - 2154-2155 - 2156-2157 - 2158-2159 - 2160-2161 - 2162-2163 - 2164-2165 - 2166-2167 - 2168-2169 - 2170-2171 - 2172-2173 - 2174-2175 - 2176-2177 - 2178-2179 - 2180-2181 - 2182-2183 - 2184-2185 - 2186-2187 - 2188-2189 - 2190-2191 - 2192-2193 - 2194-2195 - 2196-2197 - 2198-2199 - 2200-2201 - 2202-2203 - 2204-2205 - 2206-2207 - 2208-2209 - 2210-2211 - 2212-2213 - 2214-2215 - 2216-2217 - 2218-2219 - 2220-2221 - 2222-2223 - 2224-2225 - 2226-2227 - 2228-2229 - 2230-2231 - 2232-2233 - 2234-2235 - 2236-2237 - 2238-2239 - 2240-2241 - 2242-2243 - 2244-2245 - 2246-2247 - 2248-2249 - 2250-2251 - 2252-2253 - 2254-2255 - 2256-2257 - 2258-2259 - 2260-2261 - 2262-2263 - 2264-2265 - 2266-2267 - 2268-2269 - 2270-2271 - 2272-2273 - 2274-2275 - 2276-2277 - 2278-2279 - 2280-2281 - 2282-2283 - 2284-2285 - 2286-2287 - 2288-2289 - 2290-2291 - 2292-2293 - 2294-2295 - 2296-2297 - 2298-2299 - 2300-2301 - 2302-2303 - 2304-2305 - 2306-2307 - 2308-2309 - 2310-2311 - 2312-2313 - 2314-2315 - 2316-2317 - 2318-2319 - 2320-2321 - 2322-2323 - 2324-2325 - 2326-2327 - 2328-2329 - 2330-2331 - 2332-2333 - 2334-2335 - 2336-2337 - 2338-2339 - 2340-2341 - 2342-2343 - 2344-2345 - 2346-2347 - 2348-2349 - 2350-2351 - 2352-2353 - 2354-2355 - 2356-2357 - 2358-2359 - 2360-2361 - 2362-2363 - 2364-2365 - 2366-2367 - 2368-2369 - 2370-2371 - 2372-2373 - 2374-2375 - 2376-2377 - 2378-2379 - 2380-2381 - 2382-2383 - 2384-2385 - 2386-2387 - 2388-2389 - 2390-2391 - 2392-2393 - 2394-2395 - 2396-2397 - 2398-2399 - 2400-2401 - 2402-2403 - 2404-2405 - 2406-2407 - 2408-2409 - 2410-2411 - 2412-2413 - 2414-2415 - 2416-2417 - 2418-2419 - 2420-2421 - 2422-2423 - 2424-2425 - 2426-2427 - 2428-2429 - 2430-2431 - 2432-2433 - 2434-2435 - 2436-2437 - 2438-2439 - 2440-2441 - 2442-2443 - 2444-2445 - 2446-2447 - 2448-2449 - 2450-2

Journal of Interpersonal Violence 26(10)

N°19

המחלקה לבריאות הציבור, משרד הבריאות, תל אביב, ישראל
 ד"ר משה גולדברג, מנהל המחלקה
 ד"ר יעקב גולדברג, מנהל המחלקה

[illegible]

၇၁၀၈၁၀၅.၁၂.၁၅



Lionel Jospin, candidat du Parti socialiste

« Dans cette élection, je porte le rêve face à la résurgence de certaines rêveries bonapartistes »

Interrogé par *Le Monde* - après Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac, Dominique Voynet, Philippe de Villiers, Robert Hue, Arlette Laguiller et Edouard Balladur - Lionel

Jospin continue de croire à la « dynamique victorieuse » du second tour de l'élection présidentielle. Il pense avoir déjà atteint un premier objectif : le rassemble-

ment de tous les socialistes. Rappelant sa position sur Maastricht, M. Jospin insiste sur sa conception de l'Europe, en relevant quelles menaces représenteraient pour la

construction européenne l'élection de Jacques Chirac. Dénouant l'« opportunisme » du « leader du RPR », le candidat du PS estime que le prochain président de

la République devra « réconcilier les deux France, celle qui peut jouer la carte de la modernité et celle qui souffre », en la guidant « avec sagesse ».

« Au congrès socialiste de Liévin, vous aviez expliqué que « l'élection présidentielle pouvait représenter un espoir pour les Français, si elle les libère de la sclérose politique actuelle ». Cette campagne a-t-elle suffisamment contribué, selon vous, à entamer cette sclérose ?

« Pas tout à fait. Le débat du premier tour a été trop polarisé par la confrontation Balladur-Chirac. Dans la mesure où il est difficile de trouver entre les deux des différences profondes, nous avons connu une espèce d'asphyxie, une tentative d'étouffement du débat démocratique, lequel doit offrir des choix clairs. »

« Estimez-vous d'ores et déjà votre présence au second tour comme acquise ?

« Je ne dirai pas : c'est fait. Je dis : c'est à faire. Par respect des électeurs, par méthode et dans la mesure où nos sondages n'apparaissent pas très sûrs d'eux-mêmes, il convient de rester prudent. Mais d'ores et déjà, s'est exprimée une volonté de se rassembler derrière ma candidature qui, historiquement, correspond assez, hors des phases dynamiques d'après-présidentielle, au score socialiste. Je suis parti le dernier. Tout était à faire !

Un premier objectif me semble atteint. Ensuite ce sera la logique du second tour, avec ses surprises. Je connais le rapport de force droite-gauche. Mais attendons demain. Je crois possible d'enclencher une dynamique victorieuse, dès lors que chacun apparaîtra dans sa vérité. »

« Au terme de quatorze ans de mitterrandisme, n'avez-vous pas éprouvé une vraie difficulté à faire rêver les Français ?

« Historiquement, ce sont les hommes de la réforme sociale qui ont toujours traduit, en actes, les rêves des Français qui aspiraient au changement. Dans cette élection, je porte le rêve, en tout cas l'espérance d'une société plus démocratique et plus juste, face à la résurgence de certaines rêveries bonapartistes. Je porte des projets pour une nouvelle société française, qui garderait son dynamisme économique, accroîtrait son rayonnement intellectuel, respecterait la nature et ferait participer chacun à l'essor de notre pays. »

« En déclarant que vous vous réservez « un droit d'inventaire » sur le bilan des deux septennats écoulés, certains vous ont reproché de vouloir mettre trop de distances avec François Mitterrand. Comment appréciez-vous ce jugement ?

« Il y a beaucoup de choses de notre bilan dont nous pouvons être fiers et d'autres qu'il ne faut pas répéter. Je l'ai dit très tôt et je le redis. Le revendeur de la lucidité, l'action politique ne relève pas du sacré. Et d'ailleurs, il ne s'agit pas de l'action d'un homme mais d'une action collective. Je me situe avec fierté dans une filiation politique, qui est celle de la justice sociale, de la laïcité, du progrès. Mais je revendique pour moi-même - comme candidat à la présidence - et pour ma génération le droit d'inventer l'avenir avec ma propre vision des choses. Le passé peut éclairer l'avenir, il ne le contient pas. »

« Mais vous-même avez joué un rôle dans ces deux septennats. Vous n'êtes pas tombé de la dernière pluie !

« Robert Hue vous a maintes fois reproché de n'avoir pas tiré toutes les leçons de ce long exercice du pouvoir. »

« Si on veut poser historiquement la question du bilan, on le peut. Robert Hue est lui aussi comptable de tout ce qui s'est passé, depuis un certain nombre d'années, dans le mouvement communiste international. Il a un sérieux bilan à faire qui relativise le nôtre. Si l'on fait aujourd'hui le bilan historique du socialisme démocratique d'un côté et du communisme de l'autre, qui a le plus de questions à se poser, moi-même ou Robert Hue ?

« Votre campagne a donné le sentiment de connaître un « glissement progressif » vers la gauche. Aurait-elle été différente si, d'entrée, Jacques Chirac s'était imposé, dans les sondages, comme le favori ?

« Il n'y a pas eu glissement. J'ai simplement décliné publiquement mes propositions et on a commenté à en constater le caractère audacieux. Mon plan vigoureux de lutte contre le chômage, mes mesures contre les inégalités et l'exclusion, la préparation de l'avenir avec la priorité rendue à l'éducation et à la recherche, la défense de notre système de protection sociale, la prise en compte de l'environnement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »

« N'est-ce pas Jacques Chirac qui parvient le mieux aujourd'hui à capter le rêve ?

« Jacques Chirac a toujours été et reste un homme de droite. Qu'il y ait un verbalisme répondant à une certaine impatience, oui ! Son vocabulaire peut faire illusion mais ses propositions restent de droite. Comment Jacques Chirac pourrait concrétiser demain son « discours » avec la majorité actuelle à l'Assemblée nationale, puisqu'il promet de ne pas dissoudre ? Le retour de « l'état

romanement, tout cela me distingue de Jacques Chirac. »



LIONEL JOSPIN

RPR » m'inquiète.

« N'y a-t-il pas un singulier parallèle entre le slogan de « la France pour tous » du candidat Chirac et celui de « la France unie » du candidat Mitterrand en 1988 ?

« Jacques Chirac, lui, n'agirait pas pour tous. »

« La politique salariale vous distingue-t-elle vraiment de M. Chirac ? Si vous préconisez une hausse du SMIC, il ne cesse, lui, de répéter que la feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi. »

« Si, là encore, la différence est de taille. Car non seulement il ne préconise pas comme moi de donner un coup de pouce au SMIC, mais de plus, il plaide pour une baisse du salaire indirect. Or, il se garde bien de préciser quelle serait la contrepartie de cette baisse des charges sociales ? Voudrait-il relever en contrepartie la TVA ou la CSG, ce qui aurait pour effet d'annuler la hausse du salaire direct ? Ou ne le ferait-il pas, ce qui mettrait en danger le financement de la protection sociale ? Comme d'habitude, avec lui, on nage dans l'ambiguïté. »

« Mais, vous, sur les salaires, êtes-vous beaucoup plus précis ? Contrairement aux communistes, vous ne chiffrez pas les hausses possibles ?

« Parce que je ne pense pas qu'il faille le faire. Je ne suis pas favorable à des mesures uniformes de ce type parce que je suis pour laisser une place à la négociation contractuelle et au dialogue social. »

« La prise de position du gouvernement de la Banque de France dans ce débat vous semble-t-elle opportune ?

« Je ne vois pas l'intérêt d'engager une polémique publique avec le gouvernement de la Banque de France. »

« Même si vous faites entendre votre voix sur la politique salariale, n'est-ce pas un peu tardif ? Les socialistes n'ont-ils pas fortement contribué à la crise que connaît le modèle social français ?

« Je vous fais remarquer que lorsque j'étais ministre de l'éducation nationale, j'ai mené une véritable politique contractuelle. J'ai conduit, en particulier, une vraie négociation salariale, portant sur l'évolution des professions. Avec moi, il y a donc eu du grain à moudre, parce c'était l'une des priorités présidentielles, mais aussi parce que je l'ai voulu, comme ministre, et mené à bien. Pour l'avenir, je défends donc l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. Voilà la méthode que je préconise dans le domaine économique et

social. Tout ne peut pas dépendre du seul jeu des partenaires sociaux, même s'il est essentiel, ni des seules initiatives de l'Etat, dont le rôle est irremplaçable. Un bon modèle de société est celui qui parvient à combiner les deux. »

« Avez-vous le sentiment qu'au cours de ces dernières années, le Parti socialiste se soit transformé et qu'il ait du mal à représenter certaines couches sociales, celles par exemple qui sont victimes du chômage ou de l'exclusion ?

« Je ne crois pas que la sociologie du Parti socialiste ait beaucoup changé au cours de ces quinze dernières années. Comparez avec les politiques du logement ou de la lutte contre l'exclusion conduites respectivement par les municipalités de gauche et celles de droite et vous verrez que votre interrogation n'a pas de fondement. »

« Une victoire de Jacques Chirac constituerait-elle, à votre avis, un danger pour la construction européenne ?

« Un danger, je ne sais pas. Disons un aléa susceptible de se transformer en danger. Car avec Jacques Chirac tout peut changer à tout moment pour des raisons d'opportunisme. Or la politique européenne a besoin d'une conviction et d'un dessin ferme. Un jour le leader RPR évoque la nécessité d'un nouveau référendum avant le passage à la monnaie unique, le lendemain il n'en parle plus, puis il y revient quelques jours après. Ces contradictions sont dans ses habitudes et l'on ne sait jamais quelles sont exactement ses positions. »

« C'est un vrai problème pour lequel un qui veut être à la tête du pays. Ce serait grave en tout cas, pour notre politique européenne. L'Europe est dans une phase difficile. La France va devoir jouer un rôle moteur pour clarifier la situation sur le plan politique, institutionnel mais aussi sur le plan économique et social. Dans cette perspective, le rôle du président français est très important ; si la politique de la France est hésitante, changeante, contradictoire, et que finalement le rôle de la France s'affaiblit, l'Europe que

aussi de l'Europe l'un des leviers pour combattre le chômage en reprenant l'idée de Jacques Delors des grands travaux européens, voilà d'immenses chantiers, j'ai une vision dynamique de l'Europe. »

« N'avez-vous pas eu la mauvaise surprise d'apparaître à la traîne de certains candidats, notamment de M. Balladur, pour la représentation des femmes ?

« C'est une plaisanterie ? Dans mes propositions, j'ai défendu le principe de l'égalité professionnelle. A ma connaissance, M. Balladur n'en dit pas un mot. En outre, je me suis longuement exprimé sur les problèmes de la dignité et de la liberté des femmes, et notamment sur le problème de l'IVG, et là encore, c'est un point qui me distingue de M. Balladur qui tient sur ces questions un dis-

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS - Condamnation Pénale Pour Fraude Fiscale -

Par jugement contradictoire en date du 9 novembre 1994, la 11^{ème} chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS a condamné pour fraude fiscale à la peine de 5 mois d'emprisonnement avec sursis :

CALDRON épouse GUENIER Timée, née le 20 septembre 1948 à LA HAYE (Pays-Bas), demeurant 92 bis, Avenue du Bac - 92120 SAINT MAUR DES FOSSES.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamnation la publication de ce jugement par extrait au « Journal Officiel », dans « Le Figaro » et dans « Le Monde ».

Pour extrait conforme délivré par le Greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY - Condamnation Pénale Pour Fraude Fiscale -

Par jugement en date du 7 mars 1995, aujourd'hui définitif, la 15^{ème} chambre du T.G.I. de BOBIGNY a condamné Mr TADIER Foudil, né le 20 février 1943 à ALGER (Algérie), demeurant 29, Rue de la République 3 AUBERVILLIERS (93) : à la peine de 24 mois d'emprisonnement dont 16 avec sursis ; ordonne son maintien en détention ; ordonne la publication de ce jugement, par extrait, aux frais de la condamnation dans LE PARISIEN (Edition 93) et dans LE MONDE ; ordonne l'affichage de ce jugement, par extrait, pendant 1 mois à la mairie de son domicile ; pour fraude en vue de se soustraire à l'établissement ou au paiement de l'impôt, passation d'écriture inexacte au fût d'un livre comptable, fraude fiscale.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS - Condamnation Pénale Pour Fraude Fiscale -

Par jugement contradictoire en date du 21.11.1994, la 11^{ème} chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS a condamné pour fraude fiscale à la peine de 1 an d'emprisonnement avec sursis et à une amende de 10.000 Frs :

SANCHEZ SOLE Antonio, né le 19.04.55 à BARCELONE (Espagne), demeurant 18, Rue du Moulin de la Vierge à PARIS (18^{ème}).

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamnation la publication de ce jugement par extrait au « Journal Officiel », dans « Le Parisien » et dans « Le Monde ».

Pour extrait conforme délivré par le Greffier soussigné, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU T.G.I. DE BOBIGNY -

Par jugement en date du 15.03.94, aujourd'hui définitif, la 15^{ème} chambre du T.G.I. de BOBIGNY a condamné, Mr D'ANGALY Michel, né le 11.04.47 à LA COUARDE SUR MER (17), demeurant 9, Bd Pasteur à PAVILLONS SOUS BOIS (93), à la peine de 12 mois d'emprisonnement avec sursis ; ordonne la publication de ce jugement, par extrait, aux frais de la condamnation dans LE Journal Officiel, Le Monde et Le Figaro et l'affichage pendant 3 mois à la mairie de son domicile ; pour FRAUDE FISCALE.

cours bien-pensant et timoré. Enfin, le premier ministre préconise l'instauration de quotas, mais sans changer le mode de scrutin, ce qui les rend impossible à mettre en œuvre. Je propose au contraire d'introduire de la proportionnelle dans le scrutin majoritaire actuel afin de permettre à des femmes plus nombreuses d'entrer au Parlement. Leur sens du concret sera très utile au pays. »

« Mais vous-même, vous n'avez jamais été un partisan enthousiaste du traité de Maastricht... »

« Vous observez que ce que je dis aujourd'hui sur la construction européenne est dans la continuité de ce que je disais hier sur le traité. Avec Maastricht, j'ai toujours pensé qu'on s'y était mal pris, pour des raisons non pas de fond mais de méthode. A l'époque, on nageait, en France, dans une sorte d'occidentisme européen et tout le monde voulait croire que le référendum serait ratifié par une écrasante majorité. Nous nous sommes donc engagés dans cette procédure du référendum plutôt que de retenir la voie parlementaire. Et c'est vrai que moi, je n'ai pas été enthousiaste à l'idée de monter sur les tréteaux, avec M. Giscard d'Estaing et quelques autres. Quant au fond, il y avait certaines dispositions du traité qui ne me satisfaisaient pas et à l'époque je ne m'en suis pas caché. J'ai donc appelé à voter oui, mais à ma façon. »

« Quelle est la continuité avec votre position actuelle ?

« Le traité a été ratifié et il doit donc s'appliquer. Mais le constate aussi que nous n'irons pas à la monnaie unique au rythme où nous pouvions auparavant le pré-

« Non, l'ai dit clairement que je souhaitais que le Parlement réexamine l'ensemble des mesures Pasqua et Méhaignerie. Pour le code de la nationalité, je souhaite que l'on revienne à la loi du sol. Pour les autres dispositions, j'estime

« Avant d'être candidat, vous aviez souhaité que cette élection favorisât l'émergence d'une grande force social-démocrate de gauche. Votre campagne y a-t-elle contribué ?

« Ma principale préoccupation est l'élection présidentielle. J'entends donc bien votre question, elle est importante, mais ce n'est pas celle que je me pose. Aujourd'hui, je ne pense pas à un parti mais au pays !

« Gagner serait un miracle ?

« Non. Ce sera une grâce de la raison ! »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

« Je défends l'idée que le modèle social français doit reposer sur deux ressorts principaux : une impulsion forte de l'Etat et la politique contractuelle. »

ÉTVDDES

Retrouvez notre sommaire d'Avril sur :
Minitel : 3615 SJ* Etudes

En vente dans les grandes librairies.

ETUDES - 144 pages - 55 F (11^{ème} par an)
14, rue d'Assas - 75006 PARIS - ☎ (1) 44 39 48 48

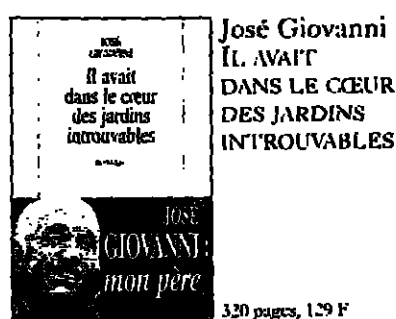
مكتبة الأمل

Robert Laffont Fixot Seghers

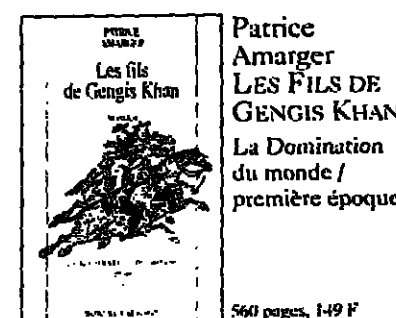
LE MONDE / VENDREDI 21 AVRIL 1995 / 9

ROBERT LAFFONT

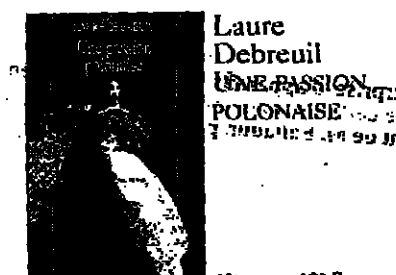
Romans français



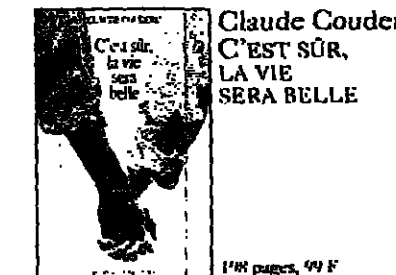
José Giovanni
IL AVAIT DANS LE CŒUR DES JARDINS INTROUVABLES
320 pages, 129 F
Le romancier et cinéaste José Giovanni raconte la vie de son père, qui, à l'âge de dix-sept ans, quitta le petit village corse de Rogliano pour émigrer aux États-Unis, et connut les basses de Harlem comme les palaces français de l'entre-deux-guerres... Dandy d'un autre âge, cet homme irresponsable à lui, brusquement, trouva le force de lutter, heure par heure, pendant dix ans, pour arracher son fils à la guillotine d'abord, à la prison ensuite. Une écriture forte, un récit poignant.
Para le 3 avril 1995



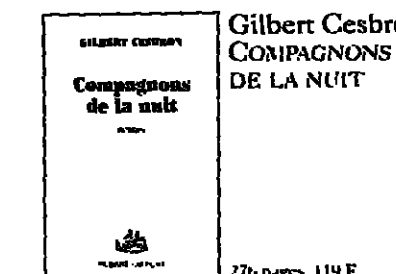
Patrice Amarger
LES FILS DE GENGIS KHAN
La Domination du monde / première époque
560 pages, 149 F
Ce premier volume d'une fresque immense met en scène l'invasion mongole qui, de 1237 à 1242, jette les fils de Gengis Khan à la conquête de l'Europe. 150 000 cavaliers déferlent sur la Russie ravagant tout sur leur passage. Qaraqorum, Paris, Venise, Damas, Kiev et Novgorod, tous les princes de l'époque, et des personnages sans nombre, sont le théâtre et les héros d'une entreprise historique et romanesque qui n'a pas d'exemple.
Para le 10 avril 1995



Laure Debreuil
UNE PASSION POLONAISE
336 pages, 129 F
Confrontée à un moment particulièrement exaltant et douloureux de l'histoire de son pays - le réveil du nationalisme, très durement réprimé en 1863 -, Louise, une jeune aristocrate polonaise, découvre en même temps les troubles et les tourments de l'amour et le monde si différent du sien des opprimés et des révolutionnaires. Le tableau nostalgique d'une Pologne de légende, et la chronique ardente d'une éducation sentimentale.
Para le 24 avril 1995



Claude Coudere
C'EST SÛR, LA VIE SERA BELLE
198 pages, 99 F
Journaliste, réalisateur à la télévision, Claude Coudere peint ici avec tendresse deux adolescents qui se battent fiévreusement pour leur avenir. Amnés de leur seule innocence, Lili et Basile, 13 et 15 ans, affrontent la violence, le racisme, la prison, les mensonges... Étonnante et bouleversante rencontre entre un écrivain exigeant, au service de l'enfance, et ces adolescents de la rue, tout de verdure et de fantaisie.
Para le 10 avril 1995



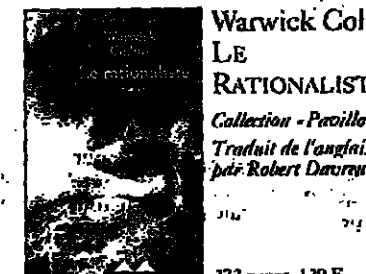
Gilbert Cesbron
COMPAGNONS DE LA NUIT
276 pages, 119 F
Un roman inédit de Gilbert Cesbron : une découverte surprenante, et qui, à juste titre, fait dire à Jacques de Bourbon Busset, dans sa préface : « Il arrive qu'un premier livre résume tous les suivants. Je crois que ce premier récit de Gilbert Cesbron préfigure la future œuvre. » Mieux qu'une curiosité littéraire, des retrouvailles attachantes avec l'âme aimante et généreuse d'un romancier poète.
Accueil-propos de Michel Barlogy.
Para le 3 avril 1995



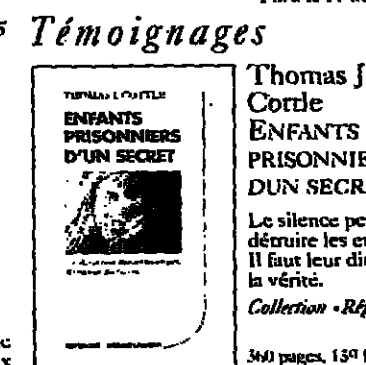
Martine-Marie Muller
LES AMANTS DU PONT D'ESPAGNE
288 pages, 109 F
En Béarn, avant 1914... Justin, comme tous les paysans de ce pays rude, n'a qu'une passion : la terre. Lorsqu'il adopte, par intérêt, la petite Zénaïde, il lui fait jurer sur la croix, ainsi qu'à ses deux fils Auguste et Moïse, de ne « jamais couper la terre », de donner sa vie pour elle. Et la terre demeurera, malgré l'amour, la guerre, la mort... Violence et tendresse, ténacité et lumière, c'est tout l'univers de l'auteur de « Terre Mère ».
Para le 3 avril 1995



Cordelia Biddle
AU-DELÀ DU VENT
Collection « Best Sellers »
Traduit de l'américain par Marie-Louise Héniss-Heinmann
416 pages, 139 F
C'est en regardant trois albums de voyage légués par un grand-oncle que l'auteur, née dans une famille patricienne de la côte Est des États-Unis, a eu l'idée de faire repartir sur les mers l'*Albatros* - ce yacht de cent mètres, manœuvré par un équipage de cent marins, dont les photos la portaient au rêve. Une grande fresque romanesque qui est aussi un formidable suspense et un subtil tableau des mœurs de la bonne société américaine au tournant du siècle.
Para le 10 avril 1995



Warwick Collins
LE RATIONNALISTE
Collection « Pavillons »
Traduit de l'anglais par Robert Duroy
272 pages, 129 F
À la fin du XVIII^e siècle, en Angleterre, le Dr Silas Grange mène une vie calme, entièrement vouée à ses malades et à la lecture de David Hume. Mais l'ordre rationnel de ce célibataire est soudain bousculé par l'arrivée d'une belle veuve, Mrs Celia Quill. Elle entend de la séduire et de lui imposer ses idées libertines... Un tableau des mœurs sociales, médicales et amoureuses au siècle des Lumières. Un conte étrange et sombre, pervers et obsédant, superbement construit.
Para le 17 avril 1995

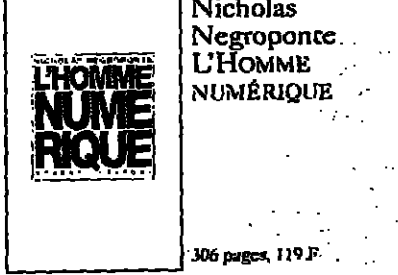


Thomas J. Cortie
ENFANTS PRISONNIERS D'UN SECRET
Le silence peut dévorer les enfants. Il faut leur dire la vérité.
Collection « Réponses »
340 pages, 139 F
Traduit de l'américain par Yveline Ponne, Jacques Rambaud, Dominique Daquin.
Sociologue, psychologue clinicien et enseignant à la Harvard Medical School, Thomas Cortie a recueilli le témoignage de nombreux adolescents confrontés à des secrets familiaux qu'ils ne peuvent confier à quiconque. Un livre essentiel sur les dommages que causent aux enfants - et aux adultes qu'ils deviennent - les mensonges et les secrets de famille.
Para le 17 avril 1995

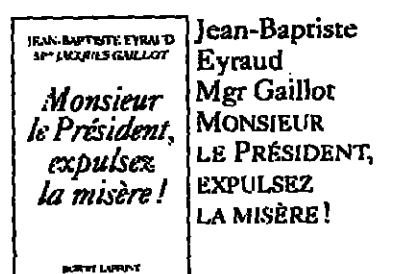


Anne-Marie Mitterrand
BETSY
372 pages, 129 F
À vingt ans, Betsy épouse Antoine et entre comme ouvrière à l'usine. Très vite la liberté l'appelle. Elle devient VRP pour un fabricant de matelas et literies. Mais cette liberté a son prix : solitude, échec conjugal. Alors Betsy se lance sauvagement dans la passion et accepte le pire : les relations sexuelles dégradantes, les humiliations, les mensonges... Un roman rageur, qui égratigne avec cruauté le monde des hommes.
Para le 17 avril 1995

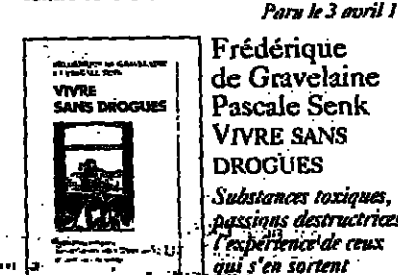
Essais



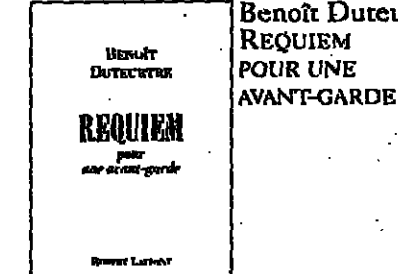
Nicholas Negroponte
L'HOMME NUMÉRIQUE
306 pages, 119 F
Micro-ordinateur, CD et CD-ROM font désormais partie de notre paysage quotidien. Nicholas Negroponte, chercheur de réputation internationale, fondateur et directeur du laboratoire des médias au MIT, nous explique la « révolution numérique », et nous montre, jusque dans le moindre détail, ce qu'elle va changer dans nos vies. Clair et compréhensible pour le néophyte, ce livre n'en est pas moins exhaustif. Un événement comme le furent, en leur temps, les parutions de McLuhan.
Para le 24 avril 1995



Jean-Baptiste Eyraud
MONSIEUR LE PRÉSIDENT, EXPULSEZ LA MISÈRE !
112 pages, 49 F
Une famille privée de logement est une famille sinistrée. Elle perd progressivement les droits élémentaires que garantit notre Constitution - droit à l'emploi, aux soins, à l'éducation des enfants... Jean-Baptiste Eyraud, fondateur et président de Droit au logement et Mgr Gaillot, qui a choisi de vivre avec les sans-logis de la rue du Dragon, apportent ici leur témoignage - argumenté, convaincant - et appellent à la mobilisation contre cet assassinat social.
Para le 3 avril 1995



Frédérique de Gravelaine
PASCAL SENK VIVRE SANS DROGUES
Substances toxiques, passions destructrices : l'expérience de ceux qui s'en sortent.
408 pages, 149 F
Frénésie de travail ou de sport, boulimie et anorexie, tabac, tranquillisants, alcools, toxicomanie... notre société engendre toutes sortes d'addictions, des plus banales aux plus dangereuses. Comment se libérer de sa dépendance ? Une approche résolument nouvelle du problème, qui autorise l'espoir : les témoignages de ceux qui s'en sont sortis nous disent qu'on peut devenir autonome, apprendre à vivre, et nous montrer les chemins pour y parvenir.
Para le 17 avril 1995

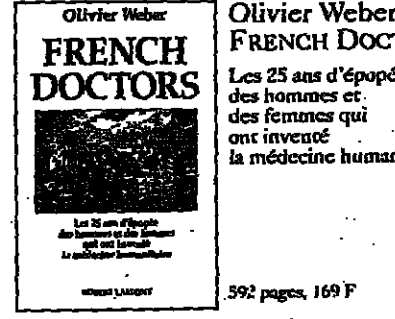


Benoît Dureux
REQUIEM POUR UNE AVANT-GARDE
276 pages, 139 F
Aux seuls mots de « musique contemporaine », les salles de concert se vident. Pourquoi ce rejet massif et durable ? Pourquoi la richesse du mouvement moderne a-t-elle fait place à un tel académisme ? En partant d'une réflexion sur le langage musical, Benoît Dureux montre que cette dérive n'était pas fatale, comme l'attestent aujourd'hui l'œuvre d'un Ligeti, d'un Steve Reich, d'un Adams ou la vitalité de la musique populaire afro-américaine. Une méditation mélancolique sur l'état de notre création musicale et, plus largement, artistique et littéraire.
Para le 3 avril 1995

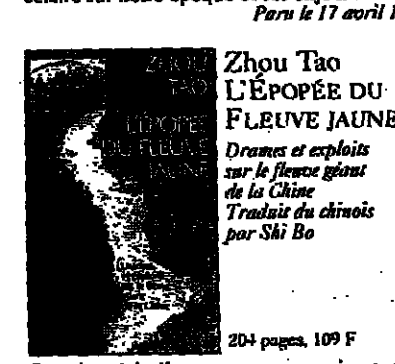


Luce Grimaud
DANS LA LUMIÈRE D'UN CRISTAL
224 pages, 119 F
Luce Grimaud est une voyante dont la pratique est fondamentalement originale : elle filme avec un caméscope une boule de cristal posée devant un sujet, puis lui projette le film. Il peut ainsi « voir » et reconnaître des choses, des visages et des mots relatifs à son passé, au présent, à l'avenir. Elle aide aussi à déchiffrer ce que dit le cristal à travers des symboles. Une expérience passionnante, suivie et expliquée par deux scientifiques.
Para le 3 avril 1995

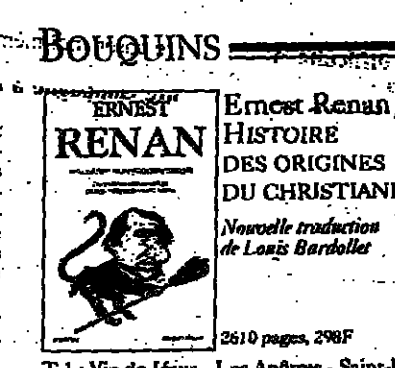
Documents



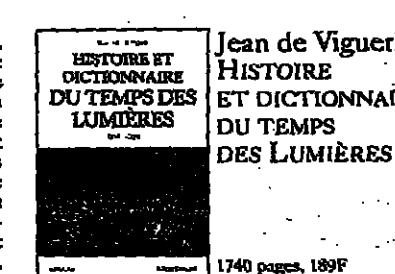
Olivier Weber
FRENCH DOCTORS
Les 25 ans d'épopée des hommes et des femmes qui ont inventé la médecine humanitaire
592 pages, 169 F
Fin 1968, découragés par l'échec du mouvement de Mai, Bernard Kouchner et quelques jeunes médecins français se retrouvaient dans l'enfer d'une guerre oubliée : le Biafra. Là, dans l'urgence et l'horreur, va naître une nouvelle forme de solidarité et commencer la grande aventure de l'humanitaire. Olivier Weber nous montre, dans le détail de leur vie sur le terrain comme dans l'intimité de leurs choix personnels, les figures emblématiques de Bernard Kouchner, Claude Malhuret ou Rony Brauman, mais aussi des centaines d'anonymes. Le sauvetage des boat people en mer de Chine, l'aide aux victimes des tremblements de terre en Arménie, la famine en Éthiopie, la guerre en Afghanistan ou en Bosnie... Un livre passionnant, qui nous éclaire sur notre époque et ses enjeux.
Para le 17 avril 1995



Zhou Tao
L'ÉPOPÉE DU FLEUVE JAUNE
Drame et exploits sur le fleuve géant de la Chine
Traduit du chinois par Shi Bo
204 pages, 109 F
Premier récit d'une aventure sportive exclusivement chinoise - vécu par des Chinois et racontée par un Chinois -, ce livre retrace un exploit inouï : la descente, en 1987, du fleuve Jaune, l'un des plus longs et des plus dangereux du monde. Par-delà la performance sportive surhumaine, ce document original sur les jeunes Chinois d'aujourd'hui est aussi une exploration au cœur d'un pays de légendes.
Para le 17 avril 1995



Ernest Renan
HISTOIRE DES ORIGINES DU CHRISTIANISME
Nouvelle traduction de Louis Bardollet
2610 pages, 298 F
T.1 : Vie de Jésus - Les Apôtres - Saint-Paul
T.2 : L'Antéchrist - Les Évangiles - L'Église chrétienne - Marc-Aurèle
L'Histoire des origines du christianisme (1863-1882) fut, pour Renan, le devoir et la pensée de toute sa vie. « La Vie de Jésus obtiendra toujours un grand succès, écrit-il en 1877, quand un écrivain aura le degré d'habileté, de hardiesse et de naïveté nécessaires pour faire une traduction de l'Évangile en style de son temps. On cherchera mille causes à ce succès ; il n'y en aura jamais qu'une, c'est l'Évangile lui-même, son incomparable beauté latente. »
Para le 10 avril 1995



Jean de Viguerie
HISTOIRE ET DICTIONNAIRE DU TEMPS DES LUMIÈRES
1740 pages, 189 F
Nul siècle n'est plus contrasté que celui des Lumières. D'un côté, il appelle le bonheur ; de l'autre, il répond que le bonheur n'existe pas. Aucune époque peut-être ne ressemble davantage à la nôtre, et c'était une raison de plus d'en révéler tous les aspects. Cet ouvrage raconte l'histoire du XVIII^e siècle en France, en Europe et dans le reste du monde. Un dictionnaire complet le récite, ainsi qu'une chronologie, une historiographie et une bibliographie commentée.
Para le 10 avril 1995

Avril
1995

كتاب الشهر

A SURVE

Surprises

Au soir de chaque élection, c'est toujours le même scénario sur les plateaux de télévision : il n'y a que des vainqueurs et pas un seul vaincu. L'un a gagné car il est en tête, l'autre a gagné car il n'est pas éliminé du duel final, le troisième a gagné car il est au-dessus des derniers sondages dont l'opinion publique n'a pas eu connaissance et le quatrième a aussi gagné car il a devancé le rival qui prétendait le doubler. Même le dernier aura gagné. Sur tout à être connu. Tous les candidats sont des gagnants et certains nous annoncent quelques surprises à propos de sondages dont il est interdit de parler.

En cette ultime semaine de campagne présidentielle, Philippe de Villiers n'a pas hésité à transgresser la loi du silence. Le candidat du boga français prétend que « les derniers sondages » « sondages » montreraient « une vraie poussée Villiers » et dessineraient une « ville, ce qui s'appelle une ville » pour Edouard Balladur. « Nani », affirme l'intéressé.

Pour Robert Hue également, c'est hâris sur Edouard et c'est molo pour Lionel. Le candidat communiste assure que le premier ministre-candidat, victime d'un « effondrement », serait désormais « éliminé de la compétition » alors que Lionel Jospin serait « quasi certain d'être présent au second tour ». Même si « tout le monde le sait », M. Hue préfère donner le détail, en affirmant que le candidat socialiste tournerait à « 20 ou 21 % des suffrages ». Bien sûr, c'est loin des 34 % de François Mitterrand en 1988, comme il le remarque aimablement, mais c'est suffisant. Jacques Chirac n'a pas tous ces soucis. Il montre un calme olympien au milieu d'un monde plein de fébrilité. Il est vrai que, comme il l'a dit à Val-de-l'Écluse, depuis deux ans, il ne s'est « pas occupé des sondages ».

Olivier Biffaud

M. de Villiers a été contraint de modérer ses ambitions

Il n'a pas trouvé d'espace entre la majorité et l'extrême droite

Estimant que son succès aux élections européennes le contraignait à être candidat à l'Elysée, M. de Villiers constate, aujourd'hui, qu'il n'a pas réussi à faire aussi

bien qu'en juin 1994. Il doit se satisfaire d'espérer recueillir le même nombre de voix que l'an dernier, alors que la participation sera plus importante.

PHILIPPE DE VILLIERS a le moral. En réunion publique, il lui arrive de raconter sa prochaine rencontre avec François Mitterrand, le 8 mai, lorsque l'ancien président de la République et le nouvel élu se croiseront sur les Champs-Élysées. « Je lui donnerai le bonjour des Vendéens et j'ajouterai : on est content que vous portiez », assure le candidat du Mouvement pour la France sous les applaudissements. Confronté à l'épreuve de la campagne, M. de Villiers est pourtant contraint de revoir à la baisse ses ambitions.

Au-delà de la perspective agaçante du second tour agitée en début de campagne pour mobiliser ses troupes, le candidat néo-conservateur s'est fixé comme premier objectif le niveau élevé atteint lors des élections européennes de 1994 (12,33 %), qui avait permis à sa liste de devancer celle de Jean-Marie Le Pen (10,52 %). Les enquêtes d'opinion et le déroulement de la campagne l'amènent à présent, malgré lui, à évoquer le score plus modeste de 7 % qu'il recueille dans les intentions de vote, en dépit de la méfiance, forgée par l'expérience, qu'il développe vis-à-vis des sondages. Il rappelle, à juste titre, que les instituts ont éprouvé les pires difficultés à le situer lors des européennes. « A une semaine du scrutin, ils ne m'accordaient que 7 % ou 8 % des voix, assure-t-il. Si, aujourd'hui, ils me trouvent entre 4 % et 7 %, tout ira bien. »

VICTIME DU DUEL A DROITE. Son pronostic sur la tournure de la campagne à droite a, en revanche, été déjoué. M. de Villiers escomptait l'effondrement rapide

de l'un des deux candidats du RPR, tout d'abord celui de Jacques Chirac, jusqu'au mois de mars, puis celui de M. Balladur. La campagne, et avec elle l'électorat de la majorité, se sont pourtant polarisés autour de ces deux candidats, de ces « frères séparés », qu'il égratigne quotidiennement. Jusqu'à ces derniers jours, il n'a pas tiré profit de la lassitude soulevée de l'électorat de la majorité face à « la bastonnade » et à « la bataille de polochons » qu'il feint regretter chaque soir.

Contrairement aux élections européennes pour lesquelles il disposait d'un large espace entre la liste d'union UDF-RPR conduite par Dominique Baudis – censée rassembler les « euro-sceptiques » comme les « euro-convaincus » de la majorité – et celle du FN, M. de Villiers campe, cette fois, sur un champ politique réduit, ancré sur les valeurs traditionnelles du conservatisme et illustré par de multiples références aux prises de position de Jean Paul II.

A la différence de la campagne de juin 1994, le président du conseil général de Vendée n'a donc pas pu, ou pas su, recenser son message. Au vu de sondages peu encourageants, il avait alors mis en avant son appartenance à la majorité et se proclamant porte-parole de la « liste de la majorité pour l'autre Europe ». Accessoirement, si l'on peut dire, M. de Villiers n'a pas pu compter non plus sur un signe politique aussi fort que celui que Charles Pasqua l'avait gratifié il y a un an en absolvant par avance les électeurs de la majorité tentés par sa liste dissidente. Dans le même temps, l'extrême droite est restée particu-

lièrement solide autour de Jean-Marie Le Pen, alors que le fondateur du Mouvement pour la France ne désespérait pas de détourner une partie des électeurs du Front national vers un vote « utile » parce que réintégré dans la majorité.

OBJECTIF : 7 %

Convaincu de la justesse de ses convictions – « une société, ce sont des valeurs, une société qui n'a plus de valeurs est une société qui fait des lois » –, M. de Villiers assure ne « rien » vouloir, cultivant à quarante-six ans l'ambiguïté de son appartenance critique à la majorité. Un score de 7 % le satisfait parce que, dit-il, « ce serait la bosse du chameau pour traverser le désert ». De quoi passer les premiers mois en comptant sur les difficultés du prochain gouvernement pour élargir son cercle d'influence chez les « déçus de la droite ».

Comme il l'avoue volontiers aujourd'hui, son succès aux européennes impliquait mécaniquement sa présence à l'élection présidentielle, sauf à renoncer définitivement à ce capital inespéré, puisque la crédibilité politique passe, en France, par la participation à ce scrutin majeur. Même si l'objectif de 7 % lui assure un nombre de voix sensiblement égal à celui des européennes, compte tenu d'une participation qui devrait à priori être plus importante à la présidentielle, ce score, nettement inférieur à celui du Front national, le contraindra néanmoins à repousser à des jours lointains son ambition de reconstruire, autour de lui, la droite de la droite.

Gilles Paris

Les émouvantes retrouvailles socialistes

Lors d'un déplacement en Normandie, Laurent Fabius et Lionel Jospin ont voulu témoigner de leur rassemblement

LE GRAND-QUEVILLY

de notre envoyé spécial

Ce fut beau comme l'antique. Dans la salle de la Grange d'Aulnay, le peuple du Grand-Quevilly s'était rassemblé, nombreux, mercredi 19 avril, pour assister à cette émouvante cérémonie des retrouvailles entre Lionel et Laurent, Jospin et Fabius, les deux fils – le prodigue et le fidèle – du mitterrandisme. Au fond de la scène, hiératique sur sa chaise, hiératique impavide de la cité depuis la nuit des temps, Tony Larue semblait comme le réticent muet de soixante ans de socialisme.

A l'avant-scène, chacun à son tour, Laurent et Lionel se sont avancés, la main sur le cœur et d'ineffables sourires aux lèvres. Ils n'avaient évidemment rien oublié de leurs affrontements passés. Mais l'heure n'est plus aux chicaneries quand rôde le destin, celui de la gauche comme celui du PS. « Mon cher Lionel... », « Monsieur le premier ministre, mon cher Laurent... » Le ton était donné.

UN BON PRÉSAGE

« Nous sommes heureux d'accueillir avec beaucoup d'amitié celui qui, nous l'espérons tous, sera le prochain président de la République, Lionel Jospin », a commencé Laurent Fabius, avant d'ajouter ce bon présage : « A chaque fois que François Mitterrand a préparé ses victoires à l'élection présidentielle, il a toujours fait un petit arrêt au Grand-Quevilly. » « Tu m'as fait l'amitié d'être présent dans cette campagne, tu as été attentif, chaleureux et direct dans ton soutien et j'y ai été très sensible », devait lui répondre le candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Comme gage de cette amitié, le député de Seine-Maritime a offert à Lionel Jospin un livre sur la Normandie, avec cet exergue en latin qui, a-t-il suggéré, pourrait servir de slogan pour le deuxième tour : « Fragmenta coligit ne pereant. » Feignant d'avoir oublié ses humanités, Laurent Fabius en fit d'abord une traduction littérale : « Afin qu'ils ne périssent pas, rassembler les morceaux éparpillés », puis plus infidèle mais vigoureuse : « Rassembler pour gagner ! » « Quoi Lionel Jospin prêterait, quel ques instants plus tard cette interprétation plus optimiste : « Rassembler les morceaux éparpillés, mai pour revivre. » Et d'appeler, dans la foulée, comme il devait y insister ensuite à Lisieux, où il était accueilli par Yvette Roudy, maire de la ville, « à ce que le maximum d'électeurs et d'électorales de progrès se portent sur ma candidature dimanche, pour qu'enfin l'on puisse avoir ce vrai débat entre des projets différents. Les forces de progrès ont besoin de cette espérance ».

Maniant le patois du pays de Caux avec la même aisance que le latin, Laurent Fabius a ensuite évoqué, sans le citer, Jacques Chirac, prévisible adversaire du second tour. « Un proverbe local dit ceci : « Grand diseux, p'tit fêux. » La formule s'applique assez bien », a-t-il lancé en provoquant les rires de l'assemblée. Faisant référence au métrobus qui relie désormais Rouen à Grand-Quevilly et auquel son « cher Laurent » a « puissamment contribué », Lionel Jospin répondit, charmeur : « Tu as été un grand fêux, dans ce domaine comme dans d'autres. »

Gérard Courtols

Le marquis penche « pour rire » pour Arlette

DANS SON CHÂTEAU, dit le Petit Mas de Cabane, le marquis Marc du Lac, soixante-quatre ans, souhaite les meilleurs suffrages à Arlette Laguille. « Si elle pouvait faire plus de 5 % et, même, 20 %, ce serait superbe. » Marc du Lac, grand propriétaire de Camargue, cultivateur du riz, élève des chevaux et des sangliers à deux pas de l'étang de Vacarès, il possède des champs de tournesol, quelques gîtes ruraux.



CARTE POSTALE

En 1922, son grand-père, fuyant le phylloxéra de son domaine biterrois, s'arrêta en Arles, séduit par le système de vignes qui poussaient les pieds dans l'eau, irriguées par des pompes à vapeur. Un du Lac en Camargue. Depuis, les vignes ont été arrachées, les rizières plantées et le marquis d'aujourd'hui a un pied dans son mas et un autre... en Guyane, à l'embouchure du fleuve Maroni où il fait pousser du riz. Il va et vient entre ses champs arlésiens et ses terrains d'Amazonie.

Marc du Lac le dit, avec une pointe d'ironie : « Nous n'avons jamais été particulièrement de gauche, mais nous devons reconnaître que c'est sous les gouvernements socialistes que nous avons le plus touché d'aides, de subventions. C'est sous le Front populaire en 1936 qu'on créa l'Office du blé, qu'on commença à soutenir les prix, à les financer et c'est grâce à M. Blum que les grands producteurs d'Ile-de-France se sont fait... des couilles en or », poursuit le marquis. Aujourd'hui les subventions de la Communauté européenne représentent 20 % de son chiffre d'affaires, elles sont « donc largement supérieures » à son bénéfice. Dépendre de l'Europe et détester autant cette « catastrophe » : « quand vous lisez les réglementations sur les taxes, les emballages, les transports, ce Delors, un fou délirant, le pur produit de l'administration ».

Le marquis s'est jeté dans l'agronomie comme on entre en religion. « J'y ai appris une chose, une seule, l'expérience du doute. Un agronome n'hésite jamais à remonter à la case départ. » Et Marc du Lac a sillonné les tropiques, traversant une quarantaine de pays, valorisant les productions locales, délaissant peu à peu le « nutritionnel » pour se spécialiser, un temps, dans la création de parcs et de jardins, faisant pousser des plantes grasses venues du Texas au milieu de déserts pour le compte d'émirs milliardaires. Délaissant le tiers-monde ? « J'ai toujours eu horreur de la foule et de la promiscuité », répond Marc du Lac avec le sourire, jaloux de sa solitude dans ses 400 hectares de Camargue.

Marc du Lac est satisfait de son repli sur le riz d'Amazonie. « J'ai été le premier Français à me lancer dans une concession. L'Etat m'a aidé, mais trop peu, trop tard. » L'exploitation est montée en puissance : deux récoltes par an, « 600 tonnes en octobre 94, 1 000 tonnes en avril dernier, l'an prochain, j'en programme 2 500 et du riz de la plus belle espèce, de « l'indica », long et tropical ». Evidemment, quand il regarde son concurrent de l'autre côté du Maroni, au Surinam, « celui-ci travaille avec des ouvriers payés 500 F par mois, nos prix au marché de Point-à-Pitre sont différents ». Le marquis a préféré le débouché européen. Dimanche, il a bien envie de voter Laguille. « Pour rire ». « Quand je vois les deux de notre majorité s'écarter dans une bataille de chiffonniers. Enfin, la politique a toujours exploité la bêtise des Français en leur faisant croire qu'on rase gratis. » Laguille au premier tour. Chirac au second ? Marc du Lac ne se prononce pas, lâchant seulement que la « droite nationaliste s'arrange toujours pour fermer les frontières ». Et le marquis aime les frontières fermées. « Quand on voit le voisin, de l'autre côté du Maroni... »

Dominique Le Guilledoux

M. Mitterrand se prononce en faveur d'un Parlement fort

INAUGURANT, mercredi 19 avril au château de Versailles, une exposition permanente sur l'Assemblée nationale, en compagnie de son président, Philippe Séguin, et de celui du Sénat, René Monory, François Mitterrand s'est lancé dans une exhortation à réformer la Constitution, afin de rendre au Parlement son pouvoir de contrôle. « Il n'est pas normal que le Parlement soit réduit à l'état dans lequel il se trouve, a déclaré le chef de l'Etat. Il peut tout contrôler. Et donc doit exiger, se faire entendre, refuser sa confiance lorsque c'est nécessaire. » M. Mitterrand s'est appliqué à léguer à son successeur et aux parlementaires un message clair : « Je souhaite que le

Parlement soit en mesure de prendre le pouvoir qu'il n'a pas : celui de contrôler l'exécutif. S'il ne le prend pas, d'autres le prennent. Voyez la presse, les juges... »

M. Mitterrand a fustigé le pouvoir des juges, estimant que l'on assistait aujourd'hui à une « déviance forte », à laquelle « seul le Parlement peut remédier ». « L'Assemblée accepte trop aisément le sort qui lui est réservé », a-t-il poursuivi, assurant que « si elle avait voulu exercer toutes ses compétences, elle n'aurait pas trouvé [en lui] la moindre difficulté. » Il a reconnu qu'il n'avait procédé qu'à des « réformes » : « Faute d'une majorité au Sénat, je n'ai pas pu réformer la Constitution comme je

l'aurais souhaité », a-t-il déclaré, tout en restant « très méfiant à l'égard de cet exercice ».

« Je ne vous demande pas la V^e République, ni une énième Constitution », a recommandé le chef de l'Etat. « Président ne veut pas dire se mêler de tout », a observé M. Mitterrand. Evoquant les reproches de « dérive monarchique », il a assuré qu'il avait sur ce point « affiché les règles strictes de la V^e République ». « Croyez-moi, par rapport à mes trois prédécesseurs, je suis un mauvais élève. » « Si l'on disait cela de moi plus tard, je m'en réjouirai, là où je serai », a conclu le chef de l'Etat.

Béatrice Gurrey

Management L'essentiel du

Le magazine qui actualise vos compétences.

Management L'essentiel du

Rebroussement fiscal comment réagir ?

Reussir ses négociations avec un hypermarché

Frais généraux : éviter les dérapages

Citroën : gros plan sur une image rajeunie

Se séparer d'un collaborateur de haut niveau

Les nouvelles théories du management

Benchmarking • Globalisation • Temps de cycle • Compétences clés • Méthode ABC...

N°3 en vente chez votre marchand de journaux 15

هنا من الأصل

Jacques Chirac revendique le soutien de Jean-Claude Trichet

A la veille du premier tour de l'élection présidentielle, la polémique sur le franc s'envenime. Le maire de Paris fait état d'une lettre du gouverneur de la Banque de France lui donnant crédit d'avoir toujours défendu la monnaie

Sur TF 1, mercredi 19 avril, Jacques Chirac a cité un extrait d'une lettre que lui a envoyée le gouverneur de la Banque de France. Dans ce passage, Jean-Claude Trichet lui donne acte d'avoir « toujours ex-

primé [son] très ferme attachement à la stabilité du franc, y compris dans les circonstances difficiles ». Cette lettre semble ainsi démentir Edouard Balladur, qui ré-

pète, depuis plusieurs jours, que les propos du maire de Paris ont entraîné une baisse de la monnaie. Le premier ministre a en outre affirmé à plusieurs reprises que celui-ci ne l'a pas soutenu lors de la crise monétaire de l'été 1993. M. Trichet a refusé que

soit rendue publique l'intégralité de sa missive. Dans un point de vue donné au *Monde* (lire page une), Alain Juppé se félicite de l'indépendance de la Banque de France et plaide pour l'instauration de la

monnaie unique européenne « dès que possible ». Il rejoint ainsi la position d'Alain Madelin, mais paraît en contradiction avec les souhaits de Philippe Séguin, autre partisan de Jacques Chirac.

LA POLÉMIQUE autour de la Banque de France tourne à la confusion. Alors que depuis plusieurs jours Edouard Balladur reproche à Jacques Chirac d'avoir joué contre le franc en critiquant la banque centrale, après les appels à la prudence salariale de Jean-Claude Trichet, et - plus grave encore - de ne l'avoir pas soutenu durant la crise monétaire de l'été 1993, le maire de Paris a trouvé une parade inattendue. Invité de TF 1, mercredi 19 avril, il a laissé entendre que le gouverneur de la banque, en personne, Jean-Claude Trichet, n'était pas ces accusations.

Observant que le premier ministre lui faisait, à tort, grief de ne « pas être attaché à la valeur du franc », M. Chirac a en effet répliqué : « Eh bien, moi, j'ai reçu, hier,

une longue lettre manuscrite du gouverneur de la Banque de France ». Il a ensuite précisé que, « vu le temps », il n'en citerait qu'un « très court passage », avant d'ajouter, lisant le document : « On me pose, alors, me dit M. Trichet, la question de votre attachement au franc, et je réponds, je tiens à ce que vous le sachiez, que vous avez toujours exprimé votre très ferme attachement à la stabilité du franc, y compris dans les circonstances difficiles ».

Dans la forme, la démarche du gouverneur n'a rien de surprenant. M. Trichet est réputé pour honorer journalistes et hommes politiques de longues missives manuscrites, courtoises mais fermes, quand ceux-ci ont mis en cause son action. Dans ces circonstances, il a l'habitude systématique de faire précéder

ses observations de cette mention « personnel et confidentiel ». Il tient d'autant plus à cette observation qu'il veille en permanence à ce que ces propos ne puissent pas être exploités dans les polémiques publiques, car, c'est l'une de ses obsessions : la banque centrale française, qui a acquis son indépendance, seulement en janvier 1994, doit à tout prix rester « un sanctuaire apolitique et transcendant », comme il aime à le répéter.

Sur le fond, la lettre de M. Trichet pose cependant un problème. Soit le document formule aussi des mises en garde et, dans ce cas, M. Chirac pourrait se trouver confronté à une question embarrassante : pourquoi n'a-t-il mentionné que cette phrase louangeuse à son égard ? Soit, la tonalité générale de

la missive est effectivement à l'unisson de la citation faite par le maire de Paris, et dans ce cas, ce serait le gouverneur, qui serait, lui, pris en flagrant délit de non-respect du sacro-saint principe d'indépendance de la Banque de France, en ayant fait en quelque sorte acte d'allégeance à un homme politique qui venait de lui adresser une sévère réprimande. Edouard Balladur, en tout cas, a dû prendre connaissance de cette démarche avec agacement.

UN PIÈGE ÉLECTORAL ?

La polémique autour de la Banque de France risque donc de laisser des traces. Les partisans du maire de Paris l'ont d'ailleurs bien compris. Dans un premier temps, jeudi 20 avril dans la matinée, ils ont envisagé de rendre publique l'inté-

gralité de la lettre de M. Trichet. Mais, selon eux, le gouverneur de la Banque de France s'y est formellement opposé.

Dans un entretien à *Libération* du 20 avril, l'un des lieutenants de M. Chirac, Alain Madelin, pour lequel cette polémique n'a visiblement pas été opportune, plaide pour l'apaisement. Contrairement au candidat qu'il soutient, il se garde de formuler la moindre critique à l'encontre du gouverneur de la Banque de France. « M. Trichet est parfaitement dans son rôle, dit-il, quand il défend la stabilité du franc, c'est-à-dire le pouvoir d'achat interne et externe de notre monnaie... Il l'est aussi quand il met les partenaires sociaux en garde contre une politique salariale inflationniste. » Le message est donc sensiblement très différent

de celui formulé par un autre partisan de M. Chirac, Philippe Séguin, qui demande que l'on réfléchisse de nouveau aux compétences respectives des autorités monétaires et des gouvernants.

Dans l'état-major de M. Chirac, M. Madelin serait-il de ceux qui estiment qu'il aurait donc mieux valu ne pas croiser le fer contre la Banque de France et que le maire de Paris est en quelque sorte tombé dans un piège tendu par les partisans de M. Balladur, trop heureux de prendre leur adversaire en défaut sur la politique monétaire ? L'affaire est en tout cas embarrassante pour la Banque de France, dont les propos du gouverneur sont maintenant utilisés dans la polémique électorale.

Laurent Mauduit

Jean Boissonnat : « Rien appris, rien compris »

Membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France, Jean Boissonnat prend parti ici, à titre personnel, dans le débat sur la politique du « franc fort ».

« Tel un serpent de mer, « l'autre politique » revient sur scène avec l'élection présidentielle. Que celle-ci soit l'occasion d'une franche explication sur la politique économique de la France n'a rien que de très naturel.

» L'idée reçue est que la France serait tombée dans une sorte de conformisme monétariste en vertu duquel, fascinée par l'exemple allemand, elle aurait abdiqué toute autonomie de pensée. Sans souci pour l'amélioration de son niveau de vie et même, encore, pour la lutte contre le chômage, elle se serait enfermée dans un carcan qui ne lui laisserait pas d'autre satisfaction que de s'engloutir dans la déflation, un « franc fort » à la main. Curieuse idée.

» Si l'affaiblissement de la monnaie était le gage du renforcement de l'économie, la France, qui a dévalué le franc cinq fois, avec des gouvernements de gauche et de droite, pendant la décennie des années 80, devrait mieux se porter que la plupart de ses voisins. A l'inverse, des pays connus pour la solidité de leur monnaie, comme le Japon, l'Allemagne et la Suisse, devraient subir les taux de chômage les plus élevés du monde. Or c'est le contraire.

» Cela ne signifie évidemment pas qu'il suffit d'avoir une bonne monnaie pour avoir une bonne économie. Encore faut-il que la solidité de la monnaie ne soit pas artificielle. Si nos prix et nos revenus venaient à flamber, notre compétitivité serait atteinte, et il faudrait se résoudre à dévaluer le franc pour ne pas être éliminés des marchés par des concurrents étrangers. Mais il faut savoir que cela aurait un coût : toute dévaluation signifie que l'on vend le travail national moins cher que l'on n'achète le travail étranger. Or on ne peut pas abaisser le prix de son travail sans amputer les salaires de ses travailleurs.

» Une autre illusion consiste à imaginer qu'avec une monnaie plus faible nous aurions des taux d'intérêt moins élevés. Il suffit d'observer la situation présente autour de nous : tous les pays européens qui ont vu glisser leur monnaie ont subi en même temps un relèvement de leur taux d'intérêt. Tout cela ne serait pas arrivé, nous dit-on, si l'Allemagne ne nous avait pas fait payer une partie du prix de sa réunification, en nous imposant des taux d'intérêt élevés par l'intermédiaire de la relation franc-mark. Ce point mérite réflexion. Il n'est pas douteux que les Allemands ont mis du temps à évaluer le coût véritable de leur réunification. Ils ont cru, trop longtemps, pouvoir la financer avec la seule politique monétaire sans solliciter le contribuable. A l'époque, nous avons laissé faire au lieu de proposer notre aide - bien naturelle dans une communauté - et d'exiger, en contrepar-

tie, une politique plus rigoureuse de la part du gouvernement de Bonn, c'est-à-dire des taux d'intérêt moins élevés et des impôts plus élevés pour les Allemands. Nous payons encore aujourd'hui cette erreur d'appréciation et ce manque de solidarité entre Européens. Ce dont nous avons souffert, ce n'est donc pas d'un excès de coopération européenne, mais d'une insuffisance de solidarité.

» En matière monétaire, la France doit consolider les progrès qu'elle a accomplis - non sans mal, ni recul parfois - depuis un quart de siècle. Or elle peut perdre en trois mois ce qu'elle a gagné en dix ans. Alors, pourquoi tous ces procès en sorcellerie contre ce qu'il est convenu d'appeler la « pensée unique » ? Comme si toute société n'avait pas besoin d'un socle de valeurs communes pour se construire. Faut-il regretter, ou au contraire se réjouir, que les droits de l'homme, la liberté de la presse, l'indépendance de la justice, constituent une « pensée unique » dans toute démocratie ? La stabilité de la monnaie n'est pas, d'abord, un choix économique, c'est une valeur morale. Elle signifie que la société respecte le contrat qu'elle a tacitement conclu avec ses citoyens, en leur garantissant que les signes monétaires qu'ils ont dans leur poche - fruit de leur travail - conserveront leur valeur. En Allemagne - faut-il s'excuser de prendre cet exemple ? -, tous les grands partis, les syndicats et le patronat sont d'accord pour garantir la santé de la monnaie.

« Pensée unique » ! Et alors ? » La santé monétaire n'est pas seulement le respect d'un contrat. C'est aussi une incitation permanente à se spécialiser dans les productions à haute valeur ajoutée, les seules qui garantiront l'emploi dans des pays de plus en plus concurrentiels d'Asie et d'ailleurs sur les productions les plus courantes.

» Si des vérités aussi aveuglantes sont encore ignorées par quelques-uns, c'est qu'ils violent dans l'affaiblissement monétaire un remède indolore - et donc politiquement avantageux - à tous nos maux. Cela permettrait d'élever les salaires, de tolérer les déficits, de créer des emplois. En somme de raser gratis, tout de suite ! Alors que le niveau de vie n'a jamais progressé qu'avec des gains de productivité ; que les déficits n'ont jamais eu d'autres effets que de pousser les taux d'intérêt à la hausse ; et que la solution des problèmes de l'emploi suppose une vision neuve du travail, un renouvellement complet des relations entre les forces sociales organisées et une approche novatrice des problèmes de la durée du travail. Toutes choses plus dérangeantes qu'une litanie sur la parité monétaire, fruit d'une époque dans laquelle ceux qui la récitent n'ont rien appris, ni rien compris. La santé de la monnaie n'est certes pas, à elle seule, une garantie de réussite. Mais son naufrage serait une certitude de l'échec. »

Vous allez changer d'avis sur les agents immobiliers.

POUR VOUS FAIRE CHANGER D'AVIS, IL ÉTAIT TEMPS QUE DES AGENTS IMMOBILIERS PRENNENT DES ENGAGEMENTS. C'EST CE QUE NOUS FAISONS ICI.

UN AGENT IMMOBILIER DOIT POUVOIR FAIRE PROFITER IMMÉDIATEMENT VENDEURS, ACQUÉREURS OU LOCATAIRES DU PLUS LARGE CHOIX POSSIBLE ET DE TOUTES LES OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ.

QUEL QUE SOIT VOTRE BESOIN, UN AGENT IMMOBILIER DOIT POUVOIR VOUS GARANTIR SON IMPLICATION PERSONNELLE ET VOUS PROUVER SON EFFICACITÉ.

UN AGENT IMMOBILIER DOIT AFFICHER CLAIREMENT LE MONTANT DE LA COMMISSION ET LE SERVICE QUI VOUS EST DÛ.

PARCE QUE L'IMMOBILIER EST UN MÉTIER EN MUTATION CONSTANTE, CHAQUE AGENT IMMOBILIER DOIT BÉNÉFICIER D'UNE FORMATION PERMANENTE SPÉCIFIQUE AFIN DE VOUS SERVIR EN TOUTE SÉCURITÉ.

POUR CONSEILLER UN CLIENT, UN AGENT IMMOBILIER DOIT AVOIR ACCÈS A L'ENSEMBLE DES DONNÉES ET TENDANCES DU MARCHÉ IMMOBILIER.

DE LA JUSTE ÉVALUATION DE SON PRIX DÉPEND LA VENTE D'UN BIEN ET LE DÉLAI DE RÉALISATION. UN AGENT IMMOBILIER DOIT CONNAÎTRE ET MAÎTRISER TOUS LES CRITÈRES D'ESTIMATION.

SUR CE QU'IL FAIT, SUR LES BIENS QU'IL VOUS PRÉSENTE, UN AGENT IMMOBILIER DOIT VOUS FOURNIR DES INFORMATIONS CLAIRES, VÉRIFIÉES, ET POUVOIR S'ENGAGER PAR ÉCRIT.

Century 21

Réseau CENTURY 21® : Le N°1 des Agences Immobilières dans le Monde
Chaque Agence est Indépendante et Financièrement Indépendante

Les cendres de Marie et Pierre Curie sont transférées au Panthéon

La nation rend hommage à une scientifique d'origine polonaise

Quatorze ans, à un mois près, après sa prise de fonctions, François Mitterrand est revenu au Panthéon, jeudi 20 avril, pour présider la cérémonie du transfert des cendres de Marie et Pierre Curie. C'est pour le président de la République l'occasion symbolique de rendre

hommage à une femme d'origine polonaise, ayant contribué au prestige de la recherche scientifique.

FRANÇOIS MITTERRAND avait pris, en mars 1994, la décision de transférer au Panthéon les dépouilles de Marie et Pierre Curie. Il répondait ainsi à la démarche de plusieurs porte-parole de la cause des femmes, qui lui avaient fait observer qu'aucune femme n'était honorée dans le temple de la République. Seule Sophie Berthelot y est inhumée, mais en tant qu'épouse du savant Marcelin Berthelot, et non pour son mérite propre.

Le décret du président de la République sur le transfert des époux Curie, en date du 8 mars 1995, est paru au *Journal officiel* le 14 mars. La date retenue pour la cérémonie ne doit rien au hasard : à un mois près, elle correspond au quatorzième anniversaire de la prise de fonctions de M. Mitterrand en 1981. Le 21 mai de cette année-là, le premier président de gauche de la V^e République avait marqué son avènement par une visite au Panthéon, où il s'était recueilli sur la

tombe de Victor Schoelcher, libérateur des esclaves de la Martinique, sur celle de Jean Jaurès, penseur et organisateur du socialisme français, et sur celle de Jean Moulin, chef de la résistance intérieure à l'occupation nazie.

Le président de la République avait honoré par un transfert au Panthéon René Cassin, auteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en 1987, et l'un des pères de la construction européenne, Jean Monnet, en 1988. Ce dernier choix correspondait à l'importance donnée alors par M. Mitterrand à l'union de l'Europe, devenue l'élément central de son action. L'installation au Panthéon relève du seul président de la République, sans que le Parlement soit appelé à se prononcer. Sous la V^e République, avant M. Mitterrand, seul le général de Gaulle avait pris une décision de ce genre, lorsqu'il avait décrété le transfert des cendres de Jean Moulin.

Jeudi 20 avril, à trois jours du

premier tour de l'élection présidentielle, le chef de l'Etat, le premier ministre, Edouard Balladur, et le maire de Paris, Jacques Chirac, devaient être présents ensemble à la cérémonie du Panthéon. Outre MM. Balladur et Chirac, un troisième candidat à l'élection présidentielle, Lionel Jospin, invité en tant qu'ancien ministre de l'Éducation nationale, devait être présent, mais il a fait savoir que son agenda de campagne ne lui permettrait pas.

TESTAMENT POLITIQUE

Le rite républicain du Panthéon est de ceux qu'apprécie particulièrement M. Mitterrand. Réunissant les titulaires des principales fonctions, par-delà leurs oppositions ou rivalités du moment, il met en valeur l'unité et la continuité de la République. Le chef de l'Etat, à l'approche du terme de son second mandat, et alors qu'il multiplie les gestes et les discours ayant valeur de testament politique, a choisi

d'associer plusieurs symboles : les honneurs rendus à une femme (et à son mari, avec lequel elle avait partagé son premier prix Nobel) ; d'origine polonaise, donc étrangère ; ayant contribué, enfin, au prestige de la recherche scientifique française.

Alors que les principes défendus par la République, parfois considérés comme battus en brèche par l'évolution de la société, sont en même temps invoqués à droite et à gauche par ceux qui préconisent un retour au « pacte républicain » (la formule est apparue dans les propos de Jacques Chirac comme dans ceux de Lionel Jospin depuis le début de la campagne), la cérémonie du Panthéon se veut un rappel des valeurs qui doivent unir les citoyens et leurs représentants. M. Mitterrand se place ainsi au centre du tableau, au moment où il se prépare à transmettre à son successeur l'héritage de la République.

P. J.



De l'alchimie naturelle au nucléaire

« IL FAUT que je vous raconte, dit une femme stupéfaite. Ce n'est pas croyable. Je viens de voir le soleil se lever, puis immédiatement se recoucher. » Nous sommes le 16 juillet 1945. La première bombe atomique vient d'exploser dans un coin de désert du Nouveau Mexique. Un nouveau chapitre de l'histoire de l'atome commence tandis qu'un autre s'achève, commencé moins d'un demi-siècle plus tôt, dans les locaux du Muséum d'histoire naturelle de Paris.

C'est là, en 1896, qu'Henri Becquerel, enthousiasmé par les travaux récents de Wilhelm Röntgen sur les rayons X, cherche à savoir si de tels rayonnements sont émis par les corps fluorescents. Par hasard, il range un jour, une plaque photographique au-dessus des sels d'uranium qu'il utilise. La plaque est impressionnée par ce qu'il appellera des « rayons uraniques ». La radioactivité naturelle vient d'être découverte.

Les physiciens se passionnent alors pour ce nouveau type de rayonnement. Parmi eux, une jeune chimiste, Marie Sklodowska-Curie et son mari Pierre Curie.

Après deux ans d'efforts, Marie et Pierre Curie mettent en évidence deux éléments nouveaux très radioactifs, le polonium et le radium

En observant différents minerais d'uranium, ils constatent que certains émettent plus de rayonnements que d'autres alors qu'ils contiennent moins d'uranium. Piqués par la curiosité, ils s'efforcent d'isoler les « impuretés » responsables de ces phénomènes. Après deux ans d'efforts, ils mettent en évidence deux éléments nouveaux très radioactifs, le polonium et le radium, qui leur vaudront de partager en 1903 le prix Nobel de physique avec Becquerel.

Les découvertes vont alors se succéder. La plus importante d'entre elles est faite en 1911. Alors que Marie Curie reçoit son deuxième prix Nobel, celui de chimie cette fois, pour avoir isolé 16 grammes de chlorure de radium, Ernest Rutherford met en évidence le noyau de l'atome, puis identifie un de ses composants, le proton, et réussit, en 1919, la première transmutation artificielle.

Le décor est en place qui doit conduire aux découvertes du neutron et de la fission sans lesquelles la bombe atomique et la production d'électricité d'origine nucléaire ne seraient pas possibles. Là encore, la famille Curie est au rendez-vous. Alors que James Chadwick met en évidence le neutron, autre composant du noyau de l'atome, Irène Curie, fille de Pierre et Marie, et son mari Frédéric Joliot découvrent, en 1934, la radioac-

tivité artificielle en bombardant une feuille d'aluminium avec des neutrons.

La science passe alors de l'alchimie naturelle à l'alchimie dirigée. Enrico Fermi projette à son tour des neutrons sur tous les corps connus afin d'étudier leurs réactions. Mais les résultats sont si complexes qu'il faudra plusieurs années avant qu'Otto Han, suivi de près par Frédéric Joliot et quelques autres, démontre, en 1939, que, sous le choc d'un neutron, un noyau d'uranium se brise en des noyaux plus légers. La fission est découverte. Frédéric Joliot montrera la même année, avec Lew Kowarski et Hans Halban, qu'elle s'accompagne d'un formidable dégagement d'énergie qui, brutalement libérée, conduira à la bombe et, contrôlée, donnera les centrales nucléaires.

Avec la guerre, le théâtre des opérations se déplace aux États-Unis. Leo Szilard, effrayé par le nazisme, quitte son laboratoire de Berlin. Il est persuadé que les Allemands sont bien placés pour réussir rapidement une réaction en chaîne. Avec deux autres physiciens hongrois émigrés, Eugene Wigner et Edward Teller, le futur père de la bombe H américaine, il rédige une lettre destinée au président Franklin Roosevelt dans laquelle ils expliquent que « l'uranium peut devenir, dans un avenir immédiat, une nouvelle et importante source d'énergie » et conduire à la construction de « bombes extrêmement puissantes ».

Convaincu par ce texte signé par Albert Einstein, Roosevelt lance le projet Manhattan qui aboutira, le 16 juillet 1945, au premier essai nucléaire américain suivi le 6 août 1945 du bombardement d'Hiroshima et, trois jours plus tard, de celui de Nagasaki.

La guerre froide aidant, le « club » des détenteurs de la bombe s'étendra à l'URSS (29 août 1949), à la Grande-Bretagne (3 octobre 1952), à la France (13 février 1960) et enfin à la Chine (16 octobre 1964). Effrayés par cette course aux armements nucléaires, les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne signent, le 1^{er} juillet 1968, le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). La France et la Chine ne le signeront qu'au début des années 90. Ce texte n'empêche pas Israël, l'Afrique du Sud, l'Inde et le Pakistan de se doter à leur tour de la bombe. Mais ce traité, dont les cent soixante-quinze pays membres discutent actuellement le renouvellement, a sans doute permis d'éviter le pire.

La course aux armements initiée par le projet Manhattan est aussi à l'origine de l'essor du nucléaire civil. Les scientifiques et les politiques voient très vite l'avantage qu'ils peuvent tirer de la chaleur dégagée par les réactions en chaîne provoquées dans les piles atomiques. Le premier kilowatt d'origine nucléaire sera produit aux États-Unis en 1951 (par EBR-1, un... surgénérateur), mais ce sont les Soviétiques qui construiront la première « vraie » centrale à Obninsk, en 1954. De puissance encore modeste (5 mégawatts), cette installation est le précurseur des réacteurs RBMK, de type Tchernobyl.

Jean-François Augereau et Jean-Paul Dufour

Une femme symbole de la ténacité

Couronnée deux fois par le prix Nobel, en 1903 (physique) et en 1911 (chimie), Marie Curie est le symbole même de la ténacité. Née le 7 novembre 1867 à Varsovie, Maria Sklodowska doit lutter dès son arrivée en France. Mais elle force les barrières et devient rapidement la première femme docteur ès sciences, puis la première femme professeur à la Sorbonne. En 1886, alors qu'elle vient d'épouser le physicien Pierre Curie, elle se lance avec son mari dans l'étude de la radioactivité naturelle et met en évidence le polonium et le radium, qui lui valent d'être récompensée une première fois par le comité Nobel. Veuve à trente-huit ans, Marie Curie ne désarme pas et se lance, au péril de sa santé, dans des opérations de fractionnement et de distillations chimiques pour isoler quelques grammes de chlorure de radium qui lui vaudront son deuxième prix Nobel en 1911. Mais ne lui permettront pas de rentrer à l'Académie. Rongée par la radioactivité, elle meurt d'une leucémie le 4 juillet 1934.

Un savant polymorphe

Avant même de se consacrer, avec sa femme Marie, à l'étude de la radioactivité, qui allait leur valoir, conjointement avec Henri Becquerel, le prix Nobel de physique en 1903, Pierre Curie avait acquis une solide réputation dans le domaine de la cristallographie et du magnétisme. Né le 15 mai 1859 à Paris, il montre très tôt de grandes aptitudes pour les mathématiques, obtenant sa licence ès sciences à l'âge de dix-huit ans. Avec son frère Jacques, il s'intéresse aux lois de la symétrie dans les cristaux, et découvre la piézo-électricité (1880). À l'issue de sa thèse portant sur les trois types de magnétisme (ferro-, para- et diamagnétisme), il établit une loi liant température et attraction magnétique (1895). C'est à cette date qu'il épouse Marie Sklodowska, avec laquelle il découvre le polonium et le radium (1898). Titulaire d'une chaire en Sorbonne (1903), élu à l'Académie des sciences (1905), il meurt le 19 avril 1906, après avoir été renversé par une voiture, place Dauphine, à Paris.

Une basilique devenue le haut lieu du culte républicain

LE PANTHÉON est un monument mal aimé. Théophile Gautier le comparait à un « enfant rachitique » et à un « invalide ivre-mort ». Victor Hugo – son futur locataire – brocardait « le plus beau gîte de Savoie qu'on ait fait en pierre ». Et plus tard, le poète Georges Fourest, l'auteur de *La Négresse blonde*, se moquera à son tour de « ce gîte des rois qui a Hugo pour fève ».

Pourquoi ces sarcasmes à répétition ? D'abord parce que l'accouchement de cette nécropole nationale fut particulièrement laborieux, ensuite parce que les travaux de transformation ou de réfection n'ont pas cessé – ils ne sont pas, à ce jour, terminés. Incompris au moment de son élaboration, défiguré avant d'être achevé, l'édifice fut, au cours du siècle suivant, rejeté de l'ensemble de l'héritage architectural du XVIII^e siècle. On admet aujourd'hui son importance, sans l'admirer pour autant. Pourtant ce bâtiment à la conception révolutionnaire a eu une influence considérable. On en voit des répliques de Washington à Saint-Petersbourg et de Copenhague à Potsdam.

Il doit sa naissance à Louis XV. Tombé malade en 1744, à Metz, le roi était aux portes du tombeau. Le Bien-Aimé fit alors un vœu : celui de rompre avec sa maîtresse, la duchesse de Châteauroux, et de construire une basilique nouvelle à la patronne de Paris, sainte Geneviève, dont l'ancien sanctuaire menaçait ruine. Remis sur pied, il exécuta lentement sa promesse. Il fallut d'abord un terrain. L'abbaye des Génovéfains céda une partie de son jardin, au sommet de la Montagne qui culmine à 60 mètres. Pour financer l'entreprise, on maïora les billets de trois loteries successives, ce qui permit de rassembler la somme de 400 000 livres. L'architecte choisi fut Germain Soufflot (1713-1780), un protégé du marquis de Marigny, surintendant des bâtiments du roi et frère de la marquise de Pompadour.

L'architecte avait une solide réputation acquise par de longs séjours en Italie et par la construction à Lyon d'une alle nouvelle pour l'Hôtel-Dieu. Fervent admi-

rateur des temples grecs qui n'ignore pas les modernes, il a aussi étudié les églises gothiques. Il va essayer, à Sainte-Geneviève, de « réunir sous une des plus belles formes (le dôme à tambour), la légèreté de la construction des édifices gothiques avec la pureté et la magnificence de l'architecture grecque ».

Soufflot propose donc à Marigny un plan moderne (cruiforme), un système de voûtes gothiques et une ordonnance grecque. À l'intérieur, des colonnes placées sur des socles bas, éléments du répertoire antique, dégagent un espace semblable à celui d'une cathédrale gothique. Les murs extérieurs seront percés de fenêtres qui illuminent l'intérieur de la basilique. La taille des quatre piliers supportant le dôme est réduite pour ouvrir une plus large perspective.

PREMIÈRE PIERRE EN 1764

En 1755, on commence les terrassements. Le sous-sol réserve de mauvaises surprises : il est constellé de puits creusés par des potiers gallo-romains. Les substructures et la crypte achevées, Louis XV peut enfin poser la « première » pierre en 1764. Les critiques commencent à pleuvoir. On évoque la fragilité du bâtiment, son manque d'équilibre. Le dôme donne effectivement beaucoup d'inquiétude à l'architecte, qui arme de tirants de fer l'ensemble

de l'édifice. Le chantier est loin d'être achevé quand Soufflot meurt, en 1780. Ses collaborateurs, Brébion et Rondelet, achèvent l'œuvre. Le décor intérieur n'était pas encore totalement en place en 1789, au moment de la prise de la Bastille.

Cette année-là, la vente de l'abbaye où est enterré Voltaire incite le marquis de Villette, un intime du philosophe, à demander le transfert des cendres du grand homme dans une sépulture digne de lui : « Pour nous rapprocher des Grecs et des Romains dont nous tenons tant de maximes de liberté, pour donner l'exemple à l'Europe, ayons le courage de ne point mettre ce temple sous l'invocation d'un saint. Qu'il devienne le Panthéon français ; qu'il reçoive les statues de nos grands hommes, et que ses voûtes souterraines renferment les cendres des morts célèbres. »

Coincidence, le 2 avril 1791, Mirabeau meurt. L'Assemblée constituante reprend le projet de Villette : le 4 avril, elle décide de transférer l'église Sainte-Geneviève en temple de la Patrie. Le 11 juillet, le corps de Voltaire rejoint celui du tribun. Et le 19 juillet, Antoine Quatremère de Quincy est chargé de mener à bien la transformation du bâtiment. Cet érudit, sculpteur de formation, député à l'Assemblée législative, n'est pas architecte.

Sous sa direction, l'édifice subit une mutation radicale. Les deux

clochers carrés sont rasés et les fenêtres sont bouchées. « Cet excès de clarté, écrit Quatremère de Quincy, donnait encore à tout l'édifice un air de gaieté et de légèreté incompatible avec le caractère qu'exige une destination grave et religieuse. » La lanterne du dôme est supprimée. La statue qui devait la remplacer ne fut jamais posée.

« SOUTERRAIN D'HONNEUR »

Une allégorie patriotique se substitua au fronton religieux, soulignée d'une inscription : « Aux grands hommes la patrie reconnaissante. » La crypte est transformée en « souterrain d'honneur » pour recevoir les restes des « grands hommes ».

Napoléon voulut concilier ce culte républicain avec celui de l'Eglise restaurée. En 1806, le Panthéon est rendu à la patronne de Paris, mais la crypte doit accueillir les « hauts dignitaires de l'Empire ». L'église, officiellement consacrée en 1822, reçoit un nouveau fronton religieux. La dédicace laïque disparaît. Avec la monarchie de juillet, le temple de la Patrie reprend du service. David d'Angers remodèle, une fois de plus, le fronton : on y voit la Patrie distribuer des couronnes que lui tend la Liberté, tandis que l'Histoire prend des notes. La dédicace retrouve sa place. La croix est remplacée par un drapeau. Soucieux de capter les suffrages catholiques, le prince-président lui redonne, en 1851, sa destination première. Une croix est replantée, l'allusion aux grands hommes est effacée, mais le fronton de David d'Angers reste en place. Pendant la Commune, elle ne perd que sa croix et gagne quelques coups de canon sans gravité.

Le 22 mai 1885, Victor Hugo est enterré au milieu d'une foule immense. Sainte-Geneviève retrouve définitivement sa destination laïque et son appellation républicaine. La III^e République entreprend, à l'intérieur, un vaste programme de décoration picturale dont le moins mauvais est signé par Puvion de Chavannes. Les grands hommes peuvent désormais savourer leur immortalité sans être dérangés par des querelles de clocher.

Emmanuel de Roux

Une cérémonie en direct sur France 2

● **RETRANSMISSION.** France 2 devait retransmettre en direct jeudi 20 avril entre 17 et 18 heures le transfert des cendres de Marie et Pierre Curie au Panthéon. L'hommage rendu par la Nation aux deux chercheurs devait être commenté par Claude Sérillon en compagnie de Marianne Grunberg-Manago, présidente de l'Académie des sciences, et de Monique Bordry, directrice du Musée Pierre-et-Marie-Curie.

● **PERSONNALITÉS INVITÉES.** Le président de la République, François Mitterrand, devait présider la cérémonie avec, à ses côtés, le premier ministre,

Edouard Balladur, et le chef de l'Etat polonais, Lech Walesa, ainsi que le maire de Paris, Jacques Chirac. Le Prix Nobel de physique Pierre-Gilles de Gennes devait prononcer un discours au nom de la communauté scientifique, avant une allocution du chef de l'Etat.

● **ITINÉRAIRE.** Après avoir été portés de l'angle des rues Soufflot et Toulou par des étudiants de Paris-VI jusqu'à l'esplanade du Panthéon, les cercueils de Marie et Pierre Curie devaient être amenés à l'intérieur par les gardes républicains, exposés à la croisée des transepts, puis déposés dans le caveau n° 8 de la crypte.

هكذا من الأصل

M. Delors soutient le projet économique de M. Jospin

JACQUES DELORS a mis tout son crédit, mercredi 19 avril lors d'une conférence de presse, pour soutenir le programme économique de Lionel Jospin, « le seul qui dessine un sentier de croissance différent de celui dans lequel la France est engagée ». L'ancien président de la Commission européenne a souligné que le projet du candidat socialiste « assurerait un équilibre entre la priorité à l'emploi et le maintien d'une économie saine tout en nous permettant de respecter nos engagements internationaux ».

Dans l'immédiat, quatre grandes mesures du programme de M. Jospin sont susceptibles, selon M. Delors, d'enrichir la croissance en emplois : la transformation de certaines dépenses passives en dépenses actives ; la baisse des charges sur les salaires ; la réduction du temps de travail à 37 heures dans les deux ans ; les « grands programmes » (ville, environnement, logement). M. Delors estime que ces mesures, conjuguées aux effets mécaniques d'une croissance de 3,5 % (entre 200 000 et 250 000 emplois), permettraient de créer environ 350 000 postes de travail supplémentaires et de réduire de quelque 300 000 par an le nombre de chômeurs.

M. Gaudin et M. Pezet candidats à la mairie de Marseille

JEAN-CLAUDE GAUDIN, sénateur (UDF-PR) des Bouches-du-Rhône et président du conseil régional PACA, et l'ancien député socialiste Michel Pezet ont annoncé tous deux, jeudi 20 avril, qu'ils seront candidats à la mairie de Marseille. Après deux tentatives infructueuses en 1983 et 1989, Jean-Claude Gaudin, cinquante-six ans, conduira les listes de la majorité UDF-RPR, en tandem avec le jeune député RPR chiracien des Bouches-du-Rhône, Renaud Muselier. Michel Pezet, cinquante-trois ans, qui présida la région Provence-Alpes-Côte d'Azur entre 1981 et 1986, avait déjà conduit une liste d'union de la gauche aux municipales de 1989. Il avait alors obtenu 15 % au premier tour et 12,2 % au second face à Robert Vigouroux. Cette candidature intervient alors que Lucien Weygand, président socialiste du conseil général devrait, à son tour, officialiser sa candidature le 26 avril. Le maire sortant (ex-maj. prés.), Robert Vigouroux, qui soutient la candidature à l'élection présidentielle du premier ministre Edouard Balladur, est candidat à sa propre succession. Ronald Perdomo conduira pour sa part la liste du Front national. — (Corresp.)

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ « **BON SENS** ». Edouard Balladur s'est déclaré convaincu, mercredi 19 avril, lors du Grand Jury RTL-Le Monde, que « les yeux des uns et des autres vont s'ouvrir », en opposant une nouvelle fois la « vérité » de son programme présidentiel à la « démagogie » de celui de Jacques Chirac. « Je crois dans le bon sens des Français et quoi qu'il advienne je serai un homme apaisé et présent », a ajouté M. Balladur. Le premier ministre a expliqué dans l'hypothèse où il ne serait pas présent au second tour, que « celui qui sera élu président de la République aura recueilli moins de 25 % des voix au premier tour et sera dans l'obligation morale et politique de rassembler ». « Si jamais, la politique menée par le nouveau président prenait des formes que je ne trouverais pas bonnes pour la France, je m'exprimerais là-dessus », a-t-il conclu.

■ **CULTURE**. Le président du Front national, Jean Marie Le Pen « ne pense pas » qu'il maintiendrait un ministère de la culture s'il était élu président de la République. Dans un entretien publié dans *La Croix* du 20 avril, le leader d'extrême droite déclare qu'en matière de culture il ne lui « paraît pas que l'Etat ait un rôle à jouer » car « il fait tout plutôt plus cher et plus mal que n'importe qui ». « Si l'Etat a un rôle, c'est la conservation du patrimoine et l'éducation artistique. Mais il n'a pas à s'occuper de création », ajoute-t-il.

■ **COURTOISIE**. Raymond Barre, député (App. UDF) du Rhône, eu un « entretien privé » d'une demi-heure à Lyon, mercredi 19 avril, avec Alain Juppé, président par intérim du RPR, favorable à Jacques Chirac. M. Barre devait également assister à la réunion publique que tenue par Edouard Balladur, jeudi 20 avril, à Lyon. M. Barre avait fait savoir, après avoir renoncé à se porter candidat, qu'il ne prendrait pas position avant le premier tour pour l'un ou l'autre candidat de la majorité.

DÉPÊCHES

■ **SOLIDARITÉ**. M^{me} Mitterrand a rendu visite, mercredi 19 avril, aux six étrangers parents d'enfants français, en grève de la faim depuis huit jours au foyer de la mission populaire à Paris, pour demander le règlement de leur situation et « le respect du droit à toute personne à vivre en famille ». Affirmant que sa visite n'était pas « un geste politique mais de solidarité », l'épouse du président de la République a « regretté que le thème de l'immigration ait été si peu abordé pendant la campagne présidentielle, car il s'agit de l'image de la France ». « Seuls ces gens ne sont pas entendus », a-t-elle déclaré ajoutant qu'elle comptait sur « l'opinion publique, qui, surtout dans des moments d'élection, joue un grand rôle et peut faire entendre sa voix ».

■ **PARIS**. Georges Sarre, député et conseiller de Paris (Mouvement des citoyens) a réagi jeudi 19 avril à l'accord entre le PS et le PC pour les élections municipales à Paris (*Le Monde* du 20 avril). Dans un communiqué, il note ses points d'accord avec Radical et la famille écologiste et propose de constituer « des listes de rassemblement pour l'écologie, la citoyenneté, la solidarité, largement ouvertes à toutes les forces de la gauche imaginative, de l'écologie, du mouvement associatif, ouvertes à des personnalités représentatives et capables d'offrir une alternative nouvelle pour la capitale ».

■ **NICE**. Ruddy Salles, député (UDF-PR) des Alpes-maritimes, conseiller municipal de Nice, a annoncé, jeudi 20 avril, qu'il conduirait une liste « apolitique » aux prochaines élections municipales à Nice. « Il s'agira, a-t-il précisé, d'une équipe nouvelle, jeune et comprenant une forte proportion de femmes. Elle proposera aux Niquois une alternative au duel entre le maire RPR sortant, Jean-Paul Barety, rejeté par la population et l'ancien député FN, Jacques Peyrat, qui incarne les idées de l'extrême-droite. » — (Corresp. rég.)

Le président de la Licra proteste contre un tract du FN

LE PRÉSIDENT d'honneur de la Licra, Jean Pierre-Bloch, a vigoureusement protesté, mercredi 19 avril sur les ondes de Radio-Shalom contre la distribution d'un tract signé « Jean-Pierre Bloch » et annonçant que le Comité national des français juifs, proche du Front national, appelait à voter pour Jean-Marie Le Pen. Ce texte qui affirme qu'« une campagne mensongère, dans des médias déchaînés et irresponsables, a voulu diaboliser Jean-Marie Le Pen en le présentant notamment comme raciste, donc antisémite » a été publié le mois dernier par le quotidien d'extrême droite *Présent* et a été distribué dans des boîtes aux lettres des Yvelines par les militants FN de ce département.

« Ce M. Jean-Pierre Bloch est un faussaire » déclare M. Pierre-Bloch qui ajoute « il ne s'appelle pas Jean-Pierre mais, comme son nom apparaît dans tous les journaux fascistes où il collabore, Jean-Charles Bloch ». Jean-Charles Bloch a déclaré à l'AFP que le journal *Présent* devait être à l'origine de l'erreur sur son prénom.

La carrière politique de Michel Noir est suspendue au jugement du procès Botton

L'inéligibilité du maire de Lyon était l'enjeu principal de la décision du 20 avril

Le jugement du procès Botton, où a comparu, du 13 février au 3 mars, le maire de Lyon, Michel Noir, beau-père de M. Botton, aux côtés, notam-

ment, du maire de Cannes, Michel Mouillot, devait être rendu jeudi 20 avril. Quatre ans de prison ont été requis contre M. Botton ; dix-huit

mois avec sursis, 200 000 francs d'amende, contre les deux maires, avec privation du droit de vote et inéligibilité pour cinq ans.

LYON

De ce jeudi 20 avril dépend, tout simplement, l'avenir politique de Michel Noir. Il le sait, chacun le sait à Lyon, et la ville bruisse de rumeurs. Chacun tente d'essuyer ce que pourraient être les élections municipales de juin. Avec ou sans Michel Noir. Car, du réquisitoire du procureur de la République, il a surtout été retenu l'inéligibilité dont est menacé le maire de Lyon. Lui continue, vaillamment, à vaquer à ses occupations quotidiennes, mais laisse percer des pointes d'exaspération quand on l'interroge sur son état d'esprit. Michel Noir « veut croire en la justice de son pays » : « Le droit primera », affirme-t-il. D'ailleurs, n'est-il pas en campagne, presque comme si de rien n'était ?

Presque. Parce que — il consent à l'admettre — s'il était frappé d'inéligibilité, il réintégrerait alors à « l'intérieur général, l'intérieur des Lyonnais », a-t-il lâché au détour d'une émission sur une télévision locale. Sur les bancs de la droite, certains élus

ont entendu cette petite phrase comme une possibilité de retrait du maire. D'autant que son adjoint (CDS) à l'urbanisme, un des fidèles parmi les derniers fidèles, Henry Chabert, multiplie les déclarations où il explique que l'éventualité d'une inéligibilité « hypothéquerait » l'élection municipale. « Cette condamnation poserait des problèmes à ceux qui le soutiennent », poursuit M. Chabert, qui ajoute : « Il appartiendrait au maire de Lyon de prendre une décision. » Laquelle coulerait de source.

LE RÔLE DE M. BARRE

Cette suggestion répétée de M. Chabert laisse les futurs adversaires RPR et UDF du maire de Lyon un rien perplexes. Certains se demandent si M. Chabert ne prépare pas ainsi, et en accord avec M. Noir, une porte de sortie honorable : une démission du maire placerait l'adjoint à l'urbanisme en situation pour assurer un intérim et recueillir les fruits du bilan pour le prochain mandat, coupant ainsi l'herbe sous le pied à la liste UDF-

RPR. L'hypothèse irrite au plus haut point le président de l'UDF du Rhône, le député Michel Mercier, qui qualifie ce scénario d'« indigne de la politique, indigne des Lyonnais ».

Pourtant, M. Chabert jure n'être préoccupé que par « l'intérêt de la ville ». D'ailleurs, pour tenter de décaler une issue, il se tourne vers un homme providentiel : Raymond Barre. M. Chabert aimerait que l'ancien premier ministre entre sur la scène municipale au cas où Michel Noir en serait judiciairement empêché. M. Mercier pense, lui aussi, au « député de Lyon », mais pour mener la liste unique UDF-RPR : « Raymond Barre apparaît comme une grande chance pour Lyon », vient-il de déclarer à l'édition Rhône-Alpes du *Monde*. Mais ni l'un ni l'autre n'ont de certitude. En 1989, M. Barre avait soutenu le maire sortant, Francisque Collomb, l'accompagnant dans une sévère défaite. En attendant un signe de l'ancien premier ministre, l'UDF du Rhône a choisi, le 19 avril, un chef de file : André Soulier, conseiller

municipal PR et député européen. L'UDF doit faire vite car ses alliés du RPR ne cachent pas leur visée sur la mairie et la Communauté urbaine.

Michel Noir, contraint par le calendrier judiciaire, a déjà avancé ses pions. Il a désigné ses têtes de liste dans les neuf arrondissements (dont six maires sortants) et présenté ceux qui l'ont rejoints malgré ses déboires : comme Jean Chemain, directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon, réputé plutôt barriste, et deux membres de ce qui reste de Génération Ecologie. Enfin, il a adressé un questionnaire aux Lyonnais, diffusé à 260 000 exemplaires, pour leur demander de définir les priorités du prochain mandat.

Le plan de campagne du maire de Lyon est prêt. Il pense que son bilan est suffisamment positif pour effacer les échos dévastateurs de ses ennemis judiciaires. Reste cette hypothèque d'une condamnation, qui pèserait lourdement sur la campagne, même si le maire fait appel.

Bruno Causse

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PSA PEUGEOT CITROËN

RÉSULTATS CONSOLIDÉS 1994

L'exercice 1994 a été marqué par un net redressement des résultats financiers du groupe PSA Peugeot Citroën dans un contexte de reprise très modeste et mal assurée du marché automobile européen après l'effondrement de 1993. Ces résultats ont été obtenus grâce aux efforts déployés depuis de nombreuses années et renforcés encore en 1994 pour préparer au mieux l'avenir. Ils s'attachent pour l'essentiel à l'entretien de deux gammes complètes et de qualité, à un développement mondial déjà bien engagé, à une réduction déterminée des coûts et à une participation de chaque membre du personnel à l'effort commun.

DES RÉSULTATS EN NET REDRESSEMENT

■ **LE CHIFFRE D'AFFAIRES EST EN HAUSSE DE 14,3 %**
Avec 1988 800 véhicules vendus, contre 1763 900 en 1993, le chiffre d'affaires consolidé de PSA Peugeot Citroën a atteint 166,2 milliards de francs, en croissance de 14,3 % d'un exercice à l'autre.

■ LA MARGE OPÉRATIONNELLE ATTEINT 7,3 MILLIARDS

L'effet de volume sur les ventes et la production et les efforts poursuivis dans tous les domaines pour réduire les coûts d'exploitation ont permis de dégager une marge opérationnelle de 7,3 milliards de francs, représentant 4,4 % du chiffre d'affaires. En 1993, cette marge était négative de 0,3 milliard.

■ 3,1 MILLIARDS DE FRANCS DE RÉSULTAT NET

Après des frais financiers ramenés de 2,4 milliards de francs l'année précédente à 1,6 milliard, un solde négatif des autres produits et charges de 1,7 milliard de francs, un apport positif des sociétés mises en équivalence de 0,6 milliard, une charge d'impôt de 1,3 milliard et 0,1 milliard revenant aux intérêts minoritaires, le résultat net pour la part du groupe, qui était en perte de 1,4 milliard en 1993, redevient bénéficiaire en 1994 à hauteur de 3,1 milliards de francs ou 62 francs par action.

■ 15,2 MILLIARDS D'AUTOFINANCEMENT

La marge brute d'autofinancement atteint 15,2 milliards de francs, proche du double de celle de 1993, représentant 304 francs par action. Elle couvre, à 146 % les investissements corporels bruts qui se sont élevés à 10,5 milliards de francs.

■ UN ENDETTEMENT RÉDUIT DE PLUS DE MOITIÉ

L'endettement financier net a été ramené de 16,7 milliards de francs au 31 décembre 1993 à 7,6 milliards à la fin de l'année 1994 (dont 4 milliards correspondant à l'émission d'obligations convertibles réalisée en mars 1994) ; la trésorerie du groupe s'est améliorée de 11,6 milliards et présente au 31 décembre 1994 un solde positif de 1,3 milliard.

■ LA SITUATION NETTE ATTEINT 53,5 MILLIARDS DE FRANCS

La situation nette consolidée, qui n'inclut aucun élément de survalue, atteint 53,5 milliards de francs, soit 1070 francs par action.

■ LA REPRISE DU DIVIDENDE

Le résultat de la société Peugeot S.A., holding du groupe, s'établit en 1994 à 1372 millions de francs contre 2105 millions l'exercice précédent, les dividendes perçus des filiales ayant été sensiblement réduits après la difficile année 1993. Compte tenu du redressement des résultats de l'ensemble du groupe en 1994 et en dépit d'une conjoncture encore très incertaine, il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale de reprendre, au titre de l'exercice 1994 le versement d'un dividende qui serait fixé à 6 francs par action, soit 9 francs après fiscal compris, payable le 6 juillet 1995.

RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 1994

(millions de francs)	1994	1993	Variation
Chiffre d'affaires	166 195	145 431	+ 14,3 %
Marge opérationnelle	7 289	(2 999)	++
Résultat avant impôt	4 521	(2 585)	++
Résultat net, part du groupe	3 102	(1 413)	++

FINANCEMENT ET SITUATION FINANCIÈRE

(millions de francs)	1994	1993	Variation
Marge brute d'autofinancement	15 217	8 357	+ 82,1 %
Investissements	10 457	11 265	- 7,2 %
Situation nette consolidée	53 524	50 539	+ 5,9 %
Endettement financier net	7 643	16 672	- 54,2 %

LES POLITIQUES DE PRÉPARATION DE L'AVENIR

■ LA MODERNISATION CONTINUE DES DEUX GAMMES DE VÉHICULES PEUGEOT ET CITROËN

1994 aura vu le lancement d'un grand nombre de nouveaux modèles. Break ZX, cabriolet et berline 306, monospaces 806 et Evasion, 605 et XM restylés et remotorisés, véhicules utilitaires Boxer, Jumper et 205 fourgonnette ont tous reçu, de la part des professionnels comme de la clientèle particulière, un accueil favorable. D'autres lancements importants sont en cours de préparation pour 1995 et les années suivantes.

Ces développements ont contribué au renforcement de la position commerciale de Peugeot et Citroën en Europe occidentale. Avec des immatriculations en progression de 9,7 % s'établissant à 1 527 100 voitures particulières, la part du groupe sur ce marché a été portée de 12,4 % en 1993 à 12,8 % en 1994. Dans le même temps, les ventes de véhicules utilitaires ont progressé de 27 % à 154 800 unités.

■ UNE MAÎTRISE CONTINUE DES COÛTS

La maîtrise des coûts a été amplifiée dans tous les domaines. Les gains de productivité dans les usines ont à nouveau atteint en 1994 comme au cours de chacune des deux années précédentes plus de 12 % ; les coûts unitaires des approvisionnements ont pu être abaissés grâce à un partenariat avec les fournisseurs ; enfin, le montant des investissements a été à nouveau réduit de 7,2 % par rapport à 1993, sans décalage dans les programmes de développement et de modernisation, mais grâce à une politique de maîtrise renforcée du coût des équipements. La Charte de Développement Produit, dont la mise en œuvre est désormais achevée, va permettre de renforcer l'effet de ces politiques, en raccourcissant les délais de développement des nouveaux véhicules et en intégrant complètement les objectifs de réduction des coûts et d'amélioration de la qualité au processus de conception des voitures.

■ LE DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS INTERNATIONALES

Au cours de l'exercice, le groupe a poursuivi ses efforts de développement hors d'Europe occidentale. En Asie, Citroën et son partenaire chinois ont décidé de porter à 150 000 véhicules par an la capacité future de production de l'usine de Wu-han ; en Inde, Peugeot et PAI ont décidé la création d'une société commune, dont la production devrait atteindre à terme 60 000 véhicules par an. En Amérique Latine, les ventes se sont accrues de plus de 30 000 passant de 78 900 à 109 900 véhicules avec des progrès particulièrement nets en Argentine et au Brésil. Enfin, le groupe a poursuivi l'établissement de réseaux commerciaux en Europe de l'Est. L'ensemble de ces actions doit permettre une progression rapide des ventes hors Europe occidentale, qui se sont déjà accrues en moyenne de 6,3 % par an au cours des cinq derniers exercices. En 1994, les ventes hors Europe occidentale se sont établies à 255 000, en hausse de 4,2 %.

■ LA PARTICIPATION DU PERSONNEL À L'EFFORT COMMUN

La cohésion sociale dans l'entreprise et l'adhésion aux objectifs de progrès ne cessent d'être recherchées ; ainsi la participation du personnel s'est largement poursuivie à travers tous les groupes d'amélioration, la généralisation de l'autocontrôle du travail et le développement des suggestions. De nouveaux progrès ont été réalisés dans la recherche de meilleures conditions de travail, notamment pour faciliter la réalisation des opérations de montage. Pour améliorer encore le professionnalisme, le groupe a consacré plus de 4 % de la masse salariale à la formation et apporté une aide à la mobilité afin de répondre à une meilleure adaptation aux besoins sans cesse évoluant dans l'entreprise.

Service Minist. financier : 3616 code CLIFF rubrique PSA.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 21 AVRIL 1995

DISCRIMINATION La prochaine publication des décrets d'application d'une loi de décembre 1994 prévoyant un statut de « praticien adjoint contractuel » pour les mé-

decins titulaires d'un diplôme étranger suscite des inquiétudes. Ces 7 900 médecins - un quart des effectifs hospitaliers - sont employés dans des conditions statutaires précaires,

souvent chargés des tâches les plus ingrates délaissées par leurs collègues français. ● LA LOI promulguée en février limite fortement les possibilités de recrutement de mé-

decins étrangers ou ayant acquis la nationalité française. ● PARMIS D'AUTRES organisations, le comité des médecins à diplôme étranger (CMDE) dénonce un dispositif disci-

minatoire qui aboutit à contraindre des médecins exerçant depuis de nombreuses années à se soumettre de nouveau à des épreuves nationales d'aptitude.

Le statut des médecins étrangers maintient une situation précaire

La loi créant la qualité de « praticien adjoint contractuel » ne permettra pas d'intégrer dans le système public hospitalier tous les médecins à diplôme étranger. Ils sont 7 900, souvent chargés des tâches les plus ingrates

S'AGIT-IL de bouter hors de l'hôpital les médecins titulaires de diplôme étranger ou de remédier à des situations de précarité parfois dramatiques ? Les pouvoirs publics semblent jouer sur les deux tableaux. Souvent employés à des tâches ingrates, payés au rabais et accusés de tous les maux en cas d'incident ou d'accident, les médecins titulaires de diplômes étrangers font figure de parias. Dans le but affiché de « notamment garantir la sécurité sanitaire », une loi portant diverses mesures d'ordre social, adoptée le 11 décembre 1994 grâce à la procédure du vote bloqué, crée un statut de « praticien adjoint contractuel » pour ceux qui ont décroché leur diplôme en dehors de l'espace économique européen.

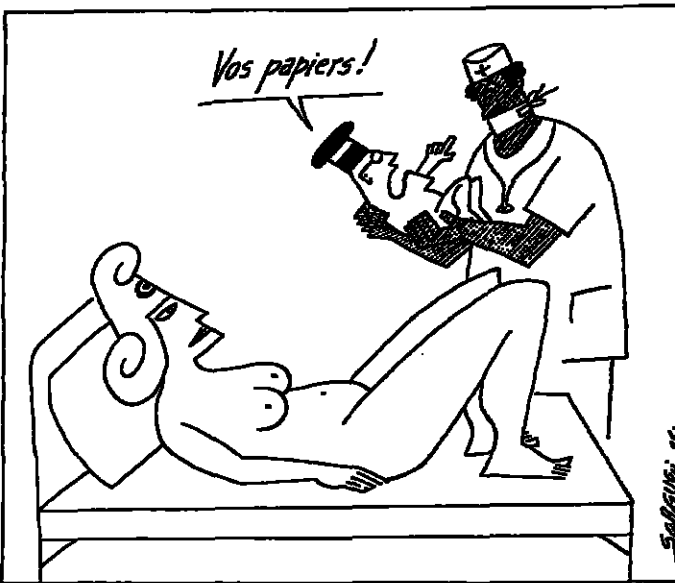
Très schématiquement, en vertu du code de la santé publique, seuls les praticiens de nationalité française titulaires d'un doctorat d'Etat français de médecine et les ressortissants de l'Union européenne, du Maroc, de la Tunisie et d'Andorre munis d'un diplôme reconnu équivalent, peuvent prétendre exercer de plein droit la médecine en France. Les autres détenteurs de diplômes étrangers ont la possibilité de s'inscrire en première année de médecine en France, d'être dispensés de cours jusqu'en cinquième année et de subir finalement un examen de vérification des connaissances. Ils peuvent également demander une autorisation d'exercice à une commission nationale ad hoc, qui se réunit une fois par an, et présenter pour ce faire un examen écrit et oral, le certificat de synthèse clinique et thérapeutique. Certains lauréats attendent depuis des années l'avis de cette

commission qui reçoit environ 2 000 demandes d'autorisations d'exercice par an et en accorde en moyenne moins d'une centaine. Pour autant, il est fréquent que des postes de praticiens restent non pourvus, notamment dans les petits établissements.

La plupart ont en fait intégré l'hôpital public lorsqu'ils étaient étudiants et préparaient une spécialité dans le cadre de la formation universitaire. Les médecins à diplôme étranger ont ainsi été recrutés sous différents statuts - faisant fonction d'interne (FFI), attaché ou assistant associé - et travaillent toujours sous la responsabilité d'un chef de service. Ils sont aujourd'hui 7 900 dans les hôpitaux de l'Hexagone et, selon le professeur Paul Mahy, doyen honoraire de la faculté de médecine de Nantes, « les deux-tiers de ces médecins dits « étrangers » [sont] devenus français, le plus souvent par mariage ».

VICTIMES EXPIATOIRES

Désormais, l'article 3 de la loi limite considérablement des voies de recrutement déjà complexes. Seules les personnes ayant trois ans d'exercice dans des établissements de santé publics ou privés participant au service public - 4 000 à 5 000 personnes - pourront « être autorisées individuellement, par arrêté du ministre chargé de la santé, à exercer la profession de médecin dans ces établissements », à condition qu'elles passent avec succès des épreuves nationales d'aptitude qui seront organisées avant le 1^{er} juin 1999. L'autorisation ministérielle devient en outre « caduque lorsque son bénéficiaire cesse d'exercer des fonctions » et l'inscrip-



tion au tableau de l'ordre des médecins des personnes bénéficiant de cette autorisation sera effectuée « sous une rubrique spécifique ».

Dans l'entourage de Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la santé, on dit espérer publier les décrets d'application de la loi « entre les deux tours » de l'élection présidentielle. Le dernier avant-projet en discussion prévoit que les médecins titulaires de diplôme étranger seront recrutés pour deux ans maximum renouve-

lables. Ils pourront exercer « sous l'autorité [et non plus sous la responsabilité] du praticien hospitalier exerçant la fonction de chef de service », à plein temps ou à temps partiel. Une grille d'avancement est également proposée, qui prévoit huit échelons accessibles par période d'ancienneté de trois ou quatre ans.

Les négociations ont lieu dans un climat polémique, alimenté notamment par les syndicats d'inter-

nes des hôpitaux redoutant de voir mis en cause le *numerus clausus* (le pourcentage maximum d'étudiants admis en deuxième année de médecine). Dans un entretien accordé au *Quotidien du Médecin* du 16 décembre 1994, M^{me} Veil a pourtant déclaré que la réforme « se traduira par une réduction du nombre de médecins titulaires de diplômes étrangers dans les hôpitaux » et que « la réussite à l'examen ne leur permettra pas d'intégrer le corps des praticiens hospitaliers ». La loi prévoit d'ailleurs qu'« à partir du 1^{er} janvier 1996, les hôpitaux ne pourront plus recruter les médecins titulaires d'un diplôme étranger ».

Les principaux intéressés se disent les victimes expiatoires d'un système hospitalier en pleine mutation. Le docteur Mohamed Etahiri, président du comité des médecins à diplôme étranger (CMDE), dénonce un dispositif juridique discriminatoire - le CMDE demande l'abrogation de trois arrêtés concernant la rémunération des assistants et attachés associés - et affirme aujourd'hui que la loi « ne prévoit qu'un système temporaire et incomplet », qui « consiste essentiellement à rendre le médecin à diplôme étranger responsable, s'il a commis une erreur, devant l'ordre

des médecins et devant la justice ».

Du côté de l'association des attachés-associés (ADAA), le docteur Hossein Farahmand se demande « pour quelle raison les autorités sanitaires se sont avisées, d'un seul coup, que les milliers de médecins étrangers, travaillant depuis des dizaines d'années dans les hôpitaux publics, risqueraient à partir de cette année de faire baisser la qualité de la médecine dans ce pays ? ». Chant « de source officielle », le chiffre de 12 000 médecins à diplôme étranger travaillant en France, le docteur Farahmand rappelle qu'« une bonne partie d'entre eux ont des anciennetés de plus de dix ans dans leur service ainsi que des diplômes français de spécialité ». Le docteur Etahiri propose de dispenser d'épreuves les médecins en attente d'une autorisation d'exercice et de leur accorder le droit d'effectuer des remplacements dans le secteur libéral. Les médecins à diplôme étranger forment « un corps très hétérogène, conclut le docteur Farahmand, et les pouvoirs publics essayent de régler le problème en les considérant comme un stock à gérer ».

Laurence Foillé

★ CMDE, R. P. 21, 33035 Bordeaux Cedex, tél. : 56-24-70-77 ; ADAA, 5/C Farahmand, 22, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris, tél. : 45-65-29-38.

« Nous occupons des postes laissés vacants »

LE DOCTEUR Z. est psychiatre, algérien, il doit garder l'anonymat. Il est arrivé à Paris en octobre 1993 après avoir suivi « un cursus similaire au cursus français ». A l'issue de ses études de médecine, il a fait sa spécialité puis a eu un concours pour être maître-assistant hospitalo-universitaire à Alger. « Je devais soutenir ma thèse, explique-t-il. En juin 1993, mon chef de service a été assassiné. J'avais travaillé treize ans avec lui. Compte tenu de mon passé, de mes activités politiques, syndicales, associatives et des événements en Algérie, j'ai pu obtenir une bourse pour faire une formation complémentaire en pédo-psychiatrie dans le cadre de la coopération algéro-française. Je pensais repartir six mois ou un an plus tard. »



La situation a empiré. Le docteur Z. a réussi à obtenir des vacances dans un hôpital public. « Quand j'ai vu que le retour au pays était impossible, poursuit-il, j'ai obtenu grâce à un chef de service français un poste d'assistant associé pour une durée de quatre ans. » Le psychiatre a alors modifié tous ses projets et fait venir sa femme et ses enfants « en catastrophe, à la suite des incendies d'écoles ». « Ma femme a une carte de séjour d'étudiant, mes enfants sont en situation irrégulière », précise le docteur Z.

« Moi, je suis là en attendant une solution X et je ne ressens pas du tout la précarité qui frappe ici les

médecins à diplôme étranger, dit-il encore. Si un jour je décide de rester dix ou quinze ans, là, le problème de précarité se posera. Pour l'instant, je n'ai pas de projet de vie en France. » Le docteur Z. sait que « certains collègues algériens ont essayé de venir en demandant un visa étudiant qui leur a été refusé ». Ce qui l'inquiète le plus, c'est de savoir s'il aura « toujours la possibilité d'exercer en France en tant que praticien » s'il ne peut pas rentrer dans son pays.

UNE CARRIÈRE À L'ENVERS

Mohamadou Baldé, 36 ans, de nationalité sénégalaise, marié, deux enfants, est titulaire d'un doctorat d'Etat délivré par la faculté de médecine de Dakar, d'un certificat d'études spécialisées (CES) en psychiatrie, ancien interne des hôpitaux (deux ans à Dakar et deux ans à Paris, à l'hôpital Sainte-Anne) et major de sa promotion. Arrivé en France en 1991 pour occuper un poste d'attaché associé dans le Val-d'Oise, il a ensuite décroché un poste d'assistant spécialiste associé au centre hospitalier Emile-Roux d'Evry (Val-d'Oise). « J'ai suivi exactement le parcours qui existait en France avant la réforme des études médicales, confie le psychiatre. Le contenu d'enseignement était le même entre la France et le Sénégal, car il y avait des accords de coopération en matière d'enseignement supérieur. »

« Jusqu'en 1984, raconte le docteur Baldé, les diplômes qu'on nous délivrait étaient valables de plein droit en France mais, à mon arrivée, j'étais

dans la rubrique des médecins qui ne pouvaient plus légalement exercer en France. » Le docteur Baldé se sent victime d'une injustice. « Dans la plupart des pays francophones, assure-t-il, au moins la moitié du corps professionnel venait de France et du Canada. Progressivement, une population africaine a pris le relais. » Pour le docteur Baldé, « parler d'incompétence des médecins formés dans ces universités, c'est un peu contradictoire ».

« Je comprends qu'un pays à un moment donné prenne des mesures pour restreindre l'entrée de personnes étrangères sur son territoire, concède-t-il. Mais nous occupons des postes laissés vacants, donc nous ne sommes pas en concurrence directe avec nos collègues français. » Qu'on nous maintienne dans un flou juridique, statutaire et de telles conditions de précarité, ce n'est pas acceptable », s'insurge le médecin. Sans compter les multiples difficultés administratives annexes.

Le docteur Baldé serait « tout à fait d'accord pour travailler cinq ou dix ans dans un hôpital public pour obtenir à la fin un statut qui reconnaisse ma qualité de médecin ». Dans son cas, « l'assistant, c'est quatre ans, pas plus. Et après ? Si une personne est désireuse de rester et de travailler en France - on a ce droit, je crois -, il faut retourner prendre un poste d'attaché ou de faisant fonction d'interne, ce qui signifie qu'on régresse et qu'on gagne moins. C'est une carrière à l'envers ! »

L. F.

Un hospitalier sur quatre

● **Effectifs hospitaliers.** Les hôpitaux français emploient environ 7 900 praticiens titulaires d'un diplôme étranger, soit 24 % de leurs effectifs (33 000 praticiens hospitaliers, résidents et internes). Parmi eux, 2 900 faisant fonction d'interne (FFI) travaillent en centre hospitalier général (CHG), 500 en centre hospitalier universitaire (CHU) et 400 en centre hospitalier spécialisé (CHS-psychiatrie). En juin 1991, sur 7 303 postes d'interne recensés, 44 % étaient tenus par des FFI, dont trois sur quatre d'origine étrangère, le Maghreb et le Proche-Orient fournissant l'essentiel du contingent. 3 500 médecins à diplôme étranger ont par ailleurs le statut d'attachés associés des hôpitaux - le plus souvent après avoir été FFI - dont 50 % en Ile-de-France, et 600 celui d'assistants associés. 20 000 étudiants inscrits en médecine sont

d'origine étrangère, dont 15 500 en troisième cycle.

● **Autorisations d'exercice.** Le nombre des demandes d'autorisation d'exercice déposées par ces médecins et instruites par une commission nationale ad hoc est passé de 399 en 1974 à 1 887 en 1992. Dans le même temps, le pourcentage d'autorisations délivrées par la commission a chuté de 49 % à 5 %. Parmi les candidats de 1992, 368 étaient originaires du Maghreb (dont 259 d'Algérie), 185 du Moyen-Orient (dont 96 de Syrie, 41 du Liban et 19 d'Iran), 119 d'Europe de l'Est (dont 27 de Pologne et 11 de Bulgarie), 60 des pays d'Afrique (dont 12 du Zaïre), 43 du continent sud-américain (dont 15 d'Argentine), 33 de l'Océan Indien et 17 d'Asie (dont 11 du Vietnam). En 1993, 80 médecins à diplôme étranger ont acquis le droit d'exercer leur profession en France, dans le secteur public ou libéral.

L'Institut national de la consommation dresse un sombre bilan de la loi Neiertz sur le surendettement

MIEUX VAUT SUBIR une saisie-arrêt sur salaire que de passer sous les fourches caudines d'une commission départementale de surendettement... C'est ce que laissent penser les résultats d'une enquête réalisée de 1990 à 1994 par l'Institut national de la consommation (INCC) auprès de 502 ménages surendettés. Selon cette étude rendue publique mercredi 19 avril, il apparaît que 70,7 % des plans amiables de rééchelonnement des créances élaborés par ces commissions instituées par la loi Neiertz ne sont pas viables. Cela signifie que les mensualités de remboursement prévues par le plan excèdent les capacités financières du ménage. Ainsi, dans les trois premières années de mise en œuvre des plans, 30 % des ménages ont dû faire face à un incident de paiement.

Selon cette enquête, le profil moyen du ménage surendetté ne relève pas du « cas social ». Ses ressources s'élèvent à 10 700 francs par mois, soit un niveau proche de la moyenne nationale. Les deux

tiers des chefs de famille de ces foyers sont salariés, et plus particulièrement ouvriers (36 % des chefs de famille de l'échantillon) et employés (22 %). A l'inverse, 18 % de ces chefs de famille surendettés sont chômeurs. Au moment du dépôt de leurs dossiers en commission, 24 % des foyers surendettés disposaient de ressources insuffisantes pour faire face à leurs seules dépenses minimales. 56 % ne retrouvaient une capacité de remboursement qu'en rognant sur ce minimum vital.

288 000 FRANCS DE DETTES

Au terme de l'élaboration d'un plan amiable ou d'un redressement judiciaire civil (en cas d'échec de la conciliation) les familles disposent au total de 2 500 francs pour vivre contre 1 600 francs avant toute procédure. Ce résultat exclut les charges incompressibles évaluées dans les deux cas à 3 100 francs pour un budget de 10 700 francs. A titre de comparaison, les mécanismes de saisie-arrêt sur salaire

qui tiennent compte des ressources insaisissables (prestations familiales, RMI...) leur laissent 4 100 francs de revenu disponible.

Aux yeux de l'INCC l'insuffisance des remises de dettes et des réductions de taux d'intérêt. Alors que l'endettement moyen de ces ménages s'élève à 288 000 francs, seulement 10 % des dossiers ont fait l'objet de remise de dette pour un montant moyen égal à 7 500 francs. Seuls 4 % des ménages ont bénéficié d'un moratoire total de leurs créances, tandis que 8 % ont vu reporter dans le temps au moins une dette. Si le rééchelonnement des créances a été pratiqué dans 42 % des plans, la durée totale des remboursements n'a pas été modifiée dans 47 % des cas. Appliquée dans 70 % des dossiers, la réduction des taux d'intérêt a été, en moyenne, limitée à trois points. La vente de biens immobiliers ou de véhicules ne concerne, en revanche, que 9 % des dossiers. Derniers éléments d'appréciation, les plans amiables

se révèlent impossibles à monter dans 11 % des cas, les autres s'échelonnent sur dix ans en moyenne.

En conclusion, l'INCC estime que « le principe d'un traitement globalisé des dettes entraînant la suspension des poursuites, la mise à plat de la situation du débiteur et l'élaboration d'un plan compatible avec ses ressources doit être impérativement conservé ». En revanche, « le pari selon lequel les créanciers accepteraient de se concilier en commission pour éviter la procédure judiciaire semble perdu », regrette l'INCC. Outre, la loi se révèle non seulement insuffisante pour résoudre les situations les plus difficiles, mais « l'absence d'un suivi de l'exécution des plans constitue aussi une lacune grave des textes ».

Cette enquête de l'INCC est rendue publique au moment où le gouvernement s'apprête à publier le décret d'application de la réforme de la loi Neiertz, promulguée le 9 février et qui doit entrer en vigueur au 1^{er} août. « Nous devons fournir très rapidement le mode

d'emploi de la réforme aux juges pour les inciter à traiter le maximum de dossiers », explique-t-on au ministère de la justice, qui précise que 20 000 dossiers seraient actuellement en instance. Mais plusieurs divergences subsistent entre la chancellerie et le ministère de l'économie. Les représentants des consommateurs et des créanciers s'inquiètent de ce que la chancellerie, soucieuse de résorber l'engorgement des tribunaux, cherche à restreindre les possibilités de recours judiciaire.

PLAN AMIABLE

Dans le schéma retenu, le dépôt d'un dossier devant la commission devient obligatoire. A charge pour elle d'élaborer un plan amiable de rééchelonnement des dettes puis, en cas d'échec de cette conciliation, de formuler des « recommandations » d'étallement ou de suspension des créances. Du même coup, le juge n'est plus censé intervenir que pour régler les litiges survenant au cours de la procédure. « En étant

saisi sélectivement, le juge peut prêter une plus grande attention aux litiges », se justifie-t-on dans l'entourage du garde des sceaux. A l'inverse, les représentants des débiteurs et des créanciers, soutenus par le ministère de l'économie, réclament que « toutes les recommandations soient automatiquement déferées devant le juge ».

Un autre point litigieux concerne l'avenir du plan lorsque le débiteur ne respecte pas ses engagements. Pour l'heure, le projet de décret prévoit que l'intégralité du plan est caduque au premier incident de paiement. L'ensemble de la dette (intérêts compris) devient alors exigible. Si les avis des associations de consommateurs et des créanciers divergent sur la portée de cette caducité, tous se déclarent favorables à l'institution d'une procédure de mise en garde du surendetté au premier faux pas. Laquelle pour le moment est absente du dispositif retenu.

Valérie Devillechabrolle

هكذا من الأصل

Droit au
de deux

DISPARITION
Loup Durand

NOMINATION
CIVILISATION

Droit au logement exige la réquisition de deux immeubles à Neuilly-sur-Seine

Plusieurs manifestations se sont déroulées à Paris et en province

L'association Droit au logement, qui réclame « l'application de la loi de réquisition », a organisé mercredi 19 avril des manifestations dans

une dizaine de villes de province. Des centaines de personnes se sont rassemblées à Paris et, à Neuilly-sur-Seine, deux immeubles ont été sym-

boliquement occupés. De son côté, la Fondation abbé Pierre demande « des engagements clairs » aux candidats à l'élection présidentielle.

DANS LE CADRE de la journée nationale (DAL) de deux cents personnes ont manifesté, mercredi 19 avril, devant deux immeubles de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Une délégation a été reçue à la mairie, où elle a déposé soixante et une demandes de réquisitions et obtenu un rendez-vous, vendredi matin, avec le maire RPR Nicolas Sarkozy. Avec à leur tête Mgr Gaillot, les acteurs Marina Vlady et Lambert Wilson, les manifestants se sont rendus rue de la Ferme, dans le quartier Saint-James, pour demander la réquisition de deux immeubles : au 24, une construction de standing de cinq étages dont les travaux ont été stoppés, il y a un an et demi ; en face, une bâtisse ancienne, propriété de la société anonyme pour l'aide à l'accès à la propriété des locataires (AAPL), qui attend depuis près de trois ans d'être réhabilitée.

Une délégation de six personnes a été reçue à la mairie de Neuilly par le premier adjoint au maire. Soixante et une demandes de réquisitions ont été enregistrées. La ville s'est engagée à prendre contact rapidement avec les propriétaires des immeubles concernés. Jean-Claude Amara, vice-président de Droit au logement, s'est félicité de cette entrevue qu'il a qualifiée de « cordiale » devant une centaine de manifestants. A Paris, une délégation composée notamment du président du DAL, Jean-Baptiste Eyraud, et de Jean-Yves Cottin, du Comité des sans-logis, avait été reçue en début d'après-midi par M. Lafouge, directeur de la construction et du lo-

gement de la Ville, et par M. Léger, directeur du cabinet du préfet, auprès de qui il avait déposé 1 034 réquisitions de logements. Eux aussi ont estimé que leur entretien avait permis d'avancer « dans la bonne direction », la mairie de Paris s'étant elle aussi engagée à examiner les demandes avant de les transmettre à la préfecture.

VINGT ET UNE QUESTIONS

Par ailleurs, la Fondation abbé Pierre a posé 21 questions aux candidats à l'élection présidentielle à partir d'un manifeste qui a recueilli l'approbation de 146 députés. La fondation réclame la

production « en beaucoup plus grand nombre » de logements sociaux accessibles aux plus démunis ; la solvabilisation des bénéficiaires avec une revalorisation annuelle des aides au logement ; une procédure d'aide et un accompagnement financier pour enrayer les processus d'expulsion ou, en cas d'expulsion, le logement préalable des gens de bonne foi ; l'exercice accru du droit de préemption des communes et, au besoin, de l'Etat. La fondation interroge également les neuf candidats sur la part qui doit revenir « au logement locatif social et très social » dans l'ensemble des loge-

ments à réaliser annuellement. Enfin, la Fnaars (Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale) indique, dans une « lettre aux candidats à la présidence de la République », que le budget des centres d'hébergement (CHRS), corrigé en 1994, « est à nouveau dangereusement inférieur aux besoins » en 1995 et qu'il manque « au moins 150 millions de francs ». Elle demande aux candidats s'ils sont prêts à soutenir « un plan de cinq ans de modernisation et d'extension du réseau des CHRS ».

Jean-Claude Pierrette

Un réseau de mariages blancs démantelé dans le Val-d'Oise

SEPT PERSONNES, dont une ancienne employée de mairie, ont été mises en examen par un juge d'instruction de Pontoise (Val-d'Oise) après le démantèlement par la brigade de recherches départementale de la gendarmerie, d'un vaste réseau d'immigration irrégulière organisant des « mariages blancs ». Plus de deux cents personnes - les mariés et leurs témoins de complaisance - ont été entendues dans le cours de cette information judiciaire ouverte en juillet 1992 et portant sur quatre-vingt-cinq mariages célébrés à la mairie de Persan, de 1990 à la fin de l'année 1992.

Le réseau fonctionnait avec l'aide active d'un employé de la mairie de Persan, chargée de l'état civil, Christiane Druon, âgée de quarante-neuf ans, qui a été révoquée par le Conseil d'Etat depuis la révélation de l'affaire et après enquête administrative.

L'instigatrice de la filière, Anna Bonafoura, s'occupait de trouver un conjoint français à des étrangers en situation irrégulière, pour une somme allant de 50 000 à 85 000 francs. Grâce à un recrutement effectué un peu partout en France, de la Seine-Maritime aux Pyrénées-Orientales, l'époux ou l'épouse de complaisance percevait chacun entre 10 000 et 15 000 francs. L'employée de mairie recevait 10 000 francs pour l'établisse-

ment de chaque document certifié conforme et portant la signature du maire ou d'un adjoint, ignorants du trafic selon l'enquête, et les deux témoins entre 500 et 1 000 francs chacun. Le trafic était prospère, puisque son montant total est évalué à plus de cinq millions de francs en deux ans.

ADRESSES FICTIVES

Les mêmes personnes pouvaient servir de conjoint et de témoins lors de mariages différents. Des adresses fictives - un débit de boissons de la commune mais aussi des particuliers - permettaient de domicilier à Persan les faux époux. Les étrangers, qui cherchaient ainsi à obtenir une autorisation de séjour et un permis de travail, arrivaient en majorité du Maghreb. A l'issue de l'enquête de gendarmerie, bouclée cette semaine, tous les prévenus mis en examen ont été remis en liberté par le juge d'instruction, M^{me} Bouafoura et Druon restant toutefois placées sous contrôle judiciaire. Les chefs d'accusation retenus vont de la corruption de fonctionnaire à l'usage de faux documents administratifs et à l'aide à étranger en situation irrégulière.

Frédérique Lombard

CARNET

AU CARNET DU MONDE

Anniversaires de naissances

Joyeux anniversaire,

Papy Marc !

Bruno, Marie-Claire, Pierre-Olivier et Constance Lesboursières.

Décès

Le président et le secrétaire perpétuel, Les membres de l'Académie nationale de médecine, ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé confrère,

le professeur Jean GUILHON, chevalier de la Légion d'honneur, membre de l'Académie nationale de médecine

Saint-Sulpice-le-Guérétois (Creuse). Yvan Germain, son époux, Ses enfants, Ses petits-enfants, ont la douleur de vous faire part du décès, à l'âge de soixante-quatre ans, de

Francine GERMAIN, née Petit, retraitée de l'éducation nationale, chevalier des palmes académiques.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale.

R. R.

DISPARITION

Loup Durand

Un romancier efficace

AUTEUR de plusieurs romans à succès, l'écrivain Loup Durand est mort, mardi 18 avril, à l'âge de soixante-deux ans. Né en 1933 à Flassans-sur-Issole, dans le Var, Loup Durand était venu à l'écriture sur le tard, après avoir exercé des métiers aussi divers que docker, salarié d'Air France, reporter ou spécialiste d'import-export. Ce voyageur impénitent, qui a résidé au Cambodge, à Londres, dans le Sussex et aux Baléares, montrait une conception assez tranchée de l'efficacité romanesque, expliquant les débuts du roman français par « l'excès d'attention portée à l'écriture » et partant du principe que « plus l'écriture est invisible, plus le roman est bien écrit. C'est l'histoire qui compte ».

Après *Le Caid*, en 1976, puis *Jarai*, en 1980, son roman intitulé *Daddy* connut un succès mondial. Publié par Olivier Orban et les éditions Numéro 1, le livre s'est vendu à plus de trois millions d'exemplaires à travers le monde et a remporté, en France, le prix des Maisons de la

presse. Autre best-seller international, *Jaguar*, paru chez Orban en 1989, avait suscité l'intérêt des Anglo-Saxons. L'éditeur avait vendu les droits du livre en langue anglaise pour la somme record de 430 000 dollars, soit près de 3 millions de francs. En 1994, enfin, Loup Durand avait publié *Le Grand Silence*, chez Pion.

Le romancier, qui avait fait paraître plusieurs de ses ouvrages sous des pseudonymes, est aussi connu pour avoir été au cœur d'une polémique concernant les écrits de Paul-Loup Sultzer. En mai 1987, au cours de son émission « Apostrophes », Bernard Pivot avait présenté Loup Durand comme le « nègre » de Sultzer, rendant ainsi publique une rumeur qui circulait depuis longtemps. Une affirmation que l'auteur de *Daddy* a toujours démentie, expliquant seulement qu'il était ami et conseiller de Sultzer, à qui il se contentait de donner des conseils de « construction » et de « syntaxe ».

R. R.

NOMINATION

COOPÉRATION

Antoine Pouillente, qui était directeur du cabinet de Michel Rousset au ministère de la coopération, a été nommé directeur général de la Caisse française du développement, en remplacement de Philippe Jurgensen (*Le Monde* du 13 avril). [Né le 20 décembre 1951 à Abbeville (Somme), ancien élève de l'école nationale d'administration, maître des requêtes au Conseil d'Etat, Antoine Pouillente a d'abord été en poste à la direction des collectivités locales du ministère de l'Intérieur. Directeur adjoint du cabinet d'Edouard Balladur lorsque celui-ci était ministre de l'économie de 1986 à 1988, il est devenu, en avril 1989, vice-président (RPR) du Planning Associé. En conseil de l'Etat, il a été quinquiesme arondissement de Paris en mars 1993, puis suppléant de Robert André Viden, qui avait pris la direction du cabinet de Michel Rousset au ministère de la coopération.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 20 avril sont publiés :

● Tunnel : un arrêté réglementant le transport des marchandises. Ce texte réglemente l'accès, sur la partie française du tunnel, des trains et des véhicules routiers transportant des marchandises dangereuses.

● Nucleaire : un arrêté autorisant certains chefs d'établissement à assurer eux-mêmes la surveillance individuelle de l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants. Ce texte concerne notamment les chefs des centres nucléaires de production d'électricité.

● Famille : un arrêté portant nomination au conseil d'administration de l'Institut de l'enfance et de la famille.

Les sourds se sentent exclus de la campagne électorale

PLUSIEURS CENTAINES DE SOURDS et malentendants, mobilisés à l'appel de la Coordination nationale pour les droits civiques des sourds, se sont rassemblés, mercredi 19 avril, devant le siège de l'Unesco, à Paris, pour protester contre leur « exclusion » d'une campagne électorale « non traduite en langue des signes ». Brandissant leur carte d'électeur, les manifestants, qui se sont rendus devant l'Assemblée nationale, ont déploré l'insuffisance du sous-titrage de la campagne, limité aux émissions diffusées par France 3, et ont réclamé le recours systématique à des interprètes en langue des signes.

A Bordeaux, une centaine de personnes ont aussi défilé dans le centre-ville, mercredi, avec des banderoles proclamant que « la citoyenneté des sourds est bafouée ». Ils ont été reçus à la préfecture. A leur sortie, les délégués se sont déclarés déçus de leur entrevue avec les autorités préfectorales, et une cinquantaine de manifestants ont brûlé leurs cartes d'électeur.

DÉPÊCHES

■ **INGÉRENCE** : le maire (PS) de Fos-sur-Mer, Bernard Granier, a été défilé devant le parquet du tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, jeudi 20 avril, à l'issue de quarante-huit heures de garde à vue, dans le cours d'une information judiciaire pour ingérence et abus de biens sociaux confiée au juge d'instruction Guénal Le Gallo. Le directeur des services techniques de la ville, Noël Jean, ainsi que le gérant de la société immobilière Sodeximmo, Georges Causse, ont été mis en examen, mercredi 19 avril, respectivement pour complicité d'escroquerie et pour escroquerie, et laissés en liberté.

■ **EXPULSION** : un membre présumé de la mafia russe, Alimjan Tokhtakhounov, a été expulsé de France mardi 18 avril. Installé à Paris depuis avril 1993, après avoir été expulsé d'Allemagne, ce ressortissant ouzbek est considéré par les services de renseignement comme étant « à la tête d'un groupe de maffiateurs russes (...) spécialistes du rapt, avec demande de rançon, d'hommes d'affaires russes exilés » (*Le Monde* du 11 février). En situation irrégulière, l'Ouzbek a été l'objet d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière.

■ **GARDE À VUE** : la Cour de cassation a jugé, dans un arrêt, rendu lundi 3 avril, que les officiers de police judiciaire (OPI) ne doivent notifier ses droits à une personne placée en garde à vue que lorsque celle-ci se trouve en état de la comprendre et de les exercer. La cour avait été saisie par un automobiliste qui, condamné pour conduite en état d'ivresse, soutenait que la procédure était nulle puisqu'on ne lui avait signalé ses droits qu'après huit heures de garde à vue. La cour a jugé que l'ivresse constituait « une circonstance insurmontable qui a retardé la notification des droits, laquelle ne doit intervenir qu'à partir du moment où la personne gardée à vue est en mesure d'en comprendre la portée ».

■ **Alcatel** : une plainte pour délit d'entrave au fonctionnement régulier du comité d'entreprise d'Alcatel-CIT a été déposée en février par la CGT auprès du juge d'Hy, chargé à Evry du dossier des surfacturations au détriment de France Télécom. Cette plainte fait suite au témoignage de Denis Gazeau, ancien chef du service d'audit d'Alcatel CIT, qui avait dénoncé l'existence d'une « stratégie pour faire baisser le résultat à un niveau acceptable d'abord pour France Télécom, c'est-à-dire à environ 4 % du chiffre d'affaires, et également vis-à-vis des salariés et des syndicats auxquels il faut cacher la trop bonne santé de leur société ». M. Gazeau avait détaillé les moyens utilisés par la direction d'Alcatel CIT (subventions aux filiales, immobilisations passées par frais, blocage de facturation) pour obtenir cette « chute du résultat ».

Avis de messes

Vincent ROUANOUX

nous a quittés le 14 février 1995.

Une messe sera célébrée le samedi 22 avril 1995, à 11 heures, en l'église Saint-Eustache, place du Jour, Paris-1^{er}.

Patrick Roger-Binet
138, rue Saint-Honoré
75001 Paris.
M. et M^{me} Marcel Rouanoux
25, rue des Treuils,
33000 Bordeaux.

Messes anniversaires

Une messe à la mémoire de la pianiste

Rose-Aye LEJOUR

sera célébrée en l'église Saint-Roch, 206, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}, le jeudi 4 mai, à 18 h 30.

Une messe à la mémoire de

Roland VERGNAUD

sera célébrée le jeudi 4 mai, à 17 h 30, en la chapelle haute de l'église Saint-Pierre de Neuilly (entrée boulevard Jean-Mermoz).

Anniversaires

— Il y a huit ans, le 21 avril,

François TRONIK, HEC 1981,

nous quitte.

Tous ceux qui l'ont connu l'ont aimé, son souvenir restera vivant dans nos cœurs.

CARNET DU MONDE

15, rue Polignac,
75001 Paris 15

Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 108 F
Abonnés et actionnaires 96 F
Communications diverses 110 F
Thèmes étudiants 68 F
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

CARNET DU MONDE

Renseignements :
40-65-29-94

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Jacques Cheminade derrière son rideau de fumée

Plus de cinq cents élus locaux ont permis à ce fidèle lieutenant du sulfureux politicien américain Lyndon LaRouche de passer avec succès tous les obstacles mis par la loi à la candidature présidentielle. Peu d'entre eux connaissent le véritable personnage

A en croire Jacques Cheminade, la recette serait simple : « 5 % d'inspiration et 95 % de transpiration. » Le principal ingrédient ayant permis à M. Cheminade de parvenir jusqu'au premier tour de l'élection présidentielle paraît bien être de tout autre nature et résider dans le rideau de fumée qu'il a soigneusement élevé autour de lui, de ses origines politiques et de l'idéologie qui l'anime réellement. Un fluo savamment entretenu, qui lui a fait passer avec succès les obstacles sur lesquels des leaders à la longue carrière politique nationale se sont cassés les dents, comme Jean-François Hory et Antoine Waechter.

Ainsi Jacques Cheminade et son groupuscule - la Fédération pour une nouvelle solidarité (FNS) - ont-ils fait un parcours sans faute, alors qu'ils sont pratiquement inconnus. Un seul petit grain de sable s'est toutefois glissé dans la mécanique, sous la forme de deux « s » de trop dans l'affiche officielle de la campagne : « Elections présidentielles du 23 avril 1995. » Est-ce un lapsus venu signaler que l'impétrant avait par deux fois, en 1981 et 1988, échoué à réunir les parrainages requis pour briguer la magistrature suprême ? Ou plutôt un complot - un de plus - ourdi contre la Fédération pour une nouvelle solidarité, qui voit des ennemis partout ? Le Conseil constitutionnel a rappelé la norme. Au-dessus du visage du candidat, le singulier a remplacé le pluriel. L'incident de parcours a été vite avalé.

Plus de cinq cents maires de communes rurales ont donc parrainé cet inconnu, ce Parisien, ce chanteur mystérieux de la Nouvelle Solidarité. Sans savoir, indubitablement, à qui ils accordaient leur confiance, mais sans doute « bluffés » par ce candidat aux évidentes qualités de stratège. Tout avait été préparé dès septembre. Un semestre à l'avance pour la vingtaine de permanents de la FNS qui ont battu la campagne. Se disant historien, l'homme a sans doute médité les leçons de Valmy, si l'on en juge par ses écrits : « Usant de la supériorité de leur artillerie, dont la construction à la chaîne avait été rendue possible par la méthode de la géométrie descriptive, les volontaires de l'armée française et leurs officiers républicains avaient battu les meilleurs soldats du monde. »

Deux siècles après Valmy, le plan de campagne nous a été livré, dans ses grandes lignes, par l'un des lieutenants de M. Cheminade. En premier lieu, levée en masse de courriers adressés aux quelque 36 500 maires de France. La logistique a été assurée grâce aux ordinateurs de la maison d'édition de la FNS (les Editions Alcuin) et à la liste informatique fournie par le ministère de l'Intérieur. Résultat : chaque élu a reçu la profession de foi et le curriculum vitae du candidat. Puis, ce fut le harcèlement téléphonique généralisé, à l'assaut des dizaines de milliers de parrains convoités. L'offensive décisive pour convaincre les hésitants a été lancée, en janvier et février, par

des groupes de choc de militants de la FNS en mission deux par deux sur les routes du pays. Dernière étape : un porte-à-porte en mars, afin de recueillir les engagements définitifs des édiles convaincus.

Dans les soixante-dix départements touchés, les émissaires de la Nouvelle Solidarité ont remis aux élus un bouquet d'écrits de leur candidat : ses professions de foi contre la « désertification des campagnes », ainsi que son introduction passionnée au livre de Jean Jaurès, *De la réalité du monde sensible*, réédité en 1994 aux Editions Alcuin. « Ils ont signé en connaissance de cause », plaide Jacques Rivière, l'un des artisans de la « victoire ». Voir...

L ES documents remis aux élus comportent de troublants oublis. On n'y trouve rien sur la condamnation pour vol de M. Cheminade à quinze mois de prison avec sursis, le 24 juin 1992, au tribunal correctionnel de Paris, dans une affaire liée à la remise, par une vieille dame atteinte de la maladie d'Alzheimer, de 1,197 million de francs à des associations dans la mouvance de Jacques Cheminade. « Il a été fait appel de ce jugement et, que je sache, on n'est pas coupable, en droit français, tant qu'une condamnation n'est pas prononcée de manière définitive », répond le candidat.

Presque rien, dans le curriculum vitae - « Ami et collaborateur du dirigeant politique américain Lyndon LaRouche », - sur celui qui est le grand ordonnateur et le très controversé responsable du mouvement de M. Cheminade.

Un matin d'avril 1995, M. Cheminade a invité la presse à la très parisienne Closerie des Lilas pour un petit déjeuner de présentation. Il y donne un entretien, en espagnol, à des journalistes de la télévision argentine. Car Jacques « Santiago » Cheminade est né en 1941 à Buenos

« Nous faisons des recherches économiques, historiques, stratégiques, mais nous ne sommes pas des espions »

Aires, de parents auvergnats. Son père, représentant de sociétés françaises, y avait débarqué vingt ans plus tôt. C'est au collège français de Buenos Aires que le petit « Santiago », comme l'appelaient ses copains de l'époque, étudia en espagnol le matin et en français l'après-midi. « Plutôt littéraire », se souvient-il, il décroche pourtant un bac scientifique. Le Français d'Argentine gagne alors Paris, où il prépare HEC au lycée Carnot. Sorti de la grande école dans les dix premiers, l'exilé n'avait alors « aucune envie d'entrer en entreprise ».

L'ENA, donc, en cette année 1967. La tradition veut que la promotion vote, dès ses premiers pas, pour se donner un nom. « Jean-Jaurès », « Louis-Napoléon Bonaparte » ou « Printemps des peuples », se rappelle M. Cheminade. Il a vingt-cinq ans. Il choisit le camp des socialistes républicains, dédaignant « ces provocateurs de maos » et « détestant » ce que représente l'empereur. Des

souvenirs ? Seulement sa participation à une riposte contre un commando du mouvement d'extrême droite Occident, venu avec force matraques pour occuper l'ENA (épisode est raconté dans *La Sans Pareille*, le roman de Françoise Chandiernag, autre membre de la promotion Jean-Jaurès). Jacques Cheminade parle avec un brin d'amertume de cette scolarité à l'ENA, d'où il sortira en milieu de classement : « Je suis passé par cette école sans en reconnaître l'autorité.

Tout s'y jouait par la cooptation et la conformité à un modèle d'héritier. » N'ayant pas participé activement à mai 68, il hésitera à nouveau, son diplôme en poche, à « entrer dans la haute fonction publique ». Après avoir brièvement pensé au journalisme, à l'été 1969, il changera encore d'avis pour rejoindre la direction des relations extérieures du ministère de l'Économie et des Finances. « Une grande famille à l'époque, comme-t-elle, où se croisaient les traditions du christianisme social, du socialisme humaniste et de la rupture gaullienne. »

C'est pourtant une tout autre famille que M. Cheminade va croiser à New York, où il sera conseiller commercial de France jusqu'en 1977. Cette famille-là lui fera mener une double vie - de fonctionnaire et de militant clandestin - jusqu'à ce qu'il quitte la fonction publique en 1980 et prenne, en France, la tête du Parti ouvrier européen (POE, apparu dans l'Hexagone en 1978, avant d'être

transformé en FNS en 1991). A New York, il sera comme ébloui par la personnalité de Lyndon LaRouche, un ancien trossiste ayant parcouru tout le spectre politique américain pour être, aujourd'hui, proche de la droite fondamentaliste. « Un charlatan doué d'un immense talent », dit un dissident de son mouvement, le Parti ouvrier américain, un tout petit parti qui se voudrait une internationale à lui seul. Un mégalomane présent, dans ses livres de propagande, comme « le plus grand économiste du XX^e siècle » et « l'une des personnalités internationales qui influencent la perception et la politique des gouvernements ». De quoi compléter le CV du candidat : depuis près de vingt ans, M. Cheminade est le responsable de la branche française de l'étrange mouvement dirigé par M. LaRouche.

« Mes idées et mes actions en France ne se démarquent en rien de celles de LaRouche », nous déclare M. Cheminade aujourd'hui. Aux Etats-Unis, M. LaRouche nous le confirme : « Depuis vingt ans, nous sommes de plus en plus proches. » De 1981 à 1991, M. Cheminade a présidé en France l'un des satellites de la galaxie LaRouche, l'Institut Schiller, dont le siège principal, à Wiesbaden (Allemagne), a été fondé par Helga Zepp, l'épouse de M. LaRouche. Dans les plus récents journaux du mouvement américain, M. Cheminade est toujours présenté comme « extrêmement actif au sein de l'Institut Schiller ». Et, publié en 1991, le recueil des principaux articles de M. Cheminade, *Regard sur la France républicaine*, comporte une galerie de portraits : dix-huit « grands hommes », de Louis XI à Colbert, de l'abbé Grégoire à Jaurès, du général de Gaulle à LaRouche.

D'où vient l'argent de la campagne de M. Cheminade ? M. La-

Rouche ne cache pas qu'il « soutient » le candidat, mais il assure ne pas le financer. « Le plus gros donateur de ma campagne, c'est moi », affirme, de son côté, M. Cheminade, en précisant qu'il table sur un coût total de 1,5 à 2 millions de francs. Affichant un salaire de 6 000 francs par mois (des droits d'auteur) depuis qu'il a quitté, pour cause de campagne électorale, son poste aux Editions Alcuin, M. Cheminade dit s'appuyer sur sa fortune personnelle, ainsi que sur les emprunts qu'il a contractés. Ses comptes de campagne, qui seront rendus publics ultérieurement, comprennent aussi des dons de la FNS et de personnes privées.

P AUVRES maires, qui ont dû tenter de voir clair dans la candidature Cheminade sur la base des quelques documents qui leur ont été communiqués ! Après avoir lu des centaines de pages signées LaRouche et Cheminade, un observateur attentif ne peut que s'interroger sur l'idéologie que les deux hommes disent partager. Tous deux entonnent certes les mêmes refrains. Mais les airs sont empruntés, tantôt à l'extrême gauche, tantôt à la droite la plus conservatrice ou à l'extrême droite la plus populiste. Un thème est cependant récurrent : l'industrie et l'agriculture doivent l'emporter sur la finance et la spéculation, afin notamment de développer le tiers-monde et les pays de l'Est. A long terme, les deux hommes éreintent « l'oligarchie financière malthusienne ». Pour la France, le plus grand danger reste, de loin, l'impérialisme des Britanniques et les risques d'une nouvelle « Entente cordiale ». Antisémitisme, M. LaRouche ? Il s'en défend. Les cibles de ses attaques s'avèrent

néanmoins souvent juives : certains grands financiers, « les intérêts mondiaux du New York Times », l'Organisation Anti-Défamation League of B'nai B'rith. En France, M. Cheminade évite, lui, les dérapages qui toucheraient les juifs ou les immigrants. Hostile au Front national, il rejette les « idéologies du sang, du sol et de la race ». Il renonce aussi aux outrances verbales de M. LaRouche, qui a notamment vu en François Mitterrand un homme d'influence de la CIA et en la reine Elizabeth d'Angleterre une « sorcière de Windsor » et une trafiquante de drogue.

Le mouvement de M. LaRouche a aussi multiplié des campagnes plus ciblées, pour l'énergie nucléaire ou la « guerre des étoiles ». Elles ont permis de créer, en France par exemple, une myriade d'associations - Coalition anti-droque, Fondation pour l'énergie de fusion, Comité national pour l'énergie nucléaire, Club de la vie, La France et son armée, etc. -, dont M. Cheminade a été, ces dernières années, membre ou dirigeant.

L' OBSESSION du « renseignement » est la dernière caractéristique du mouvement auquel appartient le candidat à la présidence. La branche française est ainsi le correspondant hexagonal d'une revue larouchienne, *Executive Intelligence Review* (EIR), qui dispose de « l'un des meilleurs services de renseignement privés du monde », si l'on en croit la publicité régulièrement publiée dans le journal français du POE-FNS. L'organisation de M. LaRouche serait-elle une centrale de renseignement ? « Pas exactement, répond l'Américain. Nous faisons des recherches économiques, historiques, stratégiques, mais nous ne sommes pas des espions. » Il reconnaît toutefois avoir « eu des relations avec des gens de la CIA » et prétend avoir agi à la demande des autorités américaines, notamment en 1982-1983, pour « mener des conversations exploratoires avec les Soviétiques sur l'initiative de défense stratégique (la « guerre des étoiles » du président Reagan) ». Si tant est qu'elle ait existé, cette relation a en tout cas cessé sous l'administration Bush.

La frénésie de renseignement s'accompagne pourtant toujours d'une certaine paranoïa. Dans son numéro du 13 avril, la lettre EIR indique avoir « réuni un dossier sur les réseaux d'espionnage français et américains, impliqués dans l'élaboration d'un piège juridique contre Cheminade. Ces réseaux se révèlent être les mêmes que ceux qui étaient impliqués dans les complots pour assassiner le général de Gaulle, le président John Kennedy, et dans la disparition de Ben Barka ».

Même en prison, Lyndon LaRouche se sera présenté à toutes les élections présidentielles américaines depuis 1976. Condamné en 1989 à quinze ans d'emprisonnement pour fraude fiscale et fraude sur les donations par correspondance, il avait organisé en 1992, de sa prison du Minnesota, sa campagne présidentielle. Aujourd'hui âgé de soixante-trois ans, remis en liberté conditionnelle l'an passé, M. LaRouche n'a certes jamais atteint cent mille voix. Mais, en France comme aux Etats-Unis, l'essentiel n'est-il pas, pour les larouchiens, de diffuser le plus largement possible leurs idées dans l'opinion publique ? Même si son score électoral frise la nullité, M. Cheminade a donc déjà remporté un succès, demeurant le fidèle lieutenant de son ami américain.

Eric Ichyan
et Sylvie Kauffmann

★ Ce portrait clôt notre série consacrée aux candidats à l'élection présidentielle. Le Monde a publié les portraits de : Arlette Laguiller (15 mars), Jacques Chirac (17 mars), Robert Hue (28 mars), Philippe de Villiers (7 avril), Lionel Jospin (12 avril), Jean-Marie Le Pen (14 avril), Dominique Voynet (19 avril) et Edouard Balladur (20 avril).



Cette campagne manquait de mystère

هكذا امتد الأصل

Le Monde

Aider l'Espagne

ALORS qu'en Irlande, l'IRA a déposé les armes en 1994 pour engager, enfin, un dialogue politique avec les autorités britanniques, les terroristes basques de l'ETA, en signant, mercredi 19 avril, l'attentat contre le chef de l'opposition, José María Aznar, ont montré qu'ils étaient loin d'avoir renoncé à la violence. Au contraire même. Tout semble, en effet, indiquer que les « durs » de l'organisation séparatiste sont prêts à redoubler leurs coups et que l'Espagne devra vivre encore longtemps avec son cauchemar basque.

Pour Felipe Gonzalez, ce cauchemar est double. Devant affronter cette nouvelle flambée de violence, le chef du gouvernement doit aussi faire face aux retombées judiciaires et politiques, de l'affaire des GAL, ces groupes antiterroristes illégaux, qui ont voulu lutter contre l'ETA avec les mêmes moyens qu'elle, et qui ont bénéficié du soutien occulte du pouvoir. Un jour avant l'attentat contre José María Aznar, Rafael Vera, l'ancien secrétaire d'Etat à la sécurité, accusé notamment d'avoir financé les GAL, était ainsi traduit devant la justice.

Il est, certes, encore trop tôt pour « enterrer » le chef du gouvernement et du Parti socialiste espagnol, qui jouit toujours d'une grande popularité dans la péninsule et qui avait montré, lors des élections générales de juin 1993, à quel point était intacte sa capacité à rebondir. Reste que pour la population espagnole, touchée de plein fouet par la crise économique, la « *movida* », cette extraordinaire renaissance qui a suivi la chute du

franquisme, est déjà un lointain souvenir. Quel que soit l'avenir de Felipe Gonzalez, et ses vicissitudes actuelles, l'histoire devra, en tout état de cause, ne jamais oublier le rôle primordial joué par « Felipe » dans ce renouveau.

Les dirigeants européens, pour leur part, ne devraient pas non plus oublier le rôle que l'Espagne est à même de jouer dans l'unification du Vieux Continent. L'élargissement, accompli, de l'Union vers le nord, voire le grand nord, comme celui, en cours, vers l'est, rend de plus en plus nécessaire un arimage méditerranéen de l'Europe. Pour des raisons culturelles évidentes mais aussi par simple logique géostratégique. Le Maghreb est tout prêt, à la limite de l'explosion, et la France ne peut jouer à elle seule une partie de plus en plus complexe dans cette partie du monde.

Obsédés par la bonne marche, certes nécessaire, du couple franco-allemand, les dirigeants français doivent comprendre que la France se doit aussi d'assumer sa mission, déterminée tant par l'histoire que par la géographie, de pont entre le nord et le sud de l'Europe.

Les responsables espagnols ne semblent plus se faire beaucoup d'illusions sur la volonté réelle de Paris de jouer ce rôle. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, ils réfléchissent maintenant sur les moyens de nouer d'autres alliances, par exemple avec d'autres pays « périphériques », pour faire entendre leur voix dans le concert européen. A force de ne vouloir jouer qu'avec les « grands », la France risque de se retrouver, un jour, bien isolée.

Les immigrés de la médecine

CORVÉABLES à merci, sous-payés, soupçonnés d'incompétence... La situation des médecins titulaires de diplômes étrangers dans les hôpitaux publics français est souvent proche de celle des maîtres auxiliaires étrangers dans l'éducation nationale. Le nouveau statut prévu par le ministère des affaires sociales et de la santé pour ces médecins, dont le nombre oscille selon les sources entre 7 900 et 12 000, aurait pu remédier à une véritable injustice. A l'heure actuelle, seuls les ressortissants français docteurs en médecine et ceux de l'Union européenne, du Maroc, de la Tunisie et d'Andorre munis d'une équivalence peuvent exercer de plein droit la médecine en France. Les autres sont tenus d'effectuer un véritable parcours du combattant qui débouche la plupart du temps sur un emploi précaire et un statut au rabais.

Dans un climat propice aux amalgames en tout genre, s'il faut se fier aux seules réputations, la qualité des études médicales dans certaines régions d'Italie laisse par exemple notablement à désirer. En revanche, dans certains pays d'Afrique francophone et, plus généralement, dans les anciennes colonies, l'héritage de la France dans le domaine médical est encore bien vivant. Accords de coopération dans l'enseignement supérieur, échanges de stagiaires ou de professeurs : de fructueux contacts ont été noués. En outre, avec un quart de ses effectifs diplômés à l'étranger, le secteur public hospitalier repose pour

une bonne part sur ces praticiens mal-aimés.

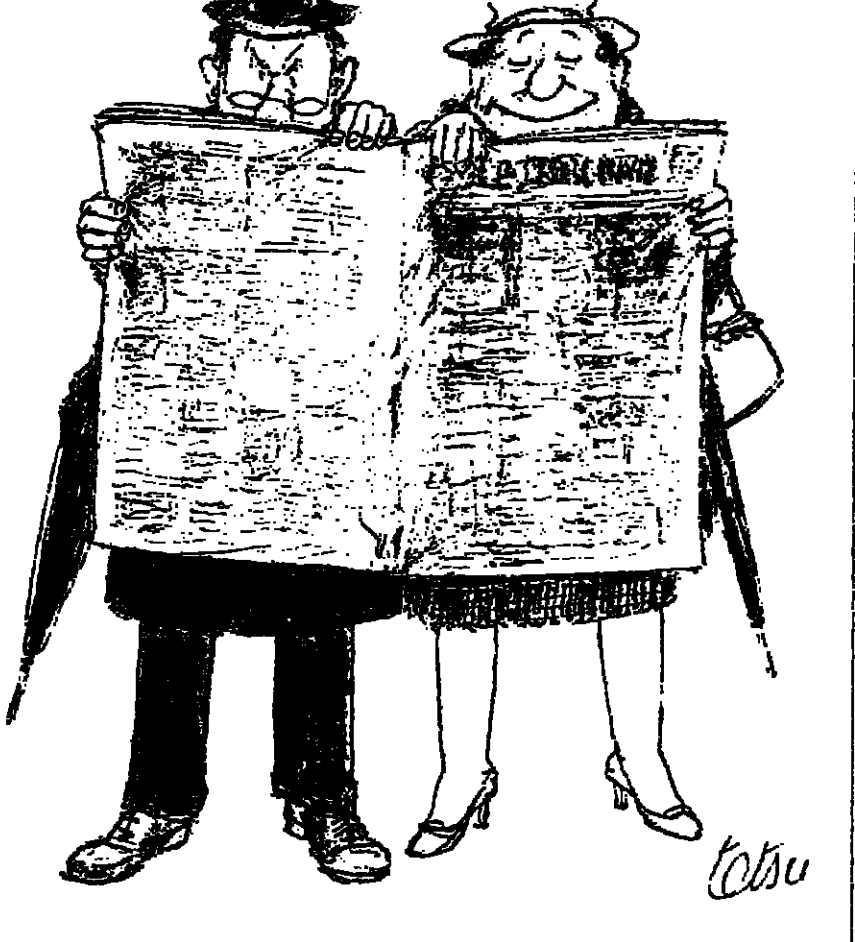
Certains hôpitaux fonctionnent parfois en totalité grâce à la présence de ces médecins. Nombre d'entre eux assurent à eux seuls des services d'urgences, de gériatrie, de psychiatrie. Ils pourvoient les postes vacants désertés par les médecins français et ont choisis des spécialités souvent négligées par les étudiants français, par ailleurs en surnombre. Aussi leur offrir, sous réserve d'examen, un statut unique de « praticien adjoint contractuel » ne peut que laisser perplexes. C'est faire peu de cas de la multiplicité des statuts et des situations personnelles.

Les rédacteurs de la loi semblent enfin avoir oublié que, selon les données les plus récentes, deux tiers de ces médecins à diplôme étranger ont acquis la nationalité française, le plus souvent par mariage. Telle qu'elle se profile, et en attendant les décrets d'application d'une loi adoptée au forceps en décembre 1994, grâce à la procédure du vote bloqué, cette réforme semble plutôt répondre aux impératifs comptables de la politique de restructuration hospitalière et à des considérations plus économiques qu'humanitaires. La suppression de l'immigration médicale ne conforterait pas seulement dans leurs positions ceux qui attribuent aux étrangers la responsabilité de tous nos maux. Elle reviendrait aussi à appauvrir le système médical français en le privant d'une salutaire influence tout en nuisant à son rayonnement international.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil, directeur de la publication ;
Dominique Auby, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction ;
Eric Plasson, directeur de la gestion ; Anne Chagnon, directeur délégué ;
Rédacteurs en chef : Thomas Ferrand, Hubert Pissot, Robert Solé,
adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Girelles, directeur adjoint ;
Doublet Heymann, Bernard Le Gendre, Luc Kerec, directeur adjoint ;
Maurice Luchet, directeur du monde des affaires ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Verme, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction ;
Médiateur : André Laurens ;
Conseil de surveillance : Alain Milot, président ; Olivier Biffaud, vice-président ;
André Laurens (1982-1985), Jacques Puyet (1985-1991), Jacques Lesourd (1991-1994) ;
André Laurens (1994-1995), Jacques Puyet (1995-1999) ;
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 520 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Associations Hubert-Bergeron, Société anonyme des journaux du Monde ;
Associations Hubert-Bergeron, Société anonyme des journaux du Monde ;
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil ;
RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL : 15, RUE PALMISTES 75001 PARIS CEDEX 13
TEL : (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-45-25-99 Télax : 206.806F
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BERGERON 94835 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL : (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-45-30-10 Télax : 261.311F

Divergence

par Testu



France du repli, France d'ouverture

LE MONDE s'intéresse-t-il à l'élection présidentielle française ? A s'en tenir aux grandes lignes des programmes des trois candidats les mieux placés, on pourrait supposer que, quels que soient la nostalgie des uns et le soulagement des autres à voir François Mitterrand quitter la scène, l'événement n'est pas attendu comme une grande échéance internationale. Aucune grave rupture n'est en effet annoncée par rapport à la politique étrangère menée jusqu'à présent et un large consensus semble régner quant aux grandes options.

Les choses ne sont évidemment pas aussi simples, comme en témoigne, entre autres, la polémique surgie ces derniers jours entre les deux candidats de droite autour de la politique du « franc fort » et de l'indépendance de la Banque de France, c'est-à-dire aussi autour des engagements européens de la France. Polémique électorale, certes, qui monte comme une mayonnaise à l'approche du scrutin. Mais il n'empêche : les dirigeants allemands, et quelques autres aussi, doivent être sur le pont et guetter le moindre mot, puisqu'il s'agit d'une des questions les plus sensibles pour l'avenir proche de l'Europe, celle de l'union monétaire.

Il y a en fait, derrière le consensus de façade sur la politique étrangère, bien des divergences non complètement clarifiées. C'est dans le camp chiraquien qu'elles sont le plus perceptibles puisque s'y retrouvent, en bonne place, ceux qui furent, dans la bataille du traité de Maastricht il y a trois ans, des chefs de guerre adverses, Alain Juppé et Philippe Séguin en particulier. Mais la zone trouble est plus large : elle concerne aussi le camp balladurien et le camp jospiniste et porte globalement sur la question de savoir comment la France peut encore assumer, dans un monde qui s'est métamorphosé depuis de Gaulle, ce qu'il est convenu d'appeler l'héritage gaulliste.

C'est-à-dire son indépendance et son influence extérieure.

« Par l'Europe », répondent consensuellement les trois principaux candidats, conscients, comme François Mitterrand, que ce pays n'a plus les moyens objectifs (démographiques, économiques, militaires même) d'assumer seuls ses ambitions gaulliennes. Cependant, ce paradoxe fondamental de la politique européenne de la France – transférer une partie de sa souveraineté pour garder une partie de son influence – n'a toujours pas été totalement accepté, ni par Philippe Séguin ni par les tendances plus idéologiques qu'incarnent, dans les camps des deux autres candidats, des hommes comme Charles Pasqua et Jean-Pierre Chevènement.

ANTI-GERMANISME ET ANTI-AMÉRICANISME

Une bonne partie de l'influence extérieure française se mesure, et se mesurera plus encore peut-être demain, aux relations que la France établira en Europe avec l'Allemagne et dans le monde avec les Etats-Unis. Or c'est dans ces deux directions que s'expriment le plus fortement les peurs françaises, chez des hommes qui ne semblent pas loin de considérer que l'identité nationale ne peut être défendue que par l'anti-germanisme et l'anti-américanisme. L'Allemagne est dure en affaires dans la vie quotidienne, tous ceux qui ont exercé des responsabilités le savent. Mais ils savent aussi qu'on n'échappe pas au problème de sa domination en voulant faire cavalier seul. C'est la France qui l'a entraînée sur la voie de la monnaie unique, entre autres pour écarter la seule autre perspective qui se profilait, plus préjudiciable à « l'indépendance nationale », à savoir une zone mark dirigée de Francfort.

Jacques Chirac donne par intermittence le sentiment de flancher sur les disciplines longues qu'impose ce projet, au profit d'une politique plus immédiatement rentable en termes d'emplois. Est-ce à dire que son éventuelle arrivée à la présidence inquiéterait davantage les dirigeants allemands que celle d'Edouard Balladur ou de Lionel Jospin ? Ce n'est pas sûr. D'une part parce que ce débat entre la priorité à l'emploi et la priorité au monétaire travaille sourdement la France depuis trois ans et que le moment est peut-être venu de crever l'abcès. D'autre part parce que Jacques Chirac est allé, dans son discours du 16 mars sur la politique étrangère, plus loin qu'aucun autre candidat dans la volonté de concertation avec Bonn, en proposant que les deux pays définissent une position commune sur la réforme à laquelle doit procéder l'Union européenne en 1996, ce qui n'était d'ailleurs peut-être pas des plus habiles à l'égard des autres pays membres.

Quant aux relations avec les Etats-Unis, elles restent sous la pression plus ou moins efficace d'archéo-gaullistes qui souvent se trompent de sujet. Là aussi la vie quotidienne est rude. Mais, si on défend les intérêts de la France en obtenant de haute lutte l'appui des partenaires européens dans les négociations sur le GATT, on ne les défend pas en revanche, pas même peut-être sur le plan commercial, en se montrant conciliant, par anti-américanisme, avec Saddam Hussein. On ne les défend pas non plus en prenant à témoin l'opinion française de la « guerre » que nous livre la CIA. L'esclandre de Charles Pasqua, qui fut perçu outre-atlantique comme un manque de respect à l'égard du professionnalisme, n'a sans doute servi à rien de la cote de M. Balladur.

On défend aussi les intérêts de la France en faisant germer l'idée d'une défense européenne qui peu à peu prendra corps. On les défend en refusant le repli sur soi, en étant la seule puissance européenne disposée à intervenir sur des théâtres extérieurs, en s'imposant sur le terrain de la sécurité comme leader en Europe et vrai partenaire des Etats-Unis. Cela implique des redéfinitions, un réaménagement du statut de la France dans l'OTAN que François Mitterrand, plus crispé que bien des gaullistes sur le dogme fondateur, n'a pas voulu opérer.

Quoi qu'on pense de la politique qu'il a menée depuis quatorze ans, de sa présomption, de ses échecs – dont le plus grave aura été la gestion européenne de la crise yougoslave –, force est de reconnaître qu'il laisse la France en situation, si elle le veut, de refuser le repli sur soi, de jouer sur la scène internationale un rôle particulier, objectivement au-dessus de ses moyens, mais qu'en Europe et dans d'autres parties du monde on attend d'elle.

Claire Tréan

RECTIFICATIF

INTELLECTUELS

Un point de vue d'André Glucksmann, cité dans notre article « Les intellectuels saisis par le doute à l'approche de l'élection » (notre édition du 20 avril) a été déformé par erreur. Il fallait lire : « Lorsqu'aucun des candidats ne s'engage clairement et distinctement à soulever ces questions vitales [que sont la Bosnie, le Rwanda, le militarisme russe, l'intégrisme, le terrorisme], comment le citoyen peut-il authentiquement s'engager pour l'un d'eux ? », et non pas « [l'une d'elles] », comme écrit par erreur.

AU FIL DES PAGES / Politique

L'Elysée et ses hôtes de passage

LA présidence de la République, son siège (le palais de l'Elysée), la fonction, telle qu'elle s'affirme sous la Cinquième République, les hommes qui l'ont occupée, la culture qui les définit, le rôle de leurs épouses, autant de sujets d'études que la fin du septennat et le renouvellement présidentiel remettent dans l'actualité.

Pour la vingt-deuxième fois depuis 1848, la France républicaine va élire son président. Gonzague Saint-Bris le rappelle dans le dernier tome de sa trilogie sur « la fin des choses » et le passage de la monarchie à la république, via l'empire : après *Les Dynastes brisés* et *Les Aigles dispersés*, voici *Les Septennats évanouis* ou le cercle des présidents disparus.

L'auteur guide son lecteur dans une galerie de portraits, dont les personnages ont eu des destins inégaux. Comme le note François Mitterrand, en conversant avec Gonzague Saint-Bris, la III^e République, par exemple, n'a pas toujours porté à sa tête les hommes qui semblaient s'imposer. La V^e a, semble-t-il, été plus pertinente, au moins jusque-là, car l'actuelle élection se caractérise aussi par la qualité des absents qui auraient pu y figurer, ce qui ne signifie pas que les présents en soient démunis.

Notre guide n'a aucun mal à constater que la survivance monarchique est grande dans le système républicain, aux dépens peut-être de sa veine démocratique.

Sans doute se reconnaissait-il davantage dans la jeunesse et le modernisme de la candidature giscardienne en 1974, mais l'écrivain et le romancier ne sont pas insensibles au parfum romanesque et littéraire des septennats mitterrandiens : cela nous vaut le récit de voyages et de conversations avec le président sortant en forme d'adieu, débarrassé de toute solennité.

Les « femmes de président » ont, au fil des septennats, pris de plus en plus d'autonomie à l'égard de leur mari

C'est un lieu commun de constater combien François Mitterrand porte en lui son passé et sa culture. Sans doute en était-il de même de ses prédécesseurs, même s'ils le montraient moins : il suffisait d'aller y voir. Claude Lelièvre et Christian Nique y sont allés, sans le vouloir ! Curieux de savoir quelles étaient les conceptions des présidents de la Cinquième République en matière d'éducation nationale, ils ont découvert ce que cette éducation avait fait d'eux. Leur ouvrage, *L'Ecole des présidents*, n'est donc pas un manuel destiné à l'apprentissage du prochain élu, c'est une plongée dans les cursus scolaires et culturels d'un saint-cyrien nationaliste (Charles de Gaulle), d'un normalien conservateur (Georges Pompidou), d'un polytechnicien énarque et libéral, d'un sciences-po socialiste.

Le dessein des auteurs est de repérer en quoi ces formations ont influencé l'action des présidents successifs. C'est l'occasion de revenir dans le détail sur nombre de réformes, réussies ou non, de l'éducation nationale et, au fond, de voir comment celle-ci a agi sur elle-même, par l'intermédiaire de quatre de ses plus brillants sujets.

Claude Pasteur raconte l'histoire du palais de l'Elysée, qui est celle de ses hôtes, de ses affectations, de ses transformations successives. L'historienne ne boude pas l'anecdote, dans un lieu qui s'y est prêté plus qu'on ne l'imagine eu égard à son actuelle solennité, et elle relève que les femmes y ont joué, plus ou moins officiellement, un rôle qui n'est pas négligeable. Sous la Cinquième, les épouses des présidents ont eu à déterminer le leur, qui n'a pas de réalité au regard de la Constitution.

Delphine Le Guay a étudié ce qu'en avaient fait MM^{es} de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing et Mitterrand. L'auteur trace leurs portraits, revient sur leurs années de formation et sur le style propre à chacune d'entre elles dans l'exercice de cette fonction délicate, car elle est à la fois discrète et publique. Elle note que les « femmes de président » ont, au fil des septennats, pris de plus en plus d'autonomie à l'égard de leur mari.

Leur influence sur l'exercice de la charge présidentielle est difficile à apprécier, mais on a vu a contrario qu'elle pouvait être grande, puisque l'une des raisons personnelles invoquées par Jacques Delors pour renoncer à la candidature était, relève Delphine Le Guay, l'opposition de sa femme.

André Laurens

★ *Les Septennats évanouis*, Gonzague Saint-Bris, J.-C. Lottès, 317 pages, 119 F. *L'Ecole des présidents*, Claude Lelièvre et Christian Nique, Editions Odile Jacob, 382 pages, 140 F. *L'Elysée, histoire secrète et insidieuse*, Claude Pasteur, Taillandier, 297 pages, 130 F. *Femmes de président*, Delphine Le Guay, France Empire, 266 pages, 120 F.

par Paul Granet

M. Chemetov dénonce « la dictature des grandes entreprises qui favorise les ententes » et également « les entreprises moins qualifiées que d'autres qui prennent les marchés ». Ce qui semble contradictoire. En clair, on ne peut dénoncer à la fois les PME locales (soupçonnées de moindre qualification) et les entreprises nationales (accusées de collusion). Le danger des ententes est réel... Le correctif, évident, est de permettre au maître d'ouvrage de choisir le

La décentralisation n'a pas eu que des aspects négatifs. Elle a permis aussi d'« abonder » les enveloppes financières. Les politiques de réhabilitation, de logement en milieu rural, de réserve foncière seraient pratiquement

En sus, pour ces dernières, et notamment pour celles qui ne peuvent pas payer un loyer supérieur aux allocations qu'elles reçoivent de l'Etat (l'APL, aide personnalisée au logement), construire au moindre coût est inévitable. Aux ingénieurs et architectes d'innover (faut-il avoir honte de rechercher l'économie ?). Et à la solidarité nationale (à travers le budget de l'Etat) de jouer.

Rien n'est parfait, rien n'est défini.

Paul Granet, ancien ministre, est président de l'OPAC de l'Aube.

Paul Granet, ancien ministre, est président de l'OPAC de l'Aube.

par Georges Mercadal

**Il ne faut rien
laisser dans l'ombre
en matière de coûts**

Mais, puisqu'un vent moralisateur parcourt toutes les professions, il ne faut rien laisser dans l'ombre et, dans le domaine des coûts, dire que tout pourcentage rajouté à la construction est finalement payé par le locataire. Fût-il instauré par des règlements ou des

Aujourd'hui les choses vont plus loin : nous ne sommes pas seulement seuls, nous sommes attaqués. Parce que nous ne voulons pas loger les plus démunis d'importance comment, on veut faire croire que nous ne voulons pas les loger. Parce que nous ne voulons pas voir les coûts de la construction grimper d'importance comment, on veut faire croire que nous ne sommes contre l'architecture, nous sommes contre l'architecture, nous sommes contre la qualité, et maintenant, ô comble, contre la transparence des marchés publics, comme l'a dit dans ces colonnes le président de l'ordre des architectes, puisque nous n'accédons pas à toutes ses demandes en matière de rémunération.

Ces débordements signifient-ils que le logement social est devenu un enjeu tel qu'il faut profiter des affaires qui touchent une dizaine d'entre eux pour discréditer tous les organismes d'HLM, faire oublier leur rôle et jamaïs cela.

Georges Mercadal est délégué général de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM.

**SEALINK DIT:
PROFITEZ QUE LES CLOCHES
SOIENT À ROME
POUR DÉCOUVRIR
LA GRANDE-BRETAGNE.**



Pour un n

5 JOURS A R
459F
 TOUTES LES
 A PAGES 100

هكذا امن الأصل

Pour un nouveau contrat

par Jacques Charlin

LES chiffres sont là, froids, objectifs : presque deux millions de logements vacants et presque autant de sans-abri ou de mal-logés. Un raccourci facile et indigne d'un Etat de droit consisterait à utiliser par la force les premiers au profit des seconds. On parlerait alors de réquisition, voire d'expropriation. Est-il bien raisonnable d'agir sous la pression des événements ?

Car depuis une loi du 22 juin 1982 (dite loi Quilliot), « le droit à l'habitat est un droit fondamental » (art 1^{er}) de notre République.

Mais qu'ont donc fait les hommes politiques depuis treize ans ? Ils ont fait supporter le prix de leur politique médiocre, d'une part aux propriétaires (à raison d'une lourde fiscalité des revenus fonciers) et, d'autre part aux contribuables (51,2 % des ménages) à raison du coût des constructions d'habitation à loyers modérés, dont on sait parfaitement qu'il est très élevé tant en investissement, et en fonctionnement, qu'en sécurité, du fait des concentrations incontrôlables que ce type d'habitat crée inévitablement, sans parler des démolitions.

La loi relative à l'habitat de l'été dernier a prévu que le gouvernement doit, dans un délai de deux ans, présenter au Parlement un rapport sur un dispositif qu'elle met en œuvre. Celui-ci, de façon relativement jeune, ne fait qu'organi-

ser administrativement la précarité. La question de fond demeure. Pour essayer de répondre positivement au problème posé, nous retiendrons deux évolutions lourdes de notre société :

1. D'une part, la France n'est plus à reconstruire, à la différence de 1954, et l'on ne peut fermer les yeux sur le risque de saturation du marché immobilier, déjà perceptible dans certains secteurs. Une surabondance de logements détournerait l'épargne de l'investissement locatif au détriment des locataires. Une chute du prix des locations aurait par ailleurs des effets pervers sur l'état des biens loués.

L'Etat devrait nouer de nouvelles relations juridiques avec les investisseurs intéressés par l'immobilier

Faut-il continuer à construire, sans réflexion, des logements sociaux coûteux alors qu'un parc de logements vides existe ?

2. D'autre part, face à l'exclusion, à la misère des personnes à faible ressource, l'Etat est condamné à fournir des logements à toute une frange de la

population, qu'il n'est pas forcément utile de concentrer en périphérie des mégapoles alors que le redéploiement rural de la France est à l'ordre du jour.

Pour tenir compte de ces tendances, ne pourrait-on réfléchir autour des idées suivantes ?

— L'Etat garantirait le paiement des loyers pendant une période à long terme et la remise en état des lieux à tout propriétaire qui s'engagerait à loger des personnes présentées par lui ne disposant pas de ressources suffisantes.

Le système actuel qui consiste à émettre des emprunts à taux garantis faiblement fiscalisés, pour permettre à l'Etat — dont ce n'est pas forcément la vocation — de construire des logements, fort coûteux, mal entretenus, générateurs de ghettos, est-il plus légitime que la garantie de revenus fonciers à des propriétaires particuliers ou autres sur une période longue, à fixer contractuellement ?

Cette solution n'aurait-elle pas une incidence dans les domaines suivants ?

— le budget consacré au logement serait modifié dans son volume et dans son adaptation aux besoins véritables (besoin de fonctionnement et non plus d'investissement) ;

— la concentration urbaine serait évitée et l'intégration (avec ses gains en dépense de sécurité) serait améliorée ;

— l'aménagement du territoire serait facilité par incitation des

populations à gagner ou regagner des zones rurales abandonnées ;

— des améliorations architecturales seraient apportées notamment par entretien et rénovation des centres de villages vides et arrêt des venues périurbaines ;

— le marché immobilier locatif serait régulé en cas d'insuffisance, par signature de contrats de location à long terme avec des investisseurs (les vendeurs de SCI seraient sûrement intéressés) ;

— l'entretien des logements serait contrôlé par des propriétaires, traitant directement avec les entrepreneurs du bâtiment, évitant ainsi les « bureaux d'études » des collectivités locales.

L'Etat et le public disposent par ailleurs d'un corps de juristes, d'officiers publics spécialisés dans l'immobilier, le droit de la famille et les contrats, répartis sur tout le territoire. La mobilisation de ceux-ci par une rémunération adaptée serait aisée. Outre la rédaction des actes, ils pourraient contrôler les financements, les facturations, faire les états des lieux, et mettre au point les relations juridiques qui pourraient exister entre l'Etat et les investisseurs intéressés par la garantie étatique de location.

Moins onéreuse, nous semblait-il, cette solution nécessite une véritable politique à long terme.

Jacques Charlin est professeur associé à l'université Jean-Moulin (Lyon-III).

La décentralisation en danger ?

par Jean-Marc Ohnet

LA surenchère dans la dialectique de « la réforme », à laquelle se livrent les candidats à l'élection présidentielle, a de quoi laisser perplexe si l'on considère la difficulté des acteurs de la puissance publique à conduire à leur terme certaines réformes stratégiques déjà engagées. Ainsi de la décentralisation — dont il est juste de rappeler (bien qu'elle semble elle-même l'avoir oublié) que l'initiative doit être mise à l'actif du bilan de la gauche — qui ne paraît plus seulement « en panne », mais bien menacée de remise en cause et d'effacement.

On a longtemps considéré la décentralisation comme une réussite gestionnaire et un échec politique. Dans la décennie 80-90, sa contribution à l'équipement des régions et au développement des territoires a été essentielle — et d'autant plus remarquable qu'elle s'est accompagnée d'une formidable modernisation des administrations locales et du management public territorial. Le revers de cette réussite est connu : une organisation institutionnelle trop complexe, incompréhensible pour le citoyen, et une réforme de caractère « notabiliaire », qui a permis la mise en œuvre de politiques de proximité mais n'a induit aucun véritable approfondissement de la démocratie.

Cette analyse demeure juste. Toutefois, elle ne paraît plus aujourd'hui totalement satisfaisante, pour au moins trois raisons.

La grande réforme des années 80 est en train de devenir une lourde machine à gérer, sous l'œil du Contremaître

La première tient aux impasses de la réforme. Impasse sur le rôle de l'Etat, qui a du mal à trouver ses marques, à engager sa propre modernisation et à définir de véritables projets structurants ; impasse sur la recomposition stratégique des espaces territoriaux (nos régions ne sont pas à niveau, et nous souffrons d'un déficit de coopération locale) ; impasse sur la solidarité des territoires (qui appelle une réforme de la fiscalité locale et une péréquation régionalisée des ressources) ; impasse, enfin, sur la France dans l'Europe, alors que l'internationalisation des échanges implique à la fois d'organiser la subsidiarité et l'interaction des territoires.

La seconde est d'ordre politique. Les effets dévastateurs de la mise en cause — sans nuances — dont la décentralisation a fait l'objet dans les débats sur la corruption ont entamé l'image, sinon le consensus positif, dont elle bénéficiait. Il risque d'être d'autant plus long et difficile à reconstruire que la dé-

centralisation a toujours souffert d'un déficit de « lisibilité », que les fractures sociales liées au chômage et à l'exclusion placent en première ligne des élus qui ne disposent pas de véritables moyens pour y faire face — et que le développement de la démocratie d'opinion exclut de plus en plus du « jeu » le champ du « local », tout en important dans un mouvement brownien les institutions et les procédures de la démocratie représentative.

La troisième raison tient aux risques de remise en cause et d'effacement de la décentralisation elle-même, qui est en train de devenir peu à peu une lourde machine à gérer, sous l'œil du Contremaître. Engluées dans l'incertitude du droit et le statu quo institutionnel et fiscal, les collectivités locales (et singulièrement les grandes villes et les départements) ploient sous l'aggravation des contraintes financières, la pression d'une demande sociale croissante, que nourrit le développement de l'exclusion, et restent mal armées face aux défaillances de l'Etat, qui a érigé en méthode de gouvernement le transfert subreptice de charges aux échelons territoriaux. Enfin, elles sont désormais clairement confrontées à un mouvement de recentralisation inavoué, diffus mais de plus en plus réel — et qui tend à une véritable subversion de l'esprit des lois.

La décentralisation doit ainsi faire face à un triple danger : celui de voir sa réussite gestionnaire menacée par une conjonction économique défavorable et le conservatisme financier et fiscal de l'Etat ; celui de servir d'exutoire à la crise du politique ; celui d'être « vitrifiée » par une lecture étatique de plus en plus restrictive des notions de « libertés » locales. Alors qu'il s'agit aujourd'hui de refonder l'autonomie locale sur le socle d'une légitimité politique et démocratique, il ne semble émerger de cette récession qu'une vision administrativement correcte des enjeux territoriaux — dont témoignent les diverses « propositions » aujourd'hui avancées par les candidats à l'élection présidentielle. Réclamer la « clarification des compétences » — plus facile à dire qu'à faire — ne mange pas de pain. Quant à l'élaboration d'un « pacte » ou d'un « contrat pluriannuel » entre l'Etat et les collectivités, elle fait irrésistiblement penser à ces étreintes fatales dans lesquelles on meurt étouffé mais heureux.

Ainsi, dans l'inconscience et l'indifférence, la grande réforme des années 80, qui avait été conçue comme une dynamique de transformation de l'Etat, des institutions et de la démocratie, risque-t-elle, si nous n'y prenons garde, de finir emballée sous vide, sans que le citoyen l'ait jamais vue réellement passer...

Jean-Marc Ohnet est secrétaire général de l'Institut de la décentralisation et directeur de la revue « Pouvoirs locaux ».

COURRIER L'ÉQUITÉ ENTRE LES ASSURÉS SOCIAUX

On augmente donc la CSG et, dans le même temps, on abaisse de 5 % le taux de remboursement de l'assurance-maladie : tel serait le remède au déficit de la Sécurité Sociale. On parle alors d'égalité des droits, d'égalité devant l'impôt, de solidarité nationale et, plus récemment, d'une nouvelle notion qu'introduit Alain Minc dans la discussion sur les fondements du contrat social : l'équité !

L'homme de la rue ne fait guère entendre sa voix, ni connaître son opinion dans ce débat, monopolisé, comme toujours, par ce qu'il est désormais convenu d'appeler les « élites ». En ma qualité de modeste électeur, je voudrais pourtant avoir le droit de dire à ces super-cerveaux qu'en fait je ne crois guère à la sincérité de leurs ardentes déclarations sur l'égalité ou l'équité, sachant très bien que ces messieurs jugent, à commencer dans leur propre cas, que certains citoyens ont le droit de s'autoqualifier comme « plus égaux que d'autres » ! Comment justifier, par exemple,

au chapitre de la maîtrise des dépenses, que le PDG ou le fortuné de naissance puissent, équitablement, prétendre au même taux de remboursement des médicaments qui leur sont prescrits que celui dont bénéficie un modeste salarié à 5 800 francs par mois ?

Les puissants moyens informatiques d'aujourd'hui permettraient d'établir une modulation des taux de remboursement adaptée aux revenus. Il suffirait que chaque Français adresse tous les ans à la caisse maladie dont il relève, la photocopie de sa feuille d'imposition, ainsi d'ailleurs qu'on le pratique déjà à la demande de nombreux organismes.

Tant que l'on admettra qu'il est normal de rembourser la boîte d'antibiotiques à un salarié, tel M. Bettencourt, au même taux que celui qu'on applique au cantonnier de ma localité, il restera loisible d'évoquer une « égalité », aussi formelle qu'absurde, mais interdit de parler d'équité véritable.

Mario Fabre
Le Mesnil-Saint-Denis,
Yvelines

IL DIT:
LES CLOCHES
À ROME
COUVRIR
BRETAGNE



5 JOURS A/R
459 F
1 VOITURE ET JUSQU'À 4 PASSAGERS.

10 JOURS A/R
VOITURE
489 F
PASSAGER SUP.

1 JOUR A/R
149 F
1 VOITURE ET JUSQU'À 9 PASSAGERS
UNIFORMEMENT SUR LA LIGNE CALAIS-DOUVRES
ET 60% DE BON D'ACHAT À BORD.

Quand que les cloches sont à Rome, venez écouter Big Ben à Londres : SEALINK fait des allers/retours pour 1, 3, 5 et 10 jours à partir de 149F. Et n'oubliez pas nos séjours à Londres, SEALINK vous propose une nuit en B&B à partir de 345F** par personne, une nuit en B&B à partir de 390F** par personne.

Pour en savoir plus, demandez la brochure Outre-Manche SEALINK à votre agent de voyages.

Offres valables jusqu'au 30 mai 1995 sur toutes les lignes, dans la limite autorisée par les compagnies maritimes. Pour bénéficier de ces offres, rendez-vous dans les agences SEALINK ou contactez-nous par téléphone. Réservez votre voyage au plus tard la veille du départ.

Offres de voyages préférentiels, réservation obligatoire au plus tard la veille du départ.

Offres disponibles à port. Les billets ne peuvent être ni remboursés, ni échangés.

Les conditions ne sont pas les mêmes. Il vous sera demandé de régler un billet aller-retour au tarif normal en vigueur au moment du retour. Offres valables dans la mesure des places disponibles.

Caravanes et réservations non autorisées.

* Bon valable dans tous les points de vente à bord des navires à l'aller ou au retour. Bon remis au capitaine à Calais.

** Base 1 voiture + 4 personnes - hébergement et traversées comprises.

SEALINK
LES PONTS SUR LA MANCHE

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 21 AVRIL 1995

AUTOMOBILE Le groupe PSA Peugeot-Citroën a annoncé le 20 avril un bénéfice net de 3,1 milliards de francs pour 1994, contre une perte de 1,4 milliard en 1993. Ce résultat est

comparable à celui de son rival français, Renault, bénéficiaire de 3,3 milliards de francs l'an dernier, tout comme le sont leurs chiffres d'affaires et leurs effectifs. ● CES

CHIFFRES ANALOGUES occupent une différence de fond : le groupe dirigé par Jacques Calvet a gagné de l'argent avec ses voitures alors que le constructeur présidé par Louis

Schweitzer a réalisé l'essentiel de ses bénéfices sur ses activités financières. ● LE PARI de Jacques Calvet de faire de son groupe le numéro deux européen, envisageable en 1994, devient

moins réaliste cette année. ● RESTE L'AMBITION de revenir aux États-Unis. Le groupe de Sochaux devrait décider en juillet prochain d'une possible implantation américaine.

Le groupe PSA a enregistré en 1994 un bénéfice de 3,1 milliards de francs

Le profit de PSA Peugeot-Citroën est équivalent à celui de Renault. Mais cette ressemblance des deux constructeurs français cache de grandes différences.

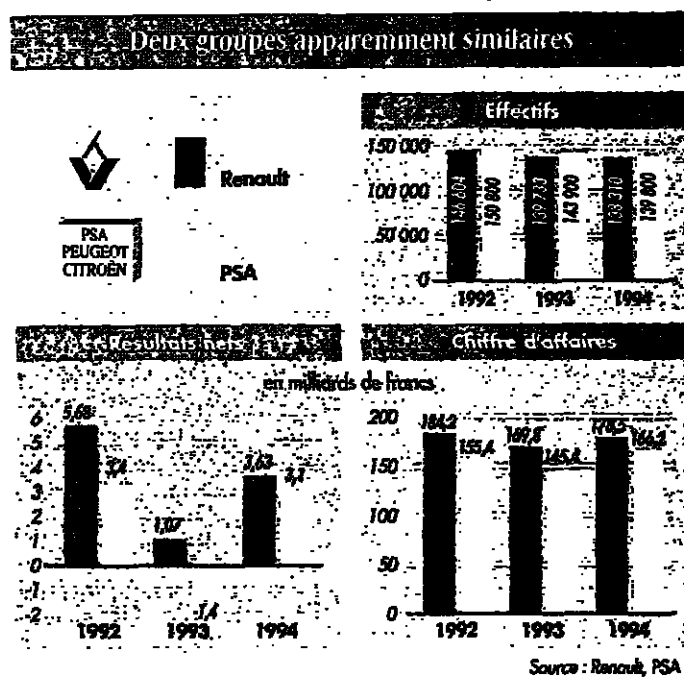
PSA Peugeot-Citroën a renoué avec les bénéfices en 1994. Après avoir perdu 1,4 milliard de francs en 1993, le groupe de Jacques Calvet a annoncé, jeudi 20 avril, un résultat net de 3,1 milliards, pour un résultat avant impôt de 4,5 milliards de francs. Un chiffre comparable à celui de son principal concurrent, Renault, dont le résultat avant impôt s'est élevé l'an dernier à 3,3 milliards de francs (contre 1,19 milliard en 1993). Une fois de plus, les deux constructeurs français, que la crise du marché automobile en 1993 avait fortement distingués sur le plan financier, apparaissent très proches : PSA emploie 139 800 personnes, Renault 138 310 ; le groupe de Jacques Calvet a réalisé en 1994 un chiffre d'affaires de 166,2 milliards de francs, celui de Louis Schweitzer 178,5 milliards.

Mais cette similitude n'est qu'apparente. Renault a dégagé l'an dernier une marge opérationnelle de 480 millions de francs seulement sur ses activités automobiles (290 millions) et véhicules industriels (190 millions). C'est ce seul chiffre qui est comparable aux 7,3 milliards de francs de résultat d'exploitation de PSA. Une comparaison qui révèle toute la distance qui sépare les deux constructeurs : PSA Peugeot-Citroën a gagné de l'argent avec ses voitures, Renault essentiellement avec ses activités financières.

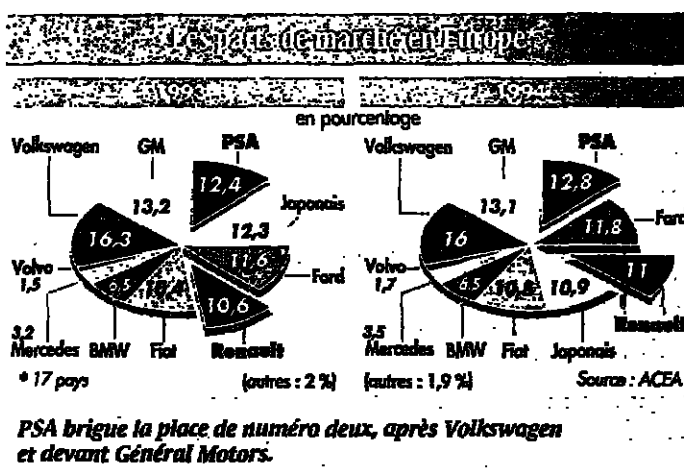
A l'origine de cet écart, d'abord,

un effet volume bien moins important pour Renault que pour PSA : le premier a vu son chiffre d'affaires augmenter de 5,2 % en 1994 par rapport à 1993, le second de 14,3 %. Les marques au lion et aux chevrons ont eu plus de succès l'an dernier que leur concurrente nationale : les immatriculations des premières se sont accrues de 12,8 %, celles de la seconde de 5,7 %. Renault a subi un effondrement du marché turc l'an dernier, où ses ventes sont tombées à 74 704 unités, en diminution de 47,8 %. Ce qui n'a pas manqué de se répercuter sur les bénéfices du groupe. « Ses déboires sur le marché turc ont valu à Renault un manque à gagner d'environ 1 milliard de francs, en termes de résultat d'exploitation, par rapport à 1993 », estime un analyste.

Mais surtout, PSA possède un « mix produit » (répartition de l'offre du constructeur entre petites, moyennes et grandes voitures) qui lui est nettement plus favorable que celui de Renault. La Super cinq, la Twingo et la Clio ont représenté, en 1994, 53 % des ventes de l'ex-Régie. La 205, l'AX et la 106, leurs homologues chez Peugeot et Citroën, n'ont participé aux ventes de PSA qu'à hauteur de 32 %. Les petites voitures ne sont pas les plus rentables, d'autant qu'elles ont constitué la majeure partie des « Balladettes », bénéficiant très souvent de promotions importantes sur leur prix. Le lancement de la Laguna en Europe, qui s'est étalé sur toute l'année 1994 (les modèles Diesel ne sont commercialisés en France que depuis septembre), n'a pas permis à Renault de compenser la baisse des ventes de la R19, dont la remplaçante devrait voir le jour avant la fin de l'année. La Safrane n'a pas remporté le succès escompté. Inversement, les ventes des Xantia et Evason chez Citroën, des 306 et 806 chez Peugeot, ont largement



En 1993, la dépression du marché automobile a plongé PSA dans le rouge.



PSA brigue la place de numéro deux, après Volkswagen et devant General Motors.

compensé la diminution d'immatriculations des 405, en fin de vie. De surcroît, le remodelage des XM et 605 en juillet 1994 a permis de relancer ces modèles. En France, les ventes de la 605 sont passées de 400 exemplaires par mois en juillet dernier à 1 200 unités par mois en décembre.

1995 devrait être moins néfaste pour Renault, qui bénéficiera à plein de l'effet Laguna, et qui mettra sur le marché la remplaçante de la R19. Les coûts de revient devraient être abaissés puisqu'elle existera en deux versions, berline et mini mo-

mentre 1995 et qui a même baissé de 2,3 % en mars. Tous deux considèrent les mouvements actuels de change très dangereux. « Il y a un bénéfice d'une lire extrêmement compétitive, n'en finit pas de gagner des parts de marché. Tous deux souhaitent s'internationaliser et gagner du terrain en Amérique latine, en Asie et en Europe orientale et centrale. PSA songe même à revenir aux États-Unis... »

Renault devrait toutefois être mieux à même de préparer l'avenir : complètement désendettée - alors que PSA affiche encore un endette-

Une ambition américaine

En 1994, les ventes de PSA-Peugeot Citroën hors d'Europe occidentale se sont accrues de 4,3 % pour atteindre 255 000 véhicules (195 100 pour Automobiles Peugeot et 59 900 pour Automobiles Citroën), soit 12,8 % des ventes totales. Un pourcentage (qui devrait monter à 25 % selon les objectifs de Jacques Calvet. L'Amérique latine et l'Asie sont aujourd'hui les principaux axes du développement à l'international du groupe.

Peugeot est donc présent partout... sauf en Amérique du Nord, où le groupe pourrait bientôt revenir. En juillet prochain, Jacques Calvet devrait se prononcer sur l'éventualité d'une implantation américaine. Certains analystes évoquent l'intérêt que pourrait avoir PSA à participer, aux côtés de Kirk Kerkorian et de Les Leacocca, à l'offre publique d'achat lancée sur Chrysler. « Un moyen de remettre les pieds outre-Atlantique sûrement plus économique qu'une implantation industrielle assortie de la mise en place d'un réseau de distribution », commente un analyste.

nospace, dont 80 % des composants seront identiques. PSA exploite depuis longtemps ces économies d'échelle en faisant jouer les synergies entre ses deux marques. « La nouvelle AX, prévue pour 1996, devra probablement beaucoup à l'actuelle 106 », souligne un analyste.

Pour l'avenir, les deux constructeurs français reconnaissent que la visibilité est mauvaise. Tous deux sont conscients de la mollesse du marché, qui n'a augmenté en Europe que de 1,5 % au premier tri-

ment financier net de 1,6 milliards de francs, contre 16,7 milliards un an plus tôt -, l'ex-Régie maintient un effort d'investissement important, alors que celui de PSA régresse. Elle n'a pas hésité au dernier Salon de Genève à présenter un spider sans capote, symbole d'unemarket innovante et insolente qu'elle n'était plus. Encore faut-il que ce symbole devienne celui d'une marque rentable.

Virginie Mallgren

Talonné par Fiat

Jacques Calvet, PDG de PSA Peugeot-Citroën, alimentera bien que son groupe détienne enfin General Motors de sa deuxième place en Europe. Si le constructeur avait failli y parvenir l'an dernier, il pourrait voir s'éloigner cette perspective en 1995. La part de marché de PSA sur les trois premiers mois de l'année s'est élevée à 12,3 %, contre 12,6 % au premier trimestre 1994 et 12,8 % sur l'ensemble de l'année dernière. Alors que son rival américain a, lui, maintenu sa part de marché à 13 %. A l'origine de cette perte de terrain, notamment, la fin de vie de la 405, dont la remplaçante ne verra le jour qu'en octobre.

Avec une part de marché de 12,3 %, le groupe de Jacques Calvet pourrait même perdre sa place de numéro trois au profit de Fiat. Le constructeur italien n'en finit pas de progresser : au premier trimestre 1995, sa part du marché européen (dix-sept pays) a atteint 12,2 %, talonnant dangereusement celle de PSA, alors qu'elle n'était que de 11 % sur la même période de l'année dernière. Le groupe de Turin a bénéficié de la dévaluation de la lire, mais aussi du succès de la Punto et d'une politique commerciale très agressive.

DANS SON BUREAU dominant Central Park, au cœur de Manhattan, James E. Preston, soixante ans, affiche un sourire satisfait : Avon, le groupe de cosmétiques qu'il préside, revient de loin. Les heures noires de la fin des années 80 sont oubliées, quand les raiders - Amway Corp., Mary Kay, Irwin Jacobs ou encore Chartwell - multipliaient les tentatives d'offres publiques d'achat (OPA). Aujourd'hui, le groupe new-yorkais a renoué avec la croissance et la rentabilité.

Dans sa suite de l'Hôtel Bristol, à Paris, Yoshiharu Fukuhara, soixante-quatre ans, PDG du groupe Shiseido, affiche l'humour tranquille de ceux qui ont le temps. Depuis qu'il y a cent vingt-trois ans son grand-père, Yushin, pharma-

cien dans la marine japonaise en rupture avec le pouvoir et son commandement, s'installa à son compte en créant dans le centre de Ginza la première pharmacie occidentale de l'empire du Soleil-Levant, Shiseido s'est patiemment imposé comme la seule vraie marque de luxe japonaise.

Avon, Shiseido... Deux groupes en position d'outsiders dans l'univers éclaté de l'industrie des cosmétiques. Deux groupes distancés par les trois premiers mondiaux : L'Oréal, d'abord, riche avec 51 milliards de francs de chiffres d'affaires pro forma d'une gamme de produits allant du shampooing familial Dop aux parfums Lanvin ; Procter & Gamble et Unilever, ensuite, deux « lessiviers » partis à la conquête de l'univers du luxe (Le Monde du 24 mars).

Alors que le groupe français et ses deux rivaux immédiats « ont choisi le choc frontal », comme le note Alain Petitjean, directeur du cabinet Eurostat, Avon et Shiseido qui occupent, alternativement, les quatrième et cinquième rangs mondiaux, ont pris, eux, des chemins de traverse. L'américain privilégie les seuls produits grand public, cède ses marques de prestige (les parfums Stern à Sanofi, Giorgio Beverly Hills à Procter & Gamble), se recentre sur son mode de distribution : la vente à domicile assurée par ses « ambassadrices ». Le groupe nippon, en revanche, se construit patiemment une image de luxe, jouant du long terme et du parrainage, cherchant à s'imposer dans les parfums que les Japonais, pourtant, pour des raisons culturelles, ne prennent guère...

Deux stratégies différentes, presque opposées, aux résultats pour l'instant très divergents. Avon fait une percée spectaculaire dans les nouveaux pays industrialisés, quand Shiseido tarde à s'internationaliser et voit ses ventes stagner

sur un marché intérieur en récession. C'est, en effet, une véritable résurrection que connaît Avon. « Au début des années 80, mon prédécesseur avait choisi la diversification. Des produits chimiques aux produits pharmaceutiques, tout était bon », raconte James E. Preston. L'endettement a suivi. Nul en 1982, il atteignait 1,138 milliard de dollars en 1988... l'année de mon arrivée. » Le changement de cap est alors brutal et le désendettement devient un impératif. « Pendant des années, tout le cash-flow y est passé au détriment de l'investissement productif », raconte encore le PDG d'Avon. Mais le but est atteint et le groupe fait des choix qui se révéleront aujourd'hui judicieux.

Alors que l'américain privilégie le grand public, le groupe nippon se construit patiemment une image de luxe

Priorité est donnée à l'extension géographique. « Nous avons choisi de mettre à profit notre système de distribution pour nous implanter ou nous renforcer en Asie du Sud-Est et en Amérique latine », explique M. Preston. Cette année, Avon s'implantera en Inde, en Ukraine, en Roumanie puis, peut-être, en Afrique du Sud et au Vietnam. Autant de pays ayant une infrastructure commerciale inégalement développée, mais qu'Avon peut conquérir grâce à des « ambassadrices » d'autant plus motivées que leurs revenus font vivre toute la famille.

Aux États-Unis et en Europe oc-

cidentale, en revanche, où le système de distribution directe est sévèrement concurrencé par les « premiers prix » des grandes surfaces et autres hard discounts, Avon s'ouvre à la vente par correspondance. « Par lettre, par téléphone, par télécopie et, en France, par Minitel », insiste son PDG.

Le groupe américain élargit son offre. Il propose dans de nombreux pays, désormais, la lingerie et les bijoux figurant déjà dans ses 14 millions de catalogues imprimés chaque quinzaine aux États-Unis. « Le succès est fabuleux, se félicite James E. Preston. Notre chiffre d'affaires dans la lingerie dépasse les 500 millions de dollars, s'élève à 400 millions dans les bijoux et à 125 millions dans les produits pour la cuisine et la salle de bains. »

Pragmatique, la stratégie d'Avon qui fait travailler 30 000 personnes dans le monde (dont 8 000 aux États-Unis), se révèle efficace. Les ventes dans les pays émergents représentent 35 % du total. Le nombre des commandes passées aux États-Unis qui régressait de 1,5 % par an, a à nouveau progressé d'un million l'an dernier. Le rétablissement se lit dans les chiffres. En 1994, les ventes ont progressé de 11 %, s'élevant à 4,27 milliards de dollars (20,4 milliards de francs), et le résultat net s'est envolé de 48 % à 195,8 millions de dollars (939 millions de francs).

Shiseido ne peut en dire autant. « Nous avons toujours privilégié le long terme, assure Yoshiharu Fukuhara, troisième membre de la famille à diriger la société, venu fin mars à Paris participer à un colloque sur le luxe. C'est notre philosophie orientale qui veut cela », ajoute-t-il sans en donner vraiment de définition.

Quinze ans après son implantation en France, le groupe n'y réalise toujours que 600 millions de francs environ de chiffre d'affaires. Mai-

s, alors qu'il est présent au Japon dans l'alimentaire, les produits de toilette ou la pharmacie. « Il a réussi en France son ancrage dans le monde du luxe », assure Alain Petitjean, d'Eurostat, en rappelant le rachat en 1986 de Carita l'existence discrète des Salons du Palais-Royal Shiseido, ou, encore, la création réussie de Beauté Prestige International (BPI).

Cette filiale exploite les parfums « occidentaux » du groupe, l'Eau d'Issey (Issey Miyake), et la fragrance de Jean-Paul Gaultier. Son lancement « aux États-Unis en septembre 1994 a été un succès, souligne M. Petitjean. Au terme de la première semaine, les ventes réalisées dans les quarante-et-une magasins de la chaîne Saks Fifth Avenue ont franchi le cap des 300 000 dollars, battant le record précédent obtenu sur deux semaines par Casmir de Chopard... »

Mais la stratégie haute gamme de Shiseido a son prix : une internationalisation lente. Réalisées pourtant dans quarante-cinq pays, traditionnellement fortes à Taiwan et en Italie pourtant, les ventes hors Japon n'ont représenté l'an dernier que 6,5 % d'un chiffre d'affaires total de 549 milliards de yens (25 milliards de francs). Un handicap d'autant plus grand, que le marché nippon est en récession depuis des années. La croissance du groupe qui s'élevait encore à 13,3 % en 1991, est tombée à 7 % en 1992, 1,5 % en 1993 pour devenir négative pour l'exercice clos au 31 mars 1994 (-2,2 %).

Donnant sa définition d'une marque de luxe, Yoshiharu Fukuhara cite parmi les principaux critères, l'« existence sur la scène mondiale ». Shiseido a une image et un positionnement. Il lui manque encore d'affirmer définitivement sa présence.

Pierre-Arzel Gay

L'Espace Double Mixte, Villeurbanne, France
26 et 27 avril 1995

UNITÉ LA « MIXTE » DE L'INDUSTRIE EUROPÉENNE DU PAPIER

- Les cadres supérieurs, le personnel technique et de production des organismes de fabrication du papier de toute l'Europe sont invités à assister à Glassman, le salon international de la fabrication du papier.
- Venez découvrir la technologie et le matériel les plus récents.
- Venez rencontrer 130 fournisseurs de l'industrie.
- Assistez aux présentations gratuites des exposants.
- Heures d'ouverture: de 9 h à 17 h 30.
- Vous pouvez vous faire inscrire à l'antenne. Entrée libre, parking gratuit, catalogue gratuit.

Pour obtenir des détails supplémentaires, veuillez entrer en contact dès aujourd'hui avec:
Service Publicité/Relations Publiques,
FNU International Publications Ltd.
Tél.: (19 44 1737) 768611.
Télécopie: (19 44 1737) 761685.

هكذا أصل

L'industrie aéronautique allemande s'apprête à délocaliser massivement ses capacités

Dasa, filiale de Daimler, s'alarme de la sous-évaluation du dollar

Le chiffre d'affaires de Dasa a décliné de 7 % l'an passé à cause du recul des ventes d'avions. Ses pertes atteignent 435 millions de deutsche-

marks en 1994 (1,5 milliard de francs) contre 694 millions en 1993. L'équilibre devait être retrouvé cette année... si le dollar se stabilisait à 1,60 DM.

Valant 1,35 DM, le billet vert menace l'existence de la construction aéronautique européenne et va forcer à délocaliser.

MUNICH

de notre envoyé spécial

Dasa (Daimler-Benz Aerospace) voit l'avenir en noir. Après avoir subi des pertes de 435 millions de deutsche marks en 1994 (1,5 milliard de francs) contre 694 millions en 1993, le constructeur aéronautique allemand pour- rait rester déficitaire et supprimer 10 000, voire 20 000 emplois supplémentaires au cours des prochains mois si le dollar devait demeurer durablement sous-évalué.

Juste avant de présenter les chiffres du bilan annuel de la société, mercredi 19 avril à Munich, Jürgen Schrempp, patron de la Dasa et futur patron de la maison mère Daimler, a annoncé d'un air lugubre que le cours du dollar du jour avait atteint 1,35 mark, un plancher historique. Une véritable catastrophe pour le constructeur aéronautique allemand, dont 70 % des recettes sont libellées en dollars, alors que trois quarts de ses coûts sont en deutschemarks.

Cette évolution inquiétante prend place dans un contexte de concurrence internationale renforcée : en 1994, la Dasa (partenaire d'Aérospatiale dans Airbus) a vendu moins d'avions et vu son chiffre d'affaires reculer de 7 % (17,39 milliards de marks contre 18,62 milliards en 1993). Les pertes sont surtout à mettre au compte du néerlandais Fokker (déjà en faillite par la Dasa depuis deux ans) et du futur avion de combat européen (EFA).

La baisse brutale du billet vert rend inopérantes les mesures de réduction des coûts déjà enga-

gées. La chute du billet vert ne peut plus être combattue « avec des moyens conventionnels », selon les dirigeants de la Dasa. Autrement dit la couverture des changes ou les réductions de coût déjà engagées (-30 % chez Airbus sur cinq ans), ne suffisent plus à se défendre contre un dollar faible. En prévoyant le retour au profit opérationnel pour 1995, la Dasa était partie d'un scénario optimiste, selon lequel le dollar s'échangerait à 1,60 DM.

COOPÉRATION EUROPÉENNE

Les salariés de l'aéronautique allemande doivent s'attendre à de nouveaux coups durs. L'entreprise, touchée de plein fouet par le recul des dépenses militaires, a déjà dû réagir très brutalement à l'abandon du contexte de la guerre froide (la défense ne représente plus que 27 % du chiffre d'affaires du groupe, contre 50 % pour Aérospatiale). En 1993, 10 500 suppressions d'emplois avaient déjà été décidées (les effectifs étaient alors de 86 086 personnes). La fermeture de six sites industriels en Allemagne a été vécue, sur place, comme un drame.

Demain, les nouvelles suppressions d'emplois pourraient prendre la forme de délocalisations massives. D'ores et déjà, tout est mis en œuvre pour faire appel à des sous-traitants de la zone dollar. Plus radicalement encore, la Dasa considère que sa survie passe par le déplacement de capacités vers les pays de la « zone dollar », en particulier l'Asie. Un groupe de travail ad-

hoc présentera, en octobre, des propositions concrètes en la matière. En délocalisant, l'aéronautique allemande rejoint, avec quelques années de retard, la démarche des constructeurs automobiles, notamment celle de Mercedes, au sein même du groupe Daimler. Comme Louis Gallois, patron de l'Aérospatiale, Jürgen Schrempp parle d'une « menace existentielle » pour l'industrie aéronautique européenne. L'Aérospatiale française n'a jamais, jusqu'ici, envisagé d'effectuer la moindre délocalisation. Jürgen Schrempp prévient : « Nous pourrions être amenés à ne laisser en Allemagne que le noyau dur de nos capacités industrielles ».

Ces menaces peuvent être interprétées comme un appel au secours à l'adresse du gouvernement de Bonn. Celui-ci a déjà adopté en octobre 1994 un programme d'aides indirectes à l'industrie aéronautique, d'un montant total de 4 milliards de deutsche marks sur quatre ans

(essentiellement des aides à la recherche). « Si nous bénéficions de mêmes aides indirectes que nos concurrents américains, nous pourrions toucher 500 millions de deutsche marks en plus chaque année », selon Manfred Bischoff, président désigné de la Dasa.

Plus que jamais, le renforcement de la compétitivité du groupe passera par des coopérations industrielles européennes. Concernant les avions régionaux, M. Schrempp parle d'une « solution européenne », éventuellement à travers Airbus Industrie. Répondant à la récente alliance commerciale de British Aerospace et d'ATR (Aérospatiale et l'italien Alenia), la Dasa, propriétaire de Fokker, a conclu un accord avec le coréen Samsung, en mars. Sur ce créneau stratégique, dit Jürgen Schrempp, « rien ne se fera désormais sans nous ». Manfred Bischoff, jusqu'ici directeur financier, lui succédera à la tête de la Dasa à partir du 24 mai.

Lucas Delattre

Le gouvernement autorise la SNECMA à étudier un nouveau moteur

La société a aussi besoin d'une recapitalisation

LE GOUVERNEMENT français

a autorisé, mercredi 19 avril, le motoriste français Snecma à lancer un nouveau moteur, le CFMXX, de 43 000 livres de poussée. Ce nouveau réacteur doit être développé à parité avec son partenaire américain General Electric. C'est une bonne nouvelle pour le motoriste Snecma qui est dans une situation financière très difficile. En 1994, les pertes du motoriste se sont élevées à 2,18 milliards de francs contre 1,78 milliard. Celle-ci vise à couvrir les coûts des mesures d'adaptation et surtout le surcoût lié au lancement de trois moteurs simultanés avec son partenaire américain General Electric.

La Snecma anticipe pour 1995 de nouvelles difficultés avec un chiffre d'affaires de 8,8 milliards de francs contre 10,3 milliards en 1994 et des pertes d'un peu plus d'un milliard de francs. Snecma réclame une recapitalisation de l'Etat. Ses besoins s'élèveraient, de source syndicale, de 6 à 7 milliards de francs. Des chiffres qui n'ont

pas été démentis par la direction.

Avec un coût de lancement évalué à environ 5 milliards de francs, le CFMXX rend cette recapitalisation d'autant plus nécessaire. Bernard Dufour, le PDG, indique dans une interview à *La Tribune* du 20 avril que 3 000 personnes sur les 12 000 du groupe sont en sur-effectif. L'entreprise qui doit réduire de 15 % ses coûts en prévoyant 500 suppressions de postes cette année, va devoir « encourager les départs négociés ».

Le futur réacteur devrait motoriser la version allongée de l'Airbus A-340. Il devrait permettre à la Snecma de « conforter son avenir et sa place de motoriste mondial », indique le communiqué de Matignon en précisant que les « modalités techniques, industrielles et le calendrier » de ce nouveau programme seront déterminés à l'issue de discussions entre General Electric et les avionneurs. Le financement accordé sera versé sous forme d'avances remboursables ou sous une autre forme.

Avis financiers des sociétés

Résultats 1994

Premier assureur de personnes en France, la CNP a connu en 1994 une nouvelle progression de son activité et de ses résultats.

Le chiffre d'affaires consolidé de la CNP progresse de 18,2 % à 76 milliards de francs. La part des assurances individuelles s'élève à 61,8 milliards de francs et celle des assurances collectives à 14,2 milliards de francs. Les placements gérés atteignent 280 milliards de francs en hausse de 29 % par rapport à l'exercice précédent.

En progression constante depuis de nombreuses années, le résultat net (part du Groupe) atteint 1 415 millions de francs soit une augmentation de 12 % par rapport au résultat de 1993.

La CNP confirme ainsi sa position de premier assureur de personnes en France.

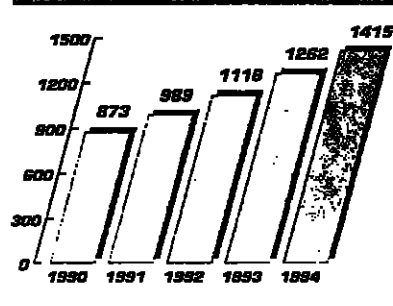
Il sera proposé à l'assemblée générale du 13 juin 1995 le versement d'un dividende de 2,80 francs net par action soit 4,20 francs avant fiscalité comprise, contre 2,50 francs net au titre de 1993 (ajusté après division du nominal par 4).

Le développement de la CNP repose sur des orientations claires :

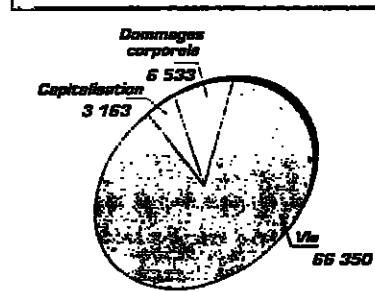
- spécialisation sur le marché de l'assurance de personnes. La CNP y a acquis un savoir-faire reconnu ; elle gère aujourd'hui plus de 7 millions de contrats individuels,
- stratégie fondée sur le partenariat : le renouvellement de conventions avec les réseaux et les accords pluriannuels avec de nouveaux clients confirment leur engagement vis-à-vis de la CNP,
- innovation dans le domaine de la prévoyance et de l'épargne : la CNP anticipe l'évolution des besoins des assurés et crée des produits et services nouveaux.

en milliards de francs	1993	1994	Variation
Chiffre d'affaires	64,3	76	+18,2 %
Résultat net part du Groupe	1 262	1 415	+12,1 %
Total de bilan	240	307	+27,6 %
Fonds propres part du Groupe (après affectation)	9 989	11 049	+10,6 %
Placements gérés	217	280	+29 %

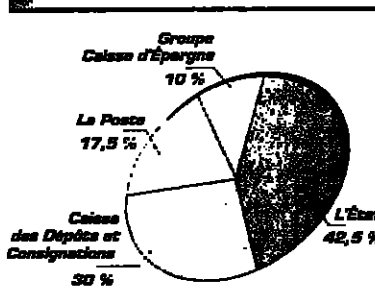
ÉVOLUTION DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE (MF)



RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (EN MF)



RÉPARTITION DU CAPITAL (%)



Communication Financière - 42 18 88 53



CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

Le succès des « shuttles » dans le transport aérien américain

SAN FRANCISCO

de notre envoyé spécial

Dans la foulée du pionnier Southwest, la formule du « shuttle » (navette) fait échos dans le transport aérien aux États-Unis. Le département des transports est saisi de quarante-cinq demandes relatives au lancement de telles compagnies aux coûts très bas et au service minimal.

United Airlines a lancé, le 1^{er} octobre, Shuttle United, conformément au plan de reprise de la compagnie par ses salariés, en juillet. Sans les sacrifices consentis par les employés, il n'eût probablement pas été possible. Car tout le principe de cette entreprise s'appuie sur des économies drastiques dans tous les domaines. D'abord le personnel. « La clé de la réussite repose sur les pilotes », explique John Edwardson, directeur général de United. Les réductions de salaires atteignent 15,7 % et les durées de travail sont allongées. La réflexion est collective et une « force de frappe » de quarante employés est associée à toutes les décisions.

Deuxième axe : une optimisation de la flotte. Composée uniquement de Boeing 737, celle-ci est utilisée à plein rendement. « Nous sommes capables de faire des demi-tours d'avion en vingt minutes », assure Ron Utecht, un des dirigeants de la petite compagnie. Résultat : les avions volent en moyenne douze heures par jour, au lieu de dix heures et demie chez United Airlines. Les opérations au sol sont accélérées. Tandis que le personnel débarque les bagages d'un côté de l'appareil, le chargement se fait de l'autre. Mais la compagnie a voulu quand même attribuer des numéros de siège aux passagers pour éviter « l'expérience bétailière » qu'on peut rencontrer chez les transporteurs court-courriers. La nourriture est chargée dans les appareils tous les quatre vols et non plus à chaque fois, et se réduit à sa plus simple expression : cacahuètes et boissons.

Le résultat est une baisse forte des tarifs - Los Angeles-Phoenix pour 34 dollars, soit 160 francs -, des fréquences accrues, avec un départ toutes les demi-heures et la

possibilité de voyager en ayant réservé par téléphone. Pour la compagnie, ce type de réservation a un coût de 45 cents contre 8 dollars pour l'émission d'un billet.

Après six mois d'exploitation, le « shuttle » semble sur la bonne voie et a déjà transporté plus de 3,5 millions de passagers. Il a permis, selon ses responsables, d'abaisser les coûts par siège et par mille à 8 cents contre 10,5 sur le réseau de United, et 7,4 chez Southwest. La compagnie « économique », qui compte actuellement seize lignes sur la côte ouest, souhaite s'y développer progressivement. Toutefois, il n'est pas question d'attaquer la côte est avant trois ou quatre ans, estime le directeur général de United. Car l'entreprise est risquée. Continental Airlines, qui avait lancé elle aussi sa compagnie à bas coûts, a dû arrêter les frais.

L'expérience américaine avait inspiré Air Inter dans l'élaboration de scénarios de développement sur l'Europe, l'an dernier. C'est finalement le projet d'une fusion avec les lignes européennes d'Air France qui l'emporta. Les compagnies pouvant difficilement se faire concurrence l'une l'autre, et Air Inter ayant, selon sa direction, des coûts d'exploitation trop élevés pour se lancer dans une telle aventure. Mais côté United, l'optimisme est de mise, et les responsables prévoient d'atteindre l'équilibre dès cette année.

Martine Larochne

■ DASSAULT : le groupe aéronautique a obtenu de la délégation générale pour l'armement la garantie qu'il lui sera commandé huit avions de combat Rafale pour 1994 et 1995 (au lieu de trois par an précédemment). Ce contrat lui sera confirmé au plus tôt en juin, après consultation de la commission des marchés. En contrepartie, Dassault s'engage à réduire de 2 % par an le coût de production du Rafale. Cet accord intervient en pleine campagne présidentielle satisfaisant les deux parties : l'Etat, qui obtient des diminutions de prix, et l'industriel, qui revendique de pouvoir compter sur une planification des commandes.

General Cable lève 1,4 milliard de francs d'argent frais

GENERAL CABLE, la filiale câble de la Générale des Eaux au Royaume-Uni, devait être introduite en bourse jeudi 20 avril, en double cotation à New York (Nasdaq) et à Londres (London Stock Exchange). Cette introduction concerne au moins 90 millions d'actions, émises au prix de 190 pences par action. General Cable peut espérer ainsi lever 180 millions de livres (1,4 milliards de francs environ). L'opération doit ramener la participation de la Générale des Eaux dans General Cable à 57 % contre 90 % actuellement, les 10 % restant étant entre les mains du fonds Standard Life et de la compagnie Yorkshire Water. L'argent frais récupéré doit être consacré à l'achèvement des trois réseaux régionaux de câble que la société contrôle en Grande-Bretagne. General Cable, qui offre des services de télévision, téléphone, transport de données, est le laboratoire du pôle communication de la Générale dans un univers déréglementé. Les analystes estiment que le chiffre d'affaires, qui devrait tourner autour de 62 millions de livres (480 millions de francs) en 1995, pourrait atteindre 290 millions de livres (2,1 milliards de francs) en l'an 2000.

■ **ALCATEL ALSTHOM** : Marc Vienot, président à titre intérimaire, cherche un « très grand industriel » pour remplacer le PDG Pierre Suard, placé sous contrôle judiciaire. Marc Vienot a précisé mercredi 19 avril qu'il n'envisageait pas de prolonger sa mission au-delà du 31 juillet. Il partagera d'ici là son temps à « 50/50 » entre la Société Générale, qu'il continue de diriger, et Alcatel Alsthom, avec pour mission principale de trouver le remplaçant de Pierre Suard. Marc Vienot a exclu de « toucher à la stratégie du groupe » et de prendre une décision comme la cession de la Générale occidentale.

■ **BOUYGUES** : le groupe a enregistré une progression de 22 % de son bénéfice net part du groupe à 573 millions de francs en 1994. Le chiffre d'affaires, qui consolide TF1 pour la première fois, s'est établi à 72,4 milliards, en hausse de 5 % par rapport au chiffre d'affaires retraité de 1993. Avec la mise en équivalence de Saur (services aux collectivités), l'activité du groupe a été de 79,7 milliards de francs en hausse de 4 %. Pour la première fois, Bouygues va proposer le paiement du dividende en actions du groupe.

■ **CHAMPAGNE** : la quasi-totalité des 3 700 ouvriers de la profession du Champagne ont débrayé au moins deux heures mercredi à l'appel de la CGT pour protester contre la remise en cause de certains avantages acquis de la convention collective, qui doivent être renégociés.

■ **LAZARD** : Anne Lauvergeon, 35 ans, actuellement secrétaire générale adjointe de la présidence de la République, devrait être cooptée associée-gérante de la célèbre banque d'affaires française Lazard Frères, affirme le magazine *Paris Match* paru jeudi 20 avril. Anne Lauvergeon a confirmé discuter avec les responsables de la banque. « C'est une possibilité, mais rien n'est décidé ni signé », a-t-elle précisé.

■ **MÉTAUX PRÉCIEUX** : l'argent reste sous la pression d'achats spéculatifs. Sur le marché londonien, l'once a dépassé, le 19 avril, les 6 dollars, retrouvant son plus haut niveau depuis six ans. En l'absence de véritable hausse de la demande physique, les intervenants sur le marché pensent que l'argent fait l'objet d'un raid, lancé le 17 avril sur le marché américain.

AVIS FINANCIERS DES S.A. INTES



Résultats de l'exercice 1994

Réuni le 13 avril 1995, le Conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs a pris connaissance des résultats définitifs de l'exercice 1994.

Ces résultats ont été arrêtés en accord avec les commissaires aux comptes et enregistrent les conséquences de la nouvelle opération de défaisance portant sur un encours de crédits et de participations de 7 milliards de F et dont le principe avait été arrêté à la fin de l'exercice 1994.

Après prise en compte des effets financiers de cette deuxième opération de défaisance, le résultat net consolidé — part du groupe — ressort pour l'ensemble de l'exercice à - 1 024,8 millions de F contre - 825,2 millions de F pour 1993. Ce résultat tient compte de deux éléments exceptionnels : une provision pour dépréciation de 180 millions de F sur un contrat de lease back d'un immeuble occupé par le Comptoir et une provision de 100 millions de F pour faire face à des mesures sociales liées au déménagement du Siège, dont le Conseil d'administration a proposé le transfert à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Le résultat social ressort à - 1 451,9 millions de F contre - 670,1 millions de F en 1993. La différence avec le résultat net consolidé provient principalement de la constitution d'une provision correspondant à une moins-value prévisible de cession du Siège social de 420 millions de F, laquelle est prélevée directement sur les capitaux propres en consolidation.

L'exercice 1994 aura été l'occasion d'un effort exceptionnel de couverture des risques présentés par les créances des professionnels de l'immobilier qui subsisteront dans les livres du Comptoir. Grâce à la reprise des provisions déjà constituées sur les créances déclassées et à un effort complémentaire supporté par les comptes arrêtés pour 1994, l'encours des créances douteuses sur les professionnels de l'immobilier, qui s'élève à 2 653 millions de F, est provisionné à hauteur de 56,8 %.

Par ailleurs, il a été constitué une provision complémentaire de 1 100 millions de F. Cette provision est destinée à couvrir les risques et les coûts non individualisés sur l'ensemble des encours immobiliers, tenant compte de l'évolution actuelle des marchés.

Le Conseil d'administration a décidé la convocation d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires pour le 8 juin 1995 destinée à approuver les comptes et à affecter le déficit de l'exercice 1994.

Un prochain conseil, convoqué pour la première semaine du mois de mai, arrêtera les modalités précises de la recapitalisation du Comptoir, qui permettra aux AGF de détenir la majorité du capital du Comptoir, et convoquera une assemblée générale extraordinaire des actionnaires pour cette même date du 8 juin 1995. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérera sur les modalités de la recapitalisation du Comptoir ainsi que sur le transfert du Siège social.

La reprise de la cotation du titre du Comptoir s'effectuera dans les jours qui suivront ce nouveau conseil.

Le rebond de la monnaie américaine ne profite pas au franc

Jacques Chirac a réaffirmé son attachement à la stabilité monétaire

Après l'annonce, mercredi 19 avril, d'une réduction du déficit commercial américain au mois de février (9 milliards de dollars contre 12,2 mil-

liards de dollars au mois de janvier), la monnaie américaine s'échangeait jeudi matin à 1,3720 mark, 81,65 yens et 4,86 francs. Le dollar était

tombé la veille à un plus bas niveau historique de 79,75 yens et à 1,3475 DM, proche de son cours le plus faible (1,3450 mark).

LES PROPOS TENUS mercredi 19 avril par Bill Clinton ont à nouveau illustré l'ambiguïté de la position américaine face à la baisse actuelle du dollar. « Les Etats-Unis veulent un dollar fort », a certes affirmé mercredi 19 avril le président des Etats-Unis au cours d'une conférence de presse. Mais il a ajouté que « dans le climat actuel, la capacité des gouvernements à modifier à court terme la force de leur monnaie paraît limitée ». Bill Clinton a également fait état de « divergences graves » entre Washington et Tokyo au sujet des négociations commerciales en cours et souligné que les Etats-Unis avaient été « très patients » face au protectionnisme « très ingénieux » des japonais. De son côté, le premier ministre japonais, Tomiichi Murayama, a cherché à « dédramatiser » la crise actuelle du marché des changes en estimant que la nouvelle baisse du dollar devait être considérée comme « un phénomène passager ».

Le dollar est tombé mercredi matin 19 avril, sur la place de Tokyo, à un plus bas niveau historique de 79,75 yens face à la devise japonaise. Face à la monnaie allemande, le billet vert s'est également rapproché, à 1,3475 mark, de son cours le plus faible (1,3450 mark). Dans l'après-midi, toutefois, l'annonce d'une réduction du déficit commercial américain au mois de février (9 milliards de dollars contre 12,2 milliards de dollars au mois de janvier) a permis au billet

vert de se redresser. La monnaie américaine s'échangeait jeudi matin à 1,3720 mark, 81,65 yens et 4,86 francs.

Cette reprise du billet vert n'a pas profité au franc. Il s'inscrivait jeudi matin à 3,55 pour un deutschemark, inchangé par rapport à ses cours de clôture de la veille. Les propos tenus par Jacques Chirac mercredi soir sur TF1 n'ont, semble-t-il, guère convaincu les opérateurs des marchés financiers. Le maire de Paris a tenu à répondre au premier ministre Edouard Balladur qui l'accusait d'avoir affaibli le

franc en critiquant le gouvernement de la banque de France. Jacques Chirac s'est défendu de vouloir rompre avec la politique du franc fort et de chercher à revenir sur l'indépendance de la banque de France. Pour appuyer ses propos, il a cité une lettre que lui adressée Jean-Claude Trichet et dans laquelle le gouverneur de l'institut d'émission évoque « le très ferme attachement à la stabilité du franc, y compris dans les circonstances les plus difficiles », du maire de Paris (lire page 11).

L'existence de cette lettre pour-

rait ne pas être du goût des opérateurs des marchés financiers. Ceux-ci risquent en effet d'y voir un acte d'allégeance de l'institut d'émission, supposé indépendant, au pouvoir politique. Si les professionnels ont généralement considéré que le gouverneur de la banque de France était bien dans son rôle lorsqu'il appelait à la modération salariale, vont-ils juger qu'il l'est encore lorsqu'il délivre un diplôme de franc fort à un candidat à l'élection présidentielle ?

P.-A. D.

Le Crédit lyonnais met officiellement en vente sa filiale néerlandaise

LE CRÉDIT LYONNAIS a annoncé mercredi 19 avril qu'il étudiait la cession partielle ou totale de sa filiale aux Pays-Bas, le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), précisant que « plusieurs groupes financiers internationaux » étaient intéressés.

Quatrième banque des Pays-Bas et première étrangère, le CLBN était encore présenté récemment par Jean Peyrelevade comme un actif « stratégique ». Le président du Crédit lyonnais a défendu aussi longtemps qu'il a pu l'idée de conserver l'intégralité d'un réseau européen, l'une des réussites de son prédécesseur, Jean-Yves Haberer. Le sacrifice ne devrait pas être trop douloureux. Filiale à 94,3 % du Crédit lyonnais, le CLBN n'a jamais vraiment été intégré au réseau. Spécialisée dans le financement du cinéma qui, dans un premier temps, lui a procuré de confortables marges, la banque s'est laissée entraîner par l'homme d'affaires italien Florio Fiorini dans la faillite du groupe Sasea et a financé le rachat du studio hollywoodien MGM par Giancarlo Piretti, qui ont coûté à sa maison mère la bagatelle de 20 milliards de francs.

Replié depuis sur ses activités de banque de détail, le CLBN a dû réduire sévèrement ses effectifs il y a deux ans pour continuer à survivre. Restructuré, il dispose de 92 implantations aux Pays-Bas, emploie 2 805 personnes, affiche un bilan de 27,4 milliards de florins (85 milliards de francs) et a déposé en 1994 un résultat positif de 43,4 millions de florins.

En acceptant le principe de cette cession, M. Peyrelevade atteint trois objectifs : il lance de façon éclatante le début de la vente de 135 milliards d'actifs imposés par le gouvernement en contrepartie de son soutien, en commençant par le cœur du métier de la banque, son réseau. Il donne partiellement satisfaction à ses grands concurrents français, BNP et Société générale, qui n'ont cessé de critiquer le deuxième plan de sauvetage du Crédit lyonnais annoncé le 17 mars. Il se débarrasse d'une banque un peu encombrante dont le nom est associé à une période plus que controversée. Le Crédit lyonnais ne lâchera cependant pas totalement sa filiale. La banque du boulevard des Italiens envisage pas de céder les activités pour les entreprises. Le

communiqué publié mercredi est de ce point de vue prudent et fait état d'une « cession totale ou partielle de la participation du Crédit lyonnais dans le capital du CLBN ». En cas de vente du CLBN, la banque étudiera le moyen de maintenir, « selon une forme à définir », une présence aux Pays-Bas pour continuer à servir sa clientèle internationale, notamment dans les domaines du corporate banking et du corporate finance (banque d'entreprises et ingénierie financière). La banque peut d'autant moins céder la totalité de sa filiale que le CLBN est le plaignant dans les innombrables procès en cours contre Florio Fiorini, Giancarlo Piretti et Kirk Kerkorian, l'ancien propriétaire de MGM.

Le Crédit lyonnais a confié à J.P. Morgan le soin de trouver des acquéreurs. VSB Groep, filiale du groupe belge-néerlandais de services financiers Fortis, s'est officiellement déclarée intéressée. La banque belge Kredietbank et des banques néerlandaises ABN Amro et ING seraient également sur les rangs.

Babette Stern

Le papetier Smurfit accompagne le redressement du marché

LE GROUPE PAPETIER irlandais, Jefferson Smurfit, ne cesse de se féliciter de sa dernière acquisition. La Cellulose du Pin, rachetée en octobre dernier à Saint-Gobain, lui a coûté cher, plus de 5 milliards de francs. Mais la société se révèle rentable. « Toutes nos prévisions ont été dépassées », dit Pat Barnett, directeur pour l'Europe continentale du groupe. Ce rachat a permis au groupe de rééquilibrer ses activités vers l'Europe continentale. Il en est devenu beaucoup sensible aux variations du dollar.

La reprise spectaculaire du marché du papier et l'envolée des prix ont fait le reste. Porté par une forte demande, Smurfit a tiré parti de ses efforts de rationalisation entrepris depuis quatre ans. Seule la dévaluation du peso mexicain — le groupe réalise près de 25 % de son chiffre d'affaires en Amérique latine — a handicapé son rebond. Son résultat net, qui n'inclut La Cellulose du Pin que sur les deux derniers mois, a été l'an dernier multiplié par 6 pour s'établir à 297 millions de livres irlandaises (2,36 milliards de francs). Son chiffre d'affaires consolidé est passé de 1,467 à 1,710 milliards de livres, en hausse de 17 %.

1995 s'annonce tout aussi prometteur. La demande mondiale de papier est toujours aussi forte et les prix continuent à s'envoler. Les analystes prévoient que les profits du groupe pourraient tripler cette année. Très confiant, Smurfit pronostique « un avenir de croissance et de rentabilité durables au cours de la prochaine décennie ». Cette année, il a prévu de réaliser 300 millions de livres d'investissements, contre 200 millions en 1994. « Il aura beaucoup de mini-projets », prévient M. Barnett.

Après le rachat de La Cellulose du Pin, sa plus grosse acquisition, le groupe souhaite « reprendre son souffle ». Le papetier irlandais, qui

est entré l'an dernier à hauteur de 27,5 % dans le capital de l'autrichien Nettingsdorfer, n'en garde pas moins des visées expansionnistes. Avec l'aide de cet allié, il se verra bien partir à la conquête de l'Europe de l'Est.

Mais sa grande ambition est désormais de s'installer en Asie. « Pour avoir une véritable dimension mondiale, nous devons nous implanter dans cette partie du monde », explique Pat Barnett. Le marché asiatique est en pleine explosion. La demande de caisses en carton ondulé, marché sur lequel

Smurfit revendique la place de numéro un mondial, devrait doubler d'ici à l'an 2000, selon les estimations du groupe irlandais. Fasciné par de telles perspectives de croissance, tous les grands groupes papetiers mondiaux rêvent de s'y implanter. Mi-avril, le groupe américain International Paper a lancé une OPA sur Carter Holt Harvey, le second papetier néo-zélandais. Smurfit, lui, n'exclut pas d'annoncer un projet en Chine en juillet.

M. O.

La Coface affiche un bénéfice de 158 millions de francs

PORTÉE PAR LA REPRISE économique en Europe et la croissance des exportations françaises, la Coface (Compagnie française du commerce extérieur) a annoncé, jeudi 20 avril, un bénéfice consolidé 1994 de 158 millions de francs, en hausse de 43 % par rapport à l'année précédente. Le chiffre d'affaires du groupe a, lui, dépassé la barre des 2 milliards de francs (+18,3 %).

Pour son premier exercice, François David, nommé à la tête de la compagnie en juillet 1994, semble plutôt satisfait. Les trois « métiers » de la Coface, exercés sous la double casquette publique et privée, sont en progression. La Coface, qui est sortie du giron public depuis que son actionnaire majoritaire, l'UAB, a été privatisée, a assuré en 1994, 100 milliards de francs de grands contrats à l'exportation dont 40 milliards de contrats militaires et 60 milliards de contrats civils. Ces derniers se répartissent également entre les télécommunications, les transports au sens large et le BTP. La gestion des garanties à moyen terme pour le compte de l'Etat des

exportations de grands contrats a permis à la Coface d'engranger 485 millions de francs de chiffre d'affaires. Le montant des indemnités versées par la Coface au titre de l'assurance-crédit publique (moyen et court terme) et de la garantie des investissements s'est élevée à 13,9 milliards de francs. Il était proche de 20 milliards en 1989 et 1990 et de 16,1 milliards en 1992 et 1993.

Pour son propre compte, la Coface exerce une activité d'assurance-crédit court terme, qui représente près de 60 % de son chiffre d'affaires consolidé. Bien que préoccupante pour les exportateurs français, la situation en Italie, en Espagne et en Allemagne — où la reprise a provoqué des faillites en chaîne — n'a pas pesé sur ses résultats. L'autre volet privé de la compagnie, au travers de la SCRI, société de recouvrement de créances, a vu son chiffre d'affaires (20,7 % du total) augmenter de 20 % à 471 millions de francs.

B. S.

هكذا من الأصل

هكذا / من الأصل

LE MONDE / VENDREDI 21 AVRIL 1995 / 23

EUROPE 1

Le dernier
sondage médiamétrie
confirme Europe 1

2^{ème} radio privée
de France*

1^{ère} radio
privée des cadres**

Émission Lundi-Vendredi 5h-24h

du 16 janvier au 15 mars 1995

Sur le thème "Cadres, Affaires, Professionnels"

e américaine
franc

la stabilité monétaire

Le 17 mars, le Conseil des ministres de la zone euro a décidé de...

Le 17 mars, le Conseil des ministres de la zone euro a décidé de...

ils met officiellement
diale neerlandaise

Le 17 mars, le Conseil des ministres de la zone euro a décidé de...

impasse le recensement des...

Le 17 mars, le Conseil des ministres de la zone euro a décidé de...

La Courance affiche un déficit
de 150 millions de francs

Le 17 mars, le Conseil des ministres de la zone euro a décidé de...

■ **LE MATIF** fonctionnera durant les deux tours de l'élection présidentielle, via le système électronique Globex, qui prend en temps normal le relais du marché.

CAC 40 ↗ Clôture	CAC 40 ↗ 1 mois	CAC 40 ↘ 1 an	SBF 120 ↗ 3 mois
------------------------	-----------------------	---------------------	------------------------

Indice CAC 40 sur un an

12 625.50

10 000

30 avril 10 oct 19 avril

CAC 40 5 jours

10 000

11 000

12 000

13 000

14 000

journée une hausse de 22 % de ses résultats en 1994, a gagné 3 %. Hausse de 3,6 % de la SGE, de 3,3 % du Crédit lyonnais et de 3 % de Thomson-CSF.

fois les résultats 1995, moins que la moyenne du marché, alors que l'on s'attend à un très net redressement en 1995 et surtout en 1996 ».

cial américain en février. En revanche, les craintes que la faiblesse de la livre entraîne une hausse des taux d'intérêt britanniques ont fait baisser la Bourse de Londres, l'indice Footsie des 100 grandes valeurs a terminé en baisse de 24,4 points, soit 0,7 %, à 3 170,1 points. Tendance identique à Francfort, où la Bourse a une nouvelle fois terminé dans le rouge, l'indice perdant 0,7 % à 1 951,04 points.

	Cours au 1904	Cours au 1894	Var. en %
Paris C&A	10474,90	1855,70	+1,02
New-York/D. indus.	4161,84	419,73	-1,42
Tyoto/Nideki	16376,10	1624,50	+0,92
London/Ft100	3170,10	3195,10	-0,77
Frankfurt/Dax 30	1951,04	1965,29	-0,73
Frankfurt/Commer.	724,70	736,76	-1,11
Buenos Aires 30	1397,41	1333,59	+0,48
Sao Paulo 30	1361,76	1361,76	+0,12
Milano/MiB 30	14352	14298	+0,38
Amsterdam/C. Gbs	271,10	271	-0,33
Madrid/Ibex 35	274,75	276,35	-0,58
Stockholm/Affarsall	1173,09	1172,92	+0,04
Hong Kong/HK 30	2419,50	2494	-0,60
Hong Kong/Hong-HK	8581,86	8644,97	-0,74
Singapore/Strait C	2053,67	2059,17	-0,26

	1984	1984
Alcoa	43.87	43
American Express	34.47	34.25
Allied Signal	36.87	39.37
AT&T	49.87	50
Bethlehem	15.50	15.62
Boston Corp.	61.37	53.80
Caterpillar Inc.	57.37	56.37
Chevron Corp.	45.50	45.50
Coca-Cola Co.	57.87	58.50
Disney Corp.	53.87	54.50
Dynalene	61.37	61.37
Eastman Chemicals Co.	51.7	52.50
Eastman Kodak Co.	51.7	52.50
Exxon Corp.	66.42	68
Gen. Motors Corp/H.	39.75	39.75
Gen. Electric Co.	54.75	54
Goodyear T & Rubber	37.62	37.37
IBM Corp.	87.87	87.87
Inl. Paper	75.87	72
J.P. Morgan Co.	65.12	64.87
McC Dowell	58.87	55.50
Merck & Co.	42.12	43
Philips Corp.	61.37	58.12
Rockwell Int'l. & Mfg.	62.25	62.87
Procter & Gamble C	67.87	67.87
Sears Roebuck & C	52.12	51.37
Texaco	66.37	66.37
Union Carbide	29.50	29.50
United Technologies	70.87	69.87
Westinghouse Electric	15.37	15.25
Woolworth	15.37	15.75

Section of the various UK banks	1861	1884
Allied Lyons	5.27	3.37
Barclays Bank	6.34	6.47
B.A.T. industries	4.44	4.46
British Aerospace	4.98	4.95
British Airways	4.02	4.02
British Cellulose	3.01	2.97
British Petroleum	4.36	4.33
British Telecom	3.82	3.87
B.T.R.	3.35	3.37
Cadbury Schweppes	4.36	4.37
Cuneneel	2.06	2.10
Clard	7.07	7.07
Grand Metropolitan	4.02	4.02
Guinness	4.61	4.66
Hanson Plc	2.37	2.38
Greit Ice	5.74	5.79
ICI	7.28	7.32
Imperial Chemical	7.43	7.48
Lloyds Bank	6.09	6.23
Marks and Spencer	4.13	4.19
National Westminster	5.42	5.51
Overseas Chinese	5.64	5.67
Renters	4.83	4.84
Saatchi and Saatchi	0.91	0.92
Shell Transport	7.16	7.15
Smithline Beecham	5.09	5.18
Wite and Lytle	4.22	4.23
Unilever Ltd	12.15	12.15
Wellcome	10.51	10.50
Zeneca	6.94	6.91

	1984	1983
Allianz Holding N	2430	2404
Baif AG	284,80	296,20
Bayer AG	390,10	340,50
Bay Hypothekensbank	361	367
Bay Vereinsbank	390	393,30
BfW	614	614
Commerzbank	322,70	324,30
Comibank AG	196,20	201,80
Daimler-Benz AG	613	622,80
Degussa	411	406
Deutsche Badische A	138	138
Deutsche Bank AG	654,50	667,70
Dresdner BK AG FR	374	377
Henkel VZ	530	535
Hoechst AG	294	295,50
Karstadt AG	562,80	540
KfW - Holding	458	458
Linde AG	771	775
LT. Lufthansa AG	180,20	181
Man AG	338,50	343
Mannesmann AG	374	377,20
Postalgas AG	38,30	38,30
Pressag AG	39	399
Rwe	451,20	450,70
Schering AG	1047	1060
Siemens AG	659,50	663,50
Thyssen	220,50	223,20
VAG AG	496,30	499,50
Wielag	492	493
Vöslag AG	1000	1015

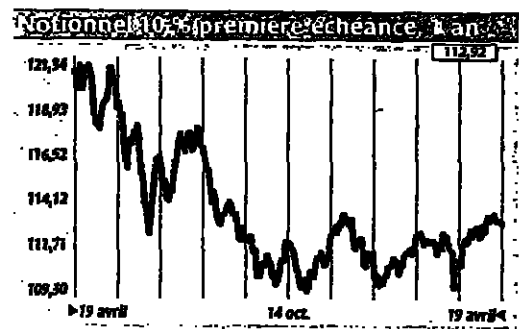
Londres. FT100 sur 3 mois

Francfort. Dax 30 sur 3 mois

Paris. CAC 40 sur 3 mois

PARIS → jour le jour	PARIS → CAT 10 ans	NEW YORK ↗ jour le jour	NEW YORK ↗ Bonds 10 ans	FRANCFORT ↗ jour le jour	FRANCFORT ↘ Bonds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif et le Pibor ont ouvert en légère hausse, jeudi 20 avril, dans des transactions très calmes. Selon un opérateur, le marché reste soumis au climat politique à l'approche de l'élection présidentielle. La veille, le Matif avait enregistré une nouvelle baisse dans le sillage du franc français, qui poursuivait son recul, le court terme faisant plus particulièrement les frais de cette tension. Le



TAUX 19/04	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	7,69	7,86	8,41	1,80
Allemagne	4,50	7,02	7,66	2,40
Grande-Bretagne	5,75	8,44	8,86	2,60
Italie	7,87	12,3	12,6	3,60
Japon	2,20	3,21	4,75	0,20
États-Unis	6	7,04	7,38	2,90

DE PARIS			
TAUX DE RENDEMENT	Taux au 19/04	Taux au 18/04	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,35	7,24	101,73
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,49	7,41	102,23
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,77	7,79	102,89
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,86	7,81	103,28
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,28	8,25	109,54
Obligations françaises	8,05	8	102,48
Fonds d'Etat à TME	-0,72	-0,73	100,15
Fonds d'Etat à TRF	-0,95	-0,43	99,19
Oblig. Corp. à TME	-0,58	-0,58	99,82
Oblig. Corp. à TRF	-0,58	-0,53	99,89

contrat notional juin avait perdu 54 centièmes à 112,54 en compensation, alors qu'à court terme, le contrat Pibor juin chutait de 43 centièmes à 92,40. « Influencés par le fort recul du franc, les marchés de taux ont logiquement viré au rouge, notamment celui des taux courts, et la situation devrait se poursuivre dans les deux semaines à venir », a commenté un analyste de Forex Finance.

	Achat 1904	Vente 1904	Achat 1904	Vente 1904
Jour le jour	7,62	—	—	—
1 mois	7,75	6	7,50	7,75
3 mois	7,68	7,68	7,77	7,56
6 mois	6,91	6,96	6,93	7,18
1 an	7	7,25	6,75	7
PILBOR FRANCES				
Pilbor Frances 1 mois	6,83	—	—	—
Pilbor Frances 3 mois	6,91	—	—	—
Pilbor Frances 6 mois	7,83	—	—	—
Pilbor Frances 9 mois	7,48	—	—	—
Pilbor Frances 12 mois	7,37	—	—	—
PILBOR ECU				
Pilbor Ecu 3 mois	6,97	—	—	—
Pilbor Ecu 6 mois	6,56	—	—	—
Pilbor Ecu 12 mois	6,81	—	—	—

Échéances 1904	volume	derniers prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
juin 95	138491	112,92	112,98	112,52	112,52
Sept. 95	1094	112,46	112,60	112,28	112,14
Dec. 95	2	112,20	112,20	112,20	111,88
Mars 96	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS					
juin 95	50528	92,49	92,59	92,29	92,41
Sept. 95	16059	93,30	93,33	93,14	93,25
Dec. 95	408	93,30	93,42	93,21	93,32

CONTRATS A TERME					
Jun 95	1086	83,44	83,46	83,20	83,20
Sept. 95	---	---	---	---	83,14

CONTRATS A TERME SUR INDICE CAC 40					
Echéances 19/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Avril 95	26350	1859	1895	1854	1868
Mai 95	1677	1854,50	1888	1854	1865,50
Jun 95	2815	1856	1870	1836	1865
juin 95	5310	1858	---	---	---

Rebond du dollar

LE DOLLAR était en nette hausse, jeudi matin 20 avril, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,3720 mark, 81,65 yens et 4,86 francs. La veille, le billet vert était tombé à Tokyo à un plus bas niveau historique de 79,75 yens. L'annonce, dans l'après-midi, d'une réduction du déficit commercial américain au mois de février (ramené à 9 milliards de dollars après 12,2 milliards en janvier), avait tou-

DEVICES	crs3 BOF 100 m	% 1804	Ash	Vente
Allgemein (100 dm)	355,720	+0,41	357	561
Bu	6,4720	+0,43		
Bate-Unite (1 usd)	5,0210	+0,32	4,6000	3,2000
Boite (100 m)	11,5190	+0,43	11,5000	37,5000
Popp-Bate (10 m)	31,9750	+0,43		
Tonne (100 lir)	2,8225	-0,19	25,0000	3,1200
Danemark (100 dm)	89,7000	+0,35	83	93
Grande (1 tps)	7,9745	+0,47	7,5000	8,2500
Grande (100 dm)	11,5190	+0,43	11,5000	37,5000
Grande (100 dm)	2,1685	+0,21	1,9500	2,4500
Suete (100 krs)	66,0600	-0,06	61	71
Suete (100 f)	62,8400	+0,34	410	434
Suete (100 dm)	25,2675	+0,43	75	67
Ausente (100 sch)	50,2675	+0,43	68	31,000
Portugais (100 pes)	3,9110	-0,32	3,6000	4,2000
Espagne (100 psc)	3,3400	+0,15	3	3,0000
Canada (100 dollar)	3,5164	+0,47	3,2500	3,3500
Canada (100 dollar)	3,5164	+0,47	3,2500	3,3500
Finlandais (marc)	114,8580	+0,22	108	119

	cours 1904	cours 1804
Or fin (le barre)	60600	61200
Or fin (en lingot)	61000	61650
Once d'Or Londres	394,10	396,95
Pièce française(20f)	351,15	354,55
Pièce suisse (20f)	353	353
Pièce Union lat(20f)	349	353
Pièce 20 dollars us	2240	2460
Pièce 10 dollars us	1572,50	1570
Pièce 50 pesos mex.	2255	2280

INDICES	
Dow-Jones comptant	
Dow-Jones à terme	
Moody's	
METALLS (Londres)	
Cuivre comptant	
Cuivre à 3 mois	
Aluminium comptant	
Aluminium à 3 mois	

En dollars	cours 19/04	cours 18/04
Brent (Londres)	---	---
WTI (New York)	17,33	17,28

INDICES		
	1904	18/04
Dow-Jones comptant	290,48	191,27
Dow-Jones à terme	271,08	273,03
Moody's		
METALLS (Londres)		
	dollar/tonne	
Cuivre comptant	2903	2939
Cuivre à 3 mois	2885	2907
Aluminium comptant	1834	1853
Aluminium à 3 mois		
Plomb comptant		
Plomb à 3 mois		
Etain comptant	5805	5801
Etain à 3 mois	5815	5820
Zinc comptant	1059,50	1056,50
Zinc à 3 mois	1062,50	1078
Nickel comptant	7226	7390

	1994	var. %
A	1.5125	
	97.4500	

BANCAIRE DES DEVISES

monnaie	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
77715	4.7765	4.7937	4.7952
93984	5.9483	5.8811	5.8866
59505	3.5310	3.4985	3.4992
26679	4.2762	4.2460	4.2511
81005	2.8167	2.8323	2.8364
70222	7.7150	7.7624	7.7687
32110	3.9284	3.9244	3.9289
1395	17.157	17.028	17.099

DES EURODEVISES

90	7.12	6.87
95	6.31	6.56
99	6.81	7.43
99.9	4.62	4.88

METALUX (New-York)		centes/once
Argent à terme	4,73	4,73
Palladium à terme	0,80	0,80
Palladium	168,25	168,25
GRAINES, DENREES (Chicago)		
Blé (Chicago)	1,24	1,24
Mais (Chicago)	2,21	2,21
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tourn. soja (Chicago)	—	—
GRAINES, DENREES (Londres)		
de terre (Londres)	335,10	281,80
Orge (Londres)	108	107
SOFTS		
Café (New-York)	1386	1385
Café (Londres)	3079	3079
sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		centes/once
huile (New-York)	1 10	1 17

**RÈGLEMENT
MENSUEL**

COMPTANT

**SECOND
MARCHÉ**

SICAV

MINIATURISATION En matière d'infiniment petit, le rêve est en train de devenir réalité. Les physiciens manipulent désormais les atomes ou les molécules individuellement, s'ef-

forçant de les aligner ou de les empiler dans le but de construire, notamment, les composants électroniques du futur. ● CETTE DISCIPLINE nouvelle, baptisée nanotechnologie par référence au

mot nanomètre (milliardième de mètre), a été rendue possible par l'apparition, à la fin des années 80, des microscopes à effet tunnel et à force atomique. Elle a ses « prophètes »,

comme l'Américain Eric Drexler qui, dans un livre tenant largement de la science-fiction, décrit un futur où des « nano-robots » interviendront au sein même du corps humain. ● LES APPLI-

CATIONS restent très lointaines, même si les grandes compagnies électroniques fondent de gros espoirs dans ces recherches afin d'augmenter la puissance de leurs ordinateurs.

Les champions de l'infiniment petit jonglent avec les atomes

Les progrès des nanotechnologies permettent d'espérer construire un jour des composants électroniques et des robots de quelques milliardièmes de mètre

IMAGINEZ un micro-ordinateur ayant la puissance d'un gros calculateur central, installé dans le noyau d'une cellule. Imaginez des robots industriels plus petits que des virus, capables de fabriquer n'importe quel matériau, atome par atome. Imaginez ces minuscules machines éparpillées dans votre organisme, à l'arrêt de la moindre défaillance. Vous pourriez devenir immortel, vos tissus étant réparés et remplacés par des millions de robots intelligents, dont chacun ne serait visible qu'au microscope électronique...

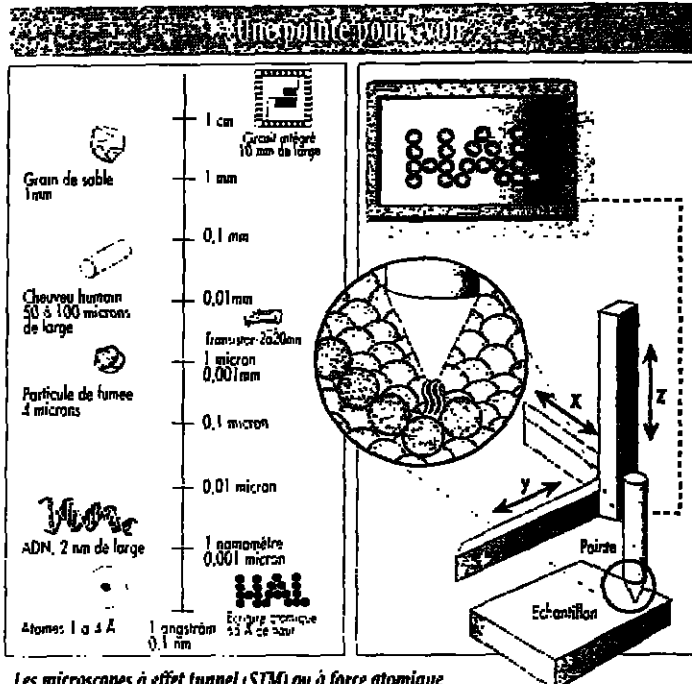
Réalité ou fiction ? Pour l'instant, un tel scénario relève plutôt du

avait la taille d'un autobus. La mécanique a fait l'objet d'efforts analogues. Des moteurs, des engrenages ont ainsi été découpés dans le silicium grâce aux procédés utilisés pour tracer les circuits intégrés. Cette philosophie de la miniaturisation consiste donc à réduire la taille d'objets qui nous sont familiers. Aujourd'hui, certains lui préfèrent une démarche inverse, considérant qu'il serait possible de construire machines, matériaux et produits en assemblant directement des atomes. C'est le principe de la nanotechnologie. Eric Drexler, du Massachusetts Institute of Technology (MIT), est l'un des pères de cette nouvelle discipline. Dès 1986, il exposa ce concept dans un livre remarqué, intitulé *Engines of Creation*, qui donna lieu à d'innombrables controverses, mais suscita aussi bien des vocations.

TEL UN VIRUS DÉGUISÉ

Drexler a imaginé des machines de la taille d'un virus, nommées « assembleurs » et conçues pour des tâches précises, comme la manipulation de certains groupes d'atomes, ou même l'assemblage de nouveaux « assembleurs ». À partir des produits ainsi créés. Selon lui, il suffirait de semer une poignée d'ingrédients et d'« assembleurs » et de laisser agir. Le résultat pourrait être – au choix – un assortiment de valves cardiaques, un ordinateur puissant ou bien plus d'« assembleurs » encore.

Chacun de ces « nanorobots » pourrait être constitué d'un minuscule ordinateur moléculaire, programmé pour effectuer certaines tâches et doté des outils permettant de les réaliser. Le concept est semblable à celui du robot indus-



Les microscopes à effet tunnel (STM) ou à force atomique (AFM), instruments favoris des nanotechnologistes, utilisent l'existence d'une interaction entre une pointe et la surface qu'elle balaye. Cette interaction, qui peut être une force ou un « effet tunnel » électronique, varie avec la distance (très courte) de la pointe à la surface. Le signal recueilli par la pointe permet de reconstituer l'image.

triel installé dans une chaîne automobile, à la différence près que le robot manipule des atomes et des molécules, et non des tôles. Des microscopes à effet tunnel (STM) et à force atomique (AFM) ont déjà permis de manipuler des atomes et des petites molécules. Les « assembleurs » feraient de même, mais seraient d'une taille incomparablement plus petite.

Bien que ce concept paraisse résolument industriel, Drexler préfère l'appliquer au monde du vi-

vant : un « assembleur » de la taille d'un virus n'est jamais qu'un virus déguisé. La vie elle-même s'appuie sur les propriétés physiques et mécaniques d'un ensemble organisé d'atomes. Ceux-ci, cependant, ont été forgés aveuglément par des milliards d'années d'essais et d'erreurs. Ainsi peut-on considérer que les êtres vivants fonctionnent grâce à des machines de taille moléculaire, les enzymes. L'information est stockée dans de véritables mémoires biologiques, les acides nu-

cléiques. Mais comment fabriquer des machines aussi petites que les macromolécules de la vie ?

Une grande partie des nanotechnologies relève encore de la science-fiction, mais certains aspects sont en passe de devenir réalité. C'est le cas de l'électronique moléculaire, qui conçoit et construit des molécules de synthèse pouvant se substituer au silicium et aux circuits électroniques qui y sont gravés. Des molécules qui fonctionnent comme des portes logiques ont déjà été construites et testées.

MOLECULES DE SYNTHÈSE

Drexler, lui-même, a imaginé des ordinateurs construits à partir de molécules comportant des parties mobiles analogues aux tringles, cannes et engrenages qui équipaient les machines à calculer d'autrefois. Cette « quincaillerie » à l'échelle atomique pourrait être insérée dans une matrice régulière, peut-être cristalline. Drexler ne s'est pas arrêté là et a été jusqu'à imaginer un nano-chirurgien entièrement autonome, plus petit qu'un globule rouge, qui patrouillerait dans le réseau sanguin, désintégrant les dépôts lipidiques des artères à coup de rayon laser !

Ne reculant devant rien, le chercheur du MIT a même rêvé que ces nanochirurgiens pourraient, dans un futur... très, très lointain, soigner, remodeler et sculpter nos organismes à notre guise.

Tout cela est encore hypothétique car, avant même d'avoir pris leur essor, les nanotechnologies se heurtent à bien des obstacles. Dans un article à paraître dans *Nature*, le chimiste David Jones, qui évoque souvent dans sa chronique des

technologies futuristes, conteste l'« assembleur » de Drexler. Pour lui, la physique exige qu'une machine soit plus grande et plus robuste que l'objet qu'elle fabrique, afin d'être capable de le déformer sans être elle-même déformée. De ce point de vue, si les microscopes à effet tunnel sont efficaces, c'est parce qu'ils sont infiniment plus grands que les atomes qu'ils manipulent. Ce qui ne serait évidemment pas le cas pour des « assembleurs » ayant la taille d'un virus.

Par ailleurs, le concept même d'« assembleur » se heurte au problème de stockage de l'information. On a comparé parfois ces machines à des termites, animaux très simples au plan individuel, mais capables de construire collectivement des ensembles vastes et structurés. Bien que ces termitières partagent des caractéristiques communes, toutes sont différentes. Pour qu'elles ne le soient pas, il faudrait que chaque machine-termite porte en elle toutes les instructions permettant d'assurer la construction de la termitière, ce qui paraît peu probable et, de plus, un contre-emploi.

Pourtant c'est ce que l'on demande aux « assembleurs ». Pour construire à la chaîne des structures macroscopiques de ce type, chaque « assembleur » devrait disposer de l'ensemble de l'information nécessaire, du plan intégral, atome par atome, de la structure à construire. De plus, tout cela devrait tenir dans un espace plus petit qu'un virus. Impossible, affirme David Jones. Le défi pour les nanotechnologies sera de faire de l'impossible une réalité.

Henri Gee

nature
le Monde

fantasme, même si un nombre croissant de scientifiques s'intéressent aux perspectives offertes par ces nouvelles techniques à l'échelle de l'atome et de la molécule : les nanotechnologies qui ouvrent sur un monde où l'unité de longueur est le nanomètre ou milliardième de mètre.

Le XX^e siècle a été obsédé par la miniaturisation. Un ordinateur personnel peut accomplir les mêmes tâches – et bien d'autres – qu'un calculateur qui, il y a cinquante ans,

Les bâtisseurs de molécules

AVANT D'ABORDER le « nanomonde » au travers de leurs microscopes électroniques, certains nanotechnologistes travaillaient déjà dans l'électronique moléculaire. Ils s'échinaient à créer, pour les ordinateurs d'après-demain, des polymères conducteurs ou présentant des propriétés magnétiques, ainsi que des matériaux utilisables en optique non linéaire. C'est sans doute la raison pour laquelle, aux côtés des physiciens plus portés sur les manipulations directes d'atomes, coexistent les chimistes qui continuent à « tisser leurs solutions ».

Cette seconde démarche est parfaitement illustrée par les recherches que mènent Jean-Pierre Launay et son équipe au Centre d'élaboration de matériaux et d'études structurales (CEMES) du CNRS à Toulouse. Après plusieurs essais, et en travaillant aux limites des techniques de fabrication des composants électroniques, ils sont parvenus à déposer, sur une plaquette de silicium, deux fines lignes d'or dont les extrémités ne sont séparées que de 80 angstroms, soit 8 milliardièmes de millimètre !

FILS D'OR

Leur but : relier ces minuscules électrodes par une seule molécule et créer ainsi un commutateur « moléculaire » en utilisant une molécule qui est conductrice ou isolante selon qu'elle est ou non éclairée par un rayonnement ultraviolet. Une telle substance existe et a déjà été synthétisée. Mais la molécule est quatre fois trop courte pour relier les deux fils d'or. Des travaux sont en cours pour tenter de l'allonger ou de l'intégrer dans un fil moléculaire, et d'autres le sont pour réduire la distance entre les traits d'or auxquels elle se raccorde.

« Les polymères, que nous connaissons bien, forment des molécules très longues mais souples, un peu comme des spaghettis », explique Jean-Pierre Launay. Ce qu'il nous faut, c'est une molécule rigide, en forme de bâtonnet, pouvant assurer

le transfert d'électrons et changer d'état sous rayonnement UV. Dans un deuxième temps, nous en cherchons une qui soit capable d'amplifier un signal. L'idéal serait que ces molécules possèdent, de surcroît, une partie mobile. » Le chercheur ne voit « aucune impossibilité de principe » à la réalisation de ce rêve de chimiste. Mais, reconnaît-il, ce genre de travail est extrêmement lent et très aléatoire.

Ces constructions moléculaires sur mesure ont été « popularisées » par Jean-Marie Lehn, qui a obtenu le prix Nobel pour cela. Aujourd'hui, de nombreuses équipes ont repris ces méthodes auxquelles Jean-Pierre Launay fait largement appel par l'intermédiaire du Groupement de recherche électronique moléculaire qui coordonne pour le CNRS. Il collabore ainsi avec Jean-Pierre Sauvage (Strasbourg), André Barrault (CEA, Saclay), des équipes de Bordeaux, mais aussi de huit pays européens.

Pour l'instant, la sculpture moléculaire à la manière des « jongleurs d'atomes » émules de Donald Eigler n'est pas vraiment à l'ordre du jour. Même si des chimistes américains ont déjà utilisé la pointe d'un microscope à force atomique (AFM) pour susciter des réactions chimiques molécule par molécule, les synthèses s'effectuent la plupart du temps sur un très grand nombre de molécules en solution. Grâce aux microscopes à force atomique et aux microscopes à effet tunnel (STM), les chimistes peuvent se pencher plus avant sur leur source d'inspiration favorite : la matière vivante.

L'AFM a déjà été utilisé pour étudier la surface d'un globule rouge. Certains ont aussi tenté d'en utiliser la pointe pour manipuler des chaînes d'ADN, support de l'hérédité. Mais les chercheurs sont encore loin de pouvoir imiter les gènes ou les sites de fixation des protéines, premier pas vers les « assembleurs », ces nanorobots dont rêve Eric Drexler.

J.-P. D.

Physiciens et chimistes entrent dans une nouvelle dimension

L'IRRUPTION, dans les laboratoires, dans les années 80, de microscopes capables de « voir » des atomes a donné des ailes aux chercheurs. « Une frontière a été brisée », estime Christian Joachim, directeur d'un groupement de recherche sur les manipulations à l'échelle du nanomètre au CNRS. D'un seul coup, il est devenu possible d'imaginer de faire, au niveau atomique, tout ce que nous étions capables de réaliser à une échelle « normale ». Le rêve était subitement à la portée des expérimentateurs. Il leur suffisait d'essayer, et ils ne s'en sont pas privés. »

Le premier à le faire fut l'Américain Donald Eigler, du laboratoire IBM Almaden de San José (Californie). En avril 1990, il s'est rendu célèbre par une petite expérience totalement inutile, mais qui a permis de montrer la réalité des nanotechnologies. À l'aide d'un microscope à effet tunnel, le STM (Scanning Tunneling Microscope), il a écrit le sigle de son entreprise avec trente-cinq atomes d'un gaz rare, le xénon. Quelques mois plus tard, il a récidivé en créant, avec d'autres atomes, un véritable « corral » à électrons, comme d'autres font des enclos pour le bétail.

PORTILLON À ÉLECTRONS

Depuis, les pionniers américains, japonais et européens des nanotechnologies n'ont pas cessé de « jouer aux billes » avec les atomes. Avec plus ou moins de bonheur. « C'est pratiquement à la portée de n'importe qui et c'est heureux, car on peut multiplier les expériences », explique Michel Devoret et Daniel Estève, du service de physique du solide et de résonance magnétique du Centre d'études nucléaires de Saclay (Essonne), japonais, Américains et Européens ont ainsi fabriqué des fils en alignant des atomes métalliques sur une surface de silicium.

En 1990, Michel Devoret et Daniel Estève ont construit une écluse à électrons, qui permet de laisser passer des particules une à une. En 1991, Donald Eigler, encore lui, a réalisé un « commutateur » atomique, dont la pièce mobile était constituée d'un

atome de xénon oscillant entre un cristal de nickel et la pointe d'un STM. Aujourd'hui, le chercheur américain fait, avec des atomes de platine, d'autres corrales, à l'intérieur desquels il tente de provoquer une réaction entre deux molécules. D'autres chercheurs se tournent plutôt vers des structures plus complexes : assemblages de molécules ou amas d'atomes (clusters), qui, pensent-ils, seront peut-être plus faciles à utiliser dans un futur pas trop éloigné. Gérard Dujardin (université Paris-Sud-Orsay) a réussi,

quinzaine d'années au moins. « Même si on n'a rien vu apparaître de vraiment révolutionnaire depuis le premier commutateur atomique d'Eigler, les progrès sont continus », estime Jean-Pierre Launay, directeur du groupement de recherche électronique moléculaire (CNRS). « Quand je me suis lancé dans ce domaine, la communauté scientifique était extrêmement réservée. Aujourd'hui, elle déborde d'intérêt à mon égard », constate Masakazu Aono (Riken), l'un des « nanotech nologistes » japonais les plus en vue.

Des chiffres incertains

Il est extrêmement difficile de se faire une idée précise de l'effort de recherche des différents pays en matière de nanotechnologies. Seul le MIT japonais annonce clairement la couleur : son « Angstrom Project », lancé en 1993, est doté de 250 millions de dollars sur dix ans. Aux États-Unis, l'évaluation n'est guère aisée. Mais, si l'on en juge par le nombre et les effectifs des équipes concernées, l'effort doit être très important.

L'Union européenne finance quatre laboratoires dans le cadre de son programme « Pronano », mais, au niveau industriel, seuls Philips et, dans une moindre mesure, Alcatel et Saint-Gobain semblent intéressés par l'aventure. En France, une partie du programme « Ultratech » du CNRS (12 millions de francs par an) est consacrée aux nanotechnologies. Mais, « faute sans doute d'une tradition industrielle française forte dans l'électronique, les équipes sont peu nombreuses », regrette Michel Devoret. « Bien que les chercheurs soient de qualité, renchérissent Christian Joachim et Jean-Pierre Launay, nous n'atteignons pas la masse critique » qui, seule, permet les vraies percées. »

En 1992, à couper en deux une molécule, Jim Gimzewski (IBM Zurich) et Christian Joachim viennent de mesurer la résistance électrique d'une seule molécule de fullerène C₆₀.

Des chimistes ont même synthétisé des molécules en forme d'anneaux. Certaines sont entrelacées. D'autres s'enfilent sur des molécules, elles-mêmes en forme de fil. Performances inutiles ? Peut-être. Reste que les grands de l'électronique, comme IBM, Motorola, Fujitsu, Matsushita ou Hitachi, investissent sans tapage dans ces recherches encore très fondamentales.

Nul ne s'attend cependant à voir les premières applications avant une

Pour l'instant, il se limite à des expériences à température ambiante à caractère très fondamental. Elles sont destinées, avant tout, à démontrer l'intérêt de ces technologies naissantes pour l'industrie informatique. Montrer, par exemple, que l'on peut enlever un atome de la surface d'une tranche de silicium et le déposer exactement au même endroit. Une manipulation qui, dit-il, « prouve que l'on peut enregistrer et effacer une unité d'information (un bit en jargon informatique) en utilisant un seul atome ».

Le chercheur japonais expérimente aussi ce qui pourrait être la technique de gravure de puces électroniques d'après-demain. Il a réussi

à créer des motifs sur une plaquette recouverte d'une couche monatomique d'or en créant une différence de potentiel électrique qui attire ou repousse les atomes au voisinage de la pointe d'un STM. Avec cette même pointe étonnante d'atomes, il a pu également déposer un trait monatomique d'or en continu, comme on le fait avec l'encre d'un stylo.

« Tout cela n'est pas simple, reconnaît Michel Devoret et Daniel Estève. Chacun d'entre nous, avance à petits pas. Les uns travaillant dans des milieux ultra-propres et ultra-froids, comme l'a fait Donald Eigler à ses débuts, et d'autres, moins nombreux, n'hésitant pas à mettre les mains dans le cambouis en tentant des expériences dans les conditions ambiantes. C'est très difficile, car le monde est bien sale à l'échelle moléculaire. »

MOYEN AGE

C'est pour cela qu'il faut multiplier les expériences. « Se construire un nanomonde plein de possibilités, commente un chercheur, et se doter de bons outils pour faire des miracles, car l'objectif n'est pas seulement de refaire les édifices que la nature nous donne, mais d'en créer d'autres peut-être plus exotiques et porteurs d'effets inattendus. » Mais, pour créer ces nouveaux mondes, encore faut-il préalablement élaborer des techniques générales de fabrication à l'échelle du nanomètre et développer une nanomécanique pour positionner les dispositifs qui auront été produits.

Beaucoup reste à faire, car ce dernier domaine est, hélas !, encore bien « moyenâgeux ». Cela n'empêche pas les grands de l'électronique de fonder de gros espoirs dans ces recherches qui, pensent-ils, pourraient leur permettre dans un premier temps d'augmenter considérablement la densité de mémoire de leurs ordinateurs.

Jean-François Augereau
et Jean-Paul Dufour

★ Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale *Nature*.

La virtuosité
met fin à l'a

مركز الفن الأول

La virtuosité du Monténégrin Dejan Savicevic met fin à l'aventure européenne du Paris SG

La finale de la Ligue des champions mettra aux prises Milan et Amsterdam

Battu 2 à 0 par le Milan AC, mercredi 19 avril, en demi-finale retour de la Ligue des champions, les Parisiens échouent pour la troisième année

consécutive à la porte d'une finale européenne. Le club de Silvio Berlusconi, à l'inverse, accède à sa troisième finale de suite en Ligue des cham-

pions. Pour remporter le trophée, Milan devra battre, le 24 mai, la jeune formation de l'Ajax Amsterdam, victorieuse du Bayern Munich (5-2).

MILAN

de notre envoyé spécial

George Weah vaut aux pieds de Franco Baresi, l'impavide d'acier de la défense milanaise, après avoir plongé mollement dans l'improbable espoir d'obtenir un penalty. Quel aveu d'impuissance ! D'ordinaire, le Libérien aurait tiré sans sommation, au jugé. C'est ainsi que ce buteur instinctif est devenu le meilleur marqueur de la Ligue des champions, dans la première partie de la compétition. Or, là, moins de vingt minutes s'étaient écoulées, et déjà Paris semblait s'en remettre à un coup de pouce du destin.

Les tergiversations du Libérien à l'approche du but italien trahissent un manque d'assurance collectivement partagé. Les statistiques confirment dramatiquement ce constat : en une heure et demie, les joueurs parisiens n'ont pas adressé le moindre tir cadré. Seuls quelques centres aériens ont tiré Sebastiano Rossi de l'inactivité. La confiance était résument milanaise : dès le coup d'envoi, les 80 000 tifosi de San Siro avaient procédé à un insolent lâcher de ballons et provoqué des bourrasques de confettis, comme pour célébrer par anticipation la qualification certaine à une troisième finale d'affilée. Le docteur Coué, convoqué d'urgence par Luis Fernandez au chevet des Parisiens, n'eut pas plus d'impact sur le cours des choses que les ajustements tactiques apportés par l'entraîneur.

Le Brésilien Valdo, dont l'absence a été reprochée à Luis Fernandez au match aller, a largement échoué dans la mission qui lui avait été confiée. Il n'a pu imposer le jeu libéral qu'il prônait, ni déjouer le métronome d'horlogerie de la défense milanaise. Ni l'absence d'Alessandro Costacurta, suspendu, ni l'entrée en cours de jeu de Filippo Galli

pour remplacer le remplaçant Mauro Tassotti, blessé, n'ont troublé la paisible organisation défensive de zone commandée depuis près de dix ans par Maestro Baresi (Le Monde du 19 avril). Les Parisiens se sont vite retrouvés à court de solutions, condamnés aux passes latérales stériles, aux relances maladroites.

Au contraire, des espaces libérés par une défense réduite à trois joueurs s'ouvraient aux contres des Simone, Boban et Savicevic. C'est précisément sur deux balles perdues en milieu de terrain et prestement récupérées par Marcel Desailly que Dejan Savicevic a inscrit les buts de Milan, deux joyaux de lucidité et de vivacité, glissés du plat du pied gauche hors de portée de Bernard Lama, comme deux exemplaires identiques du même objet d'art.

La virtuosité individuelle du Monténégrin, c'est un peu de valeur ajoutée au savoir-faire collectif des rossoneri. Sans lui, le Milan AC cuverait 1995 serait une équipe presque ordinaire. Sa présence apporte le brin de folie qui fait la différence. La presse italienne ne s'y trompe pas, qui l'encense quotidiennement dans ses colonnes. Le public non plus, qui lui a trouvé un

surnom à sa démesure : *il Genio*. Le génie jubile ; il savoure comme une revanche cette popularité qui fut si longue à venir. Arrivé en 1992 de l'ex-Yougoslavie, le meneur de jeu de l'étoile rouge de Belgrade n'était que le septième étranger du club, donc condamné au banc de touche. C'est tout juste si Fabio Capello, le nouvel entraîneur, lui adressait la parole. A chacune de ses rares apparitions, les tifosi le sifflaient copieusement et ses coéquipiers ne semblaient guère apprécier son fort caractère.

LA TORTUE ITALIENNE

Bref, Savicevic serait allé faire profiter un autre club de son génie si son ami, le Croate Zvonimir Boban, ne lui avait suggéré la patience et s'il n'avait eu l'appui, au sein du club, d'un supporter de poids : Silvio Berlusconi soi-même. Depuis que son rival haï, Jean-Pierre Papin, n'est plus sur sa route, il s'est affirmé comme le fer de lance incontesté de la machine de guerre lombarde.

L'an dernier, Savicevic a contribué par ses exploits personnels au triomphe européen sur le FC Barcelone (4-0). Le voilà qui qualifie son équipe pour une troisième finale de Ligue des champions en

trois ans. En attendant que la nouvelle Yougoslavie soit définitivement autorisée à participer aux compétitions internationales, le Monténégrin consacre son énergie à cette terre d'exil milanaise. Il veut apporter sa pierre personnelle à l'incomparable palmarès rossoneri.

Autant que sur le terrain, c'est à la vue des trophées exposés au siège du club que l'on mesure vraiment la différence de niveau entre les footballeurs italiens et français. Sur les rayonnages, les coupes d'Europe de toutes tailles et de toutes époques témoignent d'une culture où l'efficacité n'est jamais sacrifiée à la beauté du geste. Ainsi, dans les tribunes du stade Giuseppe Meazza, mercredi soir, il ne s'est pas trouvé un supporter pour protester contre la médiocrité du spectacle offert. Avec la qualification, l'essentiel était accompli.

Qui l'aurait cru, au cœur de l'hiver, quand Paris faisait la course en tête et que Milan lambinait ? En dépit d'un football perclus de soucis financiers, les clubs italiens sont encore en mesure de gagner les trois compétitions européennes, comme en 1990. Leurs parcours ressemblent à celui de l'équipe d'Italie en Coupe du monde. Souffreteuse lors du premier tour, la *Squadra azzura* finit souvent par se hisser en finale. Les footballeurs transalpins - tortues obstinées plus que lièvres insouciantes - auraient-ils définitivement fait leur profit des leçons d'un certain fabuliste français, mort il y a trois siècles ?

Jean-Jacques Bozonnet

Fiche technique

MILAN AC. Buts : Savicevic (21', 68'). Avertissements : Tassotti (2') PARIS SG. Avertissements : Ricardo (9'), Colletier (56'), Roche (88')

George Weah espère jouer à Milan

L'attaquant du Paris SG, George Weah, a laissé entendre mercredi, à l'issue de la demi-finale, qu'il jouerait la saison prochaine au Milan AC. « J'espère que l'année prochaine je jouerai en Italie », a notamment déclaré l'attaquant franco-libérien, âgé de vingt-huit ans, a relativisé la déception des footballeurs parisiens, qui échouent pour la troisième année consécutive dans une demi-finale européenne.

« Nous étions venus pour gagner. Mais Milan possède l'équipe la plus forte d'Europe, peut-être l'équipe la plus forte de tous les temps », a précisé le numéro neuf parisien. Selon lui, l'équipe italienne était « impressionnante » et, face à ces joueurs en bonne forme physique, ses camarades et lui ont « tout tenté ». Le joueur a aussi ajouté, dans un entretien publié par *Le Parisien* du jeudi 20 avril, que, à Milan, « le stade est grand, le public est fantastique ». Dans cette « ville qui [lui] plaît », George Weah espère bientôt retourner.

Jean-Christophe Lafaille a enchaîné dix faces nord des Alpes en seize jours

L'ALPINISTE français Jean-Christophe Lafaille a réussi l'exploit d'enchaîner en seize jours d'ascension en solitaire les faces nord de dix parois mythiques des Alpes. Originaire de Gap et âgé de vingt-neuf ans, ce professeur à l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme de Chamonix a gravi, au cours de ce qu'il appelle son « grand voyage » dans les Alpes suisses, italiennes et françaises, les faces nord de l'Eiger (3 960 m) et du Cervin (4 478 m),

avant de terminer, mercredi 19 avril, ses enchaînements par les Grandes Jorasses (4 208 m), dans les Alpes françaises. Parti le 4 avril, Jean-Christophe Lafaille a également escaladé la face nord du Monch - une paroi de 900 mètres de haut - avant d'ouvrir une nouvelle voie dans l'Aletschhorn (4 195 m).

Au cours de ce périple, l'alpiniste a franchi environ 180 kilomètres à pied et à skis de randonnée, et esca-

ladé de 18 000 à 19 000 mètres de dénivelé. Dans le Cervin, il a dû batailler pendant plus de seize heures pour graver la face nord, à cause du mauvais temps qui l'a également contraint à renoncer à ajouter deux autres ascensions à son exploit. Dans un itinéraire de liaison, il s'est légèrement blessé à la cheville et souffrait d'un étirement du tendon avant de rejoindre, mercredi, la vallée de Chamonix. Cette blessure et l'annonce d'un très mauvais temps l'ont incité à renoncer *in extremis* à l'escalade de l'aiguille d'Argentière (3 901 m) et des Droites, dans le massif du Mont-Blanc.

« C'était un projet mûri depuis pas mal d'années », a indiqué l'alpiniste, qui évoquait « l'énorme plaisir d'être allé jusqu'au bout ». Jean-Christophe Lafaille avait déjà réalisé plusieurs « premières » : les solitaires hivernales de la voie Bonatti et de la face sud du Fou (1991), la solitaire hivernale du chemin des Étoiles dans la face nord des Grandes Jorasses (1992). Il est le premier Français à avoir réussi l'ascension de la voie Zengyatta-Mondatta, au Yosemite. Il a ouvert une nouvelle voie dans la face nord du Shishapangma, dans le massif de l'Himalaya (1994).

La skieuse Vreni Schneider annonce sa retraite

LA SUISSE Vreni Schneider, 30 ans, la plus titrée des skieuses en activité, avec trois médailles d'or olympiques, trois titres mondiaux et trois victoires au classement général de la Coupe du monde, dont la dernière cette saison, a annoncé, mercredi 19 avril, qu'elle mettait un terme à sa carrière après onze années au plus haut niveau. Elle se retire ainsi avec la deuxième palmarès de tous les temps après celui de l'Autrichienne Anne-Marie Proell-Moser. Au-delà de sa régularité en Coupe du monde, Vreni Schneider s'est distinguée dans les grands événements. A son double de 1988 aux JO de Calgary (slalom et slalom géant), se sont ajoutés une autre médaille d'or en slalom à Lillehammer (1994) et trois titres mondiaux (slalom géant en 1987 à Crans Montana et 1989 à Vail, slalom en 1991 à Saalbach). Son projet immédiat serait de « fonder une famille ».

■ RUGBY : Les fédérations britanniques de rugby à XV devraient être privées d'aides financières publiques jusqu'à ce que soit mis fin à la « discrimination » qui frappe les joueurs voulant passer du XIII au XV, a recommandé, mercredi 19 avril, une commission parlementaire britannique. Selon les députés, l'interdiction faite aux joueurs professionnels de jouer - ou rejouer - à XV est « indéfendable » et devrait être abolie, compte tenu de « l'hypocrisie » qui consiste à utiliser le mot « amateur » pour les joueurs de rugby à XV. La commission parlementaire a appelé l'International Board, organisme dirigeant du rugby à XV mondial, à cesser cette « discrimination ». (AFP)

RÉSULTATS

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS

Demi-finale retour

Milan AC-Paris SG

2-0 (1-0)

5-2 (0-0)

Nak Amsterdam-Bayern Munich

Entre parenthèses figurent les résultats des matches aller. La finale opposera le Milan AC à l'Ajax Amsterdam le 24 mai à Vienne.

TENNIS

JOURNÉE ATP DE WICE

Deuxième tour
Tomas Carbonell (Esp) bat Renzo Furlan (Ita) 6-4, 6-4 ; Sergueï Koryukov (Rus) bat David Wheaton (Eu) 4-6, 6-3, 6-4 ; Alberto Costa (Esp) bat Francisco Claver (Esp) 6-3, 6-1 ; Cédric Pioline (Fra) bat Daniel Vacek (Tch) 6-4, 4-6, 6-3.

VOILE

COUPE DE L'AMERICA

Coupe Louis-Vuitton : régates reportées.

Coupe Citizet : Young-America bat Mighty-Mary 2 min 46 s.

Classement : 1. Young-America, 4 pts ; 2. Mighty-Mary et Stars-and-Stripes, 3.

Le grand Ajax s'est trouvé des héritiers

Les successeurs de Johan Cruyff accèdent au dernier tour pour la première fois depuis 1973

AMSTERDAM

de notre envoyé spécial

Ils sont rouges, ils sont blancs. C'est une marée de drapeaux, dont la houle incessante agite les tribunes du vieux Stade olympique d'Amsterdam. Les supporters de l'Ajax ont trop envie de le crier à la face du football européen. Leur club vient de signer son retour en haut de l'affiche, les maillots rouge et blanc intimement à nouveau tous leurs rivaux. L'Ajax est redevenu la terreur du Vieux Continent, comme au temps de Johan Cruyff et de ses coéquipiers, militants inlassables du football total, joueurs de partout et de nulle part, capables de faire perdre la tête à n'importe quel adversaire. En une soirée de folie, une bande de gamins facétieux encadrés de deux anciens bourrés de références et d'un entraîneur austère se sont emparés de l'héritage.

Ironie du sort : c'est le Bayern de Munich, le grand rival de ces années-là, qui a eu la charge d'entretenir ce legs. Vingt-deux ans après, l'Ajax d'Amsterdam se retrouve en finale de la plus prestigieuse des coupes européennes. L'équipe de Cruyff avait remporté trois fois de suite le trophée (1971, 1972, 1973). A l'époque, il n'était pas question de Ligue des champions, de football-business où chaque match doit d'abord être une bonne affaire. Clarence Seedorf ou Patrick Kluivert, deux des vedettes de cet Ajax de fin de siècle, n'étaient même pas nés. L'épreuve s'appelait la Coupe d'Europe des clubs champions. Le club d'Amsterdam était le deuxième à lui donner ses lettres de noblesse, après le Real Madrid. Le Bayern s'était chargé de prendre la succession, auteur à son tour d'un triplé (1974, 1975, 1976).

En posant aux héritiers, les joueurs de Louis Van Gaal n'ont pas voulu reprendre l'intégralité du patrimoine de leurs proches parents. Ils en ont seulement gardé la meilleure part, ce goût inné pour l'attaque qui réchauffe tous les cœurs rouge et blanc. Comme du temps de Cruyff, les nouveaux héros, qu'ils s'appellent Ari Litmanen, Marc Overmars ou Finidi George, semblent irrésistiblement attirés vers le but adverse. En ce mercredi 19 avril, ils ont marqué cinq fois, à toute vitesse, selon leur habitude. Comme leurs prédécesseurs, ils se sont emparés d'une compétition qui paraît ne plus rien devoir leur refuser. L'Ajax est vaincu depuis le début de la Ligue des champions 1995, a battu à deux reprises, lors du tour préliminaire, son futur adversaire de la finale, le Milan AC.

« Je pense qu'actuellement nous disposons de la meilleure équipe

d'Europe sur le plan de la qualité technique », proclame Louis Van Gaal, l'entraîneur. Elle témoigne aussi d'un parfait équilibre dans sa composition. L'Ajax rassemble les meilleurs joueurs néerlandais, passés au moule de la formation maison. Il a su reconquérir un vieux cœur encore plein d'allant. Frank Rijkaard, revenu d'Italie pour une ultime saison de football, s'est découvert en Danny Blind un défenseur au grand âge (34 ans) qui semble avoir découvert le secret de l'elixir de jeunesse.

NAVIGUER ENTRE LES ÉCUEILS

L'équipe a déniché un trio d'étrangers qu'environnent les riches capitales du football européen. Ari Litmanen, le milieu de terrain finlandais, avait été refusé par deux clubs belges aujourd'hui en deuxième division. Mercredi soir, il a marqué deux buts. Avec ou sans lui, l'Ajax n'a pas la même créativité, la même capacité à désarçonner les défenses. Finidi George et Kwinkwanku Kanu, les Nigériens, appartiennent à cette catégorie d'attaquants jamais satisfaits tant qu'ils n'ont pas marqué. Contre le Bayern, tous ont pu faire étalage de leur talent, démontrant que, comme leurs prédécesseurs des années Cruyff, ils savent prendre un match et lui faire perdre haleine jusqu'à l'échouerie.

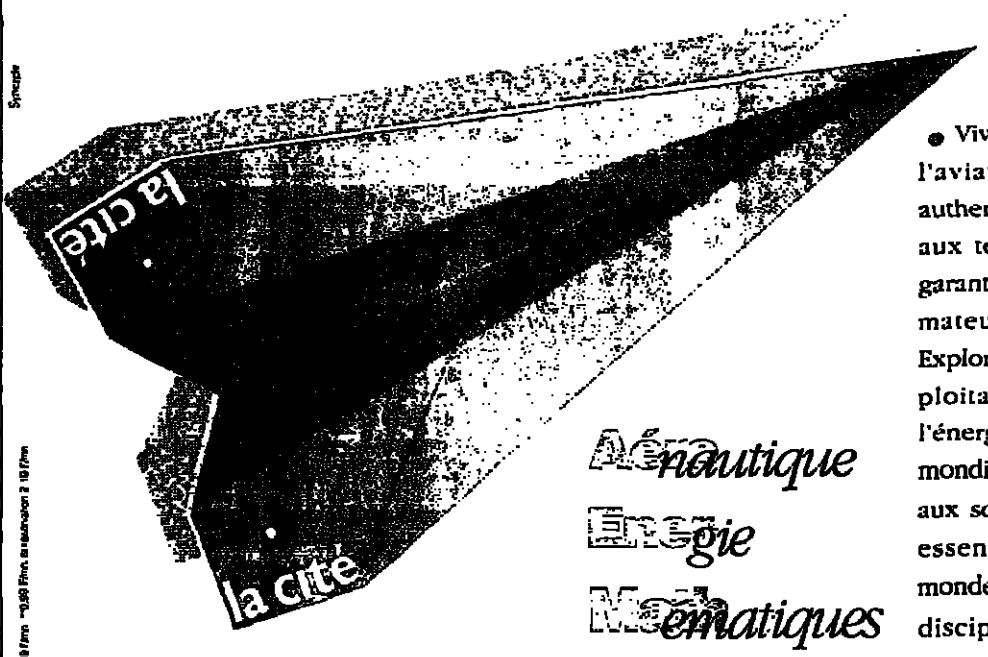
Pour être tout à fait digne de l'héritage, l'Ajax veut désormais remporter la Ligue des champions, le 24 mai, à Vienne, et battre le Milan AC, détenteur du trophée. Entraîneur et dirigeants savent aussi qu'il faudra naviguer au plus près entre les écueils qui menacent un si beau navire. Après leurs triomphes européens, Johann Cruyff et ses camarades n'avaient pu résister à l'appel de l'argent. Cruyff s'était envolé pour Barcelone, suivi de peu par son fidèle Neeskens. En cette fin de saison, plusieurs joueurs ont déjà fait l'objet de travaux d'approche. Parne s'intéresse à Clarence Seedorf, Barcelone rêve de Frank De Boer pour remplacer Ronald Koeman au centre de sa défense. L'héritage de l'Ajax risque-t-il d'être dilapidé avant même d'avoir été touché ?

Pascal Ceaux

Fiche technique

AJAX AMSTERDAM. Buts : Litmanen (11', 47'), Finidi (41'), De Boer (45'), Overmars (89'). Avertissement : Blind (74'). BAYERN MUNICH. Buts : Witczek (36'), Schol (75' sur pénalty). Avertissements : Ziege (23'), Kuffour (35').

Fais-moi décoller.



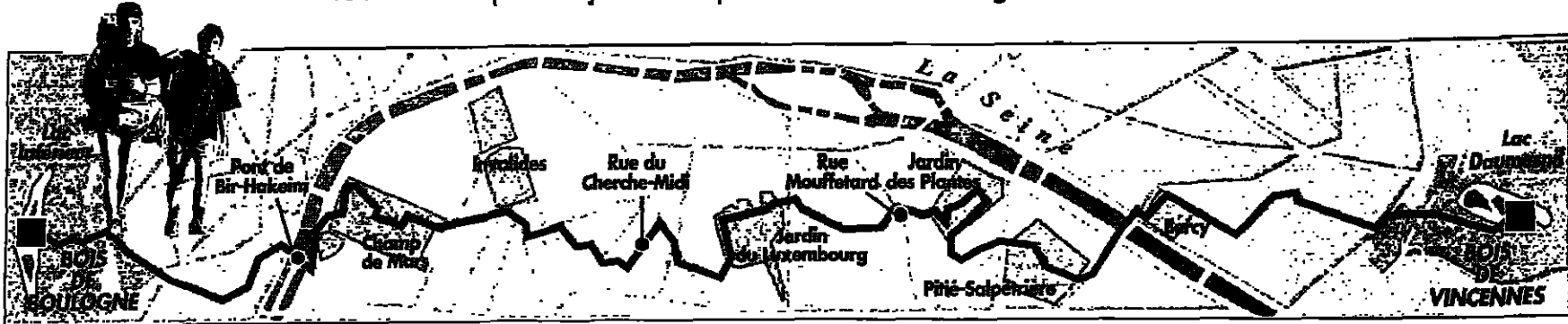
● Vivez la passionnante aventure de l'aviation à réaction autour d'un authentique Miraz IV et initiez-vous aux techniques du décollage. Envol garanti ! ● Six milliards de consommateurs aujourd'hui... et demain ? Explorez la diversité des modes d'exploitation et de consommation de l'énergie pour réfléchir à son avenir mondial. ● Du théorème de Pythagore aux sondages, les mathématiques sont essentielles pour comprendre le monde. Découvrez ou redécouvrez une discipline en pleine effervescence.

3 nouvelles expositions permanentes à la cité des Sciences et de l'Industrie. Paris - la Villette
Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h. Fermé le lundi. Tél : 36 68 29 30* ou 36 15 Villette**

VOYAGES

La grande randonnée de Paris

En attendant le premier topoguide balisant la capitale d'ouest en est le marcheur peut déjà relier à pied les bois de Boulogne et de Vincennes



CE N'EST PAS à proprement parler un sentier, mais comment appeler autrement cette traversée pédestre ouest-est de Paris tracée et balisée par la Fédération française de randonnée? Tout ramène en effet son itinéraire au réseau étendu de sentiers dont la France est tissée. Géographiquement, puisqu'il fait communiquer ceux qui encerclent la capitale. Graphiquement, puisqu'il obéit au même système de signalisation. Dans sa réalité enfin, car, bien que taillé, pour l'essentiel, dans le macadam, il mérite cependant, avec ses 17,3 km, l'attention d'une petite journée et l'appellation de grande randonnée.

On peut certes décider d'en parcourir n'importe quel fragment, mais le sentier n'est en rien une succession de promenades. Aussi composé d'emprunts qu'il soit, aussi légères qu'ait pu être les interventions lui donnant consistance, c'est un authentique équipement. Il a une fonction: relier les deux bois parisiens, connecter Paris avec les réseaux d'Île-de-France, et, au-delà, permettre la traversée de la France via la capitale. Avec son tracé, le maillage (bénévole) du territoire pour les marcheurs a conquis un espace qui leur paraissait interdit.

Paris n'est plus cette tache obscure sur la carte du randonneur, ce

«pot-au-noir» où ne survivent que les automobiles et les transports en commun. La capitale a officiellement accepté d'être absorbée par la marche et de le faire savoir. Un second sentier, en cours de balisage, reliera le nord au sud, du parc de La Villette au parc Montsouris par les Buttes-Chaumont, le Marais et Notre-Dame. Trois autres itinéraires rattachés aux deux axes principaux viendront ultérieurement compléter le réseau parisien.

A quel bon tracer un chemin lorsque tout est chemin? interrogeront les amateurs d'errance. A quel bon installer de nouveaux signes là où ils prolifèrent? Depuis longtemps pourtant, nous avons appris à ne plus chercher notre route, mais les signes qui l'indiquent. C'est d'ailleurs leur logique, transversale, qui donne existence au sentier. Les courts traits horizontaux (ici une double barre rouge et jaune) bien connus des randonneurs ont été tracés sur les hampes de panneaux préexistants, invisibles à qui n'est pas accoutumé à les percevoir. La continuité de signalisation avec le réseau des campagnes implique la possibilité de poursuivre du même pas au-delà. Elle offre à d'autres la tentation de parcourir la ville comme un jeu de piste, les mains libres de plan. L'itinéraire a été dessiné au plus

loin de la clameur automobile, non sans devoir parfois couper sa route. Aux carrefours, le bonhomme alternativement rouge et vert rappelle l'infime soumission du piéton, et la différence de condition du randonneur. Passés les grands axes, celui-ci découvre le terme de sentier moins inadapte

dans les jardins du Luxembourg, ou au Jardin des plantes. En portant le regard à hauteur de branches, il fait rentrer la saison dans la cité. En dehors des grandes plantations, platanes et marronniers qui ne sont jamais vraiment sortis de la famille, c'est à tout un peuple d'immigrés - individus de

Paris n'est plus cette tache obscure sur la carte du randonneur, ce «pot-au-noir» où ne survivent que les automobiles et les transports en commun

caractère installés pour certains depuis deux siècles, à qui le climat parisien a suffisamment profité pour qu'ils lui apportent leur couleur, leur relief et leur plénitude - que le sentier rend hommage. A quoi, à qui ressemble Paris vu du sentier? A la rue Berton (ex-rue du Roc), l'une de ses dernières venelles, avec ses policiers en gilet pare-balles à chaque extrémité, entre les arbres de l'hôtel de Lamballe et la maison de Balzac; à un triplex chic (métro, piétons, voitures) du pont de Bir-Hakeim, qui semble loué à l'année aux cover-boys et girls, téléphone portable au poing, précédés de leur photographe.

Paris ressemble aux buveurs de la place Mouffetard (bière au soleil et café à l'ombre), malheureux depuis qu'on les a séparés par les chaînes les plus laides de Paris; aux rétinales retraitées des arènes de Lutèce qui sortent de leurs filets des boules de pétanque; aux enfants et aux amoureux qui escaladent le grand labyrinthe du Jardin des plantes sans voir les rangées de vignes qui viennent d'y être plantées.

Paris ressemble aux murs clairs et sonores de la chapelle de la Salpêtrière, et finit par disparaître et se confondre dans les lacs et les barques du bois de Boulogne et du bois de Vincennes. Comme si le randonneur ne pouvait quitter la ville que par le même port. A la rame.

Jean-Louis Perrier

★ En attendant la parution du topoguide consacré à la traversée ouest-est et aux sentiers des bois de Paris (prévue au quatrième trimestre 1995), le Comité départemental de la randonnée pédestre de Paris a édité une plaquette gratuite détaillant l'itinéraire. CDRP, 39, rue de l'Abbé-Grognon, 75006 Paris. Tél.: 45-49-40-52. Renseignements également à la Fédération française de randonnée pédestre (FFRP), 64, rue de Gergovie, 75014 Paris. Tél.: 45-45-31-02.

PARTIR

■ **ARBRES DE COLLECTION DANS L'ALLIER.** Situé sur la nationale 7, entre Nevers et Moulins, l'arboretum de Balaine, à Villeneuve-sur-Allier, où l'on peut visiter le parc planté au début du XIX^e siècle par Aglaé Andanson, deux Journées des plantes, consacrées aux arbres et arbustes rares, les samedi 22 et dimanche 23 avril, de 9 heures à 18 heures. Trente exposants seront présents. Renseignements: tél.: (0670) 43-30-07.

■ **LA CÔTE D'ALBÂTRE VUE DU CIEL.** Filoter, tout un oiseau, avec les falaises, survoler plages de galets et plateaux, rallier Saint-Vallery-en-Caux à Etretat, voire pousser jusqu'à Dieppe ou au Havre: c'est ce que propose, en compagnie d'un pilote expérimenté et à bord d'un bimoteur Jodel DR-400, le comité départemental de tourisme de Seine-Maritime. L'occasion, également, de visiter, à Etretat, le Musée Nungesser-et-Coll (ouvert au public les samedis après-midi à partir de Pâques et tous les jours du 15 juin au 15 septembre) celui de Costes-et-Bellonte, à Saint-Vallery, où l'hôtel Altéa-Mercure propose un forfait (350 F par personne) comprenant une nuit en chambre double avec petit déjeuner et un survol de la côte de trente minutes. Renseignements au 35-59-26-26.

■ **ESCAPADES À DIVONNE.** Avec 65 hectares vallonnés entre Jura et Léman, un palais début de siècle offrant restaurant gastronomique, piscine, tennis, golf, casino et discothèque, le domaine de Divonne propose des forfaits week-end: deux nuits en chambre double et demi-pension pour le 1^{er} mai ou le 8 mai (1 370 F); trois nuits à l'Ascension (2 080 F); deux nuits à la Pentecôte ou le 14 juillet (1 420 F). Compris dans les deux premiers, la visite de l'exposition Egon Schiele à Martigny (Suisse). Dans les trois derniers, une croisière sur le Léman. Situé à 15 km de Genève, Divonne-les-Bains est à une heure de vol de Paris (550 km par l'autoroute) et à 3 h 30 en TGV. Renseignements au 50-40-34-34.

PHILATÉLIE

Europa : paix et liberté



LA POSTE mettra en vente générale, mardi 2 mai, deux timbres de la série Europa, à 2,80 et 3,70 francs, sur les thèmes « Paix » et « Liberté ».

Les premiers timbres Europa - qui comportaient un dessin commun - sont apparus en 1956; ils ont été émis par l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Les treize valeurs de cet ensemble atteignent aujourd'hui la cote de 3 500 francs. En 1994, les administrations ou les établissements postaux de trente-trois pays européens (dont la Slovaquie, la Turquie, Chypre, les îles Féroé, etc.) ont procédé à l'émission de près d'une centaine de timbres Europa ayant pour sujet « L'Europe et les découvertes ». Une inflation constante qui ne devrait pas se dé-

mentir en 1995... Les timbres français, au format horizontal 36 x 22 millimètres, dessinés par Jean-Paul Cousin, sont imprimés en héliogravure en feuilles de cinquante.

P. J. ★ Vente anticipée à Strasbourg (Bas-Rhin), les 29 et 30 avril, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à l'hôtel du département, place du Quartier-Blanc; vente anticipée à Paris, les 29 et 30 avril, au bureau de poste temporaire doté d'un timbre à date sans mention « premier jour » ouvert aux invalides, salle des rencontres, 6, boulevard des Invalides, 7.

L'Union philatélique internationale et Philat'EG organisent à cette occasion une exposition sur les thèmes de la seconde guerre mondiale, la Résistance et la déportation (souvenirs philatéliques: F. Peschl, 3, rue de Bouillans, 77130 Forges. Tél.: (1) 64-32-49-07).

EN FILIGRANE

● **Postiers en grève (1906-1909).** L'Entralpe Sud-Est PTT-Section philatélie (87, rue du Charolais, 75571 Paris Cedex 12. Tél.: (1) 40-19-76-52) lance une souscription pour un livre intitulé *Postiers en grèves (1906-1909)*. L'auteur, Christian Henrissy, fait revivre tout au long des 268 pages de l'ouvrage, illustré à l'aide de plus de 250 cartes postales anciennes, les grèves qui opposèrent postiers et télégraphistes de la Belle Époque au gouvernement de Clemenceau. Les bénéfices de la vente de ce livre seront reversés au foyer des orphelins des PTT de Cachan (prix de souscription 240 francs au lieu de 270 francs, jusqu'au 30 avril).

● **La Croatie, la cravate et la France.** La Poste croate a émis le 19 janvier trois timbres et un bloc représentant la première cravate de soldat croate vers 1630, une cravate de dandy anglais de 1810 et une cravate moderne (Hrvatska posta, Jurisiceva 13, 41001 Zagreb, Croatie). L'étymologie du mot « cravate » est d'origine croate et

remonte, semble-t-il, à la guerre de Trente Ans. Richelieu, qui aurait remarqué le courage des mercenaires croates, créa le premier corps de cavalerie française, composé de chevaliers-légers croates, puis, en 1643, un régiment de « royal-cravates » dont les soldats se distinguaient par un détail vestimentaire insolite: un foulard noué autour du cou... dont la mode ne tarda pas à se répandre.

● **Timbre de l'année.** Le Service national des timbres-poste organise la cinquième édition de l'élection du timbre de l'année. Cette élection s'adresse uniquement aux réservataires et abonnés de La Poste, appelés à désigner, avant le 15 mai, leur timbre préféré émis en 1994. Tous ceux qui auront choisi le timbre désigné par le plus grand nombre comme meilleur timbre de l'année participeront à un tirage au sort doté de cinq cents prix, dont un voyage en Suède pour deux personnes d'une valeur de 20 000 F (SINTR, 111, boulevard Brune, 75675 Paris Cedex 14).

● **Robert Françon Distinguished Philatelist.** Le bureau du Roll of Distinguished Philatelists a décidé d'inviter Robert Françon, grand spécialiste des timbres français du début du XX^e siècle, à signer le Roll en octobre prochain. Instituée en Grande-Bretagne en 1921, cette invitation est considérée comme la plus prestigieuse des distinctions philatéliques. Le roi George V en fut le premier signataire, suivi au fil des ans par 289 philatélistes, dont 63 sont toujours en vie. Robert Françon sera le dix-septième Français à paraître le Roll.

VENTES

La pierre et la poutre

C'EST LA SAISON des ornements rustiques: grandes poteries, pierres sculptées, escaliers, cheminées, poutres anciennes; bref, tout ce qui peut donner un charme supplémentaire à une maison de campagne, fût-elle récente. Certains antiquaires se sont spécialisés dans ce domaine. Ainsi, cette semaine, les amateurs se donneront rendez-vous près de Sablet, un charmant village du Vaucluse où sera vendu, samedi 22 avril, un ensemble de ce genre.

Les jarres en terre cuite brute ou vernissée qui servaient à conserver l'huile d'olive mesurent entre 80 centimètres et 1 mètre de hauteur. Ocre ou rougeâtres, de forme très sobre ou plus recherchée, elles se négocient chez l'antiquaire à partir de 1 500 francs et sont estimées ici entre 500 et 1 200 francs. Les auges et évier en pierre voient leur prix varier de 250 à 1 500 francs selon les estimations, la beauté des formes et le décor de moulures. Moussues, patinées, blanches, blondes ou grises, la couleur de la pierre et un degré d'usure raisonnable n'ont pas d'incidence sur le prix de ces objets. Les bornes en pierre qui marquaient autrefois le bord des routes sont accessibles à partir de 200 francs.

Des grilles et des portails en fer forgé, principalement du XIX^e siècle, sont proposés ici entre 300 et 2 000 francs, selon les dimensions et la beauté du décor. Enfin, des tuiles romaines, très utiles dans toutes les vieilles maisons du sud de la France, se vendent en général sur la base de 5 francs la pièce. Les lots de cette vente, où les tuiles sont réunies par plusieurs centaines ou plusieurs milliers, partiront sans doute pour moins cher, probablement autour de 3 francs la pièce.

CHEMINÉES CAMPAGNARDSES

Passons aux ornements d'intérieur qui, du sol au plafond, sans oublier les murs, donnent un repère aux maisons d'autrefois. Ici, vieillissent les constructions neuves. Très appréciées, les cheminées en terre cuite se négocient dans l'ensemble de 50 à 150 francs le mètre carré: tomettes hexagonales grandes (environ 20 centimètres de hauteur) ou petites (environ 12 centimètres de hauteur), rectangulaires ou carrées (toutes les tailles de 12 à 30 centimètres environ), de l'ocre le plus pâle au rouge vif. Plus récentes, mais qui commencent à être très recherchées, les cheminées en ciment du XIX^e siècle, peintes de bleuets et de rinceaux rouges, gris ou bleus pour la plupart, valent autour de 100 francs le mètre carré. On trouve aussi des poutres anciennes en chêne et en sapin dont les longueurs varient de 3 à 6 mètres environ, pour lesquelles il faut compter de 1 000 à 2 000 francs le lot d'une quinzaine d'exemplaires, autour de 4 000 francs pour une trentaine.

Des cheminées sont également proposées, des modèles campagnards en pierre blanche à partir de 6 000 francs aux exemplaires abondamment sculptés du XVIII^e siècle qui valent au moins 15 000 francs. Des escaliers en pierre complètent cet ensemble. On attend entre 3 500 et 4 500 francs pour une suite d'une vingtaine de marches en pierre gris clair du XIX^e, et au moins 4 000 francs pour les huit marches formant un escalier à vis de la fin du XVIII^e.

Les amateurs qui ne pourront pas se rendre dans le Vaucluse auront l'occasion de trouver sensiblement la même marchandise, avec un choix encore plus vaste, à Houdan, dans les Yvelines, les 10, 11, 12, 13 et 14 juin, où 2 500 lots de matériaux de construction anciens seront offerts aux enchères.

Catherine Bedel

★ Vente à Sablet (84110): samedi 22 avril à 10 h 30. Exposition le 21 avril de 14 heures à 17 heures et le matin de la vente, de 9 heures à 10 h 30. Etude Armand, 21, avenue des Sources, 84000 Avignon. Tél.: 90-86-35-35.

■ Foires et Salons. Antibes: jusqu'au 1^{er} mai. Paris-porte Maillot: 20-23 avril; Paris-quai Henri-IV: 22-23 avril; Montpellier: 21 avril-1^{er} mai; Bordeaux-Quinconces: 22 avril-14 mai; Bourges: 23 avril (dimanche seulement).

Douceur et précipitation

Indice de pollution

MOTS CROISÉS

ABONNEMENTS

Spécial élection

Les résultats détaillés du 1^{er} tour

lundi 24 avril dans Le Monde daté 25

et en direct sur

3615 LE MONDE

Le Monde

Guide de vos sorties

3615 LEMONDE

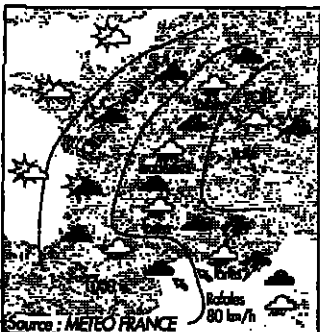


هكذا امتد الأصل

Douceur et précipitations

UNE DÉPRESSION située le 20 avril à 0 heure sur la Méditerranée entre les Baléares et l'Algérie remontera vers la France jusqu'au soir. Elle entraînera avec elle une perturbation active qui apportera pluie et douceur sur une bonne partie du pays.

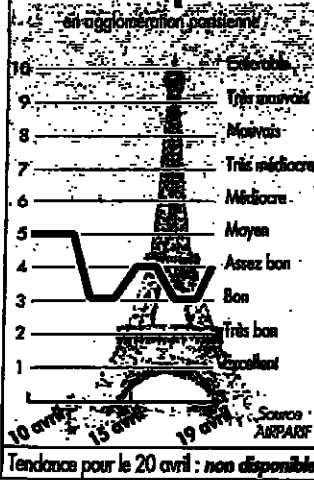
Vendredi matin, le temps sera



Prévisions pour le 21 avril vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution



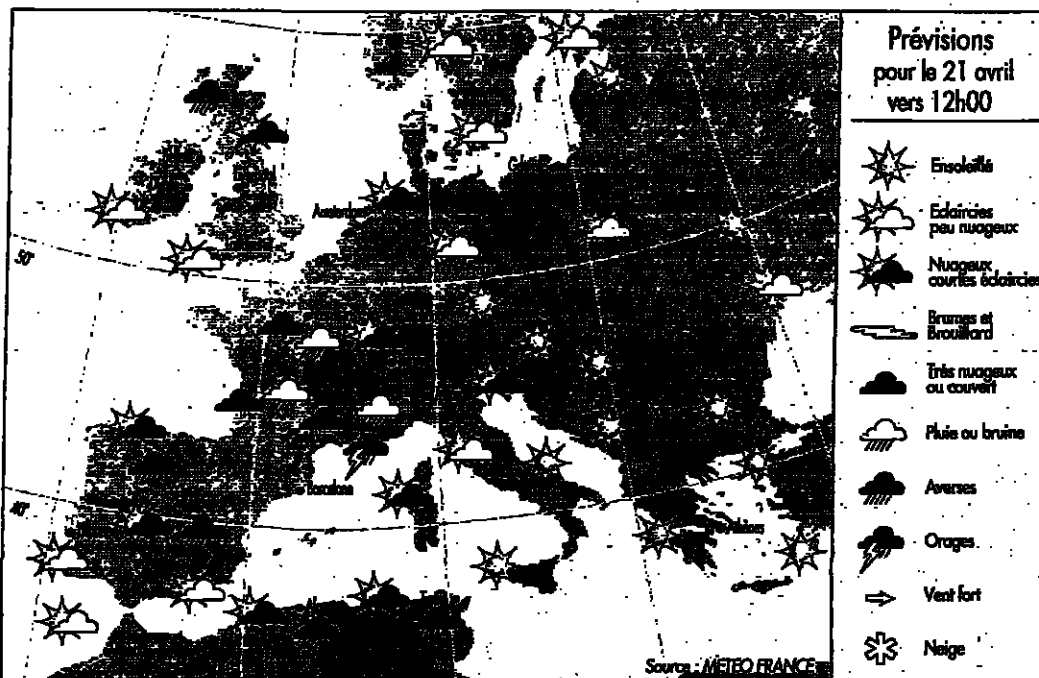
Tendance pour le 20 avril : non disponible

ensoleillé avec juste quelques nuages élevés sur l'Alsace, la Franche-Comté, le nord des Alpes, la Bretagne, les Pays de Loire, la Normandie, le Nord, la Picardie, la Beauce, l'Île-de-France et les Ardennes. Partout ailleurs, le ciel sera couvert avec des précipitations. Il neigera sur le nord du Massif central et les Pyrénées-Atlantiques au-dessus de 800 mètres, sur les Pyrénées centrales et orientales et le sud du Massif Central au-dessus de 1000 à 1400 mètres, les Alpes du Sud au-dessus de 2000 mètres. Les précipitations seront, en général, modérées mais fortes sur le Languedoc, les contreforts des Alpes du Sud, la Provence et la Côte d'Azur. Sur ces régions, elles pourront même être orageuses. Le vent de sud-est soufflera à 80 km/h en rafales sur les côtes méditerranéennes tandis que le vent de nord-est sera modéré près de la Manche.

En cours de journée, les pluies remonteront vers le nord. En fin d'après-midi, les seules régions épargnées seront la Bretagne, le Cotentin, les Pays de Loire, l'Alsace et la Lorraine. Quelques éclaircies reviendront sur le Languedoc en fin d'après-midi. Sur les régions les plus exposées aux précipitations, les cumuls de pluie pourront atteindre les 100 mm en 24 heures.

Côté températures, il fera encore frais le matin près des côtes de la Manche, entre 0 et 5 degrés, mais plus doux ailleurs, entre 4 et 7 degrés et même 10 à 13 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, il fera doux du Nord-Est au Sud-Est entre 12 et 15 degrés et jusqu'à 15 à 18 degrés sur les côtes méditerranéennes. Sur une grande moitié ouest du pays, les températures seront homogènes entre 9 et 12 degrés.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	16/4	TOURS	11/0	CARACAS	29/21	LIMA	24/19	PRAGUE	19/8
du 19 avril 1995	16/4	16/4	11/0	11/0	29/21	29/21	24/19	24/19	19/8	19/8
max/min/moyenne	16/4	16/4	11/0	11/0	29/21	29/21	24/19	24/19	19/8	19/8
	16/4	16/4	11/0	11/0	29/21	29/21	24/19	24/19	19/8	19/8



Situation le 20 avril, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 22 avril, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde L'enfer

LES FLAMMES de l'enfer ! C'est à la lettre qu'il convient de prendre cette expression. L'un de mes camarades, après avoir passé comme nombre d'entre nous par les camps d'Auschwitz-Birkenau, bien pires que Buchenwald, me disait en souriant : « En somme, un camp de concentration en Allemagne est un endroit où l'on entre par la porte et d'où l'on sort par la cheminée. » C'était le mot de la situation. A Auschwitz-Birkenau, il y avait sept fours crématoires flanqués chacun de sa chambre à gaz. A Buchenwald, il n'y en avait qu'un seul, mais qui dominait de sa masse trapue et de sa cheminée carrée de briques noircies l'immense place d'appel.

Les SS avaient songé à tout, et même à la consolation des exécutés. Sur le mur funéraire où étaient fixés les crochets auxquels le kapo et le Völkischer Arbeiter suspendaient les malheureux condamnés, un artiste germanique avait peint, en lettres gothiques comme il se doit, cet invraisemblable quatrain : « Le ver dégoûtant ne se nourrit pas de son corps. / C'est la flamme pure qui le consume. / J'ai toujours aimé la chaleur et la lumière. / C'est pour quoi l'on me brûle et l'on ne m'enferme pas. » Voilà bien de l'authenticité germanique !

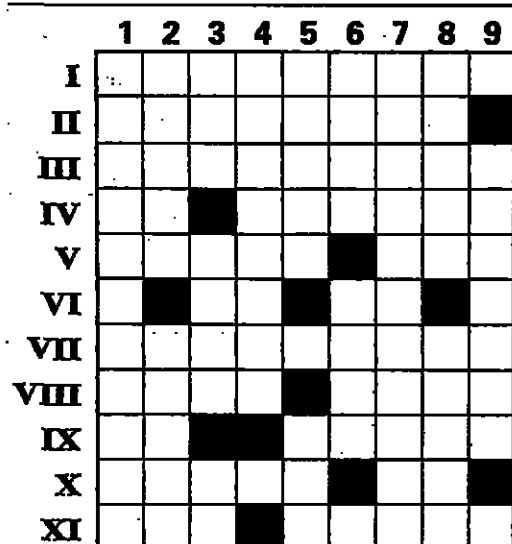
Le crématorium, à deux pas de l'autre de Goethe, était la raison suprême et la fin dernière de Buchenwald et d'autres lieux. Des saints et des martyrs se sont par lui envolés vers le ciel en fumées sombres. Je ne parlerai plus des autres horreurs des camps de concentration. Les Américains, sceptiques auparavant, en ont été littéralement suffoqués. Et maintenant, je ne le dirai jamais assez. Il faut songer surtout au retour de nos camarades restés à Buchenwald. Le général Patton, a affirmé qu'en quinze jours ou trois semaines, ce serait chose faite.

Rémy Roure

(21 avril 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6545



HORIZONTELEMENT
1. Peut être prouvée par des marques. - II. Un homme qui vit comme un roi. - III. C'est évidemment quelqu'un qui a

subi des épreuves. - IV. Un préfixe qui nous met dedans. Pas fin mais familier. - V. Dans la Gironde. Déesse. - VI. Dans l'alternative. Pronom. - VII. Comme une ville d'Italie. - VIII. Coule en Afrique. Nous évite d'avoir des ampoules. - IX. Symbole. Peut croquer le bois. - X. Utile sur le billard. Quand on est en plein, on ne compte pas. - XI. N'est pas fin quand il est gris. Tient donc moins de place.

VERTICALEMENT

1. Des femmes très collantes. - 2. Fruit sec. Durcit à la cuisson. - 3. Pour la vouloir, il faut avoir les moyens. Est souvent célébrée un peu à la papa. Pronom. - 4. Comme l'air de celui qui est mordu. - 5. Poète autrichien. Fête. - 6. Caches. On y produit beaucoup de lentilles. - 7. Feras un petit versement en liquide. - 8. Le Grand fut le premier empereur du Saint Empire. Un limon fertile. - 9. Ont de la peine.

SOLUTION DU N° 6544

HORIZONTELEMENT
1. Pensées. - II. Emissaire. - III. Racs. Ides. - IV. M. R. Et. - V. Iman. LR. - VI. Souche. - VII. St. Eacées. - VIII. Etc. Longe. - IX. Adriennes. - X. Usure. Ur. - XI. Sales.

VERTICALEMENT

1. Vermisseaux. - 2. Marmottes (serises). - 3. Pic. Au. Crus. - 4. Essence. IR. - 5. N. S. Hildes. - 6. Sali. Lapon. - 7. Elder. Ennuil. - 8. Ere. Mégère. - 9. Sésia. Ses.

Guy Brody

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ALGÉRIE.** L'Algérie vient d'acquiescer un nouveau car-ferry. Construit par les chantiers espagnols de Valencia, le *Tarek Ibn Ziad*, qui doit être mis à l'eau le 28 avril et livré en décembre, pourra transporter 1300 passagers et 500 véhicules. - (AFR)

■ **THAÏLANDE.** Le contrat pour la conception et les plans du nouvel aéroport que la Thaïlande veut construire à Bangkok a été remporté par un consortium américain. Ce contrat porte sur les plans détaillés du terminal central de ce deuxième aéroport, depuis les fondations jusqu'aux distributeurs automatiques. Les travaux devraient commencer dans un peu plus d'un an. - (AFR)

■ **JAPON.** D'après un sondage diffusé par Japan Travel Bureau, principale agence de voyages japonaise, près de 475 000 Japonais devraient partir en voyage à l'étranger pour les vacances de mai. Les réservations faites pour cette période, qui s'étend du 27 avril au 7 mai et qu'on appelle au Japon « la semaine d'or », montrent que les États-Unis constituent la destination la plus prisée devant les Caraïbes et la Chine. - (AFR)

■ **ALLEMAGNE.** L'hôtel Copthorne Stuttgart International a ouvert ses portes début avril. Ce complexe, qui comprend 455 chambres 3 et 4 étoiles, plusieurs restaurants pouvant accueillir jusqu'à 1000 couverts, un théâtre et une aire de remise en forme, est situé à mi-chemin, entre le centre de la ville de Stuttgart, son aéroport et à proximité du centre des affaires de Stuttgart-Mödingen.

■ **ÉTATS-UNIS.** Shuttle by United, la nouvelle compagnie court-courrier à bas tarifs de United Airlines, vient d'augmenter la fréquence de ses vols sur huit liaisons de la côte Ouest des États-Unis et d'augmenter vingt-deux vols quotidiens sans escale entre Portland et San Francisco et douze entre Portland et Los Angeles.

■ **AUSTRALIE.** 1994 a été une année record pour le tourisme en Australie. Selon les chiffres fournis par l'Australian Tourism Forecasting Council, 3,5 millions de touristes se sont rendus en Australie, soit une augmentation de 12 % par rapport à 1993. Sur ce nombre de visiteurs, 702 400 venaient d'Europe, et parmi eux 34 500 étaient français.

PARIS EN VISITE

Samedi 22 avril

■ **L'HÔTEL DE LA PAIVA** (55 F + prix d'entrée), 9 h 30, 25, avenue des Champs-Élysées (Paris et son histoire).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ **LES SALONS DU CONSEIL D'ÉTAT** (55 F + prix d'entrée), 10 h 30, place du Palais-Royal, devant les grilles du Conseil d'État (Mathilde Hager).

■ **MUSÉE D'ORSAY** : exposition Whistler (50 F + prix d'entrée), 11 h 30, 1, rue de Bellechasse, devant l'éléphant (Pierre-Yves Jassier).

■ **DE LA MADELEINE** aux jardins des Champs-Élysées (45 F), 14 h 30, devant le portail de la Madeleine (Paris pittoresque et insolite).

■ **HÔTELS DU MARAIS** et place des Vosges (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine (Connaissance de Paris).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE** : exposition Chagall (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE CARNAVALET** (25 F + prix d'entrée) : Paris et les Parisiens à travers les siècles, 14 h 30 : exposition Paris grand écran, 1895-1945, 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition Carthage (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **LE QUARTIER CHINOIS** et ses lieux de culte (55 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-de-Choisy, devant la BNP (Christine Merle).

ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (0) 49-40-32-90.

Je choisis la durée suivante : France Luxembourg Pays-Bas Autres pays

3 mois 536 F 572 F 790 F

6 mois 1 038 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

LE MONDE (ISSN 0046-8982) is published daily for 365 days per year. LE MONDE is published daily for 365 days per year.

1995 Ivry-sur-Seine, France, postal code 94852. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced without permission in writing from the publisher.

POSTMASTER: Send address changes in 1995 to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 339 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2900 USA. Tel.: 1-800-424-3645.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

Documentation 3617 code LMDOC

CD-ROM : (1) 43-37-66-11

Index et microfilms : (1) 40-65-25-33

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

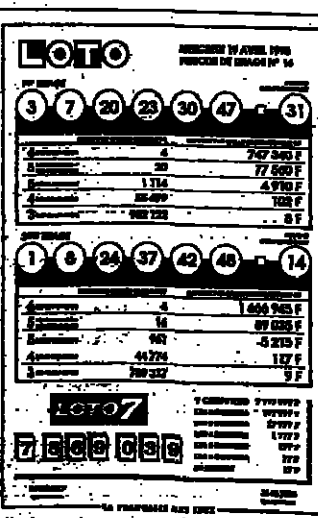
Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Toute la météo

36 15 LEMONDE

JEUX



CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 21 AVRIL 1995

LIVRES Devant l'augmentation du volume des prêts en bibliothèques, une partie des professionnels du livre exigent que le droit d'auteur soit étendu. Les partisans

du prêt payant se recrutent surtout chez les représentants des auteurs et parmi les éditeurs des secteurs économiquement fragiles : littérature générale, sciences humaines,

édition scientifique et technique. **LES BIBLIOTHÉCAIRES** défendent la gratuité de la lecture publique. Mais ce principe connaît déjà des entorses, puisque la plupart des biblio-

thèques municipales perçoivent désormais des droits d'inscription. **LES ENFANTS** jouent un rôle important dans ce débat. Ils empruntent la moitié du total des livres

prêtés. Ils fréquentent plus souvent les bibliothèques que les adultes. Le secteur de la littérature jeunesse est aussi devenu l'un des plus dynamiques de l'édition.

Les bibliothécaires défendent la gratuité des prêts

Alors que les emprunts de livres ont énormément augmenté, des professionnels de l'édition réclament une participation financière du public pour permettre aux auteurs de percevoir un droit

L'AFFAIRE tient en deux chiffres. Aujourd'hui, 100 millions de livres sont empruntés en une année dans les bibliothèques publiques, tandis qu'il se vend 300 millions d'ouvrages neufs. Un à trois : ce rapport est un phénomène nouveau, et il bouleverse le petit monde des professionnels du livre. Depuis 1980, les bibliothèques ont connu un essor exceptionnel. Le nombre de mètres carrés a doublé. La décentralisation, en 1986, a incité les maires à construire ou moderniser les bâtiments. Une nouvelle génération est apparue : les médiathèques, qui prêtent livres, disques, vidéos et parfois œuvres d'art ou CD-ROM, attirent les jeunes (les moins de trente-cinq ans représentent 62 % des inscrits à Nantes, par exemple).

ventes de livres. « Lorsqu'un tirage est épuisé ou que le livre a été retiré des librairies, il continue fort heureusement à vivre dans les bibliothèques. C'est là que commence l'injustice à l'égard de l'auteur, affirme Paul Fournel. Bien sûr il est heureux de savoir que ses ouvrages sont toujours lus. Il se sent néanmoins spolié de ses droits, dans la mesure où la présence d'un ouvrage en bibliothèque permet la lecture d'un texte à des milliers de personnes sans que l'auteur perçoive une rémunération. »

Éditeur de sciences humaines, un secteur économiquement fragile, François Gêze (La Découverte) plaide pour un droit payé par les emprunteurs, quand d'autres préféreraient que l'État soit le payeur : « La lecture publique gratuite est



La BD, Barbara Cartland et Agatha Christie

En tête des ouvrages les plus empruntés : les albums de bande dessinée, suivis des livres pour la jeunesse. Derrrière, viennent Barbara Cartland, Agatha Christie, Bernard Clavel, Henri Troyat, Georges Simenon, Stephen King. Dans six bibliothèques étudiées par l'Observatoire de l'économie du livre, le palmarès place en tête, après les BD et les ouvrages jeunesse, *La bicyclette bleue*, de Régine Deforges, puis, en ordre décroissant, trois romans de Bernard Clavel, *Le jeu de la tentation*, de Jeanne Bourin, *L'Amant*, de Marguerite Yourcenar, *Ne pleure pas ma belle*, de Mary Higgins Clark. Une création de rêve, de Patricia Highsmith. *L'insoutenable légèreté de l'être*, de Milan Kundera, *Le Vrai Goliath*, de la vie, de Michel Jeury, Hannah, de Paul-Loup Sulitzer. Le succès des romans sentimentaux et autres ouvrages « mineurs » s'explique par la conjonction de deux publics : un lectorat populaire qui ne recherche pas d'autres lectures ; une clientèle plus cultivée qui emprunte ces livres qu'elle ne veut pas acheter. Tous les goûts ne peuvent cependant être satisfaits en bibliothèque : les collections Harlequin ou SAS sont quasi absentes des rayonnages, tout comme, en littérature enfantine, la série du « Club des cinq », d'Enid Blyton, et les Walt Disney.

Les vieilles « biblis » aux parquets grincants ont souvent fait place à des architectures audacieuses. La part des Français inscrits dans une bibliothèque municipale a peu évolué (17 à 18 % selon les années). Mais le volume des prêts a explosé, passant de 59 millions en 1980 à 103 millions selon les derniers chiffres ministériels.

« Nous rendons grâce aux bibliothécaires tous les matins. Ils font un travail prodigieux en faveur des auteurs », reconnaît Paul Fournel, romancier, secrétaire général de la Société des gens de lettres (SGDL), qui regroupe quelque 13 000 auteurs. « Mais, ajoute-t-il aussitôt, le droit doit s'adapter à cette nouvelle situation. » Pour la SGDL comme pour une partie des éditeurs, le coup est parti : haro sur la gratuité des bibliothèques. Les auteurs doivent percevoir des droits pour leurs ouvrages prêtés, alors que stagnent les

certes un objectif sympathique et généreux, mais ses effets sont pervers. Les étudiants devraient payer de 5 à 10 F quand ils empruntent un livre en bibliothèque universitaire. »

LE LIVRE DÉVALUÉ

Selon lui, la gratuité des manuels scolaires jusqu'à la fin du collège produit des générations d'enfants qui découvrent l'écrit dans des ouvrages « vieux et sales », dévalorisant le livre. Le prêt payant serait une manière de reconnaître qu'« un livre est le fruit du travail d'un auteur, d'un éditeur ». Sans auteur, pas de livre, répète Paul Fournel, et sans livre, pas d'éditeur, ni de libraire, de bibliothécaire, de relieur... « Pourquoi l'auteur serait-il le seul de cette chaîne à ne pas être rémunéré ? » interroge-t-il, constatant qu'entre les éditions de poche et les clubs de livres, les droits d'auteur rognés par les éditeurs et la baisse des tirages

moins, les écrivains voient leurs rémunérations diminuer.

Une directive européenne de 1992 prévoyant le prêt payant, a, un temps, réjoui ses partisans. Mais, grâce au flou de ses applications, le gouvernement français ne s'est pas senti tenu de modifier sa législation. Il n'empêche, d'aucuns, au ministère de la culture, prédisent que l'instauration d'un droit de prêt est « inéluctable ». Face à ces déclarations, une étude de l'Observatoire de l'économie du livre a le mérite d'introduire des éléments chiffrés (Le Monde du 27 janvier 1995).

L'achat et le prêt ne sont pas des pratiques concurrentes, mais plutôt complémentaires, démontrent les chercheurs. Les gros emprunteurs sont aussi de gros acheteurs. Les Français préfèrent acheter qu'emprunter. Ainsi, 40 % d'entre eux achètent des livres, sans pour autant fréquenter de bibliothèque.

Une telle étude n'a cependant pas désarmé partisans et adversaires du prêt payant, tant les débats sur la lecture constituent, en France, un sujet sensible. En première ligne du combat contre le droit de prêt viennent les bibliothécaires,

presque unanimes. Une comparaison leur vient sans cesse : la lecture publique gratuite est une conquête sociale, au même titre que l'école pour tous. Attachée à ce principe, cette profession en décline parfois les premières entorses : depuis la décentralisation, les maires ont souvent instauré des droits d'inscription. Les Parisiens peuvent encore emprunter gratuitement dans les bibliothèques de la ville (disques et vidéos entraînent une inscription payante). Mais, selon l'Association des bibliothécaires français (ABF), 70 % des bibliothèques municipales exigent une cotisation annuelle, une pratique qui ne touchait que 28 % des établissements en 1978. Toutefois, les sommes restent modestes, de 30 à 100 F pour l'année, et enfants, RMistes, chômeurs en sont en général exonérés.

Malgré ces nouvelles recettes, la tendance des budgets d'acquisition alloués par les maires est à la baisse, depuis 1994. « Si l'on introduit des

obstacles financiers et que l'on ne renouvelle pas suffisamment les collections, les lecteurs vont fuir les bibliothèques. Mais ils n'achèteront pas plus de livres. Ce sera une perte pour tout le monde », s'inquiète Claudine Belayche, présidente de l'ABF.

Piété des bibliothécaires, le travail auprès des enfants, souvent mené en lien avec l'école, touche un public socialement plus divers que celui des adultes. Aujourd'hui, la moitié des livres empruntés en bibliothèque le sont par des enfants. Si les défenseurs du prêt payant ont beau jeu de souligner que les usagers adultes des bibliothèques se recrutent dans les milieux privilégiés, ils s'inclinent devant le succès des opérations dans les quartiers difficiles. Sans toutefois renoncer à leurs revendications.

La plupart des éditeurs pour la jeunesse ne l'entendent pas de cette oreille. Dans l'univers de l'édition, ils se situent plutôt du côté des opposants au prêt payant, tout comme les éditeurs de livres pratiques et de manuels scolaires. « Nous travaillons depuis vingt-cinq ans pour que les enfants prennent le chemin de la bibliothèque, nous n'allons pas militer pour l'introduction d'obstacles financiers », explique Christian Brunel, auteur et éditeur (Le Soudre qui mord).

SITUATION DÉLICATE

Comme d'autres éditeurs jeunesse, il se tague de bien connaître son public, à force d'aller à sa rencontre. « Je ne suis pas sûr que ma collègue des secteurs plus menacés, comme la littérature générale ou les sciences humaines, aient cette connaissance de leur terrain », lâche-t-il amèrement. A ses yeux, l'efficacité du remède aux maux de l'édition – le prêt payant – reste à prouver.

La situation de la lecture est délicate en France, font observer les bibliothécaires. « Comme les librairies, nos établissements sont fragiles, déplore Claudine Belayche : en 1994, 18 % des Français étaient inscrits en bibliothèque ; l'année suivante, le pourcentage [avait] baissé d'un point. Rien n'est gagné. » Créer des lecteurs, donner envie de lire à un public le plus large possible, dès le plus jeune âge, répondra à ses attentes : l'enjeu semble trop complexe pour appeler des solutions miracles.

Catherine Bédaride

* Les Bibliothèques, acteurs de l'économie du livre. L'articulation achat/emprunt, Observatoire de l'économie du livre, 1995. L'intégralité de l'étude paraîtra à l'automne. Le Monde a publié le point de vue de partisans du prêt payant (Jérôme Lindon, 23 juin 1994, Paul Fournel, 14 février 1995) et d'adversaires (Jean-Michel Leterrier, Syndicat national des bibliothécaires, 22 juillet 1995).

Villeurbanne, Arles : l'une est chère, l'autre gratuite

LA PREMIÈRE est l'un des grands travaux de François Mitterrand. Construite à Villeurbanne en 1988, dans le sillage du socialiste Charles Hernu, elle fait payer ses lecteurs. La deuxième, voulue par Jean-Pierre Camoin, actuel sénateur, maire chiraquien d'Arles, ouverte en 1989, est l'une des rares médiathèques municipales où l'inscription et le prêt de livres, disques, vidéos et œuvres d'art soient entièrement gratuits. Toutes deux sont des symboles de la modernisation réussie des bibliothèques publiques. Chacune d'elles bénéficie d'un lieu exceptionnel. La Maison du livre, de l'image et du son de Villeurbanne a été dessinée, depuis le bâtiment jusqu'au mobilier intérieur, par Mario Botta, architecte de la toute nouvelle cathédrale d'Evry. Le puits de lumière central ressemble d'ailleurs à une coupole, conférant un caractère presque sacré aux rayonnages de livres et aux salles de lecture. En Arles, il faut pénétrer dans le cloître de l'ancien hôpital pour accéder à la médiathèque, mariage étonnant d'une architecture de verre ultratemporelle avec les murs et les poutres du XVI^e siècle. Les livres de sciences humaines et de technologie se trouvent dans cette salle de l'hôpital d'Arles peinte par Van Gogh, et Pon y reconnaît la porte de la chapelle et les fenêtres du célèbre tableau.

A Villeurbanne, en plus de l'inscription annuelle (80 F pour un adulte habitant la commune), le lecteur débourse 4 F par disque emprunté ou acquitte un forfait mensuel de 60 F pour les vidéos. La bibliothèque a

convaincu la mairie de rendre l'inscription des enfants gratuite au 1^{er} janvier 1995. « Depuis, nous enregistrons une hausse des prêts de 24 % au rayon jeunesse », se réjouit Jean-François Carrez-Corral, directeur de la médiathèque. Ouverte quarante-cinq heures et six jours par semaine, soit dix heures de plus que la moyenne des bibliothèques municipales dans les villes de même importance, la Maison du livre accueille un très large public : 20 % de la population y est inscrite, et le volume des prêts dépasse la moyenne (6,7 prêts par habitant, contre 4,3 dans les villes de taille comparable). Au hit-parade des emprunts figurent Tintin : Le Temple du soleil chez les adultes, *Tom Tom et Nana* pour les enfants, un disque de Jimi Hendrix, un film de Woody Allen et, à l'artothèque, une gravure d'Alechin. « Le principe d'un droit d'auteur sur les prêts ne me choque pas », affirme Jean-François Carrez-Corral. Peu importe s'il bénéficie d'abord aux best-sellers. Ce n'est pas aux bibliothécaires de porter un jugement sur ce que les gens doivent lire. Il préconise l'achat d'ouvrages par les bibliothèques à un prix supérieur à celui du marché. Le surcoût permettrait de rémunérer les auteurs. « Même si cela diminue un peu les acquisitions, il me semble préférable de respecter le droit de rémunération des auteurs », poursuit-il, en rupture avec l'opinion majoritaire de ses collègues.

L'œil tourné vers les Iris du cloître de l'Espace Van Gogh, Jean-Loup Lerebours, directeur de la médiathèque d'Arles, s'enflamme.

Champion de la gratuité totale, il a mis en pratique ses convictions. Avec succès : le quart des habitants de la petite ville sont inscrits, malgré des horaires malcommodes. Pour lutter efficacement contre les exclusions et l'illettrisme, il faut tout faire pour faciliter l'accès du plus grand nombre, affirme-t-il. Outre la gratuité, la médiathèque veut simplifier la vie des usagers : durée de l'emprunt portée à quatre semaines, absence de pénalités journalières de retard, présence d'une boîte à l'extérieur pour les retours en dehors des heures d'ouverture... Jean-Loup Lerebours est convaincu que les bibliothèques aident l'édition et la librairie, plutôt qu'elles ne les pénalisent. « Avant l'ouverture de la médiathèque, la littérature de jeunesse était peu présente dans les vitrines des librairies d'Arles. A présent, nous avons créé une demande en faisant découvrir ces livres et ces auteurs, et les rayons jeunesse se sont développés dans les magasins. » La médiathèque achète ses livres et ses disques uniquement chez les libraires et les disquaires d'Arles ou de Montpellier.

En invitant des écrivains en résidence, en donnant, par exemple, carte blanche au poète Charles Juliet à la Maison du livre de Villeurbanne, en faisant venir régulièrement des auteurs, en les rémunérant pour ces interventions, en concluant par des ventes-signatures, les bibliothèques publiques mènent déjà une politique d'aide aux auteurs, estimant les deux directeurs de médiathèque.

C. B.

Pef, auteur de livres pour enfants Ces lecteurs qui coûtent cher

CRÉATEUR des mots tordus, auteur à succès, Pef a publié une soixantaine de livres pour enfants. Ses ouvrages, dont *Moi ma grand-mère*, *Rendez-moi mes poux*, *Je m'appelle Adolphe*, sont très empruntés en bibliothèque.

« J'ai publié vingt et un albums chez Messidor-La Farandole, qui a fait faillite. Ces livres circulent en bibliothèque sans que je touche un centime. Avant, il fallait être mort pour tomber dans le domaine public. Cela m'arrive de mon vivant ! En plus, les bibliothèques vous font connaître, et c'est très dangereux de devenir célèbre : les vingt-cinq gamins d'une classe qui vous ont lu et aimé vont vous écrire, vous allez leur répondre, et cela vous coûtera vingt-cinq timbres... Quant à mes livres en Fo-

lio, chez Gallimard, ils me rapportent 1 franc par exemplaire vendu. Je suis aussi en procès contre un éditeur qui ne m'a jamais versé le moindre droit d'auteur.

Je souhaite qu'on reconnaisse la propriété intellectuelle des auteurs et que le prêt soit payant. Mais je ne veux pas qu'on lise les mêmes. Je travaille souvent en banlieue, dans les quartiers nord de Marseille ; je ne veux pas qu'on fasse payer ces gamins, passionnés de lecture. Il existe un formidable tissu d'instituteurs et de bibliothécaires qui défendent le livre et permettent à la littérature de jeunesse de subir le choc de la crise du livre de façon moins dramatique que la littérature générale. »

Propos recueillis par C. B.

L'Afrique du Sud réussit son entrée dans le monde de l'art contemporain

La Biennale de Johannesburg a réuni 450 artistes noirs et blancs et 30 000 visiteurs

Événement considérable pour le pays mais aussi pour l'Afrique, traditionnellement exclue des grands courants artistiques internationaux, la

première Biennale d'art contemporain de Johannesburg a attiré 30 000 visiteurs pour une manifestation qui aurait été inimaginable il y a seu-

lement quelques années. Elle a réuni les œuvres de quatre cent cinquante artistes, noirs et blancs, venus d'une soixantaine de pays.

JOHANNESBURG

Ouverte le 28 février dernier, la première Biennale d'art contemporain de Johannesburg fermera ses portes le 30 avril. En deux mois d'existence, plus de 30 000 visiteurs auront visité une exposition qui, répartie sur une quinzaine de lieux différents, a rassemblé quelque 450 artistes - parmi lesquels 150 sud-africains - venus d'une bonne soixantaine de pays. La Biennale aura aussi été l'occasion de conférences, de débats et d'ateliers de formation. Événement considérable non seulement pour l'Afrique du Sud, mais aussi pour le continent africain qui, « art nègre » mis à part, est traditionnellement exclu des grands courants d'échanges artistiques internationaux.

Bien équipée en moyens modernes de communication, la ville, contrairement à d'autres métropoles africaines, dispose de lieux et des talents capables de soutenir un tel chantier. Et surtout l'élan donné par le renouvellement du paysage politique lui a donné l'audace d'entreprendre l'irréalisable.

Un tel projet nécessitait d'abord de la place. Les organisateurs ont mobilisé les galeries déjà existantes, se sont emparés de l'ancienne halle aux légumes transformée, l'année dernière, en Museum Africa. Ensuite, ils ont occupé une usine électrique désaffectée où ils ont façonné un espace à la taille de l'événement. Planté au milieu d'un

terrain vague, entre une autoroute urbaine et les gratte-ciel de verre et d'acier du quartier des affaires, l'Electrical Workshop, avec ses murs d'usine de début du siècle, ses surfaces peintes murales, œuvre collective d'artistes sud-africains et mozambicains, n'est pas pour peu dans l'atmosphère qu'a exercé une exposition qui est en train de rendre vie

ce genre d'événement, a fait l'objet de vives critiques de la part de ceux qui estimaient qu'une telle manifestation était superflue dans un pays où chaque centime doit être prioritairement dirigé vers la satisfaction des besoins essentiels de la population.

Sont venues ensuite les querelles nécessairement liées à la désignation des commissaires char-

geants de l'événement, a fait l'objet de vives critiques de la part de ceux qui estimaient qu'une telle manifestation était superflue dans un pays où chaque centime doit être prioritairement dirigé vers la satisfaction des besoins essentiels de la population.

On ne saurait sous-estimer le souffle qu'exprime le pays à travers cette manifestation. Première puissance économique et militaire du continent, l'Afrique du Sud fait la preuve qu'elle est aussi capable d'investir le champ culturel en faisant s'exprimer, du jour au lendemain, des dizaines d'artistes inattendus, noirs comme blancs. Il y a encore quelques années, sous l'ordre moral de l'apartheid, ces derniers auraient été dénoncés comme « décadents », voire auraient été poursuivis pour anéantir aux bonnes mœurs. Aujourd'hui ils exposent, sans provoquer d'autres débats que ceux liés à la perception de la qualité de leur œuvre.

Georges Marion

L'occasion de se faire connaître

La Biennale de Johannesburg aura montré la diversité d'une production africaine qui, pour être inégale, est d'abord très largement ignorée. Le principal mérite d'un tel événement est d'avoir permis à des artistes africains, non seulement de côtoyer, souvent pour la première fois, leurs collègues étrangers, mais surtout de révéler leur existence. Tel Antonio Olé, dont les bébés de celloïd peints et collés sur une interminable liste des villages d'Angola constituent un témoignage insupportable de la guerre qui ravage son pays. Tel aussi le Béninois Romuald Hazoumè qui, en un impertinent pied de nez aux amateurs de masques africains traditionnels, expose des masques plus vrais que les vrais, faits de matériaux de plastique et de caoutchouc récupérés dans les poubelles.

à des quartiers désertés pour cause d'insécurité.

Plus délicate, en revanche, aura été la définition d'un projet né de l'imagination de Christopher Tili, directeur des services culturels de la mairie de Johannesburg, et de sa complice, Lorna Ferguson, long-temps conservateur du Musée de Pietermaritzburg, dans la Natal. Le budget de 1,6 million de dollars (environ 8 millions de francs), somme relativement modeste pour

gés de choisir les œuvres exposées. Christopher Tili et Lorna Ferguson, issus de l'ancien régime, étaient en tant que tels soupçonnés de coupables penchants eurocentristes. Il a fallu des mois de discussions ardues pour qu'émergent enfin les deux thèmes de la Biennale : « D'écologie des esprits » et « Fragiles alliances », qui tous deux évoquent les discours à la fois rassurants et polémiques entre les diverses communautés qui tentent

Portraits en désordre des personnages illustres de Montparnasse

L'histoire du quartier mythique est retracée au travers de films et d'œuvres, curieux ou rares

LES HEURES CHAUDES DE MONTPARNASSE. Espace Electra, 6, rue Récamier, 75006 Paris ; tél. : 42-84-23-60. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30 jusqu'au 23 juillet.

Avant 1914, Othon Friesz habitait au 55, boulevard du Montparnasse, et Jacques Lipchitz au 54. Au 86, rue Notre-Dame-des-Champs était Fernand Léger ; au 6, rue Joseph-Bara, André Salmon ; au 216, boulevard Raspail, Amedeo Modigliani, et au 5 bis, rue Schœlcher, Pablo Picasso. Un peu plus tard, il y eut Marcel Duchamp, au 37, rue Froidevaux, Tristan Tzara au 35, rue Delambre, Man Ray au 31 bis, rue Campagne-Première, Louis Aragon un peu plus loin, rue du Château, et Ossip Zadkine près du Luxembourg, rue d'Assas, où se trouve désormais son musée.

Hemingway et Pound préféraient la rue Notre-Dame-des-Champs, qui finit à la Closerie des Lilas et n'est guère éloignée de la rue de Fleury, adresse de Gertrude Stein. En ce temps-là, les

années 10 et les années 20, le carrefour Vavin était l'un des centres du monde. On en rêvait au loin, en Russie - dont virent Zadkine et Lipchitz, Survage et Charbonne - dans le Mexique de Diego Rivera et la Pologne de Tamara de Lempicka.

De cette histoire devenue mythe, il est malaisé de faire une exposition : trop de noms, trop d'œuvres trop différentes, trop de dates et de lieux forment la trame du récit. L'exhaustivité est impossible, pour une simple raison : il faudrait alors réunir quelques centaines de toiles, sculptures, photographies, dessins et manuscrits parmi les plus célèbres du siècle.

Parce que Matisse habita boulevard du Montparnasse, il faudrait de ses toiles, ainsi que celles que Picasso exécuta entre cubisme épuré jusqu'à l'abstraction et pseudo-classicisme. Il faudrait des Derain, non seulement parce que la rue Bonaparte n'est pas si loin, mais parce qu'il fut l'une des figures majeures de l'après-guerre, fréquentant la Coupole, le Dôme et la Rotonde. Il faudrait les papiers d'Apollinaire et ceux de Cendrars, des poèmes de Max Jacob et de Salmon ; des partitions du groupe des Six ; des reliques de toute sorte du surréalisme ; une foule de sculptures cubistes et post-cubistes, et jusqu'à des Mondrian puisque ce dernier habita longtemps rue de l'Arrivée. Autant dire qu'il faudrait des prêts inaccessibles et des salles très vastes.

TÉMOINS D'IL Y A 30 ANS

Celles de l'Espace Electra sont de taille plutôt réduite, et l'évocation des « Heures chaudes de Montparnasse » - un titre moins racoleur aurait assurément mieux valu - repose sur des films et sur des œuvres plus curieuses que véritablement importantes. Les films sont ceux de Jean-Marie Drot, qui interrogea voilà trente ans les témoins de cette histoire : Elsa Triolet et Jean Cocteau, Gabrielle Buffet-Picabia et Alberto Giacometti, Daniel-Henry Kahnweiler et Francis Poulenc. Des témoignages diffusent leurs récits, lesquels font la part belle aux anecdotes flatteuses et aux souvenirs légèrement enjolivés. Étrange cacophonie de person-

nages illustres, et des extraits des dialogues enregistrés font l'essentiel du catalogue, sources dont il convient de se méfier parfois.

Était-il nécessaire de consacrer tant de place à Modigliani et à Soutine ? Leurs tableaux - n'en déplaisent aux amateurs de peintres maudits - ne comptent pas parmi les plus considérables de l'époque. Sans doute aurait-il été plus utile d'entrer dans le détail des faits et des réseaux, de suggérer par exemple que le cercle d'Apollinaire est issu du milieu post-symboliste de Paul Fort et de Jean Moréas, habitués de la Closerie, ou de montrer comment s'opéra vers 1912 le passage de Montmartre à Montparnasse, qui marque la fin de la grande époque du Bateau-Lavoir, celle du fauvisme rue Tourlaque et du cubisme sur la Butte. La translation d'un quartier à l'autre marquait en effet le succès de ces avant-gardes.

Le même aimable désordre règne parmi les toiles, les clichés et les dessins. Il en est dont l'intérêt ne se hisse pas au-dessus du document. Il en est d'assez comiques, dont le double - et désastreux - portrait d'Apollinaire et Marinetti à la Rotonde par Garbati, le cubiste *Portrait de Paul Fort* par Gino Severini et le faussement naïf *Jean Cocteau dans son atelier* de Kisling, curiosité de 1916. Il en est de rares, les gouaches de Férat pour les *Mamelles de Tirsias* d'Apollinaire, le *Kahnweiler* de Van Dongen, trois croquis de guerre de Fernand Léger.

La section la plus séduisante est cependant celle qui rend hommage aux égarées rarement puritaines qui régnaient sur les nuits de Montparnasse, les modèles des académies, les nymphes des bals masqués qui s'y montraient généralement en costume d'Ève et, plus aristocratiques, la marquise Casati, la princesse Soutzo, les clientes de Poiret et les amies du comte de Beaumont. Les nus de Man Ray ne sauraient surprendre, ni ceux de Pascin et de Kisling. Mais le *Lupanar* à Montparnasse de Foujita a le mérite attendu de rappeler les images crues et nettes d'Otto Dix, contemporaines.

Philippe Dagen

Aux couleurs des montagnards d'Indochine

Un trésor présenté à Boulogne-Billancourt

CENTRE CULTUREL DE BOULOGNE-BILLANCOURT. 22, rue de la Belle-Feuille. 92100. Tél. : 47-12-77-95. Entrée libre du samedi de 9 heures à 21 heures. Jusqu'au 13 mai. Catalogue : ouvrage collectif sous la direction de Christine Hemmet, 144 pages, 100 photos. Ville de Boulogne-Billancourt. Editions Sépia. 230 F.

Briquet à piston thaï, piège à tourterelles muong, torche d'argent yao... L'exposition proposée par le Centre culturel de Boulogne-Billancourt donne, en quelque trois cents pièces, une idée de la richesse culturelle de cette région du monde : les pays d'Indochine - Cambodge, Laos, Vietnam - abritent plus de cinquante groupes ethniques. Si les régions plates sont le domaine exclusif des Khmers et des Laos, et des Viets (ou Kinh), les zones montagneuses sont une mosaïque humaine : Bahnars, Sedangs, Jehs, Mnongs des hauts plateaux, Muongs au nord, ou encore Rhades, Jorais, vivant au Cambodge, peuples de langue thaï installés dans le fond des vallées du nord du Vietnam et du Laos.

Chaque ethnie possède une langue et une tradition propres dont les objets du quotidien, costumes, parures, sont les faire-valoir. Christine Hemmet, commissaire de l'exposition, conservateur au Musée de l'Homme, dont proviennent la majorité des pièces, a choisi de donner à voir un autre monde, dans sa différence, et sans nostalgie néo-coloniale : une « civilisation du végétal ». Hommage est ainsi rendu à quelques ethnologues comme Georges Condominas ou comme Paul Rivet, fondateur du Musée de l'Homme en 1936. C'est la première fois depuis la grande Exposition coloniale de 1931 que ces populations installées dans des régions totalement fermées, pendant un demi-siècle de

guerre, font l'objet d'une exposition en France.

Le Centre de Boulogne-Billancourt, avec son architecture de parking, ne se prête guère a priori à de telles invitations au voyage. Pourtant, il dissimule une énergie dont témoigne la qualité de ses manifestations : expositions (la dernière était consacrée aux cavaliers de Mongolie), conférences, publications. Ainsi apparaissent ces joyaux d'un quotidien divisé dans ses moindres gestes, la où la beauté, plus qu'un caprice, est comme un devoir : veste à plis brodés d'ornements de graines, coiffure d'homme maa' érigée de plumes, et, parmi les plus belles parures, les costumes des Thais, qui constituent probablement le premier groupe arrivé dans le pays.

LIEN DE GÉNÉRATIONS

Un lien invisible semble unir les vivants, les morts et les générations futures, comme en témoigne ce décor de mat sédat pour le sacrifice du buffle, ou, plus discret, ce petit vase en terre cuite contenant un coton « imprégné de larmes d'éléphant recueillies à l'aube ». D'un costume de femme thaï noir en lamé ou agrafé de papillons d'argent aux cotonnades yaos cousues en 1994 à la machine Singer pour aller au marché ou travailler dans les rizières, pièces anciennes et contemporaines se mêlent.

« J'ai voulu montrer des gens vivants », dit Christine Hemmet. Elle participe à la création du Musée d'ethnographie d'Hanoi, qui doit ouvrir ses portes en octobre 1997 à l'occasion du sommet de la francophonie. Au-delà des différences, une légende s'offre, intacte. « On constate que les ethnies qui ont le mieux survécu aux bouleversements de l'histoire sont celles qui se sont transformées avec elle, comme pour pour mieux maintenir leur identité. Tout ce qui est immobile est condamné à mourir. »

Laurence Benaïm

CHORÉGRAPHIES

LES DISPARATES

De Boris Charmatz et Dimitri Chamblas. Danseur : Boris Charmatz. Sculpture : Toni Grand. Le spectacle sera le 12 mai, à Pont-de-Chaix, les 19 et 20 mai, à Aix-la-Chapelle.

Dans *A bras-le-corps*, créé en 1992 à Lyon, Charmatz et Chamblas dansaient, tout en le renouvelant, l'éternel duo des jeunes gens, beaux, resplendissants de santé, décidés à aller jusqu'au bout de leurs forces. Première pièce et coup de cœur du public. Ils viennent de se réunir à nouveau - habituellement Charmatz danse chez Odile Duboc, et Chamblas chez Régine Chopinot, l'un à Belfort, l'autre à La Rochelle - pour écrire un solo autour d'une sculpture de résine et de pierre, opalescente ou opaque selon l'éclairage, une sorte de dolmen inventé par Toni Grand. Seul Boris Charmatz danse. Tout d'abord l'exaspération, le corps au bord de craquer avec des cris, des halètements. L'hystérie au masculin, dont certains affirment qu'elle n'existe pas, prend ici des couleurs crues, irréfutables. Domage que le danseur porte cette combinaison d'ours en peluche orange ! Fondu au noir pour passer à une autre humeur, plus abstraite, et encore à une autre, celle d'un jeune homme d'aujourd'hui, fatigué, courant des fêtes qui se ressemblent toutes. Charmatz se donne à fond, sans toutefois sauver la faiblesse de la construction : les articulations entre les trois états sont somnolentes. Il n'empêche que ces caprices de jeune homme sont nimbés du charme du désenchantement précoce.

D. F.

BIENNALE DE LA DANSE DU VAL-DE-MARNE

DAM De Maguy Marlo pour douze interprètes. Musique : Denis Marlotte. Costumes : Yasmine Simon. Lumières : Pierre Colomès. Théâtre Jacques Brel, Fontenay-sous-Bois : *Dam* est la suite de *Ram*, créé au Festival de danse de Cannes en mars 1995. *Ram* dansé dans sa totalité à Avignon du 16 au 22 juillet dans la Cour d'honneur du Palais des papes. Refusant ce à quoi elle cédait trop souvent, la facilité, le clin d'œil aguicheur, Maguy Marlo impose depuis *Waterzooï* (1994) une conception plus épurée à son travail sans pour autant abandonner sa causticité et sa verve. Doit-on voir dans cette nouvelle rigueur l'influence de Denis Marlotte, musicien, qui pose sur scène de drôles d'instruments, apprend à chanter et à jouer aux danseurs ? *Dam*, la dernière création en date, portée par *L'Histoire universelle des chiffres* du mathématicien Georges Ifrah, apporte la preuve par douze danseurs que chaque homme ressemble à son voisin, qu'à un boureau correspond une victime, etc. La pièce, opéra du mystère et du nombre, fait à la danse, combinaisons de corps simples et infinies, une part triomphante. Ainsi qu'aux chiffres et aux lettres, aux phrases palindromiques, susurrées. La chorégraphie, qui pendant quelques années avait mis son travail de compagnie contemporain en veilleuse pour se consacrer au Lyon Opera Ballet, où elle remplissait le rôle d'artiste en résidence, revient en force, toujours installée au Centre chorégraphique national de Créteil, bien décidée à montrer que la danse contemporaine est son affaire, depuis que dans les années 80, elle arrivait avec son inimitable *May B.*, inspiré de Beckett.

D. F.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - 25 AVRIL 1995 - 20 H 30

CICCOLINI

SCHUMANN - MOISSORGSKY - TAI - 49.52.50.50

Le Monde

LA DOCUMENTATION
DU MONDE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par Le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56

lecture en texte intégral.

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (tousjours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

Arles veut réconcilier les familles de la photographie

Bernard Millet, nouveau délégué des Rencontres, présente son projet

A CORPS PERDUS (chapelle du Méjan), ISABEL MUÑOZ (Galerie arlésienne), BRIGITTE BAUER (Maison des Rencontres). Rens. : 90-96-76-06. Jusqu'au 4 juin. Catalogue A corps perdus, Actes Sud, 80 F.

ARLES

de notre envoyé spécial
« La photographie en Arles a sans doute exclu les Arlésiens. » La formule appartient au nouveau délégué des Rencontres, Bernard Millet, qui est chargé de donner un coup de fouet à une manifestation qui s'essouffait au soleil. La commission est tombée durant la FERIA pascal (15-16-17 avril), la cité provençale s'embrase, des dizaines de milliers de personnes vivent au rythme des taureaux (le jour) et des bodegas (la nuit). Les Rencontres de la photographie ? Trop loin des Arlésiens... Il faut être un aficionado indulgent de l'image fixe et se laisser griser par la beauté des lieux pour ne pas voir que ce festival, qui attend sa 26^e édition (7-11 juillet), laisse la ville indifférente. La fréquentation est d'ailleurs en baisse : 5 000 entrées payantes pour les sept soirées de l'été 1994, 58 000 pour les expositions. D'où la thérapie de choc mise en place par la ville et l'Etat.

Ainsi, Bernard Millet, le véritable patron d'Arles, est chargé de développer une action photographique toute l'année, au-delà de la semaine de festival. Nommé pour trois ans, il a pour ambition de « réconcilier la ville avec la photographie ». Quant au festival proprement dit, carte blanche est donnée à un directeur artistique « tournant » : Michel Nuridsany pour juillet 1995 (Le Monde du 6 avril), le Catalan Joan Fontcuberta pour juillet 1996.

Dans la ville, Bernard Millet a

déjà trouvé ses marques : on apprécie que ce jeune homme de trente-six ans, souvent vêtu de noir, s'installe dans le quartier populaire de la Roquette ; on vante son écoute, sa diplomatie, sa voix de pédagogue et légèrement chantante.

Pour la première fois, surtout, un homme de musée fait son entrée dans un festival mené depuis vingt-cinq ans par des passionnés autodidactes. Historien, nommé conservateur, en 1986, au Musée de la Vieille-Charte, à Marseille, il y a monté une collection importante. Il est également professeur à l'université d'Aix-Marseille, où il assure un cours sur les relations entre photographie et peinture.

PLUS CONNUES À L'ÉTRANGER
Constatant que « les Rencontres sont plus connues à l'étranger qu'à Marseille », Bernard Millet annonce son programme : sensibiliser les scolaires à l'image – notamment dans les quartiers défavorisés –, constituer une collection de haut niveau, aménager des lieux de qualité, présenter des expositions d'envergure internationale au printemps et à l'automne, développer les relations avec l'Ecole nationale de la photographie... Son discours est séduisant : « On a trop vu de gens de communication et pas assez d'historiens compétents s'emparer des photographes. D'où la faillite des idées. » Il veut introduire à Arles « le sérieux du musée », produire des catalogues « qui [aient] du sens ». La collection ? « Aucune institution digne de ce nom ne peut vivre sans collection forte », dit-il, affirmant qu'il va mettre en place un comité d'acquisitions.

« En juillet 1997, après 30 à 40 millions de francs de travaux, le palais de l'Archevêché devrait devenir le grand espace dont le festival a besoin », Bernard Millet y montrera

hors période de festival – des expositions thématiques, notamment en coproductions : « On va travailler avec l'Art Institute de Chicago. » Il veut surtout exposer « la création contemporaine des trois dernières années ».

Mais le parcours de Bernard Millet inquiète le milieu traditionnel de la photographie. Il appartient en effet à cette génération qui s'est affirmée dans les années 80 en montrant les artistes qui utilisent la photographie. Et, s'il se dit favorable « au métissage entre art et photo », beaucoup doutent de son impartialité, dénonçant son côté « trop plasticien ». L'homme s'en défend : « Il n'y aura pas d'exclusion. A Marseille, j'ai montré François Huguer et John Coplans. A Arles, je montrerai Basilico et Arnaud Claas à côté de Richard Baskin ou Bernard Faucon. » Il prend soin de saluer « le travail extraordinaire du fondateur, Lucien Clergue. Quand on hérite de 10 millions de francs de budget, on n'a pas le droit de faire la fine bouche. »

Bernard Millet affirme vouloir réconcilier deux familles photographiques qui se détestent. Pari délicat... « La galeriste Chantal Crousel et François Hébel, le directeur de l'agence Magnum, ont des choses à se dire. Tout comme Pascal Kern et Sebastiao Salgado. » C'est ainsi que les trois premières expositions de Bernard Millet sont « écume-niques » : la taumachie d'Isabel Muñoz pour les « traditionnels » ; le thème du corps (Appelt, Coplans, Lewis, Pataut) pour les plasticiens, et une jeune artiste, Brigitte Bauer, avec ses couleurs (remarque) de la montagne Sainte-Victoire. Au bout de ce travail au long cours, Bernard Millet avance un objectif : « Qu'Arles redevienne incontournable. »

Michel Guerrin



Les toreros d'Isabel Muñoz

Il était somme toute logique que les « Taumachie » d'Isabel Muñoz soient présentées à Arles, en pleine FERIA pascal. Pendant que les toreros El Fundi et Cesar Rincon triomphaient dans les arènes, la belle Espagnole exposait ses tirages noirs et blancs au platine sur les deux niveaux des Galeries arlésiennes rénovées, au centre de la cité provençale (jusqu'au 4 juin). Isabel Muñoz a découvert la taumachie en même temps qu'elle la photographiait (un livre est à paraître en mai, aux éditions Plume). L'exposition alterne judicieusement grands formats et images plus petites ; mais aussi des scènes traditionnelles de corrida et des images plus personnelles – plus intéressantes –, où on retrouve les mêmes obsessions développées dans ses sujets précédents (tango, flamenco, danses orientales). On retrouve le goût de Muñoz pour les matières, les costumes, les références à la sexualité, les attitudes intemporelles qui renvoient à plusieurs siècles de tradition taumachie. C'est peu dire qu'elle s'intéresse plus au torero qu'au taureau. Et c'est tant mieux.

LES FILMS NOUVEAUX

DIS-MOI OUI...

Film français d'Alexandre Arcady. Avec Jean-Hugues Anglade, Claude Rich, Nadia Farès, Patrick Braoudé, Julia Maraval, Marie Laforêt, Valérie Kaprisky, Anouk Aimée. (1 h 45). Les affiches le promettent : c'est une comédie romantique. La rumeur l'affirme : après avoir tenté de faire du *Parain* un film français (*Le Grand Pardon*), unis les efforts de deux policiers, l'un juif et l'autre arabe, dans *L'Union sacrée*, et raconté l'amour au kibboutz (*Pour Sacha*), Alexandre Arcady a changé de registre. Voici donc Stéphane (Jean-Hugues Anglade), pédiatre dans un hôpital bordelais, apparemment spécialisé dans le traitement des enfants bien-portants, séducteur invétéré, joueur de poker et de polo, qui voit venir à lui Eva, douze ans, qu'il ne se rappelle pas avoir soignée quand elle était petite et qui ne lui dit pas qu'elle compte sur lui pour la sauver. Car la malheureuse souffre d'un angorisme cérébral qui risque de la rendre aveugle. Cela, on ne le sait pas tout de suite, il faut d'abord que l'on ait le temps d'admirer de somptueux appartements, des automobiles de luxe, des restaurants de grande classe et de belles jeunes femmes habillées chic et cher. Ensuite, le cœur de Stéphane s'emballe : il retrouve à Agen, où il bricole des voitures, un chirurgien que ses thèses audacieuses ont poussé sur la touche et qu'il convainc de tenter l'opération qui seule peut sauver Elsa et que nul autre que lui ne peut réussir. Moralité (si l'on ose dire) : si l'on souffre d'un angorisme cérébral et que l'on est jolie, fine, astucieuse, que l'on sait le secret du bon chocolat chaud, que l'on possède un vrai talent de pianiste et que l'on connaît Jean-Hugues Anglade, on a toutes les chances de s'en sortir. Oui, *Dis-moi oui...* est une comédie romantique.

P.M.

24 portraits d'une certaine famille du cinéma

VINGT-QUATRE images, une seconde de cinéma. Ces vingt-quatre portraits de gens de cinéma – réalisateurs et acteurs – méritent qu'on s'y arrête plus qu'une seconde ou même une minute. En apparence, ils ne se ressemblent guère, sinon par le noir et blanc impeccablement tiré. La logique des cadres varie : parfois il n'y a pas un, mais deux personnages dans l'image ; plusieurs de ces photos, mais pas toutes, sont nimbées d'un flou qui se dissipe aux abords du visage ; certaines, mais pas toutes, ont des bords incertains. Heureuse disparité : Patrick Messina, sans effet de manche ou de focale, a tiré à chacun le portrait pour lui-même, plutôt que pour soi-même.



BIBLIOGRAPHIE

Il y a pourtant, entre ces photos, un air de famille, celui d'une certaine famille de cinéma. Une famille avec plusieurs générations, de Claude Chabrol, Luc Moulet, Jacques Rozier et André S. Labarthe à Patricia Mazuy, Dominik Moll ou Cédric Kahn. Une famille avec des cousins arméno-canadiens (Atom Egoyan), des oncles lusitaniens (João César Monteiro) ou de Leicester (Stephen Frears), des fils prodiges prodigieusement mobiles (Robert Kramer) ou essentiellement à la croisée des chemins – Garrel Philippe ou Léaud Jean-Pierre.

Le sens de l'ensemble appelle la réunion, parfois, de deux visages, Marilyn Canto avec Hervé Leroux, Catherine Klein avec Philippe Faucon, Arsinée Khanjian avec Egoyan. Et parfois, seuls, Marianne Denicourt, Melvil Poupaud ou Nathalie Richard existent chacun, mais inouvent en même temps les belles aventures collectives auxquelles ils prêtent corps.

Il semble d'abord que ce qui relie entre elles les photos du portfolio lui est extérieur, que ce sont les films – cette généalogie des audaces et des questionnements qui court à travers les trente-cinq dernières années du cinéma – qui lui donnent cet air de famille. C'est vrai, et il est douteux que qui n'a rien vu ou rien aimé de *J'entends plus la guitare* et de *Masculin-féminin*, d'*Adieu Philippe*, de *La Bande des quatre* ou de *Souvenir de la maison jaune*, qui n'a plus de goût à guetter les surgissements du jeune cinéma, risque de ne pas s'y reconnaître.

Mais, complice et connaisseur, Messina « tient » son regard d'un cliché l'autre, comme on tient la note. Et son regard est un regard qui rit.

J.-M. F.

★ 24 images. Photographies de Patrick Messina. Portfolio édité par L'Esprit et les éditions Ciné-fits. 60 F.

EN CONCERT A PARTIR DU 1^{er} MAI

NOSTALGIE
C'est pour toujours

2 France

RENAUD
à la mutualité

LOCATIONS 47.42.25.49
AGENCES : ENAC, VIRGIN, MEGASTORE
RESEAU FRANCE BILLET

■ **MUSIQUE** : le chef Zubin Mehta est nommé directeur général de la musique de Bavière à compter de septembre 1998 et jusqu'en 2003. Zubin Mehta, cinquante huit ans, devra séjourner cinq mois à Munich et assurer au moins cinquante représentations par an à l'Opéra d'Etat de Bavière, avec lequel il aura à collaborer avec l'Allemand Peter Jonas, confirmé dans ses fonctions d'intendant de cet opéra jusqu'en 2003.

■ **Alfredo Gangotena**, PDG de PolyGram-France, « a remis son mandat à la disposition du conseil d'administration », annonce, mercredi 19 avril, la direction de la filiale française de la multinationale néerlandaise du disque et de l'électronique. Il sera remplacé par Alain Rebillard. Les nouvelles fonctions d'Alfredo Gangotena « au niveau de PolyGram International » seront annoncées ultérieurement.

■ **MÉTIER D'ART** : une convention de développement des métiers d'art en Bretagne a été signée, mercredi 19 avril, à Paris, entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles pour favoriser une meilleure insertion de ces métiers et améliorer la compétitivité des entreprises de ce secteur. Étendue sur trois ans, cette convention s'élève à 5,4 millions de francs, dont la moitié à la charge de l'Etat.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280
Informations téléphoniques au : 48 00 20 17
ou sur internet, 36-17 Drouot

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 h. *Exposition le matin de la vente.

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40 75 45 45.

LUNDI 24 AVRIL
S.14 Cadres. Linge. Bibelots. Meubles. Mes LOUDMER

MERCREDI 26 AVRIL
S.14 11h et 14h15. La presse française et l'affiche. Me de RICOLES et Me MATHIAS. Expert : Mme CAMARD

JEUDI 27 AVRIL
S.8 Vins. Mes LOUDMER.

VENDREDI 28 AVRIL
S.4 Archéologie (Égypte, Grèce, Précolombien, Chine, etc...) Mes BOSCHER, STUDER, FROMENTIN
S.14 Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009) 47.70.67.68
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002) 42.60.57.57
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 44.79.50.50
MATHIAS, 18, rue Grange Batelière (75009) 47.70.00.36
de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009) 48.74.38.93

هكذا هو الأصل

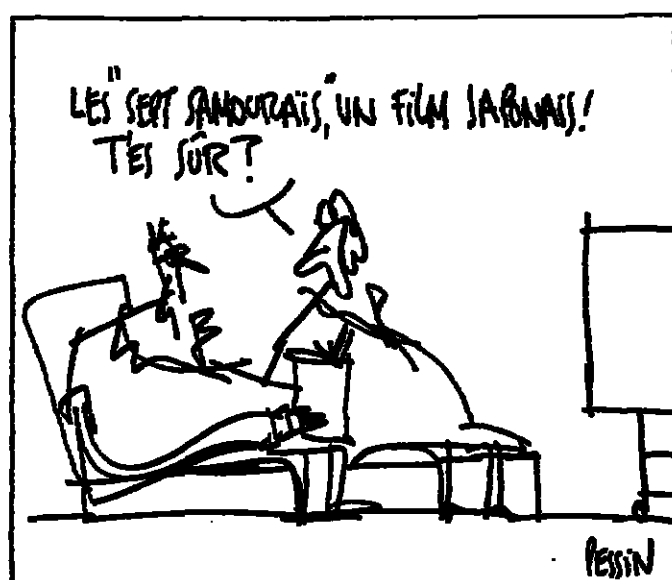
Nagisa Oshima célèbre le cinéma japonais

L'auteur de « L'Empire des sens », raconte sur Arte l'histoire de cet art, mais d'une façon quelque peu didactique et sans apparaître à l'image

Né en 1932, Nagisa Oshima appartient à une génération qui a farouchement affirmé et soutenu l'existence du « cinéma d'auteur » au Japon. En 1976, avec *L'Empire des sens*, film qui brisait les tabous pesant sur la sexualité, il est devenu célèbre en Occident. C'est à lui qu'il appartient aujourd'hui de raconter le cinéma japonais, dans la série sur les centennaires des cinémas nationaux produite par le British Film Institute et proposée par Arte.

Or on ne le voit pas. Nagisa Oshima n'apparaît pas à l'image, même pas une minute. Pas d'entretiens, pas de conversations, pas de promenades, comme l'avait fait Stephen Frears pour le cinéma britannique. Il n'est qu'une voix, désincarnée à cause de cette détestable habitude qu'a Arte de placer une traduction française en voix off sur celle du narrateur, pour éviter aux spectateurs de lire les sous-titres. En l'occurrence, cela donne à cette évocation un aspect didactique, alors que le ton d'Oshima était, semble-t-il, plutôt polémique.

Entièrement composée d'extraits ou de photographies de films, l'histoire du cinéma japonais qu'il nous propose est étroitement liée aux événements sociaux et politiques : tremblement de terre de Tokyo en 1923, délabrement économique et agitation sociale des années 30, coup d'Etat militaire manqué en 1936, renforcement de la censure et du militarisme à partir de la guerre avec la Chine en 1937, catastrophe pro-



grammée de la seconde guerre mondiale, bombes atomiques d'Hiroshima et Nagasaki, occupation américaine et désordres de l'après-guerre, agitation et rébellion étudiante vers 1968... Ce n'est pas exhaustif, mais la toile de fond justifie le propos : il ne peut y avoir de cinéma que témoin de son temps et contestataire.

Ainsi Oshima célèbre-t-il, dès le début, Daisuke Ito, le premier « cinéaste individuel » selon la traduction, réalisateur en 1927 du *Journal du voyage en Chine*, film perdu puis retrouvé, en partie, en 1992. Devons-nous entièrement réviser nos connaissances ? Ou n'est-il cité que

pour Gosses de Tokyo en 1932 ; Mizoguchi pour *L'Élégie de Naniwa* et *Les Sœurs de Gion*, en 1936 ; Kurosawa seulement pour *Je ne regrette rien de ma jeunesse*, en 1946, et la récompense qu'il obtint au Festival de Venise pour *Rashomon*.

Les films présentés ont un aspect contemporain et social. Imamura, entré récemment au panthéon de « Cinéma de notre temps » (dans une excellente émission réalisée par Paulo Rocha, et diffusée sur Arte mercredi 12 avril), est « oublié », ainsi que Naruse et Kobayashi. Le principe du point de vue subjectif est poussé encore plus loin chez Stephen Frears,

mais d'une manière narrative moins intéressante. Car ici il n'y a pas de mise en scène. Juste une succession d'images (parfois violentes) censées représenter en raccourci toute une société qui a finalement engendré deux générations de contestataires et d'auteurs, celle d'Oshima et celle née après la guerre.

Quand il parle à la première personne, Oshima s'étend sur son propre parcours : sa vocation née en 1954 au spectacle du *Jardin des femmes*, de Keisoké Kinoshita, son film *Contes cruels de la jeunesse*, en 1960, le bouillonnement de 1968 et des années 70, et son avancée (après la production de « films roses » et de « romans pornos » au Japon) dans la libération sexuelle avec *L'Empire des sens* - mais pourquoi ne pas avoir nommé le producteur français Anatole Dauman, qui a rendu ce film possible -, dont on apprend que la version intégrale, avec les scènes hard, n'est toujours pas autorisée au Japon.

Il y a, certes, à apprendre dans ce documentaire : tant de cinéastes que nous ne connaissons pas, l'éclatement dans les années 80-90 d'un cinéma d'auteur indépendant en dehors des studios, l'existence d'un film coréen porte-parole des 150 000 membres d'une minorité ethnique immigrée. Mais la présence vivante d'Oshima dans ce panorama l'aurait rendue autrement passionnante.

Jacques Siclier
* Cent ans de cinéma : le cinéma japonais », Arte, 22 h 10.

L'écran de la terreur

par Agathe Logeart

CETTE terreur-là n'était pas pour eux. Pas pour Oklahoma City, la ville de verre et d'acier au cœur de l'Amérique profonde, dans cette terre paisible de blé, de coton et de pétrole. Soudain arrivée au pied de l'immeuble, Bonnie Anderson, la femme reporter de CNN, dit que ces images d'apocalypse, l'immeuble éventré à la façade arrachée, les blessés hagards couverts de sang, ces tout-petits en état de choc pelotonnés dans les bras de leurs parents ou de leurs sauveteurs, ce n'était pas l'Amérique. C'était Beyrouth qui vous explosait à la figure.

Plié en deux sur le capot d'une voiture, un policier cachait sa tête dans ses bras, recroisé de fatigue et d'émotions au pied du bâtiment administratif d'où s'échappait toujours une épaisse fumée noire. Un sauveteur en casquette rouge, un masque de papier glissé autour de son cou, venait de sortir de l'immeuble. Il lui tournait le dos, comme s'il ne pouvait plus le regarder en face. De sa vie, disait-il, il ne voulait plus jamais rien revoir de pareil. « Je ne comprends pas... », répétait-il, incapable de trouver les mots du cauchemar. Un pompier disait les larmes de ses hommes, habitués à faire face au feu, mais pas au terrorisme. A l'intérieur, il restait encore des emmures vivants qu'il fallait parfois amputer sur place pour les sortir de l'amas de fer et de béton où ils étaient piégés. Mais il restait surtout des corps parfois couverts de bâches de plastique bleu, et des restes humains pulvérisés. L'explosion s'était produite à 9 heures du matin, au moment où

les employés venaient de déposer leurs enfants à la garderie. Les enfants, les plus insoutenables des victimes... A tout moment, prenaient les pompiers, l'immeuble menaçait de s'effondrer. Les canalisations avaient explosé, la pluie gênait les recherches, et la nuit était tombée, petit à petit, sur l'horreur.

CNN, qui avait interrompu pendant plusieurs heures le cours normal de ses programmes, était partout, sur place, à la Maison Blanche, dans les hôpitaux, recevant des experts de toute nature, multipliant les rappels historiques et les éclairages. Les premiers moments de panique passés, sa grosse machine s'était déployée, parfaitement redressée. Rien ne manquait, pas même la musique de circonstance, l'indispensable vibrato dans la voix des envoyés spéciaux, l'air consterné et les sourcils froncés des présentateurs, la touche humaine sans laquelle le récit d'une tragédie ne serait pas le spectacle qu'il doit être.

Puis surgit l'incongru, sous la forme d'un quiz, ce jeu qui consiste à poser au téléspectateur une question de culture générale, du genre : « Quelle est la superficie des îles Fidji ? », ou « De quelle République la ville d'Osaka-Batou est-elle la capitale ? ». Pour ne pas quitter la tragédie d'Oklahoma City, pour rester dans la couleur locale en somme, on demanda donc à quelle date l'immeuble Marty avait été construit. Comme c'est l'usage, la réponse ne tarda pas à s'afficher sur l'écran. Il fallait répondre 1977.

VENDREDI 21 AVRIL

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.40 Feuilleton : Les Fous de l'amour. 14.30 Série : Dallas. 15.20 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Divorçés vacances. 17.30 Série : Les Garçons de la plage. 18.00 Série : Premiers baisers. 18.30 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Magazine : Coucou ! (et 23.55). 19.50 Le Bébête Show (et 0.40). 20.00 Journal, La Minute hippique, Météo, Trafic infos. 20.45 Téléfilm : Terrain glissant. De Joyce Bunuel, avec Isabel Otero, Bernadette Lafont. 22.25 Magazine : Combien ça coûte ? Invité : Sacha Distel. Assurance : les risques spéciaux ; le coût de la journée du dimanche 23 avril 1995 ; les cautions immobilières ; les ventes aux domaines ; vivre sur mesure. 0.45 Journal et Météo. 1.00 Programmes de nuit. Millionnaire : 1.25, Histoires naturelles (et 3.20, 5.05) ; 2.20, TF1 nuit (et 3.20, 4.00) ; 2.30, L'Équipe Coussu en Amazonie ; 4.10, Côté cœur ; 4.35, Musique.	13.45 Série : Inspecteur Derrick. 14.50 Série : L'Enquêteur. 15.50 Variétés : La Chèvre aux chaussons (et 5.10). 16.40 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Seconde B. 17.45 Série : Code Lisa. 18.15 Série : Sauvés par le gong. 18.45 Jeu : Qui le meilleur gagne. 19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel (et 1.35). 19.55 Coupe de l'America. 19.58 Journal. 20.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. (et 9.20). Avec L. Jospin, P. de Villiers, E. Balladur, J. Chirac, D. Voinet, A. Laguerre, R. Hue, J.-M. Le Pen, J. Chéménade (1 min chacun). 20.50 Météo, Point route. 20.55 Téléfilm : La Rage au cœur. De Robin Davis. 22.40 Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invité : André Comte-Sponville (Petit Traité des grandes vertus). 23.55 Les Films Lumière. 23.55 Variétés : Taratata. Emission présentée par Nagui. Invité : Hubert-Félix Thiéfaine. 1.10 Journal, Journal des courses et Météo. 2.00 Campagne électorale pour l'élection présidentielle. Avec E. Balladur, A. Laguerre, J.-M. Le Pen (15 min chacun). 2.45 Programmes de nuit.	13.35 Magazine : Vincent à l'heure. 14.50 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. (et 18.00). Avec L. Jospin, P. de Villiers, E. Balladur, J. Chirac, D. Voinet, A. Laguerre, R. Hue, J.-M. Le Pen, J. Chéménade (1 min chacun). 15.10 Documentaire : Castor, architecte des rivières. 15.40 Série : Simon et Simon. 16.30 Les Minikeums. 17.20 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Raoul Lévy, un aventurier du cinéma, de Jean-Dominique Bauby. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.45 INC. 20.50 Magazine : Thalassa. Pour bleus, de Yannick Charles et Denis Bassoimpre. 21.50 Magazine : Faut pas rêver. De Georges Pernoud. Invité : Cabu. Sao Tomé : la Comédie de Tchouli France : la Rabaleise. Colombie : la Musique du fleuve. 22.55 Météo et Journal. 23.20 Court métrage : Strip-tease. 0.10 Court métrage : Libre court. Il faut que je l'aime, de Sébastien Lifshitz. 0.30 Musique Graffiti. Los Divinos (20 min).	13.25 Série : L'Homme de fer. 14.20 Série : Jim Bergerac. 15.10 Musique : Boulevard des clips (1.05, 5.35). 17.00 Variétés : Hit Machine. Emission présentée par Yves Noél et Ophélie Winter. 17.30 Série : Guillaume Tell. 18.00 Série : O'Hara. 18.54 Six minutes première édition. 19.00 Série : Caraïbes offshore. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Magazine : Vu par Laurent Boyer. 20.05 Série : Madame est servie. 20.35 Magazine : Capital. Présenté par Emmanuel Chan. 20.45 Téléfilm : Tueurs aux trousses. De Jerrold Freedman. 22.35 Série : Aux frontières du réel. Compressions. 23.25 Magazine : Secrets de femme. Show room ; Je suis invisible. 23.55 Dance Machine Club. Présenté par Ophélie Winter. 2.30 Rediffusions. Fréquentier : 3.25, Arles, le secret des pierres ; 4.20, Fançane ; 4.45, La Rêve de l'empire ; 5.10, Culture pub.	13.35 Cinéma : Passager 57. Film américain de Kevin Hooks (1992). 15.00 Documentaire : Chronique d'une vie d'éléphant. De Martyn Colbeck et Cynthia Moss. 15.50 Le Journal du art (rediff.). 16.00 Cinéma : Mina Tannenbaum. Film français de Martine Dugovson (1993). 18.05 Canaille peluche. Crocs malins. En clair jusqu'à 20.35 18.30 Jeu : Pizzarollo. 18.40 Nulle part ailleurs. 19.20 Zérozéro. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Téléfilm : L'Aigle rouge. De Jan Goldard. 22.35 Surprises. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Court métrage : Eau de la vie. 23.00 Cinéma : Malcolm X. Film américain de Spike Lee (1992). 2.14 Pin-up. 2.15 Cinéma : Elles ne pensent qu'à ça. Film français de Charlotte Dubreuil (1993). 3.45 Cinéma : Sinséance 2. Film américain de Mary Lambert (1992, v.o.). 5.20 Cinéma : Le congrès s'amuse. Film franco-allemand de Geza von Radvary (1965) (97 min).	13.30 Dédé. Théâtre à Sarajevo. 14.00 Documentaire : Découvertes. Le cerveau : la mémoire (3/5) (rediff.). 15.00 Magazine : Emploi. 15.30 Qui vive. 15.45 Les Écrans du savoir (rediff.). Au fil des jours ; Inventer demain ; Allô ! la Terre ; Les Grandes Inventions ; Question de temps : Langues : espagnol et anglais. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Guerriers des temps anciens. Les Celtes. 18.30 Le Monde des animaux. 18.55 Le Journal du temps. ARTE 19.00 Magazine : Confetti. Le plus ancien pub français. 19.30 Documentaire : A l'ombre des conquérants. Les Tarahumaras du Mexique, de Josef Kirchmayer. 20.15 Documentaire : Les Mémoires borbales de la Tchoukotka. D'Irène Marty. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Téléfilm : Une société cousue de fil blanc. De Konrad Sabratzky. 22.10 Documentaire : Cent ans de cinéma. (2) Le cinéma japonais, par Nagisa Oshima. 23.05 Cinéma : Les nains aussi ont commencé petits. Film allemand de Werner Herzog (1970, v.o.). 0.35 Magazine : Velvet Jungle. Boy George ; Top Live : Naïve et Nos (rediff.). 1.40 Série : Johnny Staccato. 15. Collector's Item, de John Brahm, avec John Cassavetes (v.o., rediff.). 2.05 European Jazzpects. Trevor Watts (30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Montagne. 20.30 Évasion. 21.00 Strip tease. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu de TV5. 22.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 14 avril. 0.00 Sortie libre. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir (25 min).
PLANÈTE 19.40 Nitay Garabam ou caution d'avenir. De Jean Monstrey. 19.35 Iso Lo. De Mansour Sora Wade. 21.15 Dans la lumière de Jean Zay. De Marieke Aucante. 21.45 Force brute. De Robert Kirk (10/65). 22.30 Les Fous de la Vie. De François Bertrand. 23.35 Les Fous de la Vie. De Christian Passuello. 0.25 Les Très Riches Heures du Cadran breton. De Jean Kargayan et Thierry Le Nouvel (40 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.40). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.10). 19.45 Archives. 20.00 Musiques en scènes. 21.00 Embouteillage. 22.00 Musiques en scènes. 22.30 Ballet : Coppélia. 0.35 Jean-Edem's Club (60 min).
CANAL 7 17.35 Les Triplés. 17.40 La Par-

thèse rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Le Bus magique ; 18.20, Futé-rue ; 18.25, Les Nouvelles Aventures de Skippy ; 18.55, Tip top clip ; 19.00, Bêtes pas bêtes ; 19.15, Tip top clip ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro.
CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : Mac Davis. 20.30 Série : Les Évaliseurs. 21.20 Série : Au nom de la loi. 21.50 Destination séries. 22.15 Chronique musicale. 22.20 Série : Dream On. 22.50 Série : Seinfeld. 23.15 Country box. 23.45 La Semaine sur Jimmy. 23.55 Série : New York Police Blues. 0.40 Série : Michel Vaillant (30 min).
SÉRIE CLUB 19.50 Série : Les Twist. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 23.50). 22.15 Série : Code Quantum. Chasse à l'homme. 23.00 Série : Nick Mancuso. Les dossiers secrets du FBI (50 min).
MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM mag. 20.40 MCM découvertes. 21.00 Concert : Mau Mau. 22.00 MCM dance club. 0.30 Rave On (90 min).
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 News at Night. 23.15 CinéMatic. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Party Zone (120 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 19.55 Football. En direct. Champion-

nat de France D2 : 37^e journée. Red Star-Toulouse, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). 22.00 Bône. En direct. Championnat britannique : Eliminatoires, à Dudley (Angleterre). Poids welters, Paul Wesley-Gilbert Jackson ; Poids super-welters, Robert McCracken (G-B)-Wilson Smith (E-U) ; Poids super-moyens : Joe Catzaghe (G-B)-Robert Curry (E-U). 23.00 International Motorsport. 0.00 Stock car. Grand Prix de Paris et 1^{er} championnat d'Europe indoor. Finales au Palais omnisports de Paris-Bercy (60 min).
CINÉ CINÉFIL 19.40 Simon du désert. Film mexicain de Luis Bunuel (1965, N, v.o.). 20.30 La Table aux crevés. Film français d'Henri Verneuil (1951, N). 22.00 La Chose d'un autre monde. Film américain de Christian Nyby et Howard Hawks (1951, N, v.o.). 23.25 Corridors of Blood. Film britannique de Robert Day (1958, N, v.o.). 0.55 La Proie. Film américain de Robert Siodmak (1948, N, v.o., 85 min).
CINÉ CINÉMAS 18.35 Téléfilm : La Nuit du coucou. De Michel Favart. 20.15 Le Nouveau Bazar de Ciné-Cinéma. 21.00 Abyss. Film américain de James Cameron (1989). 23.20 Feu de minuit. Film américain de John Niziola (1992, v.o.). 0.55 La Nuit déchirée. Film américain de Nick Garris (1992, 85 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Marie-José Lamothe (La Vie de Malaria). 19.30 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine. La Salpêtrière (1). 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Le pouvoir de la voix. 5. Cathy Berberian ou la voix écartée. 20.30 Radio archives. Montparnasse : La ruée. 21.28 Poésie sur parole. 21.32 Musique : Black and Blue. Steve Lacy. Findings. Avec Jean-Louis Chautemps. 22.40 Les Nuits magnétiques. Les enfants d'Hippocrate (4). 0.05 Du jour au lendemain. Luc Brisson (Parabyside, de Platon). 0.50 Coda. Semaine sainte byzantine, matins (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Une heure avec Romain Gary : 2.00. Une vie, une œuvre Michel Ange.
FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courché, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand (Émis simultanément sur Saarländischer Rundfunk et Hessischer Rundfunk). En direct du Gewandhaus de Leipzig, par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur : Tostani et Iside (Gréville et mort d'Isolde), Wesendonck-Lieder, de Wagner, Waltraud Meier, soprano ; Symphonie n°3, de Bruckner. 22.25 Dépêche-notes. 23.30 Musique pluriel. Le Rapt de Persé-

phone (extrait), de Bon, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Nancy, dir. Jérôme Kaltenbach. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Debussy, radiophoniques. 0.00 Jazz club. Enregistre à la Villa, le trio du pianiste Enrico Pierunzi. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Les interventions à la radio

RTL, 7 h 15 : la présidentielle en question. « Comment les étrangers voient-ils les élections ? »
BFM 96.4, 7 h 35 : Edouard Balladur (« 3 décisions pour un président »).
RMC : journaux d'information décentralisés. RMC midi et le 18/20 seront présentés en direct de Grenoble.
Sud Radio, 7 h 47 : Jacques Chirac.
RMC, 7 h 50 : Nicolas Sarkozy (« La Poluque autrement »).
France-Inter, 8 h 20 : Jacques Chéménade (« Questions par A + B »).
Europe 1, 8 h 35 : Jean-Luc Mano, directeur de l'information de France 2, à propos des soirées présidentielles (« Mon œil »).
France-Info 105.5, 18 h 15 : Robert Hue (« L'Invité »).
RMC, 18 h 30 : Joseph Macé-Saron pour Le Figaro ; Pierre Giacometti pour BVA ; Philippe Méchet pour Louis Harris ; Laurence Parsot pour l'IFOP la Spéciale présidentielle RMC-Le Figaro.
RTL, 18 h 30 : Le Roman de la présidentielle avec Jean d'Ormesson et Erik Orsenna.
Europe 1, 19 heures : Jacques Chirac (« Le Club de la presse »).
O'FM 99.9, à partir de 19 heures : André Lajoinie, Christine Boutin (« Grand O'FM-La Croix », spécial présidentielle).
RTL, 19 heures : Les grands moments de la campagne, par Jean-Pierre Defram.
France-Inter, 19 h 20 : Jean-Marie Le Pen (« Le Téléphone sonne »).

Le Monde DES LIVRES

VENREDI 21 AVRIL 1995

Roth plus fort que Roth

Un grand romancier
affronte « un faux lui-même »
et lui démontre la supériorité
de la fiction : elle seule dit la vérité

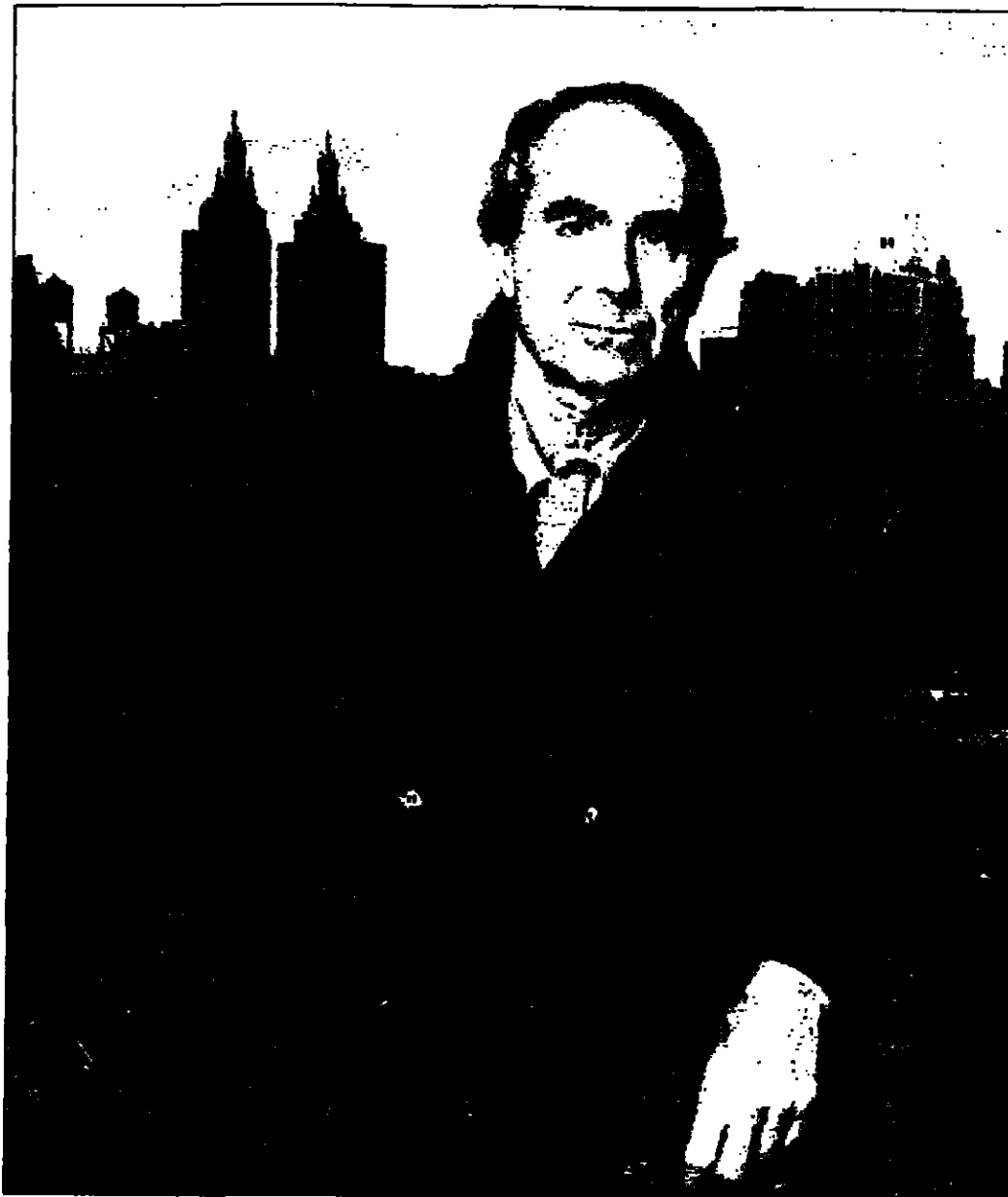
OPÉRATION SHYLOCK
Une confession
de Philip Roth.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Lazare Bitoun.
Gallimard, 452 p., 150 F.

Lecteurs, prenez garde ! *Opération Shylock* est-il le roman que vous êtes en train de lire, le dernier livre de Philip Roth, ou bien le roman que Philip Roth n'a pas écrit, ayant reçu beaucoup d'argent des services secrets israéliens pour faire silence sur la mission remplie par lui, pour eux, à Athènes ? Les deux sans doute, puisque, chez Roth, tout est toujours, à un moment ou à un autre, double (et ici plus que jamais). Le récit de l'« Opération Shylock », d'après Roth, aurait dû être l'objet du chapitre II du livre. Mais celui-ci n'en comporte que dix. L'écrivain aurait-il donc accepté de se taire, obéissant à l'ordre de l'agent Smilesburger, droit sorti d'un livre de John Le Carré ? Roth, se taire ? Inimaginable. Aussi invraisemblable que d'imaginer Philip Roth, grand romancier américain né en 1933 dans le New Jersey, en agent du Mossad : « Tu espionnes pour le compte des Juifs ? », lui demande un de ses amis en riant. « Je croyais que tu les espionnais. » Voici pourtant la « confession » d'adit espion « compte rendu aussi fidèle que possible des événements que j'ai effectivement vécus entre ma cinquième

et ma sixième année », dit-il en préface. Effrayant. La littérature contemporaine aurait-elle perdu l'un des ses meilleurs écrivains ? Heureusement le livre se termine par une « note au lecteur » : « Ce livre est une œuvre de fiction. (...) Cette confession est un faux. » Ouf ! Entre les deux, 450 pages de très grand Philip Roth, remarquablement traduites : un récit d'espionnage palpitant, un roman policier, un thriller politique, une réflexion sur la judéité, une interrogation sur Israël à l'heure du procès Demjanjuk et de l'intifada, une histoire de double comme on n'en avait encore jamais lue, un roman joyeux, plein de « cette force anti-tragique qui dédramatise les choses ». Bref, un roman de la liberté romanesque, « un mensonge par lequel il [l'écrivain] exprime son indicible vérité ».

« Un mensonge
par lequel il
exprime son
indicible
vérité »

Philip Roth aurait sans doute pu commencer ainsi : « Lecteur, accroche-toi, ce livre est abruti. Tu ne devrais pas l'acheter en chemin, remarque. » Mais cela avait déjà été fait, ailleurs, par un de ses doubles sans doute. « Abruti » est bien le mot. Philip Roth, celui que nous aimons – et que détestent les amateurs de belles histoires, les adeptes du roman-roman –, découvre qu'un Philip Roth (fondateur de l'ASA, les Antisémites Anonymes) est installé à Jérusalem, où tout le monde le prend pour lui. Il tient des discours militants pour le « diasporisme » – le retour des Juifs d'Europe en Europe, leur départ d'Israël, ce « petit État bruyant de rien du tout », cette sorte de « Bel-



Philip Roth, un faux
« voyage au bout de la folie »
pour un vrai « voyage
au bout de l'intelligence »

gique juive », sans même « une ville comme Bruxelles ». Des propos rapportés par le vrai Roth avec une ironie dévastatrice, comme s'ils étaient « le scénario grotesque » d'un de ses livres ou d'une nouvelle pleine des provocations dont il est friand. Le faux Roth est descendu à l'hôtel King David. Négligent les conseils de sa femme, Philip Roth téléphone au King David, en prenant la voix d'un autre écrivain, français celui-là, mais aussi une sorte de double, Philippe Sollers. A l'autre bout, un Philip Roth répond, avec un accent du New Jersey plus fort que le sien, une voix plus sonore. Mais qui affirme être bien l'auteur de *Portnoy* et son complexe. Quand on relève d'une grave dépression, provoquée par un médicament, l'hallucination, quand on a douté de son identité et de la réalité – ce qui est le cas de Roth au moment où il découvre l'existence de son double –, il faut, nécessairement, aller voir. Roth arrive donc à Jérusalem – où il devait se rendre pour s'entretenir avec son ami l'écrivain Aharon Appelfeld (1). Il rencontre l'autre Roth, « version hollywoodienne de [son] visage » – « plus régulier, plus conventionnel, un peu

moins mal fini que le mien, le menton était plus volontaire, le nez moins gros et, contrairement au mien, il n'était pas aplati au bout, à la juive. Dans une publicité pour la chirurgie esthétique, il serait l'après et moi l'avant ». Roth voudrait s'accrocher à ces différences. Mais l'autre porte aussi ses vêtements, usure et bouton manquant compris. C'est évidemment insupportable. Première mesure pour se débarrasser de cet imposteur : le nommer. Roth l'appelle donc Moïse Pipik, « Moïse Petitnombril », surnom qu'on donnait aux enfants qui voulaient faire les malins. « Les doubles, me disais-je, se rencontrent surtout dans les livres ». Ils s'appellent Zuckerman, Tamopol, Keshesh ou Portnoy, et là on sait qu'on est dans un roman de Philip Roth. « Toute ma vie je me suis mis dans des situations aussi difficiles, mais jusqu'à présent, en gros, c'était dans mes romans. Qu'est-ce que je dois faire maintenant pour me sortir de là ? » Prouver à Pipik que le roman est plus fort que lui, qui a osé envoyer une lettre à Roth affirmant : « Je suis celui de vous qui n'est pas des mots. » Comme le dit Appelfeld : « Il manifeste moins de talent

en se faisant passer pour toi que tu n'en as à être toi-même, voilà peut-être ce qui l'irrite (...) Une injure d'ordre esthétique. » Donc une injure impardonnable. A partir de là Pipik, est condamné. « Usurpant l'identité de l'usurpateur qui avait usurpé la [sienne] », Roth va se mettre, devant son ami palestinien Ziad, à défendre le diasporisme, avec une énergie que le Roth relevant de dépression ne se connaissait pas. « Je n'étais jamais plus en forme qu'au moment où je me mettais à jouer Pipik ». Roth va aller, comme Pipik, au procès Demjanjuk, celui qui dit qu'on fait le procès d'un homme qui n'est pas lui. En rentrant à son hôtel, Roth va affronter Pipik, qui est dans sa chambre. Cela donne « un dialogue de fous », d'une lucidité et d'une drôlerie inouïes : « Il ne veut tout de même pas qu'on fasse ça ensemble », se demande le vrai Roth. « Philip Roth baise Philip Roth ! ça c'est une forme de masturbation qui me dépasse, même moi. » « Vous avez un but dans la vie, en dehors de faire croire que vous êtes quelqu'un d'autre ? » interroge-t-il encore. Réponse de Pipik : « Vous avez un but, vous, en dehors de ça ? »

Certainement, il en a un, Philip Roth. Montrer que « le vrai écrivain » est le « plus fort sur le terrain de l'invention », rivaliser, dans ce faux « voyage au bout de la folie » qui est un vrai « voyage au bout de l'intelligence », avec d'autres écrivains : Kafka, bien sûr, Dostoïevski, et aussi Céline. Quand Roth écoute une bande magnétique de la fameuse association de Pipik, les Antisémites Anonymes, il entend un discours très célinien, contre les Juifs, et contre lui-même singulièrement. « De tout son arsenal de coups torçus, dira-t-il après la mort de Pipik, cette imposture, – si c'en était une –, restera le plus sinistre, le plus fou et, hélas, le plus irrésistible... Oui, à mes yeux, esthétiquement séduisant par son côté répugnant et son mauvais goût, un peu de la manière de Céline. (Céline aussi était un cinglé, c'était un écrivain français génial et un antisémite virulent, de l'époque de la Deuxième Guerre ; j'essaie désespérément de le détecter – et je donne ses livres démentis à lire à mes étudiants.)

Le « vrai écrivain », pour Roth, n'est sans doute pas tant « celui qui raconte des histoires » que « celui qui se raconte dans l'histoire ». Cela lui vaut souvent de « voir la critique que j'en fero de mon dernier livre le plus bête, le plus maladroite, le plus superficiel, le plus débile de tous les crépuscules bourrés de mauvaises intentions qui traitent dans ce métier où des abrutis sans aucune oreille et incapables de sentir la moindre nuance passent leur temps à aligner des clichés qu'ils appellent critiques de livres ». Cela lui vaut aussi une admiration déterminée, absolue, définitive de tous ceux qui, aujourd'hui comme demain, chercheront dans la littérature le moyen de comprendre la réalité, et non de la fuir. Tous les romans de Roth répondent à ce désir d'éclaircissement, mais *Opération Shylock* va plus loin : « surfer » sur son identité pour prouver sa propre puissance romanesque, quel pari ! Et quelle réussite ! La démonstration est magistrale.

Josyane Savigneau

(1) Entretien dont des extraits figurent dans le roman, et qui a été publié dans *The New York Times Book Review* du 28 février 1988 et repris dans le livre d'Aharon Appelfeld, *Beyond Despair* (éd. Forum International, New York).

Philosophie de printemps

De Jostein Gaarder à Michel Onfray, voilà qu'une discipline réputée confidentielle descend dans la rue, ou presque. Au risque d'un malentendu

On observe ce printemps une certaine agitation autour de la philosophie. Ce n'est peut-être pas seulement un effet de surface. Quand tout devient plus rapide, plus efficace, on prise une forme de réflexion qui fournit des outils mais n'impose pas de dogme, et offre des chemins multiples sans prescrire aucun itinéraire. Pas étonnant, donc, qu'un public croissant se tourne aujourd'hui de son côté, commençant à exiger qu'on lui explique textes obscurs et débats anciens. Pour répondre à sa demande apparaissent des initiatives diverses, qui prétendent rendre la philosophie populaire. Y voisinent le meilleur et le reste.

Peut-on
fournir
de la sagesse
bon marché ?

Exemple du meilleur, ces derniers temps, dans ce registre : *Le Monde de Sophie*, du Norvégien Jostein Gaarder, dont il a déjà été question ici (1). Fiction rédigée pour les adolescents et lue aussi par des adultes, le texte offre un premier accès à l'univers des philosophes. Car le roman de Gaarder raconte avant tout l'histoire des doctrines, de Platon à Freud. Ce manuel bien déguisé se vend en France comme des petits pains. Il

devient d'ailleurs un succès mondial : il totalise plus de deux millions d'exemplaires, plusieurs dizaines de traductions sont en cours après l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Ce n'est pas un grand-d'œuvre. Sa seule ambition – elle n'est pas mince, et il l'atteint – est de faire entrevoir quelques paysages philosophiques à ses lecteurs. Il n'a pas la prétention de guider leur existence.

Marc Sautet, pour sa part, donne des « consultations de philosophie » qui évoquent la psychothérapie sauvage plutôt que le travail du concept. Fondateur, en 1992, du premier « cabinet de philosophie » ouvert en France (sur un modèle inventé, en Allemagne, par Gerd Achenbach), il reçoit en ville et conseille. Il est difficile de savoir exactement qui il accueille, pour quel motif, et de quelle façon il aide ses « patients », même quand on a lu son plaidoyer. « Souvent, on va voir un psy, parfois on consulte un voyant, ou l'on se trouve un gourou. Sans le savoir, on cherche un philosophe. » Une fois qu'on a trouvé Marc Sautet, on a tout en un, ce qui est finalement économique. Dans un

Café pour Socrate (2) il raconte également comment sont nés les débats qu'il anime, chaque dimanche dans un café parisien. Autour du zinc, des habitués s'interrogent sur la volonté, le temps, l'évidence, la mort, etc. Ils s'efforcent d'apprendre à douter et à échanger des arguments. Ces prises de paroles constituent le versant sympathique d'une initiative qui, par ailleurs, laisse pour le moins perplexe. Il est bon que l'activité philosophique ne soit pas cantonnée dans les salles de classe. Il est réjouissant que des gens se retrouvent au bistrot avec d'autres questions que d'habitude (après Paris, des rencontres du même genre sont nées à Strasbourg, Toulouse, Nice, Le Creusot). Il est par contre inquiétant que le désir de comprendre puisse faire l'objet de manipulations sans contrôle, et d'interventions où la part de la philosophie paraît en fin de compte bien mince.

André Comte-Sponville ne donne pas de consultations individuelles. Il se penche directement sur l'espèce humaine, sa vie, son âme et son bonheur. Et il délivre, sous la forme d'un *Petit Traité des grandes vertus* (3), une ordonnance qui, au moins, ne semble pas présenter de risque, mis à

part un morne et fade ennui. L'amoncellement de platitudes requis par cet éloge des vertus est, en effet, consternant. André Comte-Sponville, en dénombrant dix-huit vertus cardinales, a découvert qu'il valait mieux être poli que gougat, fidèle qu'oubliieux, courageux que couard, généreux qu'égoïste, etc. Il nous annonce ces bonnes nouvelles, et souhaite nous voir devenir plus tolérants, plus doux, plus purs, plus aimants, afin que nous soyons plus humains. Cette eau de rose s'est déjà vendue à 30 000 exemplaires en quelques semaines. A ceux que la tempérance indispose, on recommande plutôt Michel Onfray. Dans *La Raison gourmande* (4), il défend l'ivresse des excès, l'hédonisme, l'éclat des cristaux et la saveur des vins, la provocation, le souci de l'instant plein, comme autant de manières de vivre et de mourir en philosophie.

Roger-Pol Droit

Lire la suite page 11

- (1) « Le Monde des Livres » du 24 février.
- (2) Robert Laffont, 312 p., 139 F.
- (3) PUF, 392 p., 149 F.
- (4) Grasset, 276 p., 120 F.

MARGUERITE
YOURCENAR
de l'Académie française

LETTRES À SES AMIS ET QUELQUES AUTRES

Édition établie, présentée et annotée
par Michèle Sarde et Joseph Brami



GALLIMARD

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Montherlant l'insaisissable

Il craignait - coquetterie ou sincérité ? - de n'être plus lu
ni joué à l'anniversaire de ses cent ans. On le lit, on le joue

Dans son édition du 11 janvier 1936, *Paris-Midi* dressait ce portrait de Montherlant : « *Écrivain illustre, ancien combattant, engagé volontaire, français farouche, écrivain catholique épuré et couronné par l'Académie française.* » Il affronte Otto Abetz, Fernand de Brion a organisé la rencontre. Il s'emploie à réunir les jeunes de France et du III^e Reich, garante de la paix. Montherlant n'y croit pas : « *Nous cherchons à faire des dupes ou à nous duper nous-mêmes.* » L'auteur de *Mors et vita*, œuvre nourrie de la guerre de 1914, jouit alors d'un prestige qu'Aragon salue de son « *plus grand respect.* (...) *On n'est pas plus français que lui.* » Le temps est révolu de l'édition de *La Relève du matin* à compte d'auteur. *Les Olympiques*, *Les Bestiaires*, *Les Célibataires*, *Jeunes Filles* lui assurent une renommée enviable, les journaux se disputent sa collaboration.

« *Avec tout son génie, [il] touche à des choses très graves avec une sorte d'insolence qui fait peur.* » « *Il y a là de la caracole, de la piffie ; cela sent (...) un peu le cirque, les treizeaux, et le regard étouffé du public auquel sans cesse il fait appel.* » « *Génie* » avec Julien Green, « *caracole* » avec Gide. Qu'en est-il aujourd'hui ?

La plupart des biographies et des dictionnaires font naître Henri-Marie-Joseph-Frédéric-Expédite Million de Montherlant le 21 avril 1896. Or c'est cette année qu'il aurait eu cent ans, le 20 avril. Pierre Sipriot, dans son indispensable ouvrage qui fit quelque bruit de faire tomber les masques, rétablit les dates et explique les substitutions. Montherlant se disait du 21 pour ne pas être du signe des Poissons mais être né « *avec l'entrée du Soleil dans le signe*

Il « touche à des choses très graves avec une sorte d'insolence qui fait peur »

et à Tino Rossi » ; le chanteur du *Solstice de juin* - celui de 1940 - qui a des paroles malheureuses pour glorifier le triomphe de la « *paix éternelle* » allemande sur l'esprit chrétien qui ne redeviendra fort que par un redressement moral de la jeunesse... L'oy. Maillon écrit : « *Montherlant a choisi d'être le clown de notre misère* » ; le volontueux des aventures pédérastiques, chasseur de plaisirs dans des fêtes foraines sordides où il cueille les gamins qu'un cafetier rabattait lui procure ; le contempteur précoce de la colon-

zodiacal du Taureau » ; quant à l'année, la supercherie vient de sa mère qui, par coquetterie, avait un an de moins que son âge. Ces tricheries originelles symbolisent la réputation de Montherlant, une vie que d'aucuns disent d'imposture. Qui est-il ? Que de réponses ! Il est l'adolescent des *Garçons* aspirant à faire d'une amitié particulière un « *don vers Dieu* » ; le jeune homme regrettant de ne pas aller au « *casse-pipe* » ; le soldat qui veut « *éviter les coups de chien en même temps qu'on s'émeuve à Paris à l'idée qu'il risque sa vie tous les jours* » ; le fanfaron plus doué pour la parade - rugby, corrida - que pour l'engagement véritable ; le Costals gagné par l'amour ; le Costals qui éprouve à l'endroit du féminin une condescendance pitié ; l'abbé de Pradts, imposteur dans la foi comme le Cénobite de Bernanos mais, à son inverse, plus attaché aux plaisirs de la vie avec les collégiens que perturbé par les angoisses métaphysiques ; le défenseur des valeurs viriles d'Équinox de septembre, essai aux accents patriotiques où se manifeste sa haine de Hitler, où il dénonce une France qui, soulagée par les accords de Munich, « *retourne à la belote* » et à Tino Rossi ; le chanteur du *Solstice de juin* - celui de 1940 - qui a des paroles malheureuses pour glorifier le triomphe de la « *paix éternelle* » allemande sur l'esprit chrétien qui ne redeviendra fort que par un redressement moral de la jeunesse...

sation ; le condottiere insatiable de jouissance qui, à l'instar de Malatesta, affiche ses vices d'une telle façon qu'on hésite à le définir cynique ou candide ; le misanthrope qui ne manque aucune occasion de se proclamer tel ; le Romain apologiste du suicide ; le chrétien qui écrit : « *La foi ? Démonstration de l'intelligence* » ; l'auteur des *Carnets* (1) où le style atteint souvent à la perfection et où ses contradictions se mêlent, non sans confondre ceux qui lui veulent le seul visage d'un menteur braché.

Que de Montherlant ! La duplicité du cynique, est-ce sa nature ou son masque ? Machiavélisme ou esbroufe ? Est-il resté toute sa vie le « *vrai requin, un vampire, un écrivain formidable d'égoïsme et sans plus un seul scrupule* » qu'il se promettait d'être à vingt-trois ans, ou n'est-il qu'un homme de façade qui caracole pour travestir ce qu'il est profondément ? La réponse est simple. Il est tout cela. Et de tout cela est née son œuvre qui, pour n'être pas autobiographique, prend souvent sa source aux événements de sa vie. *La Relève du matin*, *Les Garçons*, *La Ville dont le prince est un enfant*, c'est, au collège Sainte-Croix de Neuilly, une passion d'adolescent pour un enfant. *Les Bestiaires*, ce sont les courses de taureaux et ses exploits d'authenticité douteuse.

Les Célibataires doivent à deux oncles de l'auteur. Les quatre volumes des *Jeunes Filles*, à ses deux fiancées et aux lettres de lecture. L'étonnant *Moustique*, c'est Vincent, un garçonnet « *de nature saine même dans le mal* », qui vécût cinq ans avec Montherlant, lequel trouvait en lui un matériau pour appliquer ses principes d'éducation jusqu'à faire de ce Gavroche un scout, l'envoyer à la messe.

Du romancier dont on oublie trop la verve et l'humour, Pierre Sipriot semble regretter qu'il n'ait « *pas plus souvent suivi cette veine* » - celle

de Moustique. Mais sans doute, dit-il, l'auteur des *Garçons* n'a pas voulu déroger à sa réputation d'écrivain classé « *grand siècle* », réputation que le théâtre fortifie. Si sa première œuvre est dramatique - *L'Éclat*, 1914 - c'est en 1942, avec *La Reine morte*, qu'il prend place parmi les dramaturges. *Fils de personne* confirme bientôt un succès que la Libération interrompit. Pour un an, il est interdit de production. Le CNE ne lui reproche pas d'« *avoir pris un mauvais parti* » mais de « *n'avoir pas pris de parti du tout* ». C'est un entracte. Dès 1948, avec un habile coup de champagne à la Résistance, *Le Maître de Santiago* relance sa carrière d'auteur dramatique en même temps que la polémique sur sa conception

du christianisme. A costumes ou en veston, ses pièces sont un événement qui ne laisse jamais indifférent, que ce soit un ajout à l'œuvre romanesque - *La ville dont le Prince est un enfant* - l'hommage face à Dieu et au pouvoir de l'Église - *Port-Royal*, *Le Cardinal d'Espagne* - une célébration des plaisirs de la chair - *Malatesta*, *Don Juan* -, ou une satire de la société, mal reçue du public mais très forte, avec pour sujets le mensonge, la vieillesse, la misanthropie et le suicide. - *Brocéliande*. Mais la veine dramatique s'épuise. *La Guerre civile*, sa dernière pièce, est diversement appréciée ; les envolées ont perdu de leur grandeur. L'écrivain n'est pas fini pour autant, et il va encore susciter les passions. A la parution des *Garçons*, roman pris, abandonné, repris pendant un demi-siècle, on en fait une lecture le plus souvent orientée. On s'attache moins à ce qui, dans le roman, traduit la phobie de Montherlant - la quête de sa propre jeunesse - qu'à la part d'ombre qui excite le lecteur, ombre d'ailleurs peu sombre, Roger Peyrefitte ayant déjà éclairé de quelques lumières le sujet encore tabou. *Un assassin est mon maître* en est la suite logique, et il est significatif, cas unique dans son œuvre, qu'il s'y mette en scène en imaginant qu'au coin d'une rue il rencontre son personnage qu'affole la décrépitude.

Montherlant a connu le succès et les honneurs auxquels - façade ? sincérité ? - il se montre insensible. Académicien ? Pourquoi pas. Enfermé dans son stoïcisme, il se sent délaissé de la nouvelle génération, pense qu'il a écrit pour rien, que, disparu, il sera vite oublié. Pour un homme qui place son art au-dessus

de tout, cet avenir qui vous efface révèle l'insécurité de sa vie. Et à ce constat s'ajoute, paradoxalement, l'angoisse de ne plus pouvoir créer, ce qui a au moins autant d'importance que la cécité qu'il craint. « *On se moque d'un écrivain de soixante-dix ans qui ne publie plus un chef-d'œuvre par année ; (...) jusqu'à la fin, il faut pondre (...)* et un volume qui fasse du bruit, encore. Sinon, vous êtes un pauvre type, un raté, un has been... »

Epicurien plus que libertin, Montherlant, pris dans le maëlstrom de ses discordances et qui, sous le masque, en souffre, ne saurait être un pauvre type ; un auteur qui confie à la postérité Coantré, Malatesta, de Pradts, Cisneros, ne saurait être un « *raté* » ; quant à « *has been* », il suffit d'ouvrir ses *Carnets* ou de voir combien de Moustique se débattaient toujours sur la planète, pour se dire que le temps ne pose pas de limites à l'œuvre de celui qui se tire une balle dans la bouche le 21 septembre 1972, au terme d'une mise en scène parfaitement réglée, belle et émouvante. Un 21, comme le quantième choisi pour jour de naissance, et qui plus est, quand l'équinoxe va donner leur part égale au jour et à la nuit, comme un Montherlant les donne au blanc et au noir, à la vérité et au mensonge.

Car il y a bien des vérités dans l'œuvre de ce menteur. Et, parmi tant de textes, des pierres précieuses déposées sur le seul chemin qu'il aime fréquenter parce qu'il s'y trouvait à l'abri des autres et de lui-même, celui de la littérature.

Pierre-Robert Leclercq

(1) Réédités à la Table ronde, « *Petite Vermillon* », 500 p. 55 F.



Un romancier qui a choisi d'être le « clown de notre misère »

Catherine Pozzi, une âme à fleur de peau

Son « *Journal de jeunesse* » vient compléter la figure de cette personnalité remarquable

JOURNAL DE JEUNESSE
1893-1906
de Catherine Pozzi.
Verdier, coll. « Pour mémoire »
286 p., 150 F.

La publication, du *Journal de Catherine Pozzi* - en 1987, par les soins de Claire Paulhan (1) - avait révélé l'extraordinaire personnalité de cette grande bourgeoise parisienne, qui, fille d'un célèbre chirurgien, côtoya toutes les sommités mondaines et culturelles de son temps. Figure intellectuelle remarquable, en cette si « *belle* » époque où l'on déniait généralement aux femmes le droit d'exercer leur intelligence, Catherine Pozzi n'eut pas comme seul titre de gloire d'avoir été, de 1920 à 1928, l'amante de Paul Valéry. On peut d'ailleurs rêver d'un renversement des valeurs qui ferait soudain de l'auteur de *Charmes* le débiteur intellectuel de sa maîtresse... Le rêve n'a rien d'absurde : dans la « *débauche de matière spirituelle* » (l'expression est de Catherine Pozzi) à laquelle cette liaison donna lieu, le commerce s'avéra fructueux pour les deux partenaires ; esprit supérieurement raisonnable, analyste imperturbable, Valéry était simplement mieux à même d'en exploiter les bénéfices.

Trop pressée et perturbée, trop brûlée, affectée d'une sensibilité nerveuse excessive, à la fois souffrante et enorgueillie par cette souffrance, Catherine Pozzi vécut, pensa et aima dans un état de perpétuelle ébullition mentale. Elle ne fit pas œuvre. Et si quelques pages - une nouvelle autobiographique, Agnès, un essai de systématisation de sa pensée philosophique, *Peau d'âme*, et quelques poèmes (2) - se sont détachées, c'est surtout son superbe, son étonnant *Journal* qui

conserve l'éloquent témoignage de cette ébullition et de cette impatience. Le *Journal de jeunesse* de Catherine Pozzi, publié, avec les mêmes soins attentifs par Claire Paulhan, couvre les années 1893-1906, c'est-à-dire de la dixième à la vingt-troisième année. En 1909, Catherine se marie avec Édouard Bourdet, juste avant que celui-ci devienne un auteur dramatique célèbre ; de cette union, qui se révéla très vite désastreuse, naquit, la même année, un fils unique, Claude. En 1912, la tuberculose se déclare. L'année suivante, elle entame son *Journal d'adulte*, qu'elle n'interrompt que quelques jours avant sa mort, en décembre 1934.

UN MOI SINGULIER
C'est surtout dans la perspective de celui-ci que le *Journal de jeunesse* est passionnant. Sans doute constitue-t-il, en lui-même, un document supplémentaire pour l'étude du *Moi des demoiselles* (3). Mais c'est d'abord la constitution de ce moi singulier, l'apparition encore tremblante semble chercher à se fixer, qui retient l'attention du lecteur.

« *Personnalité enfée* » dans « *un corps mince* » comme elle le dira elle-même en 1913, Catherine Pozzi présente, dans son jeune âge, tous les caractères qui rendent les petites filles trop douées et trop riches insupportables : vanités et jérémiades, pédanterie, narcissisme, vues péremptoires sur toutes les affaires du monde, snobisme... Le « *cher petit livre* », « *confident* » des petites joies et des petits malheurs, est, dans ses premières pages, plein de tout cela, qui ne contribue pas à rendre son auteur immédiatement attachant. Mais il serait injuste de ne

voir dans ces premières approches de soi que les traits rudimentaires d'une psychologie juvénile. Quelque chose d'autre est en train de se frayer un chemin. « *En me relisant, il me semble qu'il y a dans ces lignes, non pas l'âme d'une petite fille de treize ans, mais celle d'une femme mûre qui connaît déjà le monde.* » Catherine anticipe quelque peu sur elle-même, mais elle voit juste. Sa maturité et son intelligence sont effectivement en train de naître. La précocité n'en est qu'une manifestation subalterne. Le tournant se situe un peu plus tard, vers l'âge de quatorze ou quinze ans. Non que soudain, en un instant, les naïvetés cessent et les traits agaçants s'effacent - ils persisteront toute sa vie. Mais une autre voie, à la fois plus pure et fêlée, plus authentique, se fait entendre, coaguant de plus en plus fort contre la gangue des mémoires sociales et psychologiques. « *Dans la vie, la jeune fille est un être seul* », écrit-elle en octobre 1896. Cette phrase peut être prise comme point de bascule : dans le paysage mondain et intellectuel surchargé qui fut le sien, dans l'opulence de son existence réelle, la figure de Pozzi est bien celle de cette solitude féminine.

Décembre 1897 : « *En ce moment, je suis sortie de moi-même, et je regarde avec pitié le genre humain, je plains, avec tant soi peu d'ironie, la pauvre créature, orgueilleuse et humble, qui, dans un épisode de l'éternelle comédie, s'appellera Catherine Pozzi.* » Le ton peut bien être empathique, le narcissisme hypertrophié, la voix est là. Et c'est de là que Catherine Pozzi ne cessera plus de s'observer - ainsi dans une page étonnante du 16 février 1898. L'emphase disparaîtra presque complètement, le narcissisme, lui, se développera : jusqu'à

la souffrance. C'est de là également, du haut de cet orgueil et de cette pauvreté, qu'elle observera le monde et les personnes ; et mieux vaudrait ne pas tomber sous son regard !

La découverte de Wagner et de Nietzsche - toujours dans les mêmes années -, solidifiant encore le désir de force et les rêves de puissance, l'interrogation religieuse, et, plus tard, la question répétée de l'amour - « *O baisers, baisers, quelle petitesse de gémir pour vous !* » - et du mariage constituent les épisodes extérieurs, banaux, de ces années de formation. Essayant « *les sœurs morales de [son] âme* », de cette « *âme à fleur de peau* », Catherine Pozzi, avide d'apprendre et surtout de savoir, croit construire, « *avec ce moi éphémère* », « *un temple de force et d'ironie* ». Mais derrière ce « *temple* » dérisoire, derrière le masque de ce moi « *enfée* », ce qu'elle laisse deviner est infiniment plus beau et fragile.

Patrick Kéchichian

(1) *Journal 1913-1934*, éd. Ramsay, réimpression Seghers 1990 (« *Le Monde des livres* » du 27 novembre 1987).

(2) Tous ces textes, ont été édités ou réédités à La Différence. Chez ce même éditeur, signalons la biographie due à Lawrence Joseph, *Catherine Pozzi, une robe couleur du temps* (1988), et l'essai de Pierre Bourdieu, *Karin Pozzi et la quête de l'immortalité* (1991). Enfin, une jeune étudiante, Anne Malaprade, a vu son mémoire de maîtrise, *Catherine Pozzi, architecte d'un univers*, publié en 1994 par la collection « *Jeunes talents* » (Larousse-Sélection du Reader's Digest).

(3) Le livre de Philippe Lejeune, *Le Moi des demoiselles* (Le Seuil, 1993), comprend un important chapitre sur Catherine Pozzi.

Correspondance

Lui ayant demandé son sentiment sur Bernanos et son œuvre, je reçus de Montherlant cette lettre : « *Je n'ai rencontré que deux fois Bernanos, qui, une fois, venait me demander d'être rédacteur en chef du Figaro. Je refusai : grands dieux ! Bernanos est quelquefois un peu fin, mais son honnêteté d'esprit le rendait assez exceptionnel dans la faune littéraire. Je mets hors de pair dans son œuvre les Dialogues des carmélites. Je pense que c'est une des plus belles pièces de théâtre contemporain - bien qu'il soit un peu gênant de voir un chef-d'œuvre signé par quatre auteurs. Bernanos, de son côté, a écrit de bons romans. Nous autres Français : « *Le plus grand peut-être de nos écrivains vivants.* » On peut difficilement mieux mettre sa réprobation amusée dans un « *grands dieux !* », mêler à la louange le coup de griffe, faire état de sa consécration par un confrère.*

R. R. L.

♦ Quelques ouvrages sur Montherlant
Montherlant homme libre, de Michel Mohrt, La Table ronde.
Montherlant et le suicide, de Pierre Sipriot, éditions du Rocher.
Montherlant le séparé, de Philippe de Saint-Robert, Flammarion.
Montherlant ou la Relève du soir, de Philippe de Saint-Robert, Les Belles Lettres.
Montherlant sans masque, de Pierre Sipriot, deux tomes, Robert Laffont, et Livre de Poche 4387.
Montherlant et l'Antiquité, de Pierre Durosier, Les Belles Lettres.
Henry de Montherlant ou Les Chemins de l'exil, de Paule d'Aax, Librairie A.-G. Nizet.
Viennent de paraître, *L'Esthétique de Montherlant*, d'André Blanc (CDU-Sedes, 216 p., 130 F.) et *Le Langage dramatique de « La Reine morte »*, de Romain Lançry-Javal (PUF 278 p., 149 F.).

Dernières livraisons

LITTÉRATURE FRANÇAISE

L'ANGE DE CHAIR, d'Agustín Gomez-Arcos
Christian, le héros quinquagénaire du dernier roman d'Agustín Gomez-Arcos, traduit les vers d'Homère. C'est Ulysse, hébergé par une veuve richissime, au cœur de l'écriture et de la légende. Comme pour son héros, le désir prend diverses formes. A l'abri d'une belle demeure athénienne, il s'incarne dans le corps robuste d'un jeune homme attentif et amoureux. L'ange est de chair, mais l'amour, pour survivre dans le mythe, refuse les chemins trop directs. Le poète est voyeur et extralucide : ses rêves préfèrent les jeux de miroir, mais, dieux ivres de volupté, les humains se contentent parfois de la réalité (Stock, 238 p., 110 F).

CONTES À REBOURS, de Didier Anzieu

La couverture du livre s'orne d'un miroir carré où le lecteur retrouve son regard, légèrement brouillé, onirique, étrangement lavé, comme exalté. C'est moi ou un autre, l'être démaquillé. Initiative-clin d'œil pour ces contes qui osent exploiter la matière du rêve et les territoires de la psychanalyse. Mythes, sexualité, mots et non-dits deviennent la peau et le sang de ces quarante-deux contes... à rebours, étonnants et didactiques. Cette nouvelle édition revue et augmentée comblera les lecteurs qui demandent à la littérature d'éclairer la vie et ses projets (Les Belles Lettres/Archimbaud, 238 p., 120 F).

L'ÉLÉGANCE DES VEUVES, d'Alice Ferney

« Que les jeunes ventres enflent dans l'allégresse... » L'amour, c'est évident, mais au-delà de lui, la procréation, cet instinct de vie qui conduit l'homme à se multiplier. Au centre de ce mystère, la femme, *alma mater* ou *mater dolorosa*. Vaste sujet. Alice Ferney le traite de la plus simple et forte façon qui soit. Avec les moments de la banalité du quotidien aussi bien qu'avec des scènes comme celle de la noyade d'un mari sous les yeux de sa femme ou celle du mari couché sur son épouse à l'agonie. Un récit comme un chuchotement pour dire ce miracle, la vie (Actes Sud, 96 p., 80 F).

MALETERRE, de Didier Goupil

Neuf nouvelles pour une seule passion, la peinture. Et pour Didier Goupil, un prétexte à confirmer qu'il excelle dans le genre. Un style vif, une technique du raccourci qui tire le lecteur d'une phrase à l'autre, irrésistiblement, et qui sait lui suggérer ce qui n'est pas dit. Huit petits tableaux, et un grand qui donne son titre au recueil. Et l'on envie Maleterre, jeune paysan monté à Paris pour peindre, d'être manutentionnaire avec Max Jacob, de rire et de boire avec Picasso (Aïfil Éditions, 180 p., 50 F).

LA TRAVERSÉE DU LAC, de Charles Le Quintrec

Abandonnée par sa mère, Marion reçoit des dames à qui elle est confiée une éducation qui n'est habituellement pas celle d'une fille de mercière. Un chevalier la séduit, en fait une brigande. Elle le fuit. Paris. Le roi. Son destin bascule, mais on la retrouve en Bretagne au service des pauvres, et la Révolution approche. Entre-temps, elle aura connu l'amour, « une carresse plus intime [qu'il] lui fit envahir des champs de coquelicots jusqu'à la nuit ». Côté style et rebondissements de l'action, Dumas, Sue et Féval ont, avec Charles Le Quintrec, une belle descendance (Albin Michel, 385 p., 120 F).

LETTRES ÉTRANGÈRES

LE LIVRE DES ÉTREINTES, d'Eduardo Galeano

Après *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* et la trilogie *Mémoire du feu*, grands projets littéraires, voici du même auteur, Eduardo Galeano, un livre intimiste. Les textes font office de vignettes, avec le format et l'exemplarité que cela suppose. L'amitié, l'amour, l'exil sont les thèmes de ce manuel du « savoir perdre ». L'esthétique la plus contemporaine en Amérique latine, selon Luis Sepúlveda. Galeano donne un tableau assez juste de l'état d'esprit d'une génération qui a connu la lutte armée et cherche aujourd'hui de nouvelles formes de résistance (traduit de l'espagnol [Uruguay] par Pierre Guillaumin, La Différence, 270 p., 138 F).

LUIGI B., de Filippo De Pisis

Plus connu comme peintre que comme écrivain, Filippo De Pisis, ami de Chirico, sacrifia sa carrière littéraire à son œuvre picturale. La traduction de cet écrit autobiographique permet de révéler un pan méconnu de cette personnalité énigmatique, empreinte d'ésotérisme – comme nombre de ses contemporains durant la période de l'entre-deux-guerres – et de mysticisme : « Luigi B., devant le miroir de la nuit, s'était senti disparaître au monde pour s'élever vers de plus hautes sphères. Avec son fin sourire, il se définissait comme « un homme disparu ». Disparu aux autres, disparu aux belles femmes de sa ville, nourri uniquement de soi et de l'univers. » Sa nièce, le peintre Bona de Mandiargues, donne en préface d'intéressants éléments biographiques sur cet artiste ferrais, né en 1896 et mort en 1956, qui cessa d'écrire dès 1920 (traduit de l'italien par Sibylle Thibetelli, éd. du Rocher, 170 p., 119 F).

LES HOMMES CONTRE, d'Emilio Lussu

Ces percutants réquisitoires contre la boucherie de la Grande Guerre, qui avait inspiré, en 1970, un film de Francesco Rosi, n'avaient, curieusement, jamais été traduits. Rédigés en 1936, ce témoignage, qui est un classique de l'antimilitarisme et, à ce titre, a toujours été disponible en Italie, avait pourtant été publié, en italien, à Paris où l'écrivain sardiste socialiste (1890-1975), cible des fascistes, fondateur du mouvement Justice et Liberté, s'était exilé avant la dernière guerre. Selon l'une de ses traductrices, « seul peut-être Johnny s'en va-t'en guerre, de Dalton Trumbo, écrit lui aussi à la veille d'une seconde déflagration mondiale, exprime avec autant de force ce refus violent de l'homme de troupe » (traduit de l'italien par Emmanuelle Genevois et Josette Monfort, éd. Austral, 264 p., 130 F).

UN MYSTÉRIEUX HÉROÏSME, de Stephen Crane

Disparu en 1900, à l'âge de vingt-huit ans, cet écrivain américain doit en grande partie sa survie littéraire à l'adaptation cinématographique de son chef-d'œuvre, *The Red Badge of Courage*, par John Huston, en 1951. Sa carrière littéraire très brève fut pourtant riche : trois romans, des poèmes et des nouvelles, dont nous est proposé, ici, un choix. Remarqué par Conrad, James et H. G. Wells, Crane est particulièrement habile à évoquer les manifestations extrêmes du comportement humain dans des drames (nauffrage, guerre, incendie). Son style poétique est soucieux de réalisme, mais aussi attentif à traquer les clichés et les préjugés racistes et sociaux. Signalons notamment la très belle nouvelle « La mort et l'enfant », où l'art de Crane paraît égal à celui de William Goyen (traduit de l'anglais par Daniel Depland, préface et postface d'Yves Carlet, éd. Autrement, coll. « Littératures », 210 p., 89 F).

LE MARIAGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ, de John Meade Falkner

John Falkner surprend toujours. C'est un romancier rare et mystérieux. *Le Stradivarius perdu*, un superbe roman, et *Le Blason de Lord Blandamer*, un chef-d'œuvre de l'art de la fiction, ont été publiés avec succès chez Joëlle Losfeld. Deux contes de Falkner viennent d'être édités, chez le même éditeur, dans une nouvelle collection, qui n'est pas de poche, mais – nuance – de petit format. Deux récits succulents où l'on retrouve la manière baroque et subtile de l'écrivain (traduit de l'anglais par Philippe Meyniet, éd. Joëlle Losfeld, 96 p., 75 F). Deux autres inédits exceptionnels paraissent en même temps dans cette nouvelle collection élégante et pratique : *Moi et m'man*, un bref roman de Marianne Hauser (traduit de l'anglais par Nadine Gassie, 90 p., 75 F) et *Titus dans les ténèbres*, un court texte de Mervyn Peake (traduit de l'anglais par Bernard Heppfner, 100 p., 75 F).

Einstein et Schéhérazade

Janette Turner Hospital ambitionne de renouer avec le « roman encyclopédique du XIX^e siècle ». Démonstration avec « Charades »



Janette Turner Hospital, une écriture baroque et sensuelle

Le roman étroit, on ne peut s'en étonner lorsqu'on a entendu le récit d'une vie chaotique et intrépide qui la mène loin de son Australie natale jusqu'au fin fond de l'Inde, où elle commença à écrire.

Née en 1942, non loin de la forêt tropicale, elle fut élevée dans « un contexte puritain aussi dur et répressif que celui où vécut Hawthorne ». Sa famille était pauvre, si pauvre et marginale qu'elle ne trouva de recours, d'appartenance et de respect de soi que dans l'intégrisme religieux. Ni radio ni télévision, le premier film au cinéma à vingt et un ans, « autant par principe qu'à cause de la pauvreté ». « C'est une contradiction fascinante que d'avoir grandi près de la forêt luxuriante et sauvage, en étant consciente que toute perception provenait des sens, et d'avoir été élevée par une famille sévère et stricte où tout cela était nié. » Cette austérité, cette intolérance, elle les a dépeintes dans le personnage d'Edward, le tyran qui se meurt, le « tigre » déchu de son second roman, *Comme un tigre en cage* (2), qui, par sa structure et sa concep-

époque sa première nouvelle, pour laquelle elle obtint un prix : elle sut alors ce qu'elle voulait : être un écrivain. *Ivory Swing*, son premier roman, inspiré par l'Inde, parut en 1982.

Par rapport aux deux premiers livres, construits de façon plus traditionnelle et linéaire, *Charades* marque un progrès décisif dans la complexité et l'ambition. Au MIT, où elle enseigna la littérature anglaise, Janette Turner Hospital fut fascinée par les esprits scientifiques qu'elle côtoya. Son existence, faite de déplacements et de retours en arrière, la prédisposait à s'interroger sur la nature du temps, sur la mémoire, sur l'espace et les relations qu'ils entretiennent. La théorie du principe de l'incertitude lui sembla s'appliquer à sa propre vision de la vie. En outre, les théories révisionnistes du génocide et le procès Zundel (3), qu'elle avait suivi à la télévision, continuaient de la hanter : la question de la victime et du traumatisme enduré, la fixation de l'esprit sur ces moments-là, à tout jamais, quelle que soit la vie menée et l'apparence d'ajustement aux choses, tel était le thème qu'elle désirait évoquer.

Mais comment, dans un roman, lier tant d'éléments qui semblent disparates, comment traiter ces questions essentielles et sans réponse ? Janette Turner Hospital y est parvenue de la façon la plus séduisante, en créant *Charade*, son héroïne, sauvegarde issue de la forêt tropicale, qui, au MIT, rencontre Koenig, professeur de physique et à ses heures sultan des *Millie* et *Une nuit*, auprès duquel elle déroulera le fil de son histoire et de sa préhistoire, inventant et organisant les mille versions possibles de son passé et de sa quête.

Christine Jordis

- (1) Dans le « New York Times Book Review ».
- (2) 1983, publié par Le Serpent à plumes en 1994.
- (3) Négationniste canadien, jugé par deux fois, en 1985 et 1988, pour avoir diffusé une brochure intitulée *En est-il vraiment mort six millions ?*

La guerre des pierres

Où les Caryatides sortent de leur torpeur millénaire : une aventure baroque de Gert Jonke

La guerre du sommeil (Erwachen zum grossen Schlafkrieg) de Gert Jonke. Traduit de l'allemand (Autriche) par Uta Müller et Denis Denjean, Verdier, 216 p., 98 F.

Qu'étaient-ils venus chercher dans cette ville, Burgmüller ? Y étiez-vous simplement venu par hasard ? Ou est-ce d'avoir trop perdu cette inconnue rencontrée dans une gare que vous vous êtes soudain retrouvé dans cette cité en bordure d'un fleuve, qui est peut-être un lac, ou même une mer ? Vous étiez bien seul parmi les autres habitants. Mais cette solitude n'avait rien d'oppressant – il y avait les Télémons, ces statues de pierre inaccessibles au sommeil...

Quel secret présentaient donc les Caryatides et les Atlantes dans vos endormissements pour les observer avec tant d'avidité ? Vous deviez leur apprendre à dormir, disiez-vous. Mais les choses peuvent-elles se mettre à rêver, partir pour ce grand voyage où le ciel devient une partie du cerveau, l'épaule d'une colline une partie de la chair, le soleil une partie de la chaleur d'un corps ? Cette chaleur que vous a refusée Elvire. Vous l'aimiez pourtant Elvire, mais elle vous a presque chassé de votre appartement pour ne pas déranger une mouche entrée par la fenêtre. Était-ce la vraie Elvire, cette mouche entourée de tant de solitude ? Vous étiez chargé d'aller lui chercher des tranches de saucisson, pas trop cher mais pas le meilleur marché non plus, recommandait votre amante. Tous vos projets ne tournaient alors plus qu'autour de la mouche Elvire : l'éducation des enfants que vous auriez, votre mode de vie, même de nouvelles

règles d'hygiène... Elvire est partie, emportant l'autre Elvire, et vous ne savez pas ce que vous regrettez le plus : la femme ou la mouche.

RÉCITS ÉCLATÉS
Égaré en plein espoir, en plein désespoir, vous avez alors voulu rendre la musique habitable – vous n'êtes pas acousticien pour rien –, commander le vol des oiseaux, moduler les paysages lorsque vous

avez fait la connaissance d'une actrice. Elle s'installe chez vous avec sa machine à écrire et commence son histoire, et la vôtre aussi, en attendant d'inventer une nouvelle langue (dit-elle, suave) pour échanger vos secrets jusqu'aux lieux ignorés, une grammaire à venir, douée d'une telle force libératrice que jamais vous n'auriez plus à ravalé vos mots. Que de choses invisibles seraient alors faciles à dé-

couvrir ! Après *Musique lointaine* (1) et *L'École du virtuose* (2), *La Guerre du sommeil*, écrite en 1982, forme le dernier volet d'une aventure baroque où la fiction ne cesse de se moquer de ses propres lois. Les romans de Gert Jonke, né à Klagenfurt en 1946, aiment prendre la forme de récits éclatés où se dessine, en filigrane, une intrigue qui, par de multiples anamorphoses, essaie d'échapper à elle-même.

Pourtant, la remise en question du réel et de son apparence n'est pas faite de façon didactique, l'écrivain préférant utiliser tous les registres du langage plutôt que de suivre l'esquisse d'une démonstration. Cette virtuosité, tour à tour grave et enjouée, source d'angoisse et de rire, est portée par un rythme et une musique admirablement rendus ici par les deux traducteurs. La logique la plus stricte se conjugue au délire le plus fou qui, aussitôt démasqué, ouvre la voie à une synesthésie loufoque où le rêve se superpose à la réalité sans l'effacer.

Car c'est bien l'un des enjeux de ce roman, la mise en question de la réalité statique par les paysages mouvants du rêve opposé à la rigueur des pierres. Guidées par les conseils et les démonstrations bienveillantes de Burgmüller, les Caryatides finissent par sortir de leur torpeur millénaire ; en compagnie des Atlantes, elles se réveillent pour un sommeil guerrier – traduction littérale du titre allemand – dirigée contre les habitants de la ville, s'écartant des maisons qui s'effondrent dans un gigantesque nuage de poussière. Tandis que Burgmüller, averti par une Caryatide amie, quitte la ville, pareil à Loth fuyant Sodome.

Pierre Deshusses

Boliques et autres poèmes, de Tomas Tranströmer, traduit du suédois par Jacques Outin, Le Castor astral, 144 p., 90 F.

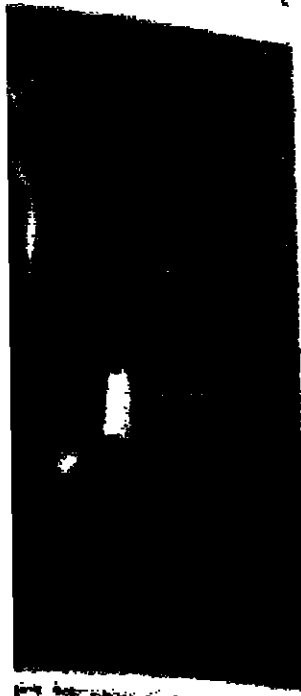
La publication des *Œuvres complètes* de Tomas Tranströmer est prévue chez le même éditeur (Le Castor astral) en décembre 1995.

- (1) Gallimard, 1983.
- (2) Verdier, 1993.

هكذا من الأصل

LITTÉRATURES

Chérazade



LITTÉRATURES

Tumulte clandestin

Les amants de Nicolas Bréhal se cherchent dans un labyrinthe qui résonne non plus des fragments du discours amoureux mais de sa détresse

LE PARFAIT AMOUR de Nicolas Bréhal. Mercure de France, 192 p., 89 F.

Quelques mesures de la fin du *Parfait amour*, trois phrases se détachent soudain et représentent discrètement le motif essentiel de la partition, tels de fragiles esquisses nostalgiques d'un mouvement musical révolu. Ces indices accablent notre conviction : sous les variations harmonieuses d'un roman tempéré se consume un volcan. Nous sommes en présence d'un texte capital : à partir d'une expérience personnelle, Nicolas Bréhal s'interroge sur la vocation de l'amour et en suggère une vision à contre-courant. Nous le savons depuis son premier livre, *Les Ébats de Woodfield* (1), Nicolas Bréhal écrit à l'abri du bruit, fanatique de solitude et de littérature, hanté par la fragilité de l'écrivain qui travaille dans le doute mais y puise l'énergie lente qui le dévore. Courtoisie finale : le livre ne garde que les traces discrètes de la violence fondamentale qui l'a hanté. Un début de phrase donc, comme le leitmotiv d'une vieille chanson (« Je sentis que la mère et l'enfant s'éloignaient de moi », et, plus loin, ce message qui clôt le chapitre « *Hanté par le visage de la femme aimée, de temps à autre, mes rêves ou ma somnolence,*

pareil au visage d'un ange, d'une histoire profonde ? Ou bien sous les traits vides et glacés de certains souvenirs, que nous laissons aussi, parfois, les morts ? ») ferment la parenthèse ardente d'un mois d'été et de passion. Le récit s'éclaire de ce lamento final qui résume son projet et sa nécessité.

PERSPECTIVES MULTIPLES Édith est pour le narrateur, avant d'être désirée (et pour être désirée), la mère de Victor, son élève de cours particuliers donnés dans le temps mort de vacances familiales. Cette jeune femme sans mari - elle l'a laissé en Afrique - est soumise à un mystère qui l'enveloppe et la sublime : elle est pour le jeune homme, jamais nommé, la femme qu'on peut aimer parce qu'elle semble esquisser l'amour. Il a vingt ans - il écrit son histoire vingt ans après - et de lui, de sa vie, de son court passé (de son futur ?), que savons-nous sinon qu'il est un homme à peine détaché d'une enfance vivace et que c'est Victor, son élève aux rives de l'adolescence, qui est le truchement délicat de la part convenue du songe : c'est l'enfant qui caresse la mère, partage son lit, c'est l'enfant qui regarde, devine, suppose, attend, messager-aventurier d'un avenir dont il explore la douleur en silence.

Le *Parfait amour* se lit alors dans un foisonnement de perspectives. Ce pourrait être (débarrassons-

nous vite de cette option que Nicolas Bréhal expédie lui-même avec une élégante autodérision) une actualisation du *Rouge et le Noir* - Julien, les enfants, Madame de Rênal, la première partie si lumineuse et tendre du chef-d'œuvre de Stendhal -, ou un remake du *Lys dans la vallée*, que lit, semble-t-il, Édith. Mais outre qu'il ne garde de ces chefs-d'œuvre que la part souterraine, Nicolas Bréhal est obsédé par l'au-delà d'une magnifique investigation psychologique. Il attire le lecteur jusqu'à la lisière onirique d'un monde qui se déferait sous nos yeux, où l'invisible serait déjà à l'œuvre : ce que l'on va vivre est regardé d'une rive lointaine. Chez Nicolas Bréhal, la réalité est le rêve résigné de la fiction. C'est aussi, brutal mais interdit de mots, l'amour volontairement expulsé, celui maternel, qui se venge et se greffe au cœur de tous les amours, dans un temps où l'homme doute de ses conquêtes et craint les mirages de la chair. C'est enfin la confirmation que le plaisir ne peut plus être décrit aujourd'hui, comme il l'était en 1970, gonflé de victoire et naïvement attaché au corps et à ses mythes, mais précieux et adulé. Les amants de Bréhal ne font pas l'amour, les amants de Bréhal se cherchent dans un labyrinthe qui résonne non plus des fragments du discours amoureux mais de sa détresse. Nous devons les rejoindre à ce niveau absolu du désir qui est

exigence, sacrifice exaltant, divine astuce pour vaincre l'échec : « Les histoires d'amour, dis-je, n'ont pas toujours une fin heureuse (...). Dans l'amour et dans la vie, il est rare qu'une fin soit heureuse. » Nicolas Bréhal devait résoudre un problème d'écriture. Sur un thème ressassé, à partir d'une expérience indélébile, comment éviter la complaisance ou la mièvrerie ? Il ne suffisait pas, comme c'est souvent la mode, d'évider la phrase pour enrichir ses creux de résonances mythiques. Sa mémoire a conservé intacts ces jours d'euphorie où l'on apprend pour la première fois le bonheur exclusif d'une présence. La phrase apparemment nue de Nicolas Bréhal explose de ce tumulte clandestin. L'écrivain lui insuffle l'abondance du secret - qui est fondamentalement la littérature - intensité que le lecteur s'approprie ou convoite. L'histoire intime, superbement racontée par Nicolas Bréhal, est vibrante (« parfaite », dans l'imaginaire) parce qu'elle révèle, comme les dessins occultes dans les tapisseries ou les apparitions insolites sur les vitraux, une vérité grave, souvent refusée parce que dangereuse et sans retour : le seul amour véritable est celui « qui nous apprend à faire la différence entre les ténèbres et la lumière ».

Hugo Marsan
(1) Mercure de France, 1978 ; réédité en « Folio » Gallimard, 1985.

Jeux dangereux

Des gens insolites et pitoyables habitent les nouvelles de Sylvie Weil
Victimes, souvent de son humour cruel

LE JARDIN DE DIMA de Sylvie Weil. Flammarion, 356 p., 98 F.

Sylvie Weil a le sourire tendre et la dent dure : les neuf nouvelles rassemblées dans *Le Jardin de Dima* laissent des éraflures lentes à cicatriser. Elle s'attarde volontiers sur des personnages qui dérangent, qui laissent vaguement honteux d'éprouver si peu de sympathie pour ces victimes, fragiles ou résistantes, mais toujours sans séduction. Le jeu devient même ambigu et dangereux quand il suscite la répulsion pour tant de grotesque, quand il impose au lecteur de prendre à son compte la pitié un peu méprisante qu'expriment les voix s'entre-croisant entre les lignes. Ainsi à l'égard de Luz, l'étudiante pauvre et laide, sans âge, mal fagotée, aspergée d'eau de lavande

pour dissimuler Dieu sait quelle odeur infamante, qui assiste aux cours en châtouillant, et dont les chaussettes fument près du radiateur. Luz dont les autres ne veulent rien savoir, que l'on évite, dont on contourne la vie en se pinçant le nez, le regard ailleurs. Elle a éveillé chez tous ceux qui l'entourent des sentiments cruels, mesquins, après, que l'on ne peut s'empêcher de partager : « On la détestait, mais il y avait un prix à payer. Luz prenait le dégoût qu'elle vous inspirait et elle vous le lançait en pleine figure, et vous d'attraper et de vous débrouiller avec. » Et puis, petit à petit, Luz prend corps dans sa désolation, dans sa solitude, avec pour seul arc-boutant une soif de vivre, d'appréhender, d'exister, qu'étaye l'amour le plus aveugle, celui des mères et des chiens.

Cette force des survivants ne suffit pas toujours. Il n'y a qu'à se pencher sur Miss Meyer, l'assistante

volubile et efficace du dentiste surchargé de travail. Elle a passé sa vie à être entre deux mondes, à canaliser les entrées et les sorties, d'abord les élèves de son père, à présent les clients du docteur. Ceux-là se ressemblent, ils sont tributaires de sa bonne volonté, elle les écoute, ils se confient. Une multitude de noms, de silhouettes, de visages et, elle, affairée, sait toujours ce qu'il faut faire. Peu à peu, pourtant, voilà que quelque chose cloche ; les souvenirs se heurtent au travail à accomplir, la folle tourbillonne et, du passé au présent, la même sonnerie résonne, aiguë, irrésistible, qui perce la mémoire. Et une image « monte » et se développe comme dans le bain du photographe : « Ils ont poussé les parents dans la voiture. Un soldat s'est placé entre eux. Ton père a une valise sur les genoux. Tes parents. Tu les imagines assis très droits de part et d'autre de ce garçon joufflu et

rose qui, pour devenir ses camarades, s'empare du chapeau de ton père. Il l'examine, s'amuse beaucoup de ce qu'il vient de chez le meilleur chapelier de Berlin, puis il le remet sur la tête de ton père en l'enfonçant d'une petite tape, juste assez pour qu'il paraisse ridicule. »

ÉTRANGES RELATIONS Mais il y a aussi de l'humour, un humour moqueur, toujours teinté d'étrangereté, assaisonné d'une pointe de cruauté. L'étrange histoire d'amour et de conquête d'un jeune homme innocent et stupide, amoureux d'une jeune fille démodée, et qui se trouve confronté à une mère abusive, à la lourde présence angossante. La tout aussi étrange relation entre un homme des bois très intellectuel et une maîtresse de maison qui échange des propos empreints de sensualité - « Les mots qui parviennent jusqu'à Emma ont franchi des distances qui ne se mesurent pas » - jusqu'au dérapage fugace - « Un inconnu a emménagé dans le corps de Simon, un démon qui se trémousse et se gargarise des mots » - puis au retour à l'ordre. Écart de conduite encore, qui tourne au mélodrame familial, autour d'une autre répugnance suscitée non plus par une personne mais par cet ingrédient culinaire indispensable : l'oignon. La belle-fille, Nora, ne supporte plus l'utilisation abondante qu'en fait sa belle-mère. Oignons révélateurs. La vie familiale est perturbée. La belle-mère ne cédera pas. Elle regarde son fils : « Il s'est éloigné de moi, brusquement, alors qu'on était si bien, tous les deux. Un de ces jours, sa femme lui fera honte. » La belle-fille ne mange plus. Le mari pécore. Ridicule. La fille s'en mêle. Des souvenirs d'adolescence affleurent, vite refoulés. La encore, le calme revient. Comme il reviendra pour clore la lecture dans le jardin de Dima.

Martine Silber

La douce intimité des morts

VOUS SOUVENEZ-VOUS DE MOI ? de Michel Manière. L'Atelier Julliard, 166 p., 85 F.

Le sentiment du deuil est indissoluble. Un lieu unique de recueillement se constitue, qui rassemble nos morts et nous rapproche imaginativement d'eux. Dans cette galerie intime, les êtres aimés et disparus s'interpellent, les visages chers se superposent sans se confondre. « Depuis la mort de mes parents, sans le savoir, j'attendais, pour pouvoir entrer dans leur secret, leur accession en moi à un autre mode d'existence. C'est ce qui vient de se passer grâce à toi. Grâce à toi, je suis désormais avec eux, sinon en incessant commerce comme avec toi, du moins en douce intimité. » Michel Manière, dans son précédent récit (1), avait écrit l'agonie et la mort de son compagnon. Par la brèche que cette mort et le sentiment douloureux de la perte avaient laissée, s'est ouvert un autre espace, jusque-là forcloé ; une mémoire endormie ou figée s'est éveillée, a surgi dans le présent, pour l'acquiescer : « C'est en vue de ce monde-là que j'aborde enfin, quinze ans plus tard, quelques semaines après la mort. » Quel est ce nouveau « mode d'existence » qui ravive et anime l'image figée des morts ? Dans quel « secret » pénètre-t-on, en vue de quel



Michel Manière, un exercice de mémoire et de pitié conjugué au présent. L'absence prend un poids, une épaisseur, devient presque tangible. L'ami se fait passeur. Par lui, l'écrivain communique avec ses morts, s'inscrit dans un mouvement sans fin : « Je me tourne vers toi. Puis vers eux. Puis vers toi. Puis vers eux. Puis de nouveau vers toi. Ce livre n'aura pas de fin. » Faisant suite à son précédent récit et le complétant, ce livre de Michel Manière peut être lu comme un exercice de pitié. Dans cette limite, il est vrai et émouvant.

R.K.
(1) A ceux qui l'ont aimé, POL (« Le Monde des livres » du 14 février 1992).

WH SMITH
La plus grande librairie anglophone de France
Littérature générale et enfantine
Vidéos - Presse - Livres cadeaux, etc.
248, rue de Rivoli, 75001 Paris
Métro : CONCORDE
Tél. (1) 44-77-96-99 - Fax (1) 42-94-63-71

Timoléon de Choisy, prêtre, diplomate et travesti

Dirk Van der Cruysse
L'ABBÉ DE CHOISY
Androgyne et mandarin
Fayard
496 p., 150 F.

Deux livres pour les passionnés du XVII^e siècle.
Vincent Hoël, Le Quotidien de Paris

FRANÇOIS-TIMOLÉON DE CHOISY
JOURNAL DU VOYAGE DE SIAM
Présenté et annoté par Dirk Van der Cruysse
Fayard
464 p., 180 F.

Une réédition savante... On lira certaines descriptions d'audience et d'étiquette... qu'on croirait tout droit tirées des Mémoires de Saint-Simon - transposées dans le décor insolite d'une cour asiatique. L'appareil critique de Dirk Van der Cruysse sur la relation de Choisy est remarquable... Le cahier d'illustrations reproduit de superbes aquarelles, « naïves » avant la lettre... Dirk Van der Cruysse a en outre rétabli, à partir de l'édition originale, un certain nombre de passages censurés lors des premières éditions... On prendra un réel plaisir à redécouvrir, grâce à ce diptyque éditorial, un ecclésiastique qui, au XVII^e siècle, annonce tant le siècle suivant.

Nicolas Weill, Le Monde
Pierre Roudil, InfoMatin

Un journal de voyage passionné, bien informé, drôle, qui devint un best-seller à la fin du XVII^e siècle.

FAYARD

Histoires littéraires

PAR FRANÇOIS BOTT



JOURNÉES DE LECTURE II
de Roger Nimier.
Choix de textes
établi et présenté
par Marc Dambre,
Gallimard,
278 p., 135 F.

Portraits de famille

Ce jeune homme a fréquenté la France entre l'automne 1925 et l'automne 1962. Il est allé mourir sur l'autoroute de l'Ouest, un soir de septembre. Une mort très bête, mais laquelle ne l'est pas ? Et puis, que voulez-vous, Roger Nimier aimait les excès de vitesse autant que son patron littéraire, Paul Morand. « Je l'avais connu, sortant mal de l'adolescence, dans le désespoir d'exister ; je lui avais montré la saveur de la vie », raconte l'auteur de l'Homme pressé. Pendant une dizaine d'années, Nimier a beaucoup voyagé, sans quitter les bords de la Seine. Il a revisité les différentes époques de la littérature française, de Maurice Scève à Jacques Laurent. Et même s'il a rencontré des gens très opposés par les mœurs, les horaires ou les passions, il est devenu l'intime de presque tout le monde. Il est rentré de ses promenades avec des portraits que l'on devait réunir, après sa mort, dans le premier volume de Journées de lecture ou dans l'Étude d'Aristote. (1)

Roger Nimier nous a mis à l'aise avec Stendhal et Balzac. Il nous a permis de tutoyer Dumas et tous les autres. Car il nous les a dépeints avec leurs traits, leurs manières, leurs humeurs, leurs façons de manger ou de s'habiller. Désormais, nous avons affaire à l'homme Henri, l'homme Honoré, l'homme Alexandre, et l'histoire littéraire devient une histoire de famille. Cependant, Nimier savait la rendre magique. Sous sa plume, la carrière des écrivains revêtait le charme des mythologies ou le prestige des grandes performances. Records de France et records du monde. Quelle plume, d'ailleurs ! A la fois impeccable et rapide, moderne et classique. Le style des « Hussards », si vous voulez, avec ce qu'il faut d'insolence, d'audace et de clarté.

Les premières Journées de lecture rassemblaient quarante « stars » des lettres contemporaines, d'Alain à Jean-Paul Sartre et de Marcel Aymé à Georges Simenon. Antoine Blondin, Jean Cocteau, Jean Giono, Valéry Larbaud et Raymond Radiguet figuraient (naturellement) parmi les invités... On regrette l'absence de Jean Giraudoux. Il était sans doute enrhumé. Quant à Marcel Proust, avec son asthme... Les secondes Journées, qui regroupent des textes datant des années 1954-1960, sont plus diverses ou plus capricieuses. Lawrence Durrell et William Faulkner y rencontrent Clorin. Charles de Gaulle y voisine avec Peter Cheyney, tandis qu'Albert Simonin flirte avec Anna de Noailles, la dame qui avait « le cœur incommensurable » et « montrait du génie dans ses battements de paupières ». Emile-Auguste Chartier (c'est-à-dire Alain) se trouve encore là. Roger Nimier avait certainement des faiblesses pour ce philosophe de la France radical-socialiste, qui commençait son existence à Mortagne-au-Perche et la terminait au Vésinet. Voici son portrait dans les secondes Journées : « Alain, devant la Terre que nous connaissons les uns et les autres, ronde et vaillante, a beaucoup réfléchi. Il a jeté sur le tapis mille sujets : mécanique, musique, observation des nuages, politique, conseils pour s'endormir, éloges des arts. Comme il était d'une complexion chagrine, au fond de son optimisme et de sa belle indépendance, il s'est montré bon pharmacien de nos peines, et à travers cinq mille propos, quelques traités, il a exploré toute la planète humaine ».

Voilà le ton, familier et mythologique... Mais un mot sur la méthode : Nimier n'avait pas de préjugés sur les genres littéraires ; aucune discipline ne lui semblait avoir « mauvais genre » et mériter quelque discrédit. Pas plus les maximes que le 110 mètres haies... Du reste, il s'est amusé à récrire La Princesse de Clèves à la manière de Cheyney — ce qui nous entraîne forcément dans un bar, où le fils de « *roman policier* » tente d'embarrasser une jolie demoiselle de Chartres (Missouri). Roger Nimier notait, en passant, que le « roman policier d'atmosphère », placé sous le patronage de Kierkegaard, avait pris le pas sur le « roman policier intellectuel », paré par Descartes... Quant à La Cousine Bette, elle se retrouvait dans une salle de boxe, car Nimier présentait l'ouvrage de l'homme Honoré comme « un combat en dix reprises entre le Vice et la Vertu ». Quelle affiche, n'est-ce pas ?

Et de Gaulle ? Roger Nimier se livrait à une analyse grammaticale des Mémoires de guerre, pour défendre « le style du général ». « Affaire de latiniste », disait-il. En 1959, il ajouta que c'était sûrement « une bizarrerie du caractère français » d'avoir confié le gouvernement du pays à un écrivain... Proust est présent dans ce deuxième volume. Il a obtenu de Céleste la permission de sortir. Et Nimier revient sur sa « querelle » avec Sainte-Beuve, « le portier de la littérature », qui transmettait les derniers potins, alors que Marcel Proust se promenait « sur la planète des sentiments ». Qui avait raison ? Les deux sans doute. Car Sainte-Beuve « apportait dans la critique littéraire des méthodes romanesques », et les potins de la vie quotidienne servaient à nourrir la mythologie. Roger Nimier s'étonnait lorsqu'il découvrait les paysages « désolés » de Clorin. Pour lui, cet homme conjugait les plus noires « prophéties de l'adolescence » et la « sagesse de l'écouleur » penché sur la copie de « ses prédécesseurs ». « Lisons, disait-il, cet élève du dernier rang, placé dans l'endroit le plus sombre de la classe et qui écrit de si belles narrations sur les sujets les plus vrais. » Quelques définitions encore : Jacques Chardonne, le meilleur « violoniste » de la prose française ; Max Jacob, le « moine malicieux » ; et Valéry Larbaud, « riche amateur (...) de tout ce qui traverse la phrase, lui sert de miroir, de réflexion, quelquefois même de reposoir ». Quel régal !

(1) Le premier volume des Journées de lectures est réédité chez Gallimard, 280 p., 135 F.

D'autres mondes

PAR NICOLE ZAND

LA MAISON DU SPLENDIDE ISOLEMENT
(House of Splendid Isolation)
d'Edna O'Brien.
Traduit de l'anglais (Irlande)
par Jean-Baptiste de Seynes.
Payard, 284 p., 130 F.

GENS SANS TERRE
(No Country for Young Men)
de Julia O'Faolain.
Traduit de l'anglais (Irlande)
par Jacques Géorgel.
Phébus, 430 p., 149 F.

COUPS DU SORT
(Fools of Fortune)
de William Trevor.
Traduit de l'anglais (Irlande)
par Renée Kérisit.
Ed. Marval, 236 p., 128 F.

En mettant fin à vingt-cinq ans de guerre civile et d'actes terroristes, le cessez-le-feu du 31 août 1994 finit sans doute, le processus d'une haine qui n'en finit pas de constituer la légende héroïque et douloureuse de l'Irlande. Et de hanter l'imaginaire des écrivains des générations suivantes, élevés dans le souvenir des héros de l'indépendance, des Pâques sanglantes et des combats pour une « verte Erin » réunie, où l'Ulster ne serait plus en rouge sur les cartes. Une Irlande sans crimes, où le sang ne coulerait plus. Car « l'Histoire est partout. Elle s'infiltre dans le sol, le sous-sol. Comme la pluie, la grêle, la neige, le sang. Une maison se souvient ; des remises se souviennent. Un peuple rumine. Le conte diffère selon le conteur », nous dit Edna O'Brien, volontiers exilée à Londres depuis des années, longtemps interdite de lecture dans son pays natal par des censeurs-critiques pour « manque de religion et pour pornographie ». Mais comme hantée par la maison du splendide isolement, une tragédie classique, elle met en présence deux personnages que rien ne destinait à se rencontrer. Une femme, immobilisée par la vieillesse et la maladie, comme cloîtrée dans ses souve-

nirs, se voit soudain propulsée dans un présent qu'elle voulait ignorer, contrainte soudain de donner asile à l'homme masqué, armé, qui a surgi un jour, et que recherchent les policiers de tout le pays, des deux pays, Eire et Ulster. Réunifiés le temps d'une chasse à l'homme. Histoire de la violence interminable, impossible à exorciser, qui réunit inéluctablement, fascinés l'un par l'autre, les tueurs et les tués, comme pris au piège dans les ruines de demeures délabrées, qui n'abritent plus que les oiseaux et les bêtes qui s'y nichent, marquées à jamais par les traces des combats et des atrocités commises jadis par les patrouilles des Black and Tans, les auxiliaires de la police irlandaise en uniformes noir et brun, de triste mémoire, engagés en 1921 dans la lutte contre le mouvement armé pour l'indépendance de l'Irlande.

Ce sont les femmes, peut-être parce qu'elles sont les survivantes, qui servent de lien entre les générations. Ce sont les femmes aussi qui ensevelissent les mystères inexplicables. Inexpliqués. Ainsi, quel est le secret de Sœur Judith Clancy, la nonne qui a passé, malgré elle, les cinquante-cinq dernières années de sa vie hors du monde, personnage principal du roman de Julia O'Faolain, *Gens sans terre* ?

On l'avait trouvée, quelques années plus tôt, nue, à la grille du couvent... « Elle avait senti que sa chemise de nuit en flanelle baillonnait son âme, et d'un coup sec elle l'avait enlevée. Mais comment expliquer un tel comportement en plein jour, surtout à des bonnes sœurs ? » Elles avaient préféré la faire passer pour folle et l'avaient enfermée dans un lieu bien verrouillé pour l'empêcher de recommencer. « Elle avait l'impression de vivre derrière une cloison de verre. Un linceul. Elle était exclue du monde, dépossédée de ses droits. Elle n'avait pas de place, pas de vie privée ».

Et soudain, à soixante-quinze ans, à la fin des années 70, parce que

l'Eglise a décidé de vider les couvents, de vendre les bâtiments et d'« aller au peuple », Sœur Judith se trouve brutalement jetée dans le monde, alors même qu'elle a Dublin James Duffy, un Irlandais de Californie, pour tourmenter à propos de la mort inexplicable de l'Américain Spartacus-Sparky Driscoll, « un martyr de la cause irlandaise », tombé victime des orangistes en 1922. Ce même Sparky qu'évoque parfois, dans la confusion de sa mémoire, Sœur Judith... Le cinéaste pose des questions, trop de questions, découvre qu'un crime a été commis. Par qui ? Pour quoi ?

Dans ce roman aux allures de thriller politique, plein de sévérité et de force — mais entaché parfois de lourdeurs de style et de clichés douteux dus, peut-être, à la traduction (1) —, la romancière se glisse avec hardiesse dans les mystères de l'histoire de Sœur Judith autant que dans les défilés d'une mémoire électrochoquée, décomposée comme de la tourbe, pour saisir les origines du traumatisme enfoui qui continuera à ja-

mais de hanter une famille. Passant constamment d'une époque à l'autre, d'un terrorisme à l'autre, d'une folie à l'autre, confondant habilement les temps, les souvenirs, ne démentant pas forcément le vrai du faux, on dirait que l'auteur a figé une so-

Née en 1932, éduquée au couvent du Sacré-Cœur de Dublin, mais la tête pleine de tous les combats, de toutes les légendes, de toutes les saveurs de l'Irlande (« *Le pain bis, ma madeleine !* »), Julia O'Faolain, fille de Sean O'Faolain (1900-1991) — l'un des principaux représentants de la génération littéraire qui a suivi celle de Joyce, membre de l'IRA dès le début des années 20, après de longs séjours aux Etats-Unis, en France ou en Italie —, elle aussi, choisit l'exil, à Londres. Comme pour garder ses distances avec son sujet de prédilection et ses racines irlandaises pur-sang. « Il ne suffit pas de naître dans une écurie pour devenir obligatoirement un cheval », fait-elle dire à un de ses personnages. Dans *Coups du sort*, un roman de 1983, William Trevor, lui aussi « exilé » en Angleterre, lui aussi fils de la génération des combattants de l'IRA et du Sinn Féin, poursuit cet aller-retour entre l'époque de la guerre contre l'Angleterre et le présent, dans cette Irlande où « il arrive quelquefois que les fous soient pris pour des saints ». Comment pourrait vivre les Quinton, entre le berceau irlandais de la famille, à Kilmagh, autre maison abandonnée, et le manoir du Dorset, la terre de l'exil... La mémoire de l'homme trouvé pendu, la langue coupée pour avoir donné des informations aux Anglais pendant la guerre anglo-irlandaise, a semé la folie et la haine, détruisant l'harmonie. Vidant à jamais de sa substance vivante ce pays de fous et de rêveurs qui regorge de fantômes, de romanciers et de poètes, et dont Julia O'Faolain disait, en 1983 : « Que des vieux et des moins de vingt ans ! Les vieux et les jeunes rêvaient... La population active émigre, et pourtant on dit que cela va changer, à cause du Marché commun ».

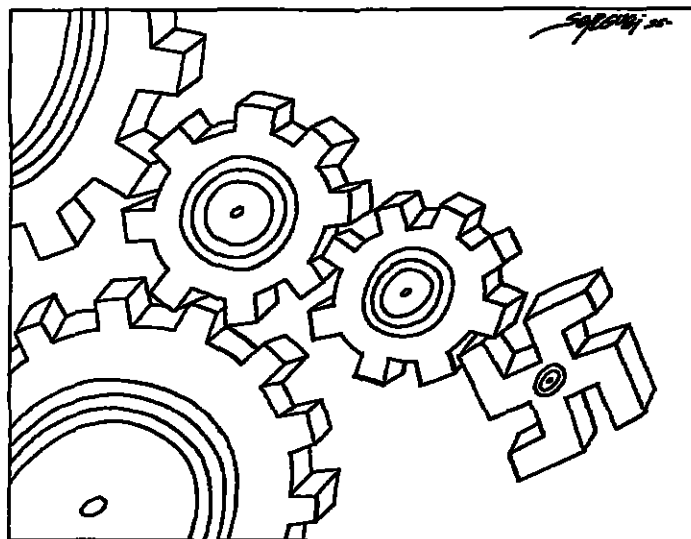
(1) Par exemple : « Elle pensait vaguement qu'elle pourrait être en fleur un jour ou l'autre ». « L'animalité contre le clergé avait été mûrie de fascination, et il se sentait déprimé maintenant qu'il se débarrassait comme un régime colonial à la veille de perdre la colonie », etc.

Fantômes irlandais

« J'aime que la fiction soit un cheval de Troie »

Julia O'Faolain

Weimar, notre modernité



se, en un temps très court et à un rythme affolant, le spectacle des possibilités fascinantes et en même temps fatales de notre monde moderne. Oui, la « modernité » ne sort jamais indemne des crises qui la frappent. Elle n'est pas si linéaire qu'on croit. Elle pourrait même être génératrice d'autres catastrophes, car la normalité des sociétés industrielles avancées n'est pas défensive : voilà pour le credo, quasi militant lui aussi. Mais la force de Peukert est de reprendre avec cohérence cette masse de travaux — sur la vie quotidienne, les mentalités et les angoisses des Allemands d'alors — qui ont mêlé sources écrites et orales, renversé les hypothèses, joyeusement bousculé les vulgates et qui sont à l'honneur de l'histoire d'outre-Rhin. C'est dire qu'il résume correctement ce qu'on savait déjà sur l'empoisonnement politique, la faiblesse constitutionnelle de ce régime imposé laborieusement de 1918 à 1932 par les circonstances tragiques de la guerre perdue et de la révolution manquée, mais qu'il préfère mettre l'accent sur les tensions sociales et culturelles de la modernisation ravageuse qui a accompagné son destin chaotique. On aurait aimé que le livre alle-

un peu plus droit au chapitre de cette « modernisation » — ou de cette « modernité ». Car celle-ci n'est définie que par une tautologie : il s'agit tout bonnement, dit Peukert, de « la société industrielle développée au sein de laquelle nous vivons depuis le début du siècle et jusqu'à ce jour ». Soit. Mais en quoi ce si long contemporain est-il proprement « moderne » ? Suffit-il de le poser tout nu, face aux anciens régimes ou aux fausses pistes du XIX^e siècle dont 1914 nous aurait débarrassés ? Ou est sa densité propre ? N'entrons pas dans cette discussion, mais il aurait fallu l'engager d'entrée de jeu, en creusant, par exemple, l'argumentaire des philosophes de l'école de Francfort qui, eux, avaient vu que leur temps scellait du neuf. On se consolera pourtant de ce manquement à la définition, car Peukert excelle, notamment dans la troisième partie, à ramasser les caractéristiques et les effets de cette « modernité » en version allemande des années 20. Voilà que s'affichent, si proches de nous, les progrès alliant la technique et les Lumières, la production industrielle rationalisée, la bureaucratie de gestion et de services en expansion, le salariat tout-puissant, l'assistance généralisée, les

campagnes naufragées, la ville dévorante, l'apparement correct, les femmes aux cheveux courts, la jeunesse cajolée, les valeurs qui par-dessus tête et la culture de masse envahissante : le *keep smiling*, l'optimisme à tout prix, l'américanisation de l'homme occidental. Mais voici bientôt l'envers, ou la logique, de ce sourire à vocation perpétuelle : le chômage, l'exclusion et la déprime, la crise financière de l'Etat « social », les juges partiaux, les médias accablés, l'avant-garde insoumise, le populisme à tout crin, les « racines » nationales exhibées, la femme au foyer, l'ordre pour tous, l'eugénisme et le racisme au coin du bois ; la « crise de la civilisation », le « désenchantement du monde », diront Freud et Max Weber. Pour n'avoir jamais pu gérer cette tension, inédite, de l'ère des masses, dit Peukert, le régime de Weimar s'est vu abandonné avant de succomber.

Mais il y eut pire : devant son impuissance, que la crise mondiale pousse jusqu'à la paralysie, la société allemande, trop servie du bonheur entrevu, a commencé à exorciser son inquiétude en s'exerçant au consensus totalitaire, en rêvant au chef charismatique, à l'homme robuste et sain, à l'ingénieur social et au combattant héroïque qui sauraient bien, eux, forcer ce destin moderne si contraire. Elle se mit donc à souhaiter, d'abord vaguement, puis très exactement, ce que lui proposaient les nazis : non pas une restauration prémoderne, mais un bouleversement total à la hauteur des espoirs nouveaux, un mélange de rédemption et de *fiat deus* qui n'oublierait pas le moderne. Toutefois, conclut Peukert, « la cause première de l'ébranlement de la République ne fut pas le blocage des processus de modernisation (...) : ce fut la dynamique, particulièrement entachée de crises, de la modernisation ». La formule est sans doute excessive, mais elle n'est pas négligeable si l'on veut comprendre le cours du XX^e siècle.



D

LE MONDE DES LIVRES

200 000 livres

romans, biographies

Le Monde Édition

dessins de Plant

l'Histoire au pour le

l'album du Festival d

La sélection du Monde

مكتبة الأصيل

LE FEUILLETON de PIERRE LEPAPE



BOURRASQUE
d'Hélène Lenoir.
Minitel, 156 p., 85 F.

Dedans ou dehors : ainsi se tiennent, vis-à-vis de leurs personnages, les romanciers depuis qu'on écrit des romans. Du moins est-ce ce qu'ils voudraient nous faire croire : qu'ils habitent à l'intérieur des êtres d'encre et de papier qu'ils créent ou qu'ils observent de l'extérieur. Mais, en fait, nous savons qu'il s'agit là d'une convention, d'un mensonge initial, et que les auteurs – « subjectifs » ou « objectifs » – font toujours semblant. Ils font semblant de croire qu'il existe bien deux mondes distincts : celui de la « vie intérieure », des pensées, des sentiments, des émotions ; et celui du monde en soi, des choses, des autres, des faits et des actes. Entre ces deux planètes, il y a des échanges, des conjonctions, des oppositions, des expansions et des retraits, des idylles et des guerres, mais leurs réalités n'en restent pas moins clairement séparées. C'est pourquoi les romans – si terribles puissent être les histoires qu'ils nous racontent – demeurent au fond rassurants : ils nous disent que nous sommes tous singuliers. S'il peut y avoir des personnages, c'est que nous sommes des personnes.

En apparence, Hélène Lenoir respecte cette convention. Il y a des personnages dans *Bourrasque*. Ils ont des noms, une situation, des caractères. Il y a Lina, qui vient de quitter la maison après une altercation avec son père (qui n'est pas nommé) ; il y a Mitz, la mère, toujours apeurée ; Paule, la belle-sœur, et Richard, son mari. Ces cinq-là s'entassent dans la même maison, s'observent, s'épient, se séduisent, se meur-

trissent et se cognent les uns aux autres. Au-dehors, dans un cercle plus éloigné, se meuvent d'autres personnages, des étrangers qui paraissent obéir à d'autres lois qu'à celles qui régissent le groupe familial et qui sont, pour cette seule raison peut-être, admirés, jaloux et tenus en suspicion. Un soir, donc, à la fin du dîner, un affrontement a lieu entre Lina et le chef de famille. La jeune fille quitte la table et monte dans sa chambre. Quand on va l'y chercher, elle a disparu.

Tout est en place pour un roman à huis clos construit sur le thème de l'enfer des tribus : aigreurs, sanglots, coups de gueule, rancunes et médisances. Dans le système fermé qu'est le quintette familial, la fugue de Lina libère un violent flux d'énergie qui en détache les atomes les uns des autres et rend chacun à son enracinement, à sa solitude et à sa vérité. Mais ce roman-là, Hélène Lenoir ne l'écrit pas. Il lui faudrait pour cela se faire la complice de ses personnages ou leur observatrice, s'embarquer dans la psychologie ou dans la sociologie, faire de Lina et de son entourage des « cas », des « caractères » ou des « emplois ». Du particulier ou du général. Si

Mitz, Richard, Paule et les autres ont encore le sentiment tranquillisant d'exister, d'appartenir à la même cellule, d'utiliser les mêmes points de repère.

Mais Lina ne joue pas le jeu. Elle refuse de se fondre dans cette pâte fluide et molle. Elle est jeune ; elle a un âge où l'on croit encore à sa singularité ; l'âge où l'on se fabrique des secrets pour que quelque chose vous appartienne. Lina tient un journal, des cahiers qu'elle écrit dans une graphie illisible aux autres, du Sütterlin, une forme disparue de gothique que des amis lui ont fait connaître. Et elle laisse traîner un peu partout ses cahiers codés afin que nul n'ignore qu'elle a des pensées cachées. Mais s'agit-il bien de pensées ? D'autres lieux communs plutôt, appartenant, ceux-là, à l'ordre de la sensation plutôt qu'à celui de la morale, mais même ment jaillies, aseptisées, dévitalisées. Lina ne semble rien dire, comme les autres, elle laisse les mots s'enchaîner et s'engendrer pour parler à sa place. Et pourtant, de tous ces morceaux de paroles anodines collées bout à bout et comme interchangeables naissent des mélodies inédites, insistantes et graves. Hélène Lenoir ne récuse les

dans son livre le schéma de son art romanesque. Elle parle des stéréogrammes, de la troisième dimension, « c'est-à-dire des images, des dégoûts, nades plutôt – turquoise, jaunes, orange, ou alors boueuses », comme si un enfant avait crayonné n'importe comment, puis barbouillé en mettant ses doigts sales dans la couche de peinture fraîche. Mais si l'on fixe très attentivement un point du gribouillis, si on le tient près du visage, vient l'impression qu'on entre dans l'image ; des formes émergent des taches et des zébrures comme si elles s'y tenaient auparavant cachées : « Je regarde et tout d'un coup c'est là, comme une espèce de gros rat vauré dans les pannes grasses, les jambes épaisses et les rondes exagérées de certaines lettres. Je le sens bouger et me guetter sous les enchevêtrements de ces grosses nouilles bleues qui flagolent, et j'enlève mes lunettes, mais ça me pénètre. Je ne sais pas par où ça rentre. Je sens ça remuer après. Et peser. Peser. »

Ainsi le père, sans vraiment pouvoir déchiffrer le Sütterlin des cahiers de Lina, se laisse-t-il envahir par le message affreux qu'il devine, malgré tout, tapi dans ces hiéroglyphes étranges ; ainsi le lecteur de *Bourrasque* découvre-t-il dans l'écoulement tiède des phrases stéréotypées que prononcent les personnages des abîmes de détresse, des gouffres de perversité, des précipices de sentiments aigus et inavouables. Est-ce la romancière qui les a dissimulés là, piègeuse ? Ou bien est-ce nous, lecteurs, qui donnons à ces lignes simples, à ces pensées timides et craintives, une ampleur, un mouvement qui les soulèvent, les hérissent de pointes tranchantes, les agitent de frissons, les alourdissent de roulements et de gonflements ? Le fait est qu'Hélène Lenoir nous mène par le bout du nez au point de faire de son roman une sorte de machine interactive. Chacun croit s'y reconnaître ; mieux : s'y découvrir. On vit l'histoire des autres, leur vie, comme si c'était à la fois la leur et la nôtre, aussi familière, aussi mystérieuse, aussi limpide, aussi opaque. C'est peut-être l'ultime raffinement du roman psychologique, la pointe extrême de l'analyse, la réussite quasi parfaite du vieux pari mimétique. C'est peut-être autre chose aussi, de plus audacieux, de plus nouveau : l'invention d'un lieu d'écriture – et d'une langue qui s'y rattache – où s'abolissent les distinctions entre le singulier et l'universel, entre les personnages et les lecteurs, entre les sentiments et les pensées. Un lieu de malaise et d'instabilité, étrange et comme archiconnu. Un lieu d'où émane une violente et terrible beauté.

Lieux communs et singuliers

On pense évidemment à Nathalie Sarraute lorsqu'on lit Hélène Lenoir. L'une et l'autre minent les confortables et sournoises conventions du roman en les frottant aux visibles conventions du théâtre. Les personnages de *Bourrasque* ne pensent pas plus qu'ils n'agissent : ils parlent ; et ils laissent à la parole, aux mots les plus simples, aux phrases les plus usées, le soin de sentir et d'agir. Le lieu commun, ce n'est pas seulement l'amas de pensées toutes faites, d'expressions rebattues qui forment le fond sonore de toutes les conversations : c'est aussi l'endroit où chacun se dépouille de sa singularité pour s'offrir à la communauté. C'est une zone neutre, un refuge dans la tempête. Tant qu'ils peuvent encore échanger des lieux communs, des phrases de rien, des banalités, des injures ordinaires, des gémissements convenus,

sortilèges faciles du roman que pour mieux nous plier à la rigueur des siens. Ces mots de tous les jours, ces phrases d'une banalité presque risible, elle semble en laisser courir le flot alors que, en fait, elle les dirige avec une précision de géomètre afin qu'ils forment des dessins précis. On se croit en territoire connu et balisé, dans les remous usés des eaux quotidiennes, et puis, sans qu'on y prenne garde, imperceptiblement comme la lumière change, les personnages se mettent à exister autrement. Ils continuent à être ordinaires, compréhensibles donc, semblables à nous, coutumiers, mais nous découvrons une part d'eux-mêmes, peut-être la plus importante, la plus vitale, qui nous avait jusqu'alors échappé. Une nouvelle image dans le tapis. Hélène Lenoir s'amuse d'ailleurs à livrer

Version originale

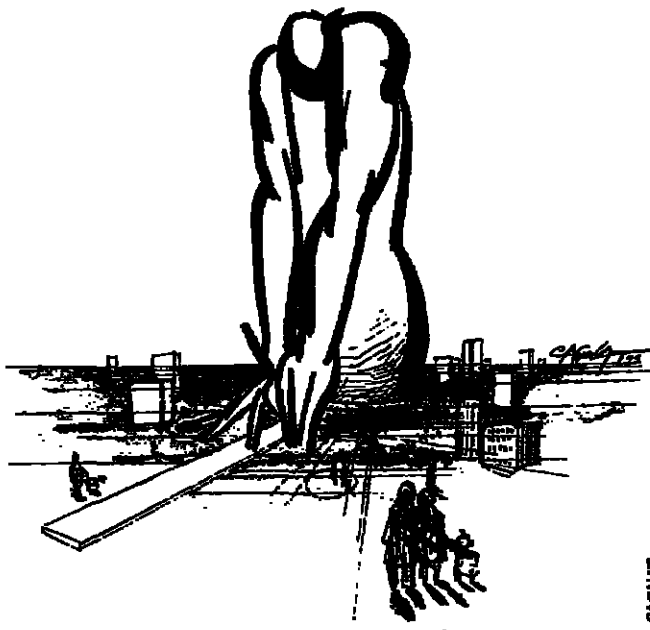
Corps dans la ville

Nombreuses sont les figures qu'a prises l'organisation physique de la cité occidentale. Restait à en écrire l'histoire. Aux Etats-Unis, c'est fait – et fort bien – par Richard Sennett

Une cité, dit Aristote, doit être composée de différentes espèces de gens : différents par le sexe, le métier, la condition sociale, l'origine ethnique... Nul ne contestera cette observation de bon sens. Mais comment faire pour que coexistent en paix des types humains aussi divers ? La question n'est pas nouvelle. Depuis l'Athènes de Périclès jusqu'au plan en damier de Manhattan, nombreuses sont les figures qu'a prises l'organisation physique de la cité occidentale. Il restait à écrire l'histoire de ces figures, à remonter dans le passé pour mieux comprendre le présent et la « crise » de la ville, aujourd'hui. C'est ce que vient de faire le sociologue américain Richard Sennett. Professeur à New

York University, Sennett n'est pas inconnu en France. Plusieurs de ses livres y ont été traduits, entre autres *Les Tyrannies de l'intimité* (Seuil, 1979), *Les Grenouilles de Transylvanie* (Payot, 1984) et, plus récemment, *La Ville à vue d'œil* (Plon, 1992). Le grand public sait moins, en revanche, les liens d'amitié qui l'ont uni à Michel Foucault, et l'influence que ce dernier a exercée sur son travail. Non seulement les deux chercheurs ont publié ensemble, en 1982, un article sur « Sexualité et solitude », mais, au dire même de Sennett, c'est Foucault qui lui a suggéré, peu de temps avant sa mort, d'entreprendre une histoire des relations entre le corps humain et l'espace urbain à travers les âges. Mûri par dix ans de re-

cherches dans toutes les grandes bibliothèques occidentales, ce livre vient de sortir aux Etats-Unis (1). Malgré ses quatre cents pages bien serrées, *La Chair et la Pierre* n'a rien d'une thèse universitaire, ni même d'un travail de sociologie au sens classique. S'il est nourri d'une véritable érudition, tant artistique que littéraire, il s'agit avant tout d'un essai – réussi – pour survoler les siècles, décloisonner les disciplines et faire rêver le lecteur. Renonçant sagement à épuiser son sujet, il se limite, si l'on peut dire, à éclaircir quelques-uns des lieux où, depuis plus de deux mille ans, se sont inventées des manières nouvelles d'habiter, de circuler, de se rencontrer – ou de s'éviter.



bordent la Seine, émerge une ville nouvelle, saisie par une passion du commerce que stimule la naissance de l'économie de marché – une ville dont les derniers vestiges ont disparu lorsque notre bon vieux quartier des Halles s'est vu transformer en shopping center à l'américaine. Quant à la Venise de la Renaissance, première grande cité « multiculturelle » de l'Occident moderne, toutes les communautés du pourtour méditerranéen s'y croisent. Certaines d'entre elles, pourtant, sont déjà victimes d'un fantasme de « contamination » : pour éviter d'avoir à se mêler aux juifs, les bons chrétiens confinent ceux-ci dans un ghetto. Les juifs, depuis, en sont sortis. Mais nos villes et nos banlieues ont toujours leurs ghettos : le principe est resté, seule la « nature » des habitants a changé. Dernier acte, enfin : dans le sillage de la découverte par Harvey de la circulation du sang, l'Euro-

pe moderne invente – avant de l'exporter dans le reste du monde – un concept nouveau de la cité, dominé par le souci d'une circulation simple et bien réglée. Les rues se transforment alors en avenues, les urbanistes dessinent de vastes places, Boullée rêve de monuments grandioses et les révolutionnaires de défilés édi-fiants. Bientôt, le baron Haussmann réorganise Paris de telle manière qu'il soit plus facile à l'armée d'y mater les émeutes. Et, peu après, l'automobile finira par absorber à son tour tout l'espace disponible.

CH. D.

(1) *Flesh and Stone*, de Richard Sennett, W. W. Norton, 432 p., 27 \$, New York, 1994.

LE MONDE DES LIVRES SUR MINITEL

200 000 livres :
romans, biographies, essais...

Le Monde Editions :

dessins de Plantu.

L'Histoire au jour le jour.

L'album du Festival d'Avignon.

La sélection du Monde des livres.

36 15 LEMONDE

JAMES ELLROY

Le samedi 22
à partir de 19 h
82 rue du Faubourg St
Paris 12e - Tél. 43.44

Le parfum de la Dame en noir

Au festival Étonnants voyageurs de Saint-Malo, la « Série noire » fête ses cinquante ans
Petite histoire de la naissance d'une grande collection

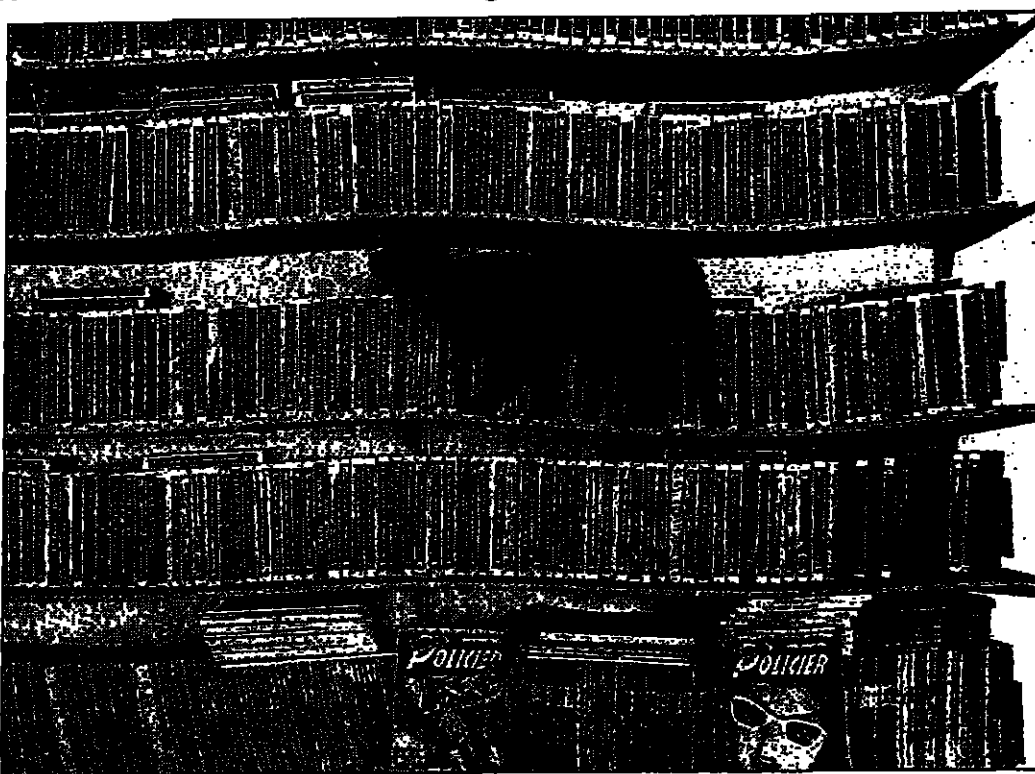
La « Série noire », terre d'aventures ? C'est, en tout cas, dans le cadre du festival Étonnants voyageurs de Saint-Malo, du 29 avril au 1^{er} mai, que seront officiellement lancées les festivités destinées à honorer le cinquantième anniversaire de ce qui est, sans doute, la plus célèbre collection de romans policiers en France. Un choix logique pour Michel Le Bris, directeur du festival, qui évoque l'« inévitable » rencontre entre écrivains voyageurs et auteurs de romans noirs, attachés les uns et les autres, chacun à leur manière, à dire le monde d'aujourd'hui. Un choix que n'aurait sans doute pas désavoué Marcel Duhamel, le fondateur de la collection, qui affirmait, en septembre 1955 : « C'est le principal souci de [notre] équipe désormais : choisir parmi les quel- que cent manuscrits français qui nous parviennent tous les mois les plus authentiques. Et c'est notre fierté de constater que nos lecteurs (...) ont compris depuis longtemps notre but : faire de nos romans des documents vivants, des témoignages de notre époque et non des ouvrages d'inspiration fantaisiste ou de simples variations sur le thème de la violence ».

Quand Duhamel écrit ces lignes en forme de manifeste, la « Série noire » a tout juste dix ans et 272 numéros derrière elle. Autant dire déjà une histoire. Encore dix ans, et elle fêtera - en janvier 1966, précisément - son millième numéro, attribué au 1275 d'après de Jim Thompson, par une célébration monstre, où, racontera plus tard Marcel Duhamel, avec une satisfaction gouailleuse (!), on croise « Aragon, avec Elsa, passant par l'escalier dérobé pour éviter la foule (...), et certains, Pignon, Prassinos, César, Matta, Maurice Henry, Topor, s'amusent à faire des blagues, de la talle et de sculptures, s'il vous plaît ». L'histoire tourne déjà à la légende.

GÉNIE DES OCCASIONS

Rien, en apparence, ne prédisait Duhamel à devenir cet éditeur fêté. Né avec le siècle, il a commencé sa vie professionnelle dans l'hôtellerie. Petite main dans un restaurant français à Londres pendant la Grande Guerre, il a ensuite franchi, un à un, tous les échelons du métier. Jusqu'à se retrouver, à l'orée des années 30, directeur d'un grand hôtel américain à Paris. Mais voilà, cet homme-là a le génie des occasions à ne pas manquer, le génie aussi des rencontres et de l'amitié. Lors de son service militaire, dans les années 20, il a rencontré un olivier qui faisait déjà preuve de l'irrespect tranquille qui sera sa marque : Jacques Prévert. Ils ont sympathisé et ne se sont plus quittés. Si bien que le respectable hôtelier, le soir venu, fréquente les surréalistes puis Queneau et d'autres. Duhamel en jekyll et hyde. Dans le bouillonnement créatif de l'entre-deux-guerres, il met à profit l'excellente connaissance de l'anglais et de l'américain qu'il a acquise « sur le tas », au contact des clients, pour s'intéresser à la littérature et au cinéma d'outre-Atlantique. Cette liberté qu'il y découvre, cette rupture avec la narration classique, cette façon de rendre la vie crue et nue, il les fait siennes. Dans les années qui précèdent le deuxième conflit mondial, adieu l'hôtellerie ! Duhamel fait mille métiers dans le cinéma. Et il traduit. Du noir déjà - Whitfield, R. J. Wolfson, Burnett... Et même, pendant la guerre, pour le plaisir, le *Tropique du Cancer*, de Miller.

Mais voici une autre rencontre décisive : à la mi-1944, Marcel Achard - qui n'est encore que futur académicien - lui signale les œuvres de deux Anglais - qu'on prendra, quelque temps, pour des Américains - *Cet homme est dangereux* et *La Môme vert-de-gris*, d'un dénommé Peter Cheney, et Pas d'orchidées pour miss Blandish, d'un certain James Hadley Chase : « Je les lis, je me marre avec le premier et le second, j'isonne avec le troisième, et j'entreprends de les traduire pour le plaisir. Ça va me mener plus loin que je ne le pense. » Et pour cause. Gallimard songe justement à relancer une collection policière pour remplacer le défunt « Scarabée d'or » d'avant-guerre. Duhamel est là, avec ses



Ma vie en « Série noire »

En 1982, avec La Bête et la Belle. Thierry Jonquet eut l'honneur d'être le n° 2000 de la « Série noire ». Il vient de publier La Vie de ma mère I, sa quatrième contribution à la collection, étonnante confession - imaginaire - d'un homme des cités, version années 90 des 400 coups, qui est aussi un remarquable exercice de style.

Il y a une quinzaine d'années, je menais une existence tranquille et honnête. J'étais ergothérapeute, dans les hôpitaux de l'Assistance publique. La lecture de romans faisait partie de mon quotidien. Je me faisais alors du genre dit « policier » une image très stéréotypée : des durs à cuire passent leur temps à préparer des braquages, lesdits braquages tournent mal, et s'ensuivent force coups de flingue et de poursuites en voiture. J'ai de quoi se pâmer... Sur les conseils d'un ami, je forai pourtant mes références et me mis à lire des « Série noire ». Il m'avait sélectionné quelques titres parmi lesquels *Londres Express* de Peter Loughran, que j'ouvris en premier. Le moins qu'on puisse dire, c'est que j'en sortis bousculé. Suivirent, en bloc, Jim Thompson, Chester Himes, Manchette, McBain, Bialot, Amila, Chase. Et quelques autres, à haute dose durant plusieurs mois. Une cure de choc. Au même moment, mes pérégrina-

tions professionnelles m'avaient fait aboutir dans un service de gériatrie particulièrement corsé. Je passais ma vie dans un mouroir. Noires étaient mes journées. Et, puisque je patageais dans la noirceur, je décidai, moi aussi, d'écrire un roman. Noir, cela va de soi. Les anecdotes incroyables dont j'étais le témoin dans mon service de gériatrie m'en fournirent la matière. On éditait mon texte. D'autres suivirent. La « Série noire » a bouleversé ma vie. Il y a quinze ans, je menais une existence tranquille et honnête. Aujourd'hui, j'appartiens à la douteuse cohorte des auteurs de romans noirs. Qui signent des textes mabres, désespérés ou loufoques, mais jamais ternes. Qui cachetonnent pour les maisons de production audiovisuelle. Qui écrivent aussi pour les enfants de petits romans, noirs. Qui se lèvent tard le matin et ne prennent le métro qu'aux heures tranquilles. Qui ne connaissent plus les douceurs du salariat, mais ne savent pas ce que leur réserve le lendemain. Alors, si vous passez dans une librairie, un bon conseil, réfléchissez-y à deux fois avant d'acheter une « Série noire ». Souvenez-vous bien : il y a quinze ans, je menais une existence tranquille et honnête.

Thierry Jonquet

trois titres. Banco. Le génie des occasions et des rencontres. On vous dit... L'aventure va désormais planifier, en artisans, entre copains. C'est Prévert - toujours lui ! - qui, inspiré, dit-on, par la lecture de journaux relatant une succession de catastrophes aériennes, a cette idée simple comme l'œuf de Duhamel pour baptiser la collection : « Série noire ». C'est la femme de Duhamel, Germaine, qui dessine la couverture, sobre, lettres jaunes sur fond noir, rompant résolument avec les jaquettes criardes encore à la mode. Restrictions de l'après-guerre et prudence de l'éditeur se combinent, la « Série noire » ne va sortir que deux ouvrages par an les trois premières années. Chase et Cheyney, bien sûr, mais aussi Horace McCoy en n° 4, Don Tracy en n° 5, le premier Chandler en n° 8. Les premiers résultats sont encourageants. Et la presse commence à parler de ce « genre nouveau », que Duhamel a ainsi résumé, en tête du premier ouvrage de la nouvelle collection : « L'intérêt cesse de se porter sur la solution de l'énigme ; c'est pour la psychologie des personnages, pour l'intensité de l'action, pour le pittoresque du langage que, depuis Dashiell Hammett, les nouveaux maîtres anglais et américains du roman policier veulent nous passionner. Le rythme, dès lors, sera allegro puis fortissimo. Dès juillet 1948, Duhamel annonce le passage à deux titres par mois, puis trois en 1951. Quand il publiera en 1955 son manifeste cité plus haut, la collection en sera à cinq titres mensuels, soixante inédits dans l'année ! La « Série noire », désormais, mérite bien son nom. Elle a définitivement imposé, en même temps que sa griffe, cette prose décapante, mêlant violence et humour, d'où jaillit, multiforme, l'aventure au quotidien.

Quarante ans plus tard, alors que le compteur affiche 2 377 numéros, c'est le même état d'esprit qui prévaut, même si la collection, tout en privilégiant son vivier an-

glo-saxon, s'est largement ouverte, à compter des années 70, à une forte vogue école française. Oh, certes, le pavillon noir a, entre-temps, essuyé quelques grains. Après l'âge d'or des années 60 - jusqu'à huit titres par mois - il a fallu en rabattre. Au moment du millième numéro, Duhamel disait son optimisme : « J'espère vivre jusqu'au numéro 2000, ce qui, au rythme actuel, nous emmène jusqu'en 1977. » Duhamel disparaît en 1977, mais il faudra attendre 1982 pour que soit attribué le n° 2000. La crise générale de la littérature était passée par là. Et puis les successeurs - Robert Soulat jusqu'en 1991, Patrick Raynal depuis - essuieront quelques critiques : on reprochera à l'un son excès de frilosité, à l'autre son excès d'innovation. Comme si une collection vivante pouvait se satisfaire d'un juste milieu...

LE CULTE

Un homme, en tout cas, s'est mis en tête de permettre à tous les amateurs de juger sur pièces. Dans ce coin de la banlieue toulousaine où il a élu domicile volé vingt ans, au bout de la rue Jules-Verne, Claude Mesplède, un ex-ouvrier d'Air France, la cinquantaine mûrieuse, s'est aménagé un petit bureau tout enfilé voué au culte de la « Série noire ». Dans son dos, l'intégralité ou presque de la célèbre collection. Face à lui, des photos dédiées. Ed McBain, Marvin Albert, Didier Daeninckx, Jean Amila, Bill Pronzini, Daniel Pennac, Jean-Bernard Pouy, Philippe Conil, Jean Vautrin, Michael Collins, Stuart Kaminsky, Robin Cook, Joseph Bialot... tous auteurs ou ex-auteurs de l'écurie Gallimard, y sont allés de leur petit compliment chaleureux. C'est que Claude Mesplède n'est pas seulement un « fan ». Par pure passion, parce qu'il va toujours « au bout de ce qu'il aime », il s'est, depuis une quinzaine d'années, lancé dans l'une de ces farouches entreprises encyclopé-

diques qui donnent le vertige. Il a ainsi publié, en 1982, avec son compère Jean-Jacques Schleret, *Voyage au bout de la nuit* (2), l'inventaire de 732 auteurs et de leurs œuvres publiées en Série Noire et Blème, suivi d'une filmographie complète, l'annonce de la couverture. Le recueil était dédié, bien sûr, « au fondateur Marcel Duhamel » et s'ouvrait sur une photo du susdit, avec ses grosses lunettes rondes lui faisant un air de hibou, sa fine moustache et son col roulé de *sportsman* anglais. Et puis Claude Mesplède a remis ça. Entouré d'une dizaine de collaborateurs amis, tous bénévoles, il s'est attelé à un travail plus colossal encore : présenter, avec un résumé pour chaque ouvrage, une indication des curiosités éventuelles qu'il contient, un jugement critique, la citation d'une phrase typique du style de l'auteur, l'ensemble des ouvrages publiés par la « Série noire » depuis les origines jusqu'à nos jours ! Trois tomes des *Années « Série noire »* (3) ont déjà paru. Le quatrième viendra à l'automne. Et le cinquième et dernier est déjà en route. Douce dinguerie ? Peut-être. Mais pas très différente, somme toute, de celle qui a présidé à la naissance même de la collection. La légende a aujourd'hui son mémorial. Qui pourrait porter en exergue cette phrase de Michael Collins, l'inventeur de Dan Fortune, le « privé » manchot : « Tous les livres sont des témoignages susceptibles de nous faire comprendre le monde dans lequel nous vivons. Toute fiction doit être un message exprimé en tant qu'art. Le reste, ce n'est rien d'autre que vendre du salami... »

Bertrand Andrusse

- (1) Dans ses Mémoires, *Raconte pas ta vie*, Mercure de France, 1972.
- (2) Futuropolis, Gallimard.
- (3) Encrage édition, BP 0451, 80004 Amiens Cedex. Vol. 1 : 1945-1959 ; vol. 2 : 1959-1966 ; vol. 3 : 1966-1972. Chaque volume - relié, cartonné - 315 p., 250 F.

ROMANS POLICIERS

Flics et fils

Course-poursuite, course contre le temps et contre les souvenirs assassins

NÉ DE FILS INCONNU de Patrick Raynal. Albin Michel, 236 p., 89 F.

MELCHIOR d'Alain Demouzon. Calmann-Lévy, 306 p., 110 F.

Comprimé dans son falzar, empêtré dans ses souvenirs, Ray Matas a grossi tant qu'il s'est détesté de ses illusions. Ancien mao devenu flic de province, il traîne sa carcasse et sa mémoire comme un boulet, de mains sales en nuits poisseuses. Solitaire, cynique et alcoolique. « Trop gros, trop flic, trop sinistre ». Un « ex » universel. Des femmes qu'il n'a pas su aimer, des chimères politiques, de la vie qu'il a fuie. A cinquante balais, Ray Matas est un vieux flic orphelin et narcissique, ressasant avec complaisance la cacophonie grinçante de ses nostalgies fatiguées.

Jusqu'au jour où, brutalement, son passé lui revient comme un boomerang. « A quoi ça sert de se souvenir si on ne peut pas supprimer aussi ses traces ? », se demande-t-il au moment même où celles-ci vont s'avérer beaucoup plus considérables qu'il ne pouvait l'imaginer. Quand une de ses « ex », passée, comme tant d'autres, aux profits et pertes de ses engagements militants, réapparaît pour lui annoncer qu'il est le père d'un fils de vingt-trois ans. Un fils comme un double, qui l'a longtemps cherché et qui s'obstine à mettre ses pas dans les siens. Chef de bande, militant d'extrême gauche, autoritaire et violent : « Un foutu gauchiste. Un rêveur boiteux. Un de ces types qui finissent par regarder le monde le long du canon d'un flingue. » Un cowboy romantique et dérisoire, disparu depuis un mois quand son père apprend son existence et qui semble ne faire qu'un avec le mortard fou que toute la ville recherche et qui rançonne les petits commerçants sans crainte de les éparpiller au calibre 12 sur les murs de leurs échoppes. Un fils comme un pavé dans la gueule de son flic de père. Car, tout au long de la poursuite qui s'engage alors, implacable et meurtrière, c'est à son propre visage que sera confronté Matas. Et ce n'est qu'au terme de cette course éperdue qu'il pourra enfin accoucher de lui-même, vieux flic orphelin, né de fils inconnu.

Patrick Raynal a mis beaucoup de lui-même dans son dernier livre. Nice, une fois de plus, sa ville natale avec laquelle il entretient une liaison tumultueuse, son passé dans les rangs de la gauche extrême, son amour des motos et surtout sa fascination pour le polar d'outre-Atlantique. Découpé en séquences courtes toujours ponctuées d'une phrase de chute, brève et incisive, *Né de fils inconnu* a le punch et la rapidité d'un certain style américain. Au risque cependant d'une inévitable sécheresse. Un peu à la manière de ces montages de plus en plus serrés, qui gagnent en rythme et en efficacité ce qu'ils perdent en épaisseur et en émotion.

Jean-François Melchior, le commissaire imaginé par Alain Demouzon, n'a pas grand-chose à voir avec celui de Patrick Raynal. Et pourtant, ils se ressemblent beaucoup. Lui aussi est un flic contre nature, silhouette épaisse et cœur boiteux, vieux ours solitaire submergé par le trop-plein de sa mémoire : « Melchior sentait que tout était joué et que les songes étaient inutiles. Il ne serait plus ce qu'il avait été. Il ne serait pas ce qu'il avait rêvé d'être. Et il ne savait même pas ce qu'il était. » Mais ce qui est sûr, c'est que Melchior n'est pas un cowboy. La moto, les flingues sont à mille lieues de son univers. Melchior est « un flic à pieds plats, un entraîne-patins, un godillot à l'ancienne ». Un fonctionnaire de police que la routine des enquêtes n'effraie pas, mais qui appréhende encore, après trente ans de métier, ce qu'il va trouver derrière les portes : les blessures enfouies, la vie qui se dégingue, les violences hors de raison, le temps qui passe et la mort qui gagne.

Guère plus vieux que le héros de Patrick Raynal, Melchior n'a pas non plus les mêmes nostalgies. Lui, c'est Gabin plutôt que Godard, le cinéma de quartier plutôt que les salles d'art et d'essai. Le jazz plutôt que le *Velvet Underground*. Melchior, ce n'est pas à la dope qu'il se

shoote. Ce qui le fait planer, c'est le fumet du veau aux carottes, l'odeur du savon noir et du bois chré. Ce ne sont pas les années 70 qu'il regrette, mais la France éternelle d'avant le grand basculement d'après-guerre, quand, sur les bords de la Maine, le Blue Moon s'appelait encore La Marine. Ce n'est pas après sa jeunesse qu'il court, c'est son enfance qui le poursuit et qui va, lui aussi, brutalement le rattraper. Quelque part en banlieue parisienne, sur les docks de Fontenay, où s'entassaient autrefois le charbon déchargé par les péniches. Une jeune femme y est découverte, une nuit, le ventre ouvert. On lui a volé son bébé, en pratiquant une césarienne sauvage. Et voilà que cette histoire, ce lieu font resurgir une seconde énigme. Celle du « bonhomme goudron » qui coïncide, un jour, il y a bien longtemps, la trémie d'un élévateur. Un cadavre momifié, minuscule et recroquevillé, enterré avec son mystère sous des tonnes de charbon. Et qui va, en se révélant, sortir de sa longue hibernation un vieux ours solitaire, engagé dans la police pour expier un sentiment confus de culpabilité qui remonte à l'enfance.

Avec *Dernière station avant Jérusalem*, publié l'an dernier à la « Série noire » (1), Melchior marque le retour d'Alain Demouzon au roman policier, après dix ans d'absence. Et confirme avec éclat, l'étendue de son talent. Emotion, épaisseur des personnages, vérité des situations, qualité d'écriture et rigueur de construction. Passé maître dans l'art de créer les atmosphères, Alain Demouzon est un formidable raconteur d'histoires, sensible et généreux. Et Melchior, un des meilleurs policiers publiés depuis le début de l'année.

Michel Abescat

(1) Gallimard, 1994. Rappelons, d'autre part, que les éditions du Masque ont récemment réédité et publié l'ensemble de ses romans dans la collection « L'intégrale ».

Zen tonique

PIÈGE À RATTS (Ratking) de Michael Dibdin. Traduit de l'anglais par François Rosso, Calmann-Lévy, 376 p., 120 F.

Le cynisme joyeux - « Nous avons un avantage immédiat dans la police. Tout le monde s'imaginer que nous sommes idiots » - et la vachardise flamboyante, Aurelio Zen, le désormais fameux détective vénitien imaginé par Michael Dibdin, citoyen de Sa Gracieuse Majesté, revient au mieux de sa forme. Après *Vendetta* et *Cabale*, Grand Prix de littérature policière 1994, c'est au tour du premier volet de ses aventures, qui date de 1988, d'être publié en France. Les mystères de l'édition sont parfois plus impénétrables que les meilleures intrigues de roman criminel.

L'histoire, cette fois-ci, se passe à Pèrouse, où Michael Dibdin enseigne la littérature anglaise dans les années 80. Le « docteur » Aurelio Zen vient de purger cinq années de placard à « faire la tournée des commissariats centraux des villes de province, pour vérifier le nombre de trombones utilisés ». Cinq années au service « ménage et inventaire » du ministère de l'Intérieur, pour avoir fait preuve d'un peu trop de curiosité lors de l'enquête sur l'enlèvement d'Aldo Moro. Et le voilà chargé d'une nouvelle enquête sur un autre enlèvement. Celui d'un notable, riche industriel et chef de clan, Ruggiero Milleti. Simple d'apparence, l'affaire se révèle très vite beaucoup plus compliquée que prévu. Aussi compliquée, vénéuse et explosive que les relations au sein de la famille Milleti. Un « piège à rats » dans lequel le « docteur » aura bien du mal à ne pas disparaître. Galerie de portraits féroce d'une bourgeoisie décadente et corrompue, peinture au vitriol d'une société italienne totalement gangrenée, *Piège à rats*, par son humour et ses rebondissements, est aussi un bonheur de lecture. Tonique et décapant.

M. Ab.

ESSAIS
Injust

Philosophie
de printemps

LITTÉRATURES
Thérazade

ESSAIS

Injuste Boudon

Le sociologue s'attaque aux philosophies relativistes, qu'il rend responsables de notre « crise des valeurs »

LE JUSTE ET LE VRAI
de Raymond Boudon.
Fayard, 576 p., 170 F.

Professeur à la Sorbonne, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Raymond Boudon est une figure connue de la sociologie française. Dans ce qui reste à ce jour son meilleur livre, *Effets pervers et ordre social* (1), il s'est intéressé aux conséquences indésirables de nos actions les mieux intentionnées. Dans *La Place du désordre* (2), il a montré que l'explication scientifique en sociologie devait tenir compte du rôle joué par le hasard « objectif ». Enfin, dans *L'Art de se persuader des idées fragiles, douteuses ou fausses* (3), il a tenté de comprendre comment un consensus massif réussissait parfois à s'établir autour des opinions les plus discutables.

Avec *Le Juste et le Vrai*, il fait un pas de plus : il cherche à édifier une théorie de l'origine des croyances collectives, que celles-ci portent sur la réalité (croyances « assertoriques »), ou bien sur les valeurs (croyances « axiologiques »). Pourquoi croyons-nous que deux et deux font quatre, que le jogging est bon pour la santé, que la démocratie est le meilleur des régimes possibles ? Parce que, répond Boudon, nous avons de « bonnes raisons » d'y croire.

Cette réponse n'est pas une lapalissade. Elle s'appuie sur deux hypothèses qui sont loin d'être évidentes. D'une part, Boudon tient pour acquis que la seule façon d'expliquer un phénomène de groupe consiste à se demander ce qu'il signifie pour les individus composant ce groupe – attitude, prudence, orgueil, etc. – et non pas, comme le feraient les philosophes méthodologues, par Max Weber et défendue depuis par Popper et Hayek. D'autre part, Boudon se déclare partisan d'une conception « cognitive » de la croyance : pour lui, toute croyance individuelle, qu'elle soit vraie ou fausse, doit s'expliquer par des raisons, non par des mobiles d'ordre extra-rationalnel. Et, qui plus est, par des raisons suffisamment valides pour être partagées par plus d'une personne.

La première de ces hypothèses a déjà été abondamment discutée par de nombreux sociologues. La seconde, elle aussi, soulève maintes objections. Nos croyances ne sont-elles pas, le plus souvent, l'effet d'un préjugé social (Marx, Durkheim), d'un mécanisme inconscient (Freud, Sartre), voire de notre sou-

mission à un mode de pensée « affectif » ou « magique » (Levy-Bruhl, Pareto) ? Bref, l'autonomie de jugement dont la conscience se croit dotée ne serait-elle pas, à mieux y regarder, une illusion ? De telles insinuations, selon Boudon, relèvent de la pure calomnie. Il est donc inutile de les examiner. De Marx à Freud et de Durkheim à Pareto, les « maîtres du soupçon » ne méritent pas qu'on discute de leurs thèses. Il y a là – et, hélas, dans tout ce livre – un parfum de dogmatisme inattendu chez un chercheur aussi épris de scientificité.

Bien plus, il faut une certaine dose de mauvaise foi pour qualifier Marx, Freud et les autres de théoriciens « irrationalistes ». De ce qu'une théorie fasse appel à des facteurs irrationnels il ne s'ensuit pas, en effet, qu'elle soit elle-même irrationnelle. Si irrationalité il y a, celle-ci est dans le réel, non dans la théorie. Et c'est faire preuve, justement, d'une véritable attitude scientifique que de vouloir comprendre le réel dans la totalité de ses aspects.

La conception « cognitive » de la croyance satisfait-elle, de son côté, à ce dernier critère ? Rien n'est moins sûr, puisqu'elle écarte *a priori* la possibilité que les raisons de nos croyances n'en soient que des rationalisations « après coup ». De fait, le seul cas de figure rigoureusement conforme à la thèse de Boudon est celui des croyances scientifiques : j'ai, en effet, des raisons « objectives » de croire que deux et deux font quatre. Mais, à l'entendre, il n'en irait pas autrement des jugements de valeur : si je tiens la démocratie pour le meilleur régime possible, c'est aussi parce qu'elle est dans l'absolu – et non parce que je serais victime de l'idéologie dominante propre à la société capitaliste.

L'inconvénient d'un tel modèle est qu'il laisse de côté une question capitale : celle du « cadre de référence » par rapport auquel de tels énoncés prennent sens. A moins d'être résolument platonicien, il faut bien admettre que deux et deux ne font quatre que par rapport à un système d'axiomes donné. De même, la démocratie parlementaire n'est le meilleur régime possible que pour l'Etat-nation à l'âge industriel. D'autres types de civilisations – pensons aux sociétés sans écriture – ont pu connaître des structures politiques aussi bonnes, quoique différentes.

A cette réserve près, le modèle « cognitive » présente aussi un intérêt certain : celui de nous rap-

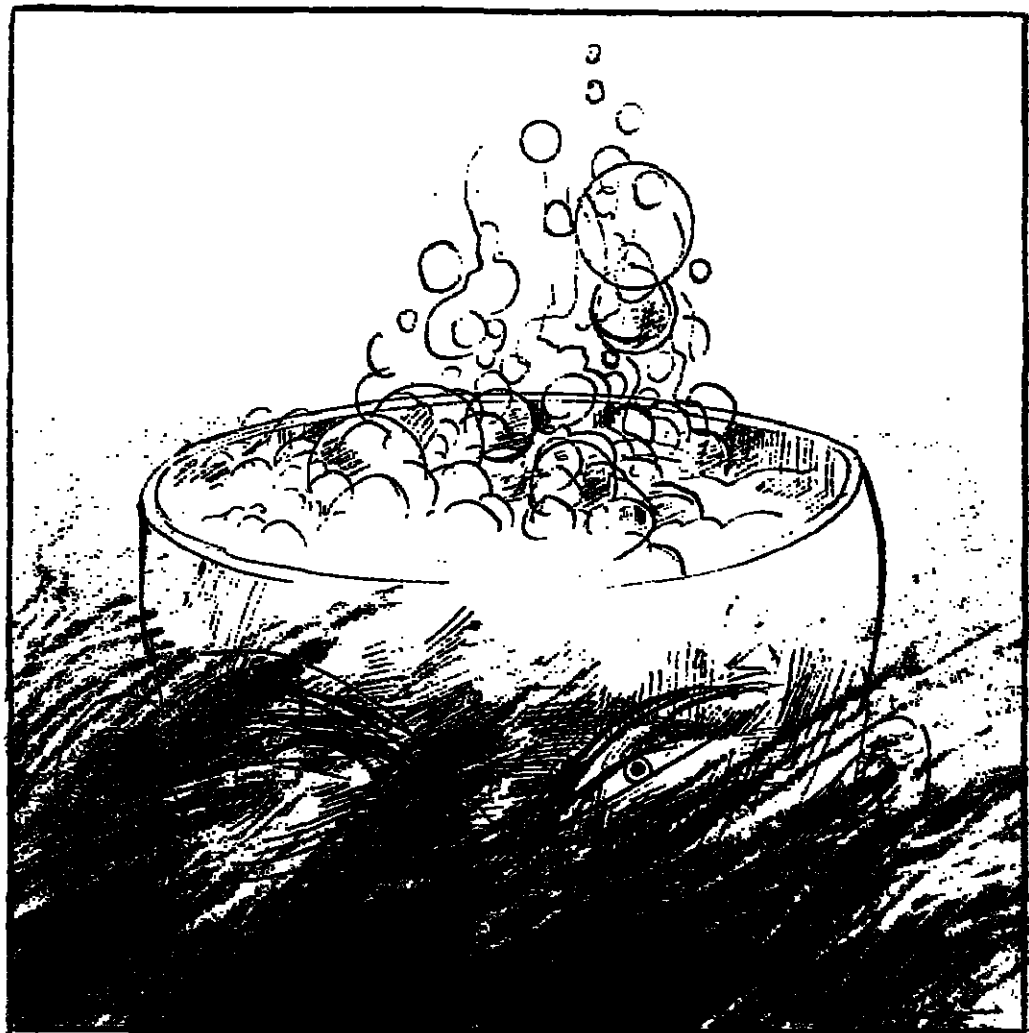
peler qu'en toutes circonstances l'homme « raisonne ». Et qu'il n'y a donc pas, au fond, de différences de nature entre pensée ordinaire et pensée scientifique, ni entre croyances « assertoriques » et croyances « axiologiques ». Celles-ci, on l'a dit, reposent sur des raisons, comme celles-là. Et si ces raisons ne sont pas toujours objectives, elles ne sont pas non plus simplement subjectives. Elles sont – pour reprendre le terme de Boudon – « transsubjectives », autrement dit compréhensibles et défendables au sein d'un groupe social donné, sur la base des informations dont celui-ci dispose.

Ainsi se trouve dépassée la vieille dichotomie entre « jugements de fait » et « jugements de valeur » que l'empirisme de Hume avait transmis au positivisme logique et celui-ci, à son tour, à une bonne part de la philosophie analytique anglo-américaine. Même s'il n'est plus d'une originalité absolue – puisque la voie en a été tracée par les pragmatistes américains –, un tel « dépassement » constitue aujourd'hui une avancée précieuse. Il permet d'arracher l'éthique au domaine de la spéculation (métaphysique ou religieuse) pour en faire une science digne de ce nom.

Les grandes découvertes, toutefois, donnent lieu à contestations. Pour convaincre ses lecteurs que la démarche « cognitive » est bien la seule approche scientifique de l'éthique, Raymond Boudon doit écarteler deux rivaux : John Rawls et Jürgen Habermas – qui, selon lui, nourrirait pour leurs propres théories des ambitions semblables, mais mal fondées.

Le cas de Habermas est vite réglé. Sans discuter dans le détail les arguments avancés par celui-ci dans sa *Théorie de l'agir communicationnel* (4), Boudon se borne à observer que Habermas semble avant tout soucieux de déterminer les conditions idéales susceptibles de garantir le bon déroulement d'un débat quelconque. Etant purement « procédural » et formaliste, l'éthique habermasienne perdrait de ce fait une bonne part de son intérêt.

Le combat contre Rawls s'avère plus délicat. Dans sa *Théorie de la justice* (5), en effet, ce dernier part de la même question que Boudon : au nom de quels raisonnements pouvons-nous dire que telle ou telle institution est juste ou injuste ? En outre, en définissant la justice comme « équité », il aboutit



à un plaidoyer en faveur du libéralisme que Boudon ne peut guère récuser. Un point qui n'est pas de détail sépare pourtant les deux chercheurs. Rawls confie à l'Etat la mission d'assurer – par une redistribution adéquate des richesses – « l'égalité des chances » au profit des plus démunis. Hostile à l'intervention étatique, Boudon préfère considérer les inégalités sociales comme « naturelles », et dans une large mesure, inévitables. Il s'efforce donc de montrer que leur principale cause, l'échec scolaire, dépendrait uniquement de l'entourage familial de l'enfant ! Démonstration évidemment peu convaincante, puisque la famille elle-même n'existe pas hors du système social, dont il s'agit, précisément, de corriger les insuffisances. Ayant ainsi, de son point de vue, disqualifié ses principaux « concurrents », Raymond Boudon rassemble, dans la conclusion de son livre, toute son énergie pour pourfendre les philosophes « relativistes », qu'il tient pour responsables de notre actuelle « crise des valeurs ». Si, en effet, nous avons perdu tout sens de l'objectivité du juste et du vrai, la faute en incomberait aux penseurs qu'il quali-

fié de « post-modernes » : Thomas Kuhn et Richard Rorty. A Kuhn, il reproche d'avoir affirmé que, entre deux théories scientifiques rivales, il n'y avait pas de raison « objective » de choisir l'une plutôt que l'autre – donc, pas de vérité en soi. Le malheur veut que, si des lecteurs hâtifs prêtent quelquefois cette thèse à Kuhn, ce dernier se défend fermement de l'avoir soutenue. Il suffit d'ailleurs de le relire pour s'en convaincre : Kuhn n'est nullement relativiste. S'il admet que des facteurs d'ordre subjectif (simplicité ou élégance de la démonstration) peuvent influencer le choix que la communauté des savants fait, à un moment donné, de telle théorie contre telle autre, il ajoute que d'autres facteurs – à commencer par la vérifiabilité expérimentale, garante de l'accord de la théorie avec les faits – jouent un rôle déterminant. Bref, Kuhn montre que la vérité a une histoire, sans conclure pour autant que la vérité n'existe pas.

Rorty, en revanche, est bien relativiste. Mais a-t-on le droit de le soupçonner, comme fait Boudon, de douter de la supériorité de la démocratie, voire des raisons que nous aurions de condamner Ausch-

witz ? Le problème, là encore, est plus complexe. C'est parce qu'il se dit, au contraire, sincèrement démocrate et hostile à toute forme de tyrannie, que Rorty estime superflu, sinon dangereux, de subordonner la validité de telles croyances à celle – toujours précaire – d'une philosophie quelconque. On ne peut donc l'accuser d'ignorer les valeurs, mais seulement d'être sceptique quant à la possibilité de fonder celles-ci sur un « système » *a priori*.

Raymond Boudon, de son côté, a d'excellentes raisons de vouloir défendre l'objectivité du juste et du vrai. La plupart des philosophes contemporains partagent, d'ailleurs, son point de vue. Encore faut-il trouver l'argumentation la plus appropriée à un tel objectif. Et, surtout, ne pas se tromper sur celle de l'adversaire, sous peine d'effet pervers – par un nouvel « effet pervers » – la cause que l'on entend défendre.

Christian Delacampagne

- (1) PUF, 1977.
- (2) PUF, 1981.
- (3) Fayard, 1990.
- (4) Fayard, 1987.
- (5) Seuil, 1987.

Il n'y a pas d'histoire sans Freud

Dans une contribution au débat sur les archives, Jacques Derrida défend le rôle essentiel de la psychanalyse

MAL D'ARCHIVE
Une impression freudienne
de Jacques Derrida.
Gallimard, 158 p., 140 F.

Jacques Derrida sait, avec un art consommé, prendre une actualité – en l'occurrence, le débat autour des archives – au fil de ses propres questionnements. Quand on sait à quel point sont rares les philosophes capables de penser l'événement sans affecter leur démarche ni caricaturer leurs propres concepts, on ne peut que saluer comme une grande réussite cette contribution, qui insiste sur le rôle moteur de la psychanalyse dans la question très actuelle de l'archive, et de l'histoire qui s'écrit à travers elle. Peut-on, en effet, parler d'histoire, parler d'archives, comme si Freud n'avait pas existé ? Peut-on, si tôt que des notions comme la trace, la mémoire sont en cause, faire l'économie d'une réflexion de type psychanalytique et faire de l'histoire « ordinaire » comme si de rien n'était ? La psychanalyse n'a-t-elle pas justement pour sujet l'inconscient, le refoulement, les traces mnésiques – bref, des notions qui ont un rapport évident avec la définition même de l'objet historique ?

En prenant pour illustration de son propos l'histoire même qui s'écrit sur la psychanalyse, Jacques Derrida dénonce les limites et les errements de cette historiographie qui prétend parler de Freud, sans tenir

compte de la marque indélébile de l'impression – laissée par l'homme et son œuvre sur l'écriture de l'histoire. S'il est un ouvrage récent où cet historicisme sans Freud se donne libre cours, c'est dans le dernier livre de l'Américain Josef Hayim Yerushalmi (1). *Mal d'archive* en constitue une réfutation d'autant plus ferme qu'elle est courtoise, et même teintée d'admiration pour le travail d'érudition accompli. Que reproche Jacques Derrida à Josef Yerushalmi ? Tout d'abord, d'avoir voulu établir, en dépit des dénégations de Freud, que la psychanalyse était une science juive. Certes, non pas « juive » au sens où les antisémites la considéraient comme telle. Mais « juive » parce que le dernier livre de Freud sur Moïse (2) s'apparenterait à une sorte de « nouvelle Bible », universalisant dans un discours à projet scientifique, la difficile transmission de la culture juive, telle qu'elle s'est jouée entre Jakob Freud, le père, et le fils, Sigmund.

UNE « SCIENCE JUIVE »
La preuve – l'archive – de cette judéité est, pour Yerushalmi, une dédicace en hébreu écrite par celui que Jacques Derrida nomme ironiquement l'« archi-patriarche de la psychanalyse », Jakob. Ce texte établirait que le fondateur de la psychanalyse connaissait la langue sacrée mieux qu'il ne l'a prétendu tout au long de sa vie. Son Moïse serait une réponse, tardive et biaisée, à l'interdiction paternelle de fi-

délité à la foi des ancêtres. Dans un très personnel « monologue avec Freud », dont Jacques Derrida souligne à juste titre le problème, il statue que la psychanalyse dans un ouvrage d'érudition, Yerushalmi lui fait, en outre, grief de n'avoir pas envisagé un seul instant que la psychanalyse eût pu s'honorer d'être une « science juive » – au début du siècle, ne parlait-on pas de « science allemande » ? Jacques Derrida ne conteste ni l'importance ni la lecture que Josef Yerushalmi propose de ce document. En revanche, il met en évidence la posture étrange qu'elle contraint l'historien du judaïsme à adopter quand celui-ci s'efforce à répéter l'interdiction de fidélité à la loi des pères faite par Jakob à Sigmund. Tout se passe comme si Yerushalmi décidait de circonscrire Freud à son tour, dit Derrida. Interlocuteur fantôme de son « monologue », Freud se retrouve, entre les mains de Yerushalmi, dans la situation du nouveau-né juif qu'on fait entrer, au huitième jour de son existence, dans l'Alliance, par la circoncision, sans qu'il lui soit possible d'intervenir ou de « répondre ». Yerushalmi situerait ainsi l'historien dans la position du patriarche, d'« archonte de l'archive ».

Mais la critique principale que Jacques Derrida fait au texte de Yerushalmi, c'est assurément d'avoir négligé la force du refoulement. Surtout quand Yerushalmi prétend que la Bible eût consigné l'assassinat de Moïse par les Israélites s'il avait eu lieu ainsi, que

Freud le pense (elle ne se fait pas faute d'étaler les péchés des Hébreux, par exemple les révoltes de Coré, Dathan et Abiram). Que les Hébreux n'aient pas rapporté le meurtre de Moïse n'est nullement la preuve que celui-ci n'a pas eu lieu, répond Derrida. Car qu'est-ce que le refoulement, sinon de l'archivage ? « Simplement, ajoute le philosophe, les textes de cette archive ne sont pas les archives de l'histoire ordinaire » et c'est tout l'intérêt de la psychanalyse, si elle en a un. Il est vrai que ce ne sont pas les archives de police qui sauraient rendre compte des événements dont parle Freud : dans la sphère inconsciente, l'intention de meurtre (telle qu'elle est évoquée par un commentaire rabbinique, un *Midrash*, cité par Yerushalmi lui-même) vaut passage à l'acte, et c'est bien comme meurtre qu'elle a été « archivée » dans la mémoire juive autant qu'humaine. Pour Derrida, il est donc largement temps d'étendre le concept de l'archive à la virtualité. La psychanalyse nous y invite.

Nicolas Weill

- (1) *Le Moïse de Freud, judaïsme terrifiant et interminable*, Gallimard (« Le Monde des livres » du 9 juillet 1993). Sur la question des rapports entre histoire et psychanalyse, on consultera avec profit les six numéros de la *Revue internationale d'histoire de la psychanalyse*, dirigée par Alain de Mijolla (PUF), qui a cessé de paraître en 1993.
- (2) *L'Homme Moïse et la religion monothéiste*, Gallimard, 1993.

Philosophie de printemps

Suite de la page 1

Il s'attache à élever le banquet, cette « esthétique de l'éphémère », à la hauteur d'un art. Cela ne va pas sans quelque coquetterie : il s'enquiert de la portée métaphysique des bulles de champagne, des franges somptueuses de Grégoire de la Reynière ou de la naissance de la gastronomie avec un enjouement parfois trop appuyé. Mais on retiendra sa leçon : savoir manger, c'est savoir vivre – quelle que soit l'expression qu'on veuille donner à cette expression. Ainsi, quand la table est parfaite, il ne s'agit pas seulement de nourriture, mais du rapport à soi, au monde, et à soi-même. La jouissance du mangeur fonderait, à sa manière, une morale. On peut la préférer à celle des prédicateurs tristes.

On n'oubliera pas pour autant qu'elles constituent, l'une et l'autre, les deux faces, symétriques et inverses, d'une même attitude normative. Comme s'il fallait, à chaque fois, proclamer un bien et vilipender un mal, proposer des règles de vie ou des normes préférentielles. Il n'est pas sûr que la philosophie puisse se réduire à des indications sur la manière d'agir, ni se voir remplacée par n'importe quel catalogue de réponses synthétiques pour rayon de prêt-à-vivre. Dans l'engouement

printanier dont la philosophie semble soudain faire l'objet, il se pourrait qu'il y ait aussi une part de légalité et de malentendu. Il y a encore une dizaine d'années, l'idée que la philosophie puisse se vivre, au lieu de seulement s'étudier, était très mal acceptée. Le travail sur les textes, les constructions abstraites, le montage et démontage des systèmes, l'élaboration des concepts étaient considérés comme les seules activités, purement intellectuelles et théoriques, qui caractérisaient les philosophes. Nous avons découvert depuis lors, grâce notamment aux travaux de Pierre Hadot, le travail sur soi des philosophes de l'Antiquité, leurs exercices spirituels, et le patient combat qu'ils livraient, jour après jour, pour se transformer. On risque aujourd'hui de tordre le bâton dans l'autre sens. Ayant retrouvé la philosophie comme manière de vivre, on tend à ne plus voir qu'elle, à oublier l'effort théorique et la rigueur intellectuelle que toute forme d'activité philosophique suppose. Sous prétexte de la rendre plus aisément accessible, plus parlante, plus pratique, ce qui est en soi louable, on risque de ne plus offrir qu'une philosophie mutilée, partielle, caricaturale. C'est-à-dire rien.

Roger-Pol Droit

Dernières livraisons

BIOGRAPHIE

HANNIBAL, de Violaine Vanoye. Pourquoi donc ce Carthaginois ambitieux, « virtuose de la ruse calculée », qui fit trembler Rome, ne s'en est-il pas emparé ? Pourquoi ce héros des guerres puniques, lettré, prestigieux, aussi efficace comme stratège que compétent en économie, s'est-il retrouvé exilé ? Pourquoi s'est-il suicidé ? Alliant son érudition de professeur à son talent de narratrice, la biographe nous fait découvrir un personnage complexe et désormais moins mystérieux (France Empire, 290 p., 120 F.).

LE PÈRE LAGRANGE 1855-1938, L'exégèse catholique dans la crise moderniste, de Bernard Montagnes, op. Historien de l'École biblique de Jérusalem, l'auteur raconte l'itinéraire du fondateur, en 1890, de cette institution qui, à ce titre, fut le pionnier de la lecture historico-critique des Écritures saintes au début du siècle et l'un des principaux acteurs de la querelle sur le modernisme. Après une période de suspicion, le Vatican reconnut la valeur de son travail (Cerf, 246 p., 125 F.).

MON CHER VOLCAN OU LA VIE PASSIONNÉE DE LOUISE COLET, de Françoise du Plessis Gray. Elle ne fut pas seulement la maîtresse de Flaubert et la destinataire des lettres magnifiques de l'auteur de *Madame Bovary*. Elle écrivit elle-même, des vers notamment – dont un recueil intitulé *Les Fleurs du Midi* –, eut une vie publique agitée et une vie privée bien remplie. Le sujet ne pouvait que tenter les biographes (traduit de l'anglais – États-Unis – par Dennis Collins, J. C. Lattès, 388 p., 129 F.).

DROIT

HUMANITÉ ET SOUVERAINETÉ, Essai sur la fonction du droit international, de Monique Chemillier-Gendreau. Professeur de droit public et de sciences politiques à l'université Paris-VII, Monique Chemillier-Gendreau s'interroge sur les racines et le devenir du droit international. L'expansion impériale puis coloniale fut sa matrice. Son bel ordonnancement est ensuite ébranlé par l'émergence des démocraties populaires et des États du tiers-monde nouvellement indépendants. Aujourd'hui la mondialisation des savoirs et de l'économie a modifié cette problématique. Y a-t-il encore une place, en droit international, pour des États souverains ? (La Découverte, 384 p., 185 F.).

ESSAIS LITTÉRAIRES

LONDRES REVISITÉ, collectif. Rythmé par les illustrations de Selma Gürbüz, ce petit guide littéraire de Londres, publié par la revue *L'Ennemi*, qui dirige Gérard-Georges Lemaire, revisite les lieux de la géographie et de la culture londoniennes. Avec, pour compagnons, les écrivains Max Beerbohm, George Moore, Paul Morand, Karel Capek ou Oscar Wilde. Aux illustres voyageurs français à Londres, réunis dans un petit « dictionnaire », succèdent des textes d'écrivains contemporains dont Michel Deguy, I.-M.-G. Le Clézio, Jean-Christophe Bailly, Régine Detambel, Ben Kral, Bernard Delvaile, Gérard-Georges Lemaire, Hubert Lucot, Bernard Lamarche-Vadel, Sylvie Germain, Geneviève Brisac ou Claude-Michel Cluny, chacun renvoyant à des choses vues et à d'autres secrets, à des échos qui les dépassent (Bourgois, 208 p., 95 F.).

ANDRÉ GIDE ET SA PERVERSION, de Jean-Marie Jadin. Le titre de l'ouvrage peut surprendre. Jean-Marie Jadin est psychiatre et psychanalyste. De ce point de vue, le mot « perversion » a sa dimension clinique. L'œuvre de Gide (fameux sujet) est donc analysée du point de vue des fantasmes inconscients. Le lecteur férus de littérature et admirateur de Gide peut être surpris et réticent mais, contre toute prévention, l'étude de Jean-Marie Jadin reste fort intéressante. A lire, avant de relire Gide (Arcanes Hypothèses, 258 p., 139 F.).

HISTOIRE

BERLIN 1933-1945. SÉDUCTION ET TERREUR : CROISADE POUR UNE CATASTROPHE, ouvrage collectif dirigé par Lionel Richard. Des grandes parades de la terreur nazie, des vociférations de Hitler, dont on fête l'anniversaire à grand bruit tous les 20 avril, au champ de ruines laissé par les bombardements de 1945, images d'une ville qui n'est plus la capitale de la République de Weimar et pas encore celle de la guerre froide (Autrement, série « Mémoires », n° 37, 172 p., 120 F.).

HISTOIRE ET DICTIONNAIRE DU TEMPS DES LUMIÈRES

1715-1789, de Jean de Viguère. Précédée de développements historiques sur la situation de la France et hors de France, suivie d'une chronologie détaillée et de bibliographies, la partie centrale de cet ouvrage est constituée par un dictionnaire, à la fois thématique et onomastique, sur l'époque des Lumières. L'auteur, affirme, dans sa préface, vouloir sortir de l'« engourdissement » historique sur cette période et lever le « voile qui l'enrobe et l'obscurcit » (« Bouquins »-Laffont, 1740 p., 189 F.).

TABLEAU POLITIQUE DE LA FRANCE DE L'OUEST,

d'André Siegfried. Publié en 1913, ce classique de la science politique est la première étude à vocation scientifique à mettre en parallèle le comportement électoral d'une région et sa géographie physique et humaine. Pierre Milza remarque dans sa préface que, même si ce Grand Ouest, à la veille de la première guerre mondiale, n'est pas celui que nous connaissons, « nombre de permanences enregistrées il y a plus de quatre-vingts ans par Siegfried continuent de peser » (Imprimerie nationale, 640 p., 170 F.).

PHILOSOPHIE

SINGULARITÉ ET ÉVÉNEMENT, de Jean-François Marquet. Voilà un livre inattendu. Il s'installe d'emblée dans la juxtaposition des pensées qui se sont succédées dans l'histoire, persuadé, avec Heidegger, que la philosophie a « fait son temps ». Cette chronique lapidaire de la philosophie, élaborée autour de l'idée du Même et du Seul, est suivie d'une série d'« exercices », où s'entrelacent et se répondent, dans une langue précisément poétique, des thèmes qui ont parcouru l'histoire de la métaphysique et de la mystique (Jérôme Millon, coll. « Krisis », 246 p., 150 F.).

SCIENCES HUMAINES

EXPERTS ET FAUSAIRES, Pour une sociologie de la perception, de Christian Bessy et Francis Chateauraynaud. Qu'est-ce qui prouve l'authenticité d'une montre, d'un foie gras, d'un tableau, ou d'une relique ? Sous la diversité des objets et des situations, n'existe-t-il pas des invariants permettant de construire un modèle expliquant nos manières de départager le vrai du faux ? Pour répondre à cette question, les auteurs proposent une enquête sur les démarches de nombreux experts et construisent une conception intéressante de la compétence, montrant comment elle est acquise, transmise et appliquée (Métailié, 368 p., 180 F.).

Les quiproquos du mythe et de l'Histoire

Des Indiens Cuna du Panama à la Géorgie du XI^e siècle, une interrogation collective sur l'idée de tradition

TRANSCRIRE LES MYTHOLOGIES Tradition, écriture, historicité. Ouvrage collectif sous la direction de Marcel Detienne. Albin Michel, 274 p., 130 F.

Invitant naguère à repenser la mythologie comme objet de savoir, Marcel Detienne avait lancé cette formule légèrement provocante : « La mythologie, ça s'écrit ». Puis, dans la suite des travaux de l'anthropologue Jack Goody, il avait mené une enquête collective sur les effets de l'écriture en Grèce ancienne. Aujourd'hui, sous le titre *Transcrire les mythologies*, il relance son questionnement, en l'élargissant et en le précisant tout à la fois par un recours résolu au comparatisme : comment s'opère, ou non, la mise en écriture de la tradition et quels sont ses effets ? On passe alors insensiblement de *transcrire* la mythologie à *écrire* l'Histoire, ou au partage – jamais durablement stabilisé – entre mythe et Histoire. D'où ce livre, à plusieurs voix (1), réunissant anthropologues et historiens autour d'une série de cas précis, qui vont conduire le lecteur curieux de l'ancien Israël à la Chine, du Japon à Rome ou en Indonésie, du Panama à la Géorgie, et même du côté de la Grèce archaïque, du lointain passé au présent, ou l'inverse. La matière est riche. Voici un itinéraire possible.

L'écriture, oui, mais, en amont, qu'en est-il de la tradition ? Elle est ce qui règle une société dite traditionnelle, où le passé modelerait le présent. Mais ne faut-il pas avoir déjà mis la tradition à distance, justement en l'écrivant, pour pouvoir former le concept de tradition et, du même coup, être à même d'opérer ce partage entre les sociétés traditionnelles, ou sans écriture, et les autres, dont la tradition sera alors « de ne pas se satisfaire de la tradition » ? Reconnait-on un tel partage peut-être plutôt confortable – pour nous –, mais n'est-il moralement ni épistémologiquement très satisfaisant. Aussi convient-il de mieux chercher qu'on ne l'a fait où et comment les sociétés traditionnelles ont élaboré de la réflexivité culturelle : jeu sur les normes et les valeurs, choix de leur passé... Peut-être bien, est-



Les Indiens Cuna : un art de la mémoire

ce, paradoxalement, dans ces objets en apparence les plus « traditionnels » que sont le mythe et le rite. D'où cette première conclusion : avant même d'être transcrite, une tradition ne serait déjà plus ou pas la tradition.

DOUBLE ÉCRITURE

Questionner l'idée de tradition, c'est justement ce que permet une étude de la pictographie des Indiens Cuna. S'agit-il d'une écriture ébauchée ou avortée, incapable de reproduire les sons de la langue ? Nullement. Une étude minutieuse montre d'abord que l'usage des pictogrammes est lié à des situations d'énonciation fortement ritualisées et ensuite qu'ils servent à fixer des « noyaux de connaissance traditionnelle » (liste de noms de lieux ou de personnalités). Transcrivant en images la parole ritualisée, les pictogrammes représentent, en fait, les supports d'un véritable art de la mémoire, une manière de fixer et de contrôler la mémoire de certains mots, amenés à prendre en compte la part d'images que comporte une tradition orale. Le Japon du VIII^e siècle offre l'exemple, probablement unique,

d'une double écriture simultanée de la tradition. Deux ouvrages fondateurs, les *Récits des temps anciens* d'une part, les *Annales du Japon* de l'autre, sont présentés à la cour impériale, à huit années d'intervalle : même écriture (le chinois), même matière (les traditions japonaises depuis les origines du monde), même but (affirmer la légitimité de la famille impériale). Pourtant, au final, émergent deux transcriptions diamétralement opposées de l'histoire du Japon. Là où les *Récits* tendent à écrire « les récits du temps des hommes à l'aide de schémas élaborés pour le temps des dieux », témoignant donc d'un moment d'invention de la tradition, les *Annales*, proches des modèles historiographiques chinois, soucieuses de dates et de chronologie, privilégiant la linéarité du récit, historicisent la tradition. Dans l'immédiat, les *Annales* l'emportent, mais les *Récits* resurgissent avec l'ère Meiji, comme mémoire de l'« authentique » identité japonaise. Mythologisation ou historicisation encore, en Grèce cette fois, avec le statut de ces auteurs qui, à partir de la fin du VI^e siècle, se mettent à écrire des Généalogies.

Viennent-ils doubler – plagier – les poètes, mais en prose ? Ou bien sont-ils déjà des historiens, dont l'écriture – explicitement, mais aussi par le simple fait de s'exercer – met en ordre les récits multiples de la tribu ?

La Géorgie offre également un superbe exemple de ces quiproquos entre mythe et Histoire. Une chronique géorgienne du XI^e siècle raconte la conversion du pays intervenue au IV^e siècle. Un premier livre retrace le temps d'avant, celui du paganisme, un second celui d'après : de l'Histoire, donc. Or, un détour par la Géorgie montagnarde et païenne d'aujourd'hui montre que la chronique reprend jusque dans le détail une structure légendaire relevant de l'oralité, qui est celle de l'institution des cultes païens. C'est vrai pour les temps antérieurs à la conversion, mais, plus étonnant, c'est tout aussi vrai pour le récit de la conversion elle-même, qui emprunte un mythe de fondation païen (en l'agrémentant de quelques clichés bibliques). La conversion, bien réelle, n'a donc pu se dire, avant de s'écrire, que dans la langue du paganisme.

Transcrire la mythologie ou écrire l'Histoire ? Ni en Chine – où l'écriture historique paraît sortir de l'écriture oraculaire –, ni à Rome, il n'est question de mythologie. Le souverain pontife romain rédige chaque année une chronique qu'il affiche. Cicéron fit de cette transcription le point de départ de l'historiographie romaine. Il lançait du même coup un serpent de mer des études romaines ! Une reprise rigoureuse du dossier permet de montrer qu'il devait s'agir d'un document sur l'état des relations de la cité avec les dieux, compilé par le pontife en fonction du pouvoir qui était le sien de « retenir la mémoire des événements ». Une histoire, oui, mais religieuse : une « comptabilité de la pitié » où il était question de « contrats, d'obligations, de solvabilité, de passif et d'actif, et où il n'y avait pas de place pour les mythes et les contes de fées ».

François Hartog

(1) Par ordre d'intervention, Gérard Lecluch, Carlo Severi, François Macé, Léon Vandermeersch, Gilbert Hamonic, Françoise Smyth, Thomas Römer, John Scheid, Christian Jacob et Georges Charachidzé.

Les mystères de la parole divine

Un beau voyage en mythologie comparée autour de quelques bribes sonores de la langue des dieux

LA Déesse PAROLE

Quatre figures de la langue des dieux sous la direction de Marcel Detienne et Gilbert Hamonic, dialoguant avec Georges Charachidzé, Charles Malamoud et Carlo Severi. Flammarion, coll. « Idées et recherches », 120 p., 110 F.

Si le Dieu de la Genèse biblique crée l'Univers en prononçant quelques mots, on ne sait rien de ce verbe primordial, ni de la langue sublime dans laquelle fut articulé « Fiat lux ». À l'écart de ces énigmes bibliques et des langues parfaites auxquelles Umberto Eco a consacré récemment un livre (1), cinq spécialistes ont mis en commun leurs interrogations pour en savoir plus sur le langage des dieux. Dans les cultures polythéistes envisagées, les dieux dialoguent rarement avec les mortels. S'ils en escomptent prières et sacrifices, ils sont peu enclins à la réciprocité. De soliloques en monologues, les dieux rêvent d'une autonomie impossible. Sans ceux qui les adorent et les honorent, ils ne sont rien. Ce sont en effet les hommes qui les décrètent « dieux » en leur donnant un nom et une forme – iconique ou non. Les dieux affectionnent l'occulte et tout ce qui a trait au mystère. Tissées de secrets, leurs paroles se gardent de toute lumière et, lors-

qu'ils chuchotent, il leur arrive même de travestir les mots, de mal les prononcer pour en soustraire le sens aux oreilles avides de leurs dévots. Dès lors, comment l'historien des religions, l'anthropologue et l'éthnologue peuvent-ils entendre, à la suite des prétes « linguistes », quelques bribes sonores de la langue des dieux ?

VENTRILOQUES

Relevant le défi, les auteurs de ce beau livre à cinq voix nous offrent des chapitres qui se déroulent au rythme de la transcription de leurs dialogues. Dans ce salon d'érudition, où la rigueur consiste en un comparatisme sans fard, Marcel Detienne conduit les conversations qui portent sur les plus vieux textes védiques (Ch. Malamoud), les Indiens Cuna de Panama (C. Severi), les Bugis du sud de Célèbes, en Indonésie (G. Hamonic), et les montagnards du Caucase (G. Charachidzé).

On découvre ainsi, grâce à Malamoud, celle qui donne son nom au livre, la « déesse Parole », qui est la divinité de la parole humaine. Figure mythique inscrite dans le Veda, séduisante et souhaitant être séduite – comme la parole demande à être captée –, elle contient toute la science védique. Si elle entretient nécessairement des liens privilégiés avec le savoir sacré, c'est elle aussi qui initie le poète inspiré. Pour lui, dit le Veda, la Parole « a ouvert son corps, comme fait pour son mari l'épouse consentante, bien parée ».

Entre posséder la divine parole et être possédée par elle, la distinction n'est donc pas toujours aisée. Voilà pourquoi les ventriloques divins, ceux qui prêtent leurs voix aux dieux pour se faire leur porte-parole, incarnent un état limite. Dans le Caucase, les montagnards géorgiens les appellent *meene*, qui veut très exactement dire « linguiste ». Et Charachidzé de préciser que ce « linguiste est le possédé par excellence ». Tel est également le cas de ces travestis dont parle Severi, qui décrivent bien la trajectoire que doit emprunter la voix divine pour accéder aux mortels. Pour entendre – ou faire entendre – la langue des dieux, il faut occuper une position limite, aux frontières des genres, bouleversant l'ordre social en assurant, le temps d'un éclair, le passage sonore d'un dieu. Mais la voix divine désigne aussi la souffrance de ce qui échappe. Chez les Indiens Cuna, la parole chamannique exprime la douleur de ceux qui, frappés d'étrangeté, perdent leurs repères et ont, pour cela même, le désir de maîtriser ce qui n'est pas formulable.

Si on peut reconnaître « un air de famille » entre les dieux bugis et les puissances védiques, nos auteurs décèlent également plus d'un lien spécifique entre langue divine et sexualité, vision et audition, parole pleine et silence. Même si l'unique Morige, le dieu suprême et Grand Ordonnateur dans le Caucase, demeure prostré dans un silence sans fin, au terme de ce périple en my-

thologie comparée qui se plaît à souligner les innombrables différences entre panthéons, on reconnaît néanmoins quelques ressorts communs aux paroles divines.

Et d'abord ceci : le langage divin est, somme toute, celui-là même dont se servent les mortels pour désigner leurs dieux. Et la « déesse Parole » l'est à la fois du discours humain et divin. Autrement dit, en matière de philologie divine, ce sont bien les hommes, prêtres, chamanes et autres « linguistes » qui tiennent les ficelles d'un savoir jamais dénué de pouvoir.

Il n'empêche. Comme le remarque Hamonic, « le principe unique, premier, absolu sur lequel repose toute la raison d'être du langage des dieux échappe lui-même à ce langage ». Serait-ce cette raison-là qui empêche tant les hommes d'oublier les dieux dont Detienne ne manque pas de rappeler (2) combien, en pays grec, ils sont les fidèles alliés de la mémoire ?

Maurice Olender

(1) Voir l'article de Denis Salka, dans « Le Monde des livres » du 7 octobre 1994.

(2) A ce propos, voir le livre de M. Detienne, *Les Maitres de vérité dans la Grèce archaïque*, préface de Pierre Vidal-Naquet, publié en 1967 chez Maspéro, dans la collection « Textes à l'appui ». Cet ouvrage, devenu un classique, vient de paraître en Presses Pocket (n° 154). En ouverture, M. Detienne y a joint un texte inédit intitulé « Retour sur la bouche de la Vérité ».

هكذا من الأصل

ACTUALITÉS
Suisse : Cohn-Bendit
critique littéraire

ESSAIS

Dernières nouvelles de l'empire

Superpuissance mondiale et « premier des pays sous-développés », l'URSS a disparu
Victime de Marx ou de Gengis Khan ?

LA TRAGÉDIE SOVIÉTIQUE
Histoire du socialisme
en Russie, 1917-1991
de Martin Malia.
Traduit de l'anglais
par Jean-Pierre Bardos,
Le Seuil, 635 p., 195 F.

**LA RUSSIE, ESPOIRS
ET DANGERS**
de Bernard Féron.
Le Monde Éditions/Marabout,
255 p., 37 F.

**LA GRANDE RÉVOLUTION
CRIMINELLE**
de Stanislav Govoroukhine.
Traduit du russe
par Oleg Tarassienkov,
L'Âge d'Homme, 206 p., 100 F.

L'ouvrage de Martin Malia fait écho à celui de François Furet, même si, à la différence de l'auteur du *Passe d'une illusion*, son auteur n'a jamais été communiste. Cet historien de Berkeley, qui est aussi professeur associé au Collège de France, est un passionné de l'histoire des idées et un observateur attentif du régime soviétique depuis la fin des années 50. Pour lui, c'est seulement aujourd'hui, après l'effondrement du communisme, que l'on peut écrire son histoire, en fait celle de notre « court XX^e siècle », commencé en 1914 et terminé en 1989 avec la chute du mur de Berlin. Auparavant, l'analyse était faussée par des conceptions ou tabous inspirés plus ou moins directement par Moscou. Ainsi, Martin Malia note que le mot « totalitarisme », redécouvert par Hannah Arendt à la fin de la deuxième guerre mondiale, a été banni de facto de la sociologie occidentale au début des années 70, au moment précis où il apparaissait sous la plume des dissidents d'Europe de l'Est. Or ce sont ces derniers qui avaient raison : certes, « une société totale communiste n'était pas un régime, mais un état », mais ils se voulaient toujours « omniscients ». Autre preuve de la permanence du totalitarisme jusqu'à la fin : son implosion « sans précédent dans l'histoire ». En fait, note l'auteur, « il n'y avait rien de surprenant à ce qu'un système total s'effondre totalement, laissant le champ à un problème total ».

par la méthode stalinienne ». Pourquoi cette condamnation sans appel ? L'auteur note qu'à la différence des autres « ismes » (capitalisme, absolutisme, etc.) surgis dans l'histoire moderne « le mot socialisme est le seul qui ait été créé avant, et non après, qu'une société de ce type ait existé ». Conçu comme une utopie et fondé sur la seule morale, le socialisme de Marx exigeait d'emblée une révolution complète, donc violente, pour devenir réalité face à cette autre réalité beaucoup plus diverse qu'était le reste d'un monde baptisé « capitaliste » pour les besoins de la cause. Et tandis qu'en Europe occidentale le socialisme a dû se couler dans un moule préparé par les idées libérales et un système électoral qui lui a fait perdre sa substance (plus on se prononce pour le socialisme démocratique, moins on le fait, note l'auteur au passage), en Russie, il a aggravé les « indigestions intellectuelles chroniques » d'une intelligentsia sans racines, enclina à placer la morale au cœur de la vie, et qui absorbait d'un coup toutes les théories plus longuement mûries à l'Ouest.

« STALINE DE POCHÉ »
Dans ces conditions, la terreur ne pouvait être un accident. « Il se peut qu'à partir de 1937 Staline soit devenu quelque peu fou, mais ce qui est sûr, c'est que le système l'était », affirme Martin Malia avant d'ajouter que le monde issu de Lénine a produit aussi Mao et d'autres « *Staline de poche* », comme Ceausescu, Kim Il-sung et Castro. En revanche, le stalinisme ne peut se produire qu'une fois dans le cycle d'un régime communiste. Installé, il ne peut que défendre ses « conquêtes » et devient conservateur. Après l'intermède Khrouchtchev, l'homme du « *léninisme naïf* », on passe « des révolutions aux gestionnaires », des « gardes rouges aux gardiens gris » que sont Brejnev, Kossyguine et Soudzov. Bref, à une stagnation imposée par une planification rigide, totalement inadaptée aux progrès de la technologie. L'illusion se maintiendra à la faveur de la manne des pétrodollars, de la « détente » — conçue comme « un moyen de combler une partie du fossé technologique, sans en payer aucun prix politique » —, et de l'expansion d'un complexe militaro-industriel à propos duquel Martin Malia avance une suggestion originale : les dirigeants du Kremlin, ne disposant d'aucune statistique sérieuse, auraient fini par prendre pour argent comptant les estimations beaucoup trop faibles de la CIA américaine quant au poids des dépenses militaires sur l'économie soviétique, et surestimé gravement les ressources dont ils disposaient... Tout cela, et plus encore l'expérience Gorbatchev, montre « l'extraordinaire fragilité du système soviétique à la fin de son parcours ».

Cet ouvrage dense et bien documenté — malgré quelques fautes de dates — ne fera pas taire ceux qui pensent que le socialisme a été dévoyé, que le sort de l'URSS ne condamne pas forcément une « idée socialiste », dont l'auteur concède d'ailleurs qu'elle « durera aussi longtemps que l'inégalité, donc très, très longtemps ».

Martin Malia dénonce également, comme une autre de ces utopies « aussi nécessaires que dangereuses », celle du libéralisme intégral : une intervention de l'État dans la vie économique sera toujours nécessaire. On retiendra encore que, si l'on peut voir des économies de marché coexister avec des systèmes politiques autoritaires (le Chili de Pinochet, ou la Chine de Deng Xiaoping), l'inverse n'est pas vrai : « il n'y a aucun exemple de démocratie politique sans économie de marché ».

Le propos de Bernard Féron était moins ambitieux, mais l'on s'étonnera tout de même que l'auteur, bien connu des lecteurs du *Monde*, ait pu faire rentrer tant de choses en si peu de pages : du relief russe à l'histoire de l'empire en passant par Karamzine et les slavophiles... De Rurik le Varègue, premier prince de Russie, à Gorbatchev et à Eltsine, l'auteur nous conduit à grandes enjambées jusqu'à la Russie chaotique d'aujourd'hui, dont la description n'en occupe pas moins une moitié de l'ouvrage. Bernard Féron insiste moins que Martin Malia sur le péché originel du marxisme, davantage sur la pesanteur asiatique. Selon lui, si la Russie en était restée à son histoire commencée à Novgorod et à Kiev, elle aurait pu apprendre la démocratie et faire partie du monde occidental : Gengis Khan

et les deux siècles et demi de l'occupation mongole ont tué cet espoir. Cela dit, de Lénine « le frénétique » au malheureux Tchernomko, qui « dans l'histoire de l'éloquence, n'a laissé que des quintes de toux », le diagnostic est le même sur le sort d'un système qui a produit à la fois une superpuissance mondiale et « le premier des pays sous-développés », et sur sa décadence, illustrée par le putsch manqué de 1991 (« *Huit huitièmes de Bonaparte ne peuvent faire un Napoléon* », note Bernard Féron à propos des membres du comité pour l'état d'urgence), et la véritable révolution qui a suivi. Le livre est complété par une précieuse chronologie, de la création de l'état russe en 862 à l'intervention en Tchétchénie en 1994, et par une carte éclairante de l'expansion de ce qui fut toujours « un empire avant d'être une nation » : en moyenne 140 kilomètres carrés par jour, et cela pendant trois siècles... Stanislav Govoroukhine, lui, nous rapproche encore plus de l'actualité avec sa *Révolution criminelle*. Cinéaste et député, cet ancien partisan de Boris Eltsine est devenu un opposant farouche. Son livre, qui vient d'être traduit en français, reprend certaines scènes d'un de ses films sur le règne des mafias, se répand en imprécations contre le « pouvoir criminel des démocrates » et donne de l'assaut d'octobre 1993 contre l'ancien Parlement une version proche de celle d'Alexandre Routschof et de Rouslan Khasboulatov, les leaders déchu. A l'en croire, les pays du G7 ont assuré leur « grande prospérité » des années 1992-1993 (sic) en pillant la Russie. Un livre très excessif, mais éclairant sur le désespoir de certains Russes aujourd'hui.

Michel Tatu
★ Le livre de Bernard Féron sera notamment distribué avec les cassettes du film documentaire *URSS* — diffusé par France 3 en novembre et décembre 1994 — mises en vente, à partir de mai, par France 3-Vidéo.



« Il n'y avait rien de surprenant à ce qu'un système total s'effondre totalement, laissant le champ à un problème total. »

Des profondeurs des archives

Les documents permettant de préciser ou de rectifier l'historiographie soviétique sont de plus en plus nombreux. En voici deux nouveaux témoignages

LE VRAI LÉNINE
d'après les archives secrètes
de Dimitri Volkogonov.
Traduit de l'anglais
par Dimitri Sesevan
et Serge Quadrupani,
Robert Laffont, 444 p., 179 F.

L'ASSASSINAT DE KIROV
de Alla Kirilina.
Traduit du russe
par Pierre Forgues
et Nicolas Werth,
Seuil, 280 p., 140 F.

faits que les lecteurs occidentaux connaissent depuis longtemps : pour ces gens, l'intrusion de l'histoire dans l'hagiographie fait l'effet d'un choc. Surtout pour ceux qui s'en tiennent à la version imposée de Khrouchtchev à Gorbatchev : le mal vient de Staline, qui a trahi le vrai Lénine. Pas du tout, écrit le général Volkogonov : c'est Lénine lui-même qui, avec un peu de bon grain, a semé beaucoup d'ivraie...

Volkogonov montre comment le caractère, les circonstances de la vie et les conceptions étranges de son personnage ont hélas modelé la Russie. A la différence de Staline, Lénine n'était pas personnellement cruel : en diverses circonstances, on le voit prévenant, mais la cruauté sociale fut sa philosophie. Seule comptait pour lui la révolution. Et pour lui il n'y avait pas de révolution sans terreur. Parvenu au pouvoir, il multiplia les appels à la fusillade, à la pendaison. Peu importe ce qu'ont fait les coupables — ou les otages —, il faut que là où il passe, le bolchevik mette au gilet cent koulaks, et que tout le monde assiste au terrifiant spectacle.

Pas plus que ses camarades dirigeants, Lénine n'avait la moindre expérience du prolétariat qu'il voulait représenter (son parler cru, son insupportable fièvre parfois oubliant qu'il était d'abord un intellectuel). En novembre 1917, Maxime Gorki notait : « Lénine ne connaissait pas les masses, mais il a découvert dans les livres comment faire se dresser les masses sur les pautes arrières... Pour lui, la classe ouvrière est comme le minéral de fer pour le métallurgiste. » A ce moment, il avait au moins réussi ce qu'il voulait : un coup d'état aux couleurs de la révolution. Après le coup, il fallait s'occuper de l'Etat. Le nouveau maître de la Russie multiplia les notes. Il

se mêla de tout, allant jusqu'à régler lui-même la gestion de la cantine des commissaires du peuple. Lénine, qui, jusqu'aux approches de la cinquantaine, n'eut pas d'occupations régulières, fut-il incapable de s'adapter à ce « métier » venu sur le tard, de s'imposer un emploi du temps, de se concentrer sur l'essentiel en délaissant l'accessoire ? C'est la conviction du général Volkogonov qui voit même dans ce désordre la cause de la maladie fatale du chef. En somme, selon notre auteur, le premier des bolcheviks serait mort des suites d'une longue et cruelle incompétence. Ce qui est sûr, c'est que la Russie n'est pas encore guérie de cette incompétence-là. De son côté, et en s'appuyant, elle aussi, sur des milliers de documents tirés des fonds secrets — lettres, textes annotés, brouillons de discours, pièces du procès, etc. —, Alla Kirilina raconte un peu la vie et beaucoup la fin de Serge Kostrikov, plus connu sous son pseudonyme, Kirov, dont l'assassinat, au siège du Parti, à Leningrad, le 1^{er} décembre 1934, mit en branle la grande terreur.

Très vite, le bruit courut, à l'étranger, que le meurtre avait été manigancé par Staline, inquiet de la popularité d'un ami en passe de

devenir son rival et qui s'appretait à « monter » à Moscou pour exercer les fonctions de secrétaire du comité central. Proposée par Trotski exilé, cette thèse fut, plus tard, confortée par Khrouchtchev et même par un des membres de la dernière direction suprême du PC soviétique, Alexandre Iakovlev. Alla Kirilina, gardienne des archives de Kirov, est pourtant formelle aujourd'hui. De sa longue enquête elle tire cette conclusion : ce meurtre fut un acte individuel, et n'était même pas motivé, comme la rumeur en avait également couru, par une aventure galante de Kirov. L'assassin, Nicolaïev, était, tout simplement, un mauvais coucheur, un raté. « *Petit Napoléon au chômage* », il avait écrit à Staline, mais aussi à Kirov, pour se plaindre des injustices dont il s'estimait victime. N'obtenant pas de réponse, il résolut de faire un éclat, en « tirant le coup de feu qui retentit dans le monde entier ». Dans les jours qui suivirent son arrestation, il ne cessa de clamer qu'il avait agi seul. N'importe. Staline vit là l'occasion rêvée d'asseoir définitivement son pouvoir. Dès le 3 et 4 décembre, l'enquête est orientée vers la recherche d'une conspiration et, le 6 décembre, Staline met au point le plan définitif de lutte contre les opposants. Pour que le procès — expéditif et à huis clos — de Nicolaïev soit le premier acte de la chasse à de prétendus conjurés, la police arrêta treize jeunes hommes qui l'avaient plus ou moins fréquenté. Ils furent jugés, condamnés, exécutés en même temps que le coupable. Bref, affirme M^{me} Kirilina, Staline ne fut pas le commanditaire du meurtre mais l'utilisa cyniquement à des fins politiques. Faisant du 1^{er} décembre 1934 l'un des jours les plus sombres d'une histoire qui n'en manqua pas... Bernard Féron

Chants désespérés

ENSORCELÉS PAR LA MORT
de Svetlana Alexievitch.
Récits traduits du russe
par Sophie Benesch,
Plon, 215 p., 129 F.

C'est l'histoire de quatorze ex-Soviétiques qui se sont suicidés, à moins qu'ils n'aient tenté ou n'aient été tentés de le faire. Svetlana Alexievitch a recueilli les récits de ceux qui ont survécu à l'épreuve, ou de personnes à qui les disparus s'étaient confiés avant le geste fatal. Elle a entendu les témoins d'une époque qui s'en va, celle du « mensonge sublime », des hommes et des femmes qui ont voulu mourir pour que vivent les fantômes. Les personnages du livre de Svetlana Alexievitch ne se relèvent pas du stalinisme et du postsoviétisme. On peut n'avoir jamais partagé le sentiment d'un Vassili Petrovitch pour qui le « parti » fut le grand amour et avoir chagriné de cet homme qui se pendit à quatre-vingts ans parce que son théâtre avait disparu et qu'il désirait mourir « Lénine au cœur ». Une autre, Natacha Pachkevitch, a voulu en finir parce qu'elle ne supportait pas d'avoir été trois personnes différentes sous Staline, sous Khrouchtchev, sous Eltsine, trois personnes différentes incapables de se comprendre et

qui se détestaient. Pour beaucoup des témoins cités dans ce livre, Staline fut à la fois idole et bourreau. Les uns notent maintenant qu'ils ont été victimes de l'utopie. D'autres pensent que les hommes ont perverti une idée magnifique. Avançons une interprétation complémentaire : les trois quarts de siècle soviétique et l'implosion du régime communiste ont redonné conscience à la Russie et aux Russes de leur crise d'identité. La débâcle matérielle, antérieure — et de loin — à la démocratisation, explique, pour une part, les inquiétants soubresauts observés depuis le début des années 90. Ce n'est pas la part la plus importante. La société est empiétrée dans un nœud de contradictions. Les « héros » de ce livre ont perdu en même temps foi et patrie. De leur vie d'antan, il ne reste que la nécessité de faire la queue. Heureusement d'ailleurs, note l'un d'eux, car en luttant ainsi pour survivre nous avons moins le temps de remâcher ces mortelles questions : Qui sommes-nous ? Pour quoi vivons-nous ? Svetlana Alexievitch présente son ouvrage avec ces mots : « Je crève, il hurle, il pleure. » C'est vrai, et il faut bien contredire le poète : les chants désespérés ne sont pas les plus beaux.

B. F.

JAMES ELLROY
A l'occasion de sa venue en France
et de la parution de son dernier roman
AMERICAN TABLOID
éditions Rivages - Thriller
Revenez le vendredi 21 avril
à partir de 18 heures
Librairie
MILLEPAGES
174 rue de Fontenay, Vincennes
43.28.04.15

